

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/KAZ/3

23 septembre 1996

(96-3745)

Original: anglais

ACCESSION DE LA REPUBLIQUE DU KAZAKSTAN

Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur

Dans une communication datée du 29 janvier 1996 (WT/ACC/KAZ/1), le gouvernement de la République du Kazakstan a fait une demande d'accession au titre de l'article XII de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

A sa réunion du 16 avril 1996, le Conseil général a créé un groupe de travail, qu'il a chargé d'"examiner la demande faite par le gouvernement kazak d'accéder à l'Accord de l'OMC au titre de l'article XII et de lui présenter des recommandations comprenant éventuellement un projet de protocole d'accession". Tous les Membres de l'OMC qui le souhaitent peuvent faire partie du Groupe de travail.

Conformément aux procédures (WT/ACC/1), le Secrétariat distribue ci-joint l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur communiqué par le gouvernement kazak. Les Membres de l'OMC qui souhaitent soumettre des questions au sujet de cet Aide-mémoire sont invités à les faire parvenir avant le 11 novembre 1996 au Secrétariat, qui les transmettra aux autorités kazakes.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1
II. ECONOMIE, POLITIQUES ECONOMIQUES ET COMMERCE EXTERIEUR	2
1. Economie	2
a) Description générale	2
Territoire	2
Population	3
Spécialisation économique	4
Principaux indicateurs économiques	6
b) Situation économique du moment	6
2. Politiques économiques	9
a) Grandes orientations et objectifs	9
Politique des prix	10
Politique commerciale	10
Développement du secteur privé/privatisations	10
Privatisations	11
Priorités sectorielles	12
b) Politique monétaire et budgétaire	14
Politique monétaire (lutte contre l'inflation, supervision bancaire, taux d'intérêt, politique monétaire à court terme)	14
Politique budgétaire	16
c) Régime de change, système de paiements et relations avec le Fonds monétaire international	17
Système de paiement	17
Régime de change	18
Relations avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale	19
d) Politiques en matière d'investissement étranger et d'investissement intérieur	20
e) Politiques en matière de concurrence	20
3. Commerce extérieur des marchandises et des services	21
4. Renseignements sur les mouvements financiers en relation avec les nationaux travaillant à l'étranger	22
III. CADRE POUR L'ELABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTERIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES	22
1. Attributions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire	22
a) Pouvoir exécutif	22
b) Pouvoir législatif	23
c) Pouvoir judiciaire	23

	<u>Page</u>
2. Entités gouvernementales responsables de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques affectant le commerce extérieur	24
3. Partage des responsabilités entre le gouvernement central et les gouvernements sous-centraux	24
4. Eventuels programmes législatifs ou plans de modification du régime réglementaire	24
a) Lois à adopter	25
b) Programme de remaniement des lois existantes	25
c) Programme d'amendement des lois existantes	26
5. Lois et instruments juridiques	26
6. Description des tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs, le cas échéant	26
a) Procédures judiciaires	26
b) Procédures arbitrales	26
c) Procédures administratives	27
IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES	27
1. Réglementation des importations	27
a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation	27
b) Caractéristiques du tarif national et nomenclature	27
c) Contingents tarifaires, exemption de droits	28
d) Autres droits et impositions, avec indication des éventuelles impositions pour services rendus	28
Droits à payer pour les formalités et autres services douaniers	29
Taxes à la valeur ajoutée	29
Droit d'accise	30
Autres droits et redevances	31
e) Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences	33
f) Procédures en matière de licences d'importation	33
g) Autres mesures à la frontière, par exemple tout autre programme ayant des effets à la frontière similaires à ceux des mesures indiquées sous le point e) ci-dessus	33
h) Evaluation en douane	33
i) Autres formalités douanières	33
j) Inspection avant expédition	34
k) Application de taxes intérieures aux importations	34
l) Règles d'origine	34
m) Régime antidumping	34
n) Régime des droits compensateurs	34
o) Régime des sauvegardes	35

	<u>Page</u>
2. Réglementation des exportations	35
a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'exportation	35
b) Nomenclature du tarif douanier, types de droits, taux de droits, moyennes pondérées des taux	35
c) Restrictions quantitatives à l'exportation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences	35
d) Procédures en matière de licences d'exportation	35
e) Autres mesures, par exemple prix minimaux à l'exportation, autolimitations des exportations, arrangements de commercialisation ordonnée	36
f) Politiques de financement, de subventionnement et de promotion des exportations	36
g) Prescriptions en matière de résultats à l'exportation	37
h) Systèmes de ristourne des droits à l'importation	37
3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises	37
a) Politique industrielle, y compris politiques en matière de subventions . . .	37
Subventions agricoles	37
Subventions non agricoles	38
b) Règlements techniques et normes, y compris mesures prises à la frontière à l'égard des importations	39
c) Mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris mesures prises à l'égard des importations	40
d) Mesures concernant les investissements et liées au commerce	40
e) Pratiques en matière de commerce d'Etat	40
f) Zones franches	41
g) Zones d'activité économique libre	41
h) Politiques environnementales liées au commerce	42
i) Réglementations concernant les mélanges	43
j) Commerce de compensation et de troc prescrit par le gouvernement . . .	43
k) Accords commerciaux conduisant à une répartition des contingents entre des pays	43
l) Pratiques en matière de marchés publics	43
Régime juridique général des marchés publics	43
Procédures pour les appels d'offres et le traitement des soumissions	44
Procédures pour les adjudications	44
m) Réglementation du commerce en transit	44
4. Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles	45
a) Importations	45
b) Exportations	45
c) Prohibitions et restrictions à l'exportation	45
d) Crédits à l'exportation	45
e) Politiques internes	45
5. Politiques affectant le commerce extérieur dans d'autres secteurs	45
a) Régime des textiles	45
b) Autres secteurs	46

	<u>Page</u>
V. REGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE	46
1. Généralités	46
a) Politique en matière de propriété intellectuelle	46
b) Organismes responsables de la formulation et de la mise en oeuvre de la politique	46
i) Office national des brevets	46
ii) Agence nationale du droit d'auteur et des droits connexes	46
c) Participation à des conventions internationales concernant la propriété intellectuelle et à des accords régionaux ou bilatéraux	47
i) Conventions internationales concernant la propriété intellectuelle	47
ii) Adhésion prévue à des conventions internationales concernant la propriété intellectuelle	47
iii) Adhésion à des conventions régionales concernant la propriété intellectuelle	47
iv) Accords bilatéraux concernant la propriété intellectuelle	47
d) Application du traitement national et du traitement NPF aux ressortissants étrangers	47
e) Redevances et taxes	48
2. Normes fondamentales de protection, y compris les procédures pour l'acquisition, le maintien et l'exercice des droits de propriété intellectuelle	48
a) Droit d'auteur et droits connexes, y compris les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion	48
b) Marques de fabrique et de commerce, y compris les marques de service	49
c) Indications géographiques, y compris les appellations d'origine	49
d) Dessins et modèles industriels	49
e) Brevets	50
f) Protection des variétés végétales	50
g) Schémas de configuration de circuits intégrés	50
h) Prescriptions concernant les renseignements non divulgués, y compris les secrets d'affaires et les données sur les essais	51
i) Toutes autres catégories de propriété intellectuelle	51
3. Mesures visant à empêcher l'usage abusif de droits de propriété intellectuelle . . .	51
4. Moyens de faire respecter les droits	51
a) Procédures judiciaires et mesures correctives civiles	51
b) Mesures provisoires	52
c) Procédures et mesures correctives administratives	52
d) Mesures spéciales à la frontière	52
e) Procédures pénales	52

	<u>Page</u>
5. Lois, décrets, réglementations et autres instruments juridiques concernant les points ci-dessus	52
a) Lois régissant la propriété intellectuelle	52
i) Lois votées par le Parlement	52
ii) Décrets présidentiels	53
iii) Résolutions du Cabinet des Ministres	53
6. Statistiques concernant les demandes de droits de propriété intellectuelle et l'octroi de ces droits, ainsi que toutes statistiques concernant les moyens de faire respecter ces droits	53
VI. REGIME COMMERCIAL DES SERVICES	54
1. Généralités	54
2. Politiques affectant le commerce des services	54
a) Ministères, institutions, associations professionnelles ou autres organismes ayant des responsabilités ou un rôle dans la conduite des activités de services	54
b) Tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs qui permettent de réviser les décisions administratives affectant le commerce des services ou de prendre des mesures correctives en relation avec ces décisions	56
c) Dispositions, y compris celles des accords internationaux, concernant les prescriptions et procédures en matière de qualifications, les normes techniques et les prescriptions en matière de licences et/ou d'enregistrement pour la fourniture de services	56
d) Dispositions régissant l'existence et le fonctionnement des monopoles ou fournisseurs exclusifs de services	56
e) Dispositions relatives aux mesures de sauvegarde qui s'appliquent au commerce des services	56
f) g) Dispositions relatives aux transferts et paiements internationaux concernant les transactions courantes et les transactions en capital portant sur les services	56
h) Dispositions régissant l'acquisition de services par des organes gouvernementaux	56
i) Dispositions concernant toute forme d'aide, prime, subvention interne, incitation fiscale ou programme de promotion affectant le commerce des services	57
3. Accès au marché et traitement national	57
a) Limitations concernant le nombre de fournisseurs de services	57
b) Limitations concernant la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services	57
c) Limitations concernant le nombre total d'opérations de services ou la quantité totale de services produits	57
d) Limitations concernant le nombre total de personnes physiques qui peuvent être employées dans un secteur de services particulier	57
e) Restrictions ou prescriptions concernant des types spécifiques d'entité juridique par l'intermédiaire desquels un service peut être fourni	58

	<u>Page</u>
f) Limitations concernant la participation de capital étranger	58
g) Mesures prévoyant moins que le traitement accordé aux services ou fournisseurs de services nationaux	58
4. Traitement de la nation la plus favorisée	58
VII. BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS	58
1. Accords bilatéraux ou plurilatéraux concernant le commerce extérieur des marchandises et le commerce des services	58
2. Accords d'intégration économique, d'union douanière et de libre-échange	59
3. Accords d'intégration des marchés du travail	60
4. Coopération économique multilatérale, participation aux organisations économiques multilatérales, programmes d'autres organisations multilatérales qui touchent au commerce	60

	<u>Page</u>
ANNEXE 1	
Statistiques et publications	61
ANNEXE 2	
Liste des lois et instruments juridiques	85
ANNEXE 3	
Renseignements relatifs aux procédures en matière de licences d'importation	94
ANNEXE 4	
Renseignements relatifs à la mise en oeuvre et à l'administration de l'Accord sur l'évaluation en douane	101
ANNEXE 5	
Renseignements relatifs aux obstacles techniques au commerce	110
ANNEXE 6	
Renseignements relatifs au commerce d'Etat	117
ANNEXE 7	
Services	118
ANNEXE 8	
Accords internationaux	151
ANNEXE 9	
Renseignements relatifs aux exportations	166
ANNEXE 10	
Propriété intellectuelle	171
ANNEXE 11	
Subventions agricoles	179

I. INTRODUCTION

La République du Kazakhstan (le Kazakhstan) a déclaré son indépendance le 16 décembre 1991. Depuis, elle a entrepris un vaste programme de réformes destiné à assurer la transition complète vers l'économie de marché et l'intégration dans le marché mondial. Des progrès notables ont été accomplis dans des domaines tels que la libéralisation du commerce et la libération des prix, les privatisations, le développement de la concurrence et la réforme fiscale et monétaire.

Le programme de réforme repose sur un régime juridique et réglementaire inspiré des normes acceptées au niveau international et favorise le commerce et l'investissement. Le Kazakhstan a notamment libéralisé son régime de commerce des marchandises en n'exigeant plus de licences d'importation ou d'exportation sauf pour un petit nombre de marchandises et en supprimant les droits d'exportation, le commerce d'Etat et les obstacles non tarifaires tels que les contingents d'exportation. Pour les services, il a mis en place un cadre juridique et réglementaire qui élimine les barrières à l'entrée et assure une concurrence loyale. En outre, les normes et les méthodes d'essais et de certification sont conformes aux normes internationalement acceptées et ne créent donc pas d'obstacles au commerce. Enfin, contrairement à beaucoup de pays, le Kazakhstan n'applique pas certaines mesures susceptibles de fausser les échanges, telles que les mesures concernant les investissements et liées au commerce.

Pour réformer son régime juridique, le Kazakhstan a tenu compte des normes internationalement acceptées. Les textes législatifs essentiels relatifs au commerce et à l'investissement sont conformes aux principes fondamentaux de l'OMC car ils disposent que les biens et les services, quelle que soit leur origine, bénéficient du traitement national sans discrimination. Le Code douanier repose en grande partie sur les normes de l'OMC et de l'OMD et sur les autres normes internationalement acceptées. Il assure donc la transparence et l'uniformité des formalités et permet un dédouanement rapide des marchandises. La nomenclature tarifaire et les règles d'origine et d'évaluation en douane sont en grande partie basées respectivement sur le Système harmonisé (établi par l'OMD), sur les normes de l'OMD et sur celles de l'OMC. En outre, le gouvernement est en train de prendre d'importantes mesures pour harmoniser sa législation sur la protection de la propriété intellectuelle avec les règles de l'OMC.

Le gouvernement est conscient des avantages que la liberté du commerce et de l'investissement présente pour les consommateurs et les producteurs kazaks et de la contribution qu'elle peut apporter aux efforts qu'il déploie afin d'accélérer la croissance et le développement économiques. Il est déterminé à aligner entièrement son régime de commerce extérieur sur les règles de l'OMC et à continuer de respecter, dans les textes futurs, les principes de l'OMC et les autres principes internationalement acceptés en matière de commerce et d'investissement. Cet engagement est notamment exprimé dans la Résolution n° 211 adoptée par le gouvernement le 19 février 1996, qui invite instamment tous les ministères à analyser les lois en vigueur afin de s'assurer qu'elles sont entièrement conformes aux règles de l'OMC.

Le Kazakhstan est prêt à accéder à l'OMC et à s'intégrer totalement au système commercial multilatéral ainsi qu'à en respecter les règles. Cette volonté est exprimée dans la demande officielle d'accession présentée à l'OMC le 23 janvier 1996 par le Premier Ministre kazak, Akejan Kajegeldin.

Le présent Aide-mémoire a essentiellement pour but de donner à l'OMC et à ses Membres des informations générales sur l'économie et le régime de commerce extérieur du Kazakhstan. Le gouvernement kazak est disposé à fournir des informations complémentaires si le Secrétariat de l'OMC ou des membres du Groupe de travail lui en font la demande. Les informations figurant dans cet Aide-mémoire, établi par la Commission gouvernementale interinstitutionnelle chargée de l'accession à l'OMC, décrivent la situation du régime de commerce extérieur au 1er juillet 1996.

II. ECONOMIE, POLITIQUES ECONOMIQUES ET COMMERCE EXTERIEUR

1. Economie

a) Description générale

Territoire

Le Kazakhstan, pays d'Asie centrale, est par sa superficie (environ 2,7 millions de km²) le deuxième Etat de l'ex-Union soviétique et le neuvième pays du monde. Son territoire, sensiblement égal à celui de l'Europe occidentale, représente 12 pour cent de celui de l'ex-Union soviétique; il est limité à l'est par la Chine, au nord par la Russie, à l'ouest par la mer Caspienne et au sud par le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Sa frontière extérieure mesure 12 187 km, dont 11 587 km de frontière terrestre (voir tableau 2.1) et 600 km sur la mer Caspienne.

Tableau 2.1

Frontière terrestre

Pays	Frontière terrestre
Chine	1 460 km
Kirghizistan	980 km
Fédération de Russie	6 467 km
Turkménistan	380 km
Ouzbékistan	2 300 km

Le pays est divisé administrativement en 19 oblasts (régions) et une administration municipale (Almaty). Le tableau 2.2 indique la superficie de chaque oblast et sa population en 1995.

Tableau 2.2

Superficie (en milliers de km² et population en 1995 (en milliers d'habitants) des oblasts

Oblast	Superficie	Population
Akmola	92,0	812,1
Aktioubinsk	300,6	751,0
Almaty (ville)	0,26	1 172,4
Almaty (oblast)	105,7	964,8
Atyrau	118,6	461,7
Kazakstan de l'Est	97,5	926,3
Djamboul	144,3	1 035,6
Djezkazgan	312,6	480,9
Kazakstan de l'Ouest	151,4	669,5
Karaganda	115,4	1 243,0
Kyzyl-Orda	226,0	677,0
Kokchetav	78,2	647,8
Koustanai	113,9	1 029,1
Mangistau	165,6	335,1
Pavlodar	124,8	926,7
Kazakstan du Nord	45,0	584,6
Semipalatinsk	185,8	796,4
Taldykorgan	118,5	712,1
Turgai	111,8	304,0
Kazakstan du Sud	117,0	2 015,1

Population

Au 1er janvier 1996, le Kazakhstan comptait environ 16,6 millions d'habitants. C'est l'un des pays du monde où la densité de population est la plus faible (environ six habitants par km²). Les trois plus grandes villes sont Almaty (1 172 400 habitants), Karaganda (567 200) et Chymkent (394 500). La population urbaine représente environ 56 pour cent de la population totale, dont la composition ethnique est indiquée au tableau 2.3 (la catégorie "divers" rassemble plus d'une centaine de groupes ethniques)

Tableau 2.3

Composition ethnique de la population

Groupe ethnique	Pourcentage
Kazak	45,98
Russe	34,74
Ukrainien	4,94
Allemand	3,05
Ouzbek	2,28
Tatar	1,93
Bélarussien	1,04
Divers	6,04

Les deux religions principales sont l'islam (46 pour cent de la population) et la religion orthodoxe russe (45 pour cent). Les groupes minoritaires comprennent notamment des protestants et des catholiques. D'autres données démographiques figurent au tableau 2.4.

Tableau 2.4

Données démographiques

Donnée démographique	Valeur (%)
Taux d'accroissement	0,87
Taux de natalité	1,82
Taux de mortalité	0,95
Taux de mortalité infantile	2,74
Taux d'alphabétisation	97,00
Espérance de vie	65,80

La langue officielle est le kazak. Toutefois, dans les institutions d'Etat et les collectivités locales autonomes, le russe est officiellement utilisé au même titre que le kazak.

Spécialisation économique

Le potentiel économique du Kazakhstan se caractérise par i) d'importantes ressources minérales et énergétiques, ii) des capacités de production et de transformation, et iii) de vastes superficies agricoles (environ 20 pour cent des terres arables de la CEI). En outre, le marché des services s'est développé au cours des trois dernières années dans la plupart des secteurs, notamment les communications, les services financiers et les transports. On trouvera de plus amples informations sur ce secteur à la section VI et à l'annexe 7.

Le Kazakhstan possède d'importants gisements de bauxite, de bismuth, de cadmium, de minerai de chrome, de charbon, de cobalt, de cuivre, d'or, de fer, de plomb, de manganèse, de molybdène, de gaz naturel, de nickel, de pétrole, de phosphates, d'argent, de soufre, de titane, d'uranium et de zinc. Parmi les pays de la CEI, i) il se situe au premier rang pour les gisements explorés de bismuth, de chrome, de plomb et de zinc, ii) il se situe au deuxième rang pour les gisements explorés de cadmium, de cuivre, de molybdène, de pétrole et de phosphates, iii) il produit 97 pour cent du chrome, 70 pour cent du plomb, 40 pour cent de l'uranium et 90 pour cent du phosphore blanc, et iv) il possède 90 pour cent des réserves de chrome et d'autres métaux et environ 50 pour cent des réserves de plomb, de tungstène, de cuivre et de zinc.

La population active totale du pays était de 9 211 000 personnes au 1er janvier 1996. La ventilation du PIB par secteur est donnée au tableau 2.5 et celle de la population active par secteur au tableau 2.6.

Tableau 2.5Ventilation du PIB par secteur (pourcentage)

Secteur	1993	1994	1995
Industrie:	31,00	25,92	21,82
Secteur énergétique	4,87	5,68	4,87
Industrie chimique et pétrochimique	1,24	0,96	0,79
Métaux non ferreux	4,15	3,11	2,64
Métaux ferreux	3,26	3,08	3,01
Electricité	4,46	4,90	3,58
Construction mécanique et transformation des métaux	3,07	1,89	1,27
Industrie alimentaire	3,53	2,57	2,36
Produits de l'industrie légère	1,80	0,98	0,57
Matériaux de construction	1,61	1,06	0,63
Transformation du bois, pâte et papier	0,74	0,26	0,15
Autres industries	2,26	1,43	1,96
Agriculture	13,00	14,00	11,39
Services de construction	9,00	9,05	7,00
Transports et communications	6,00	7,89	9,46
Commerce	4,00	15,67	18,40
Autres secteurs et recettes fiscales	37,00	27,47	31,93

Tableau 2.6

Ventilation de l'emploi par secteur (pourcentage)

Secteur	1993	1994	1995
Emploi total (milliers)	6 926,3	6 581,8	6 300,0
Industrie	17,25	17,53	16,67
Agriculture	16,00	17,62	10,05
Services	44,74	41,30	40,58
Construction	7,10	6,26	5,56
Communications	1,14	1,29	1,28
Services financiers	0,75	0,77	0,78
Commerce	4,24	4,38	3,83
Transports	7,17	6,72	6,33
Autres services	24,34	21,88	22,83
Divers	22,01	23,55	32,67

L'industrie lourde et l'agriculture extensive (céréales par exemple) sont concentrées dans le nord du pays. Les régions du sud se consacrent surtout à l'agriculture (coton par exemple), mais on y trouve aussi des industries légères, chimiques et extractives. L'industrie pétrolière et gazière est concentrée dans la région occidentale. L'industrie du charbon est concentrée au nord et au centre, notamment dans les oblasts de Karaganda et de Pavlodar. L'extraction et la transformation du cuivre, ainsi que les industries associées, sont concentrées au Zhezkazgan.

Les principaux biens et services produits dans les différents secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des services sont décrits au tableau 2.7 ci-dessous.

Tableau 2.7

Principaux biens et services

Secteur	Principaux biens
Combustible et énergie	Pétrole, gaz, charbon, électricité et chauffage
Chimie et pétrochimie	Industrie chimique, carbure de calcium, monohydrate d'acide sulfurique, engrais minéraux, résines synthétiques et matières plastiques, phosphore blanc et oxyde de chrome
Métaux non ferreux	Bauxite, cuivre affiné, plomb, titane et zinc
Métaux ferreux	Minerai de fer, manganèse, chromate, fonte, acier, produits laminés, tôle mince, étain et coke
Machines et transformation des métaux	Machines électromécaniques, machines-outils, instruments, tracteurs, machines agricoles, bulldozers, trolleybus
Industrie alimentaire	Préparations de viande, produits laitiers et confiserie
Produits de l'industrie légère	Tissus, articles tricotés et chaussures

Secteur	Principaux biens
Industrie des biens de consommation	Téléviseurs, récepteurs radio, réfrigérateurs, meubles, magnétophones et machines à laver
Matériaux de construction	Ciment, briques, béton armé, amiante, panneaux de construction et matériaux de couverture
Transformation du bois, pâte et papier	Bois d'oeuvre, papier, bois de sciage et carton
Agriculture	Orge, maïs, coton, oeufs, fruits, viande, lait, millet, avoine, graines oléagineuses, pommes de terre, riz, seigle, betterave à sucre, tabac, légumes, viande et laine. Bovins (6,9 millions de têtes), ovins et caprins (19,4 millions) et porcins (1,6 million)
Services de construction	Construction de routes, de maisons, d'immeubles, de conduites et de systèmes d'irrigation
Transports et communications	Transports de passagers et de marchandises par mer, voies d'eau intérieures, air, chemin de fer, route et espace; services postaux, messageries et télécommunications
Commerce	Importation/exportation de tous types de produits; entreposage, vente en gros et au détail

Le secteur prioritaire de l'économie kazake est l'énergie. Les réserves pétrolières s'élèvent à environ 27 milliards de barils. Le gisement de Tenghiz est l'un des plus riches du monde; pleinement exploité, il pourrait permettre d'exporter jusqu'à un million de barils par jour. En 1995, le pays a exporté environ 11,2 millions de tonnes de pétrole. La production est limitée en raison du manque de capacité des oléoducs destinés à l'exportation. Actuellement, le Kazakhstan est tributaire de l'oléoduc russe, qu'il ne peut utiliser que dans certaines limites car sa capacité est insuffisante. La construction d'un oléoduc pour l'exportation devrait entraîner une forte hausse de la production et de l'exportation.

Le gisement de gaz de Karachaganak est l'un des plus riches du monde. Il renferme approximativement 453 milliards de mètres cubes de gaz et 5 milliards de barils de pétrole. Le Kazakhstan possède trois raffineries de pétrole (Pavlodar, Chymkent et Atyrau) et trois raffineries de gaz. Les raffineries de Pavlodar et de Chymkent sont alimentées essentiellement en pétrole russe importé de Sibérie occidentale.

Principaux indicateurs économiques

Les principaux indicateurs économiques relatifs au Kazakhstan figurent à l'annexe 1.

b) Situation économique du moment

Au cours des trois dernières années, le PIB a poursuivi le recul qu'il avait amorcé en 1992, mais de façon moins prononcée en 1995. Cette année-là en effet, il a baissé de 8,9 pour cent, alors qu'il avait chuté d'environ 40 pour cent durant la période 1993-1994. Entre 1991 et 1995, la baisse totale a avoisiné 50 pour cent. En 1995, le PIB a été d'environ 16 milliards de dollars et le PIB par habitant d'environ 980 dollars EU.

Ce recul a surtout été dû à la restructuration économique. Dans les principaux secteurs tels que l'industrie, l'agriculture et le bâtiment, la production a beaucoup baissé au cours des cinq dernières années.

En 1994 et 1995, le pays a enregistré un déficit budgétaire modeste (respectivement 1,8 pour cent et 2,3 pour cent du PIB). L'excédent des dépenses publiques sur les recettes est surtout dû aux carences du système de recouvrement des impôts.

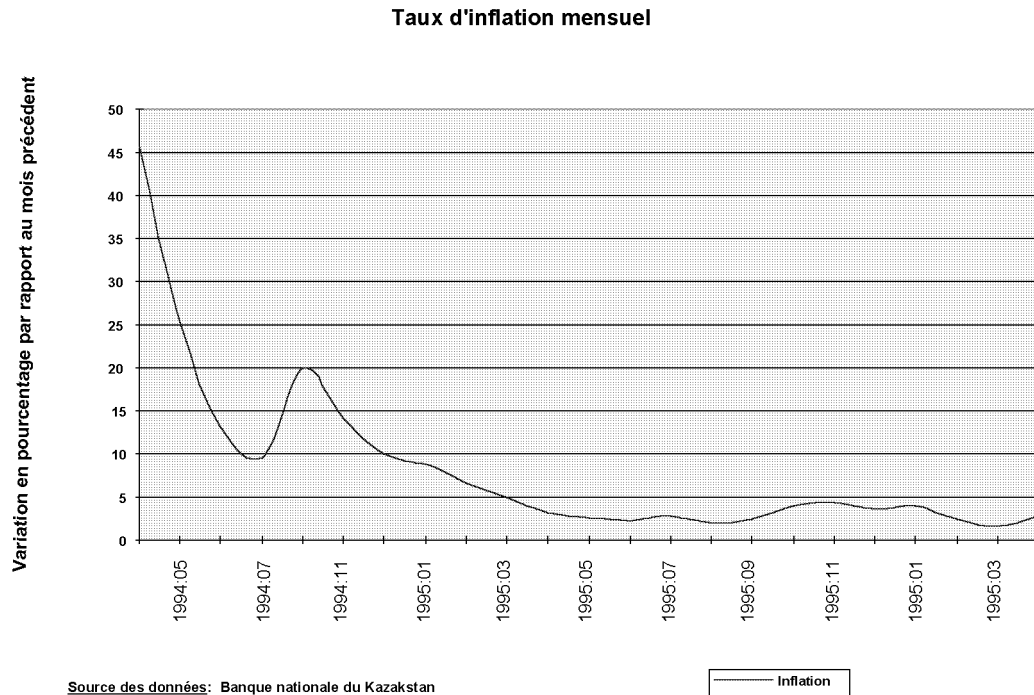
Les prix ont été entièrement libérés à la fin de 1995, sauf pour les monopoles naturels et les services d'Etat. D'importantes mesures de libéralisation du commerce ont été prises en 1995, notamment la suppression des licences d'importation et d'exportation pour la plupart des marchandises et la suppression des contingents d'exportation. Le commerce d'Etat a été aboli, et le démantèlement des monopoles de l'Etat a commencé en 1994. Actuellement, la plupart des secteurs économiques sont soumis aux règles de la concurrence. Grâce surtout aux progrès sensibles accomplis en matière de privatisation et au développement de l'esprit d'entreprise, la part du secteur non public¹ dans le PIB est passée d'environ 26 pour cent en 1993 à 70 pour cent en 1995.

Le taux annuel d'inflation a été d'environ 2 260 pour cent en 1993 et 1 275 pour cent en 1994, avec un niveau record de 45 pour cent pour le seul mois de juin. L'inflation de 1993 a été provoquée par les hausses de salaire en valeur nominale, le relèvement des prix imposés, l'augmentation du prix des importations d'énergie et l'inflation importée de Russie (le Kazakhstan faisait encore partie de la zone rouble). Le pays a quitté la zone rouble à la fin de 1993; il a créé sa propre monnaie, le tenge, le 15 novembre et s'est ensuite engagé dans un programme de stabilisation financière approuvé par le FMI. Le taux de change initial a été fixé à 4,68 tenge pour 1 dollar.

Au début de 1994, les crédits publics accordés pour régler les importants arriérés interentreprises ont amené le pays au bord de l'hyperinflation, enrayé temporairement le processus de stabilisation et provoqué une forte dépréciation réelle du tenge. Le gouvernement et la Banque nationale ont alors donné un sérieux tour de vis aux politiques monétaire et budgétaire afin de maîtriser l'inflation. En 1995, le taux d'inflation était retombé à 60 pour cent et le taux de change réel avait retrouvé son niveau d'avant l'apurement des dettes entre les entreprises. L'inflation a été de 11 pour cent pour les quatre premiers mois de 1996 (soit environ 39 pour cent par an). Le graphique 2.1 montre l'évolution du taux d'inflation depuis le niveau record de juin 1994.

¹Le secteur non public comprend toutes les entités économiques sauf celles dans lesquelles l'Etat possède plus de 50 pour cent du capital.

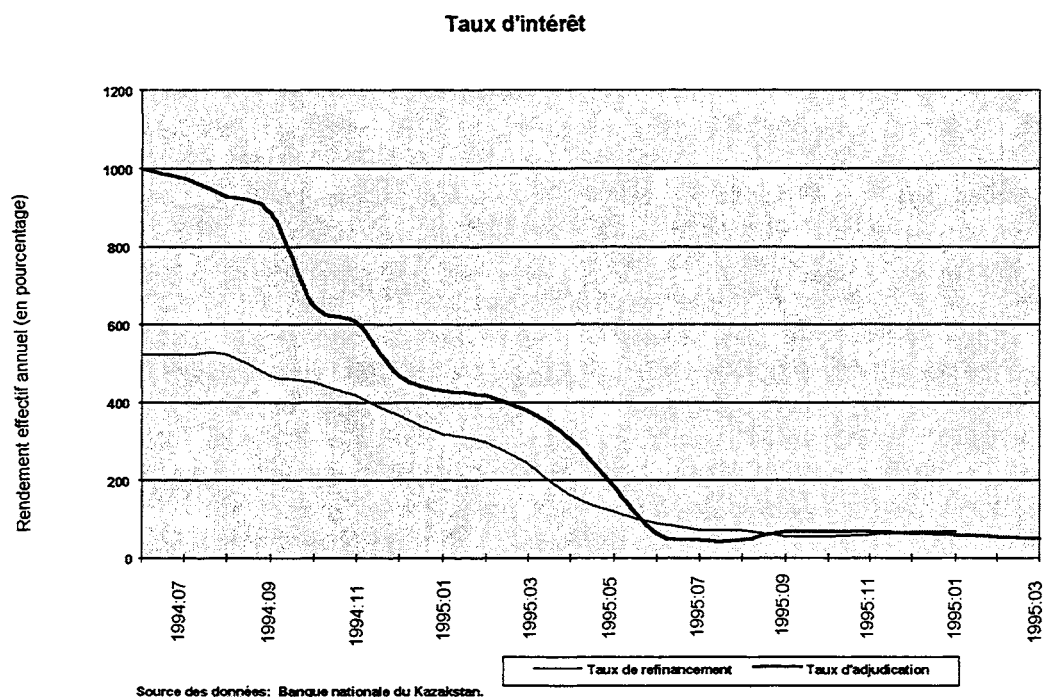
Graphique 2.1



Le taux de change moyen était de 35,62 tenge pour 1 dollar en 1994, de 60,93 tenge pour 1 dollar en 1995 et 66,9 tenge pour 1 dollar au 1er juillet 1996.

Les taux d'intérêt sur les crédits ont fortement augmenté en 1993 et 1994. Le taux moyen était d'environ 113 pour cent en 1993, de 280 pour cent en 1994 et de 98 pour cent en 1995. Le graphique 2.2 ci-après montre l'évolution des taux d'intérêt (taux de refinancement et taux d'adjudication des bons du Trésor) entre juin 1994 et avril 1996.

Graphique 2.2



L'emploi est en baisse dans la plupart des secteurs depuis 1991. Le taux de chômage était de 10,97 pour cent à la fin de 1995, contre moins de 1 pour cent en 1993. L'emploi progresse dans le secteur non public qui, à la fin de 1995, employait au moins 62 pour cent de la population active occupée.

On trouvera à la section 2 ci-après un exposé plus détaillé sur les politiques économiques, leurs grandes orientations et leurs objectifs.

2. Politiques économiques

a) Grandes orientations et objectifs

Depuis son indépendance en 1991, le Kazakhstan a entrepris une profonde réforme économique afin de mettre en place une économie de marché ouverte, libre et compétitive. Au cours des deux dernières années, d'importants progrès ont été enregistrés dans de nombreux domaines: libéralisation du commerce, privatisation, renforcement de la concurrence dans de nombreux secteurs, maîtrise de l'inflation, réforme monétaire et budgétaire, libération des prix, réforme du secteur financier, réforme juridique et réglementaire, réforme institutionnelle et instauration d'un climat propice au commerce et à l'investissement. En conséquence, les interventions de l'Etat dans l'économie ont beaucoup diminué.

Ces progrès vont se poursuivre. Le but fondamental de la stratégie gouvernementale est de mettre en place les conditions d'une croissance vigoureuse du PIB, au moyen d'une double stratégie: poursuite et consolidation du processus de réduction de l'inflation et de redressement de la balance des paiements et accélération de la transformation structurelle de l'économie. Cette stratégie, complétée par l'établissement d'un système financier efficace et stable, contribuera à l'instauration d'un climat favorable à la mobilisation de l'épargne intérieure et à l'investissement.

Politique des prix

Les prix sont libres depuis la fin de 1995, sauf pour les monopoles naturels et les services d'Etat. En outre, le contrôle de la rentabilité a été levé en septembre 1995 pour les monopoles non naturels en raison de l'intensification de la concurrence résultant de la suppression des monopoles, de l'élimination des barrières à l'entrée et d'une politique commerciale libérale. Actuellement, le contrôle des prix ne concerne plus que les services publics tels que l'eau, le gaz, l'électricité, le chauffage, la poste, les transports publics et les services d'Etat (par exemple l'inspection des automobiles, la perception des droits de licence et d'enregistrement). Les tarifs des monopoles naturels (électricité, oléoducs et gazoducs, communications, etc.) sont actuellement réglementés par le Comité d'Etat pour la fixation des prix et la politique antitrust (Comité antitrust).

Politique commerciale

La politique commerciale du Kazakhstan a pour objet i) de libéraliser les échanges et d'en accroître le volume, et ii) d'apporter un soutien raisonnable à l'industrie nationale. Les contrats d'exportation de certaines marchandises doivent être enregistrés (voir section IV.2e)). Le régime de licences et d'autorisations d'importation et d'exportation a été supprimé sauf pour quelques catégories de marchandises qui représentent moins de 2 pour cent de la valeur totale du commerce extérieur (voir sections IV.1f) et IV.2d)). Les contingents à l'exportation ont été totalement supprimés au début de 1995, sauf ceux qui sont imposés par la Russie pour l'utilisation de l'oléoduc d'exportation et les contingents d'exportation de textiles imposés par l'Union européenne. Le Kazakhstan n'applique pas de contingents d'importation. Enfin, les monopoles d'Etat en matière de commerce ont été supprimés.

Le Kazakhstan a supprimé récemment tous les droits d'exportation sauf sur le blé autre que le blé dur.

Développement du secteur privé/privatisations

Le développement du secteur privé fait partie des grandes priorités du gouvernement depuis l'indépendance. Le gouvernement a pris les mesures suivantes:

- mise en place d'un cadre juridique propre à attirer l'investissement privé étranger et intérieur (voir section II.2d));
- ouverture du marché à la concurrence;
- lancement d'un ambitieux programme de privatisation.

A la fin de 1995, au moins 62 pour cent de la population active occupée travaillaient dans le secteur non public, qui produisait 70 pour cent du PIB.

Privatisations

La première étape des privatisations, lancée en 1991, a duré deux ans. Environ 10 pour cent des actifs de l'Etat ont ainsi été privatisés, principalement par la vente d'entreprises et de magasins à leurs cadres et salariés dans les domaines de l'agriculture, de la vente au détail et des services au consommateur.

La deuxième étape (1993-1995) comportait quatre programmes distincts selon le type d'entreprise et le nombre de salariés: privatisation des petites entreprises (moins de 200 salariés), privatisation des entreprises moyennes (200 à 5 000 salariés), privatisation au cas par cas (plus de 5 000 salariés) et privatisation du complexe agro-industriel (toutes les entreprises du secteur agricole). Ces critères ont fait l'objet de plusieurs exceptions. Ainsi, les entreprises de moins de 200 salariés appartenant au secteur manufacturier et au secteur du bâtiment ont été privatisées selon le régime de privatisation des entreprises moyennes.

Privatisation des petites entreprises: cette privatisation s'est faite par vente aux enchères avec paiement comptant et par adjudication commerciale. Le nombre des entreprises ou entités visées par ce programme est estimé à environ 20 000, et elles sont surtout concentrées dans la vente au détail, la distribution et les services au consommateur. A la fin du mois de juin 1996, plus de 74 pour cent de ces entreprises avaient été privatisées.

Privatisation des entreprises moyennes: 1 712 entreprises appartenant à la quasi-totalité des secteurs de l'économie ont été proposées au titre de ce programme. La privatisation s'est faite de la façon suivante: 10 pour cent des actions ont été distribuées aux salariés; environ 51 pour cent ont été vendues aux enchères à des fonds de placement dans lesquels les ressortissants kazaks pouvaient investir au moyen de coupons distribués par l'Etat; et le reste (environ 39 pour cent) est actuellement vendu aux enchères publiques à des investisseurs nationaux ou étrangers contre paiement au comptant. A la fin de janvier 1996, les enchères contre coupons étaient terminées pour toutes les entreprises visées par le programme. Plus de 150 fonds de placement, dont beaucoup sont liés aux grandes banques et à des entrepreneurs privés du pays, possèdent maintenant des actions de ces sociétés. Les ventes aux enchères avec paiement comptant ont commencé en décembre 1995. A la fin du mois d'avril 1996, plus de 300 sociétés avaient été ainsi vendues. Le gouvernement compte avoir achevé ce type de privatisation d'ici à la fin de 1996.

Privatisation cas par cas: Environ 160 grandes entreprises relèvent de ce programme. Elles appartiennent surtout aux secteurs suivants: industrie lourde, industrie chimique, extraction et transformation des ressources naturelles, énergie, métallurgie, transports (oléoducs et gazoducs, transports routiers, ferroviaires et aériens), grands magasins et télécommunications. Ces entreprises peuvent être privatisées par vente de gré à gré, vente aux enchères, contrat de gestion ou adjudication commerciale (vente conditionnelle). Elles peuvent être rachetées par des investisseurs étrangers sans aucune limite de participation. A la fin d'avril 1996, cinq d'entre elles avaient été vendues à des investisseurs étrangers, 24 étaient gérées par de tels investisseurs et 20 étaient gérées par des entreprises privées nationales. Le contrat de gestion est considéré comme une étape intermédiaire avant la vente. Les sociétés détentrices d'un contrat de gestion peuvent avoir une option pour acheter l'entreprise par la suite.

Privatisation du complexe agro-industriel: Les entreprises de transformation liées à l'agriculture (industrie alimentaire, minoterie, silos, etc.) sont vendues ou transférées selon la formule suivante: 10 pour cent des actions (sans droit de vote) sont distribuées aux salariés; 10 pour cent des actions sont vendues en priorité aux salariés; 51 pour cent sont vendues à des producteurs, fournisseurs et sociétés proches; et 29 pour cent restent aux mains de l'Etat. Actuellement, la majorité des actions encore aux mains de l'Etat sont vendues aux enchères publiques contre paiement au comptant, selon la formule de

privatisation appliquée aux entreprises moyennes, qui est ouverte aux investisseurs étrangers et nationaux. A la fin de 1995, plus de 84 pour cent (1 862 entreprises) des entreprises publiques du complexe agro-industriel avaient été privatisées.

Au 1er janvier 1996, plus de 2 404 fermes d'Etat (soit plus de 90 pour cent du total) avaient été privatisées. Toutefois, les terres exploitées par ces fermes restent aux mains de l'Etat, qui les loue pour de longues durées. La majorité des fermes d'Etat ont été vendues avec une forte décote ou simplement transférées aux salariés. La privatisation des logements est réalisée à 80 pour cent environ.

Plus de 35 pour cent des camions appartenant à l'Etat ont été privatisés au titre des programmes de privatisation des petites entreprises ou des entreprises moyennes. Plus de la moitié du parc de camions (sur un total d'environ 375 000) est maintenant entre les mains de particuliers ou d'entreprises privées.

Le Décret-loi présidentiel n° 2717 sur le régime foncier, en date du 26 décembre 1995, autorise la propriété privée de la terre. Les personnes morales kazakes (y compris celles dont le capital est détenu en totalité par des étrangers) ont désormais le droit de posséder des terres. Les types de terres suivantes ne peuvent appartenir à des propriétaires privés: i) les terres exploitées à des fins agricoles, sauf les parcelles réservées à l'agriculture individuelle, à l'horticulture et à la construction de datchas; ii) les terres servant à la défense nationale; iii) les réserves naturelles, y compris les terres forestières et les réserves d'eau; et iv) les terrains à usage commun dans les zones peuplées. De plus, les étrangers ne peuvent posséder des terres pour y pratiquer l'agriculture individuelle ou l'horticulture ou y construire des datchas.

La propriété foncière ne donne pas de droits sur le sous-sol. Des concessions peuvent toutefois être accordées à titre temporaire ou permanent pour l'exploitation des ressources du sous-sol.

Les biens de l'Etat ont aussi été privatisés par l'intermédiaire de la Bourse d'Asie centrale. A la fin du mois d'avril 1996, 117 sociétés étaient cotées à cette bourse. Quelques-unes ont des actions détenues par l'Etat, qui peuvent être négociées avec l'autorisation du Comité de gestion des biens de l'Etat.

La troisième étape des privatisations (1996-1998), lancée au début de 1996, a pour objet d'achever la privatisation des actifs restants de l'Etat, à quelques exceptions près. Elle se fera surtout au moyen de ventes au comptant et sera ouverte sans limites aux investisseurs étrangers.

Priorités sectorielles

Le gouvernement peut continuer à améliorer le régime juridique et réglementaire afin d'instaurer des conditions propices à l'investissement dans tous les secteurs sans exception. Il compte avoir terminé à la fin de 1996 les programmes de privatisation des petites entreprises, des entreprises moyennes et du secteur agricole. Il a en outre l'intention de poursuivre les privatisations au cas par cas de façon à attirer des investisseurs nationaux et étrangers apportant de nouvelles technologies, des méthodes de gestion et du savoir-faire. Le but est d'accroître la production ainsi que de moderniser et de développer les infrastructures, notamment les transports, l'électricité et les télécommunications. Le gouvernement est favorable à la formule construction-exploitation-transfert et à d'autres formes d'investissement dans les infrastructures. Outre la mobilisation de l'investissement, ses priorités dans les principaux secteurs de l'économie sont indiquées au tableau 2.8 ci-dessous. L'investissement dans ces secteurs est ouvert aussi bien aux étrangers qu'aux investisseurs kazaks.

L'investissement étranger a progressé régulièrement dans les secteurs figurant au tableau 2.8. Les investisseurs étrangers sont notamment ATT, Agip, Australian Telstra, British Gas, Chevron, Deutsch Telecom, Elf, Exxon, France Telecom, LukOil, Mitsubishi, Mobil, Netas, Northern Telecom, Oryx, Shell, Siemens et Total.

Tableau 2.8

Priorités du gouvernement dans les principaux secteurs économiques

Secteur	Priorités
Pétrole	Accroissement de la production Construction d'oléoducs pour l'acheminement intérieur et l'exportation Privatisation de plusieurs entreprises du secteur pétrolier, y compris des raffineries, dans le cadre du programme de privatisation au cas par cas Achèvement de la restructuration et de la privatisation de la société de distribution d'essence et de produits pétroliers (Munai OnimDeri) Exploration des gisements de la mer Caspienne
Gaz	Accroissement de la production Exploitation du gisement de Karachaganak et d'autres gisements Construction de la raffinerie de Djanadjol Privatisation de plusieurs entreprises du secteur dans le cadre du programme de privatisation au cas par cas Exploration dans la mer Caspienne
Charbon	Privatisation de plusieurs entreprises dans le cadre du programme de privatisation au cas par cas Modernisation des procédés d'extraction Mise en valeur et exploitation des petits gisements Fermeture des mines non rentables
Electricité	Développement de la petite production au moyen des énergies de substitution: petits cours d'eau, énergie solaire et énergie éolienne Promotion de techniques d'économie d'énergie Construction de nouvelles centrales et modernisation des centrales existantes Privatisation des centrales existantes Création d'une commission indépendante de réglementation de l'énergie
Transport aériens	Restructuration de la compagnie aérienne nationale Kazakhstan AirWays: Transfert des aéroports aux collectivités locales et privatisation des services connexes Modernisation des aéroports et du contrôle et de la gestion de la circulation aérienne Modernisation et agrandissement des aéroports des grandes villes Modernisation de la flotte aérienne
Transports ferroviaires	Extension et modernisation du réseau Privatisation des services connexes
Transports routiers	Achat de véhicules de transport urbain
Transports maritimes	Modernisation du port maritime d'Aktau et création d'un terminal pétrolier pour le transport à travers la mer Caspienne Privatisation partielle du port maritime d'Aktau
Télécommunications	Extension et modernisation du réseau de télécommunications Privatisation dans le cadre du programme de privatisation au cas par cas
Agriculture	Création d'un système d'assurance obligatoire de la production agricole Amélioration des systèmes d'irrigation

b) Politique monétaire et budgétaire

La stratégie de stabilisation financière et de transformation structurelle de l'économie mise en oeuvre par le gouvernement repose essentiellement sur l'application d'une politique monétaire et budgétaire rigoureuse.

Politique monétaire (lutte contre l'inflation, supervision bancaire, taux d'intérêt, politique monétaire à court terme)

La politique monétaire menée par le Kazakhstan a deux objectifs fondamentaux: lutter contre l'inflation et préserver la stabilité du système financier. Le pays a choisi un régime de taux de change flottant et s'apprête à instaurer la convertibilité pour les opérations courantes. Avec un tel régime, la politique monétaire joue un rôle important dans la lutte contre l'inflation et en raison de son influence sur le secteur financier. Elle doit donc être à la fois responsable et prudente. Cette politique est confiée à la Banque nationale du Kazakhstan (BNK).

Lutte contre l'inflation

Jusqu'à présent, la BNK a dépassé son objectif premier de lutte contre l'inflation. Elle a résisté aux pressions en faveur d'une monétisation du déficit budgétaire et du déficit quasi budgétaire et s'est donné des objectifs stricts en matière de politique monétaire et d'avoirs intérieurs nets. En conséquence, le taux d'inflation n'a cessé de baisser depuis son niveau record de juin 1994. Depuis mai 1996, la BNK a réussi à le maintenir aux alentours de 2 pour cent par mois.

La BNK, qui tient compte de la corrélation entre la base monétaire et l'inflation, a annoncé récemment qu'elle continuerait de maîtriser l'expansion de la base monétaire. L'un de ses objectifs essentiels est de limiter l'inflation à 28 pour cent environ pour 1996.

Supervision et réglementation bancaires

La BNK préserve la stabilité du système financier par le contrôle et la réglementation des banques. Au titre du Décret sur les banques et les activités bancaires (Décret sur les banques) adopté en août 1995 et du Décret sur la Banque nationale de la République du Kazakhstan (Décret sur la Banque nationale) adopté en mars 1995, la BNK est chargée de protéger la stabilité du système monétaire et bancaire et les intérêts des créanciers, déposants et autres clients des banques. Pour s'acquitter de cette tâche, elle est habilitée à contrôler et à réglementer les activités bancaires. Plus précisément, le Décret sur les banques l'autorise à déterminer les critères d'admission dans la profession bancaire, les procédures d'agrément des activités bancaires, les conditions dans lesquelles une participation majoritaire peut être prise dans une banque et les procédures à appliquer pour retirer du système, par règlement judiciaire ou liquidation, les banques en difficulté.

La BNK applique à toutes les banques des normes prudentielles: ratio de fonds propres, limitation des prêts consentis à un même emprunteur, ratio de liquidité et limites de risque pour les opérations en devises. Des restrictions s'appliquent en outre aux "relations spéciales" entre les banques et les personnes qui leur sont proches (généralement la direction de la banque, les personnes physiques qui détiennent plus de 10 pour cent de son capital, les parents proches de ces personnes et les personnes morales dans lesquelles ces personnes détiennent une participation importante). La BNK est autorisée à inspecter les activités bancaires. Elle peut, entre autres, donner des instructions écrites, infliger des amendes, retirer provisoirement ou définitivement son agrément et retirer son autorisation d'ouverture.

Politique des taux d'intérêt

Le Kazakhstan, qui aborde à présent la deuxième étape de ses réformes, se trouve face à plusieurs tâches nouvelles. Tandis que l'objectif de contenir le taux d'inflation aux alentours de 28 pour cent en 1996 reste l'un des principaux éléments de sa politique, la BNK doit superviser un marché financier devenu plus complexe après le succès de sa politique anti-inflationniste. En raison de la baisse soutenue de l'inflation, le marché des titres de la dette publique et les marchés des capitaux privés commencent à accepter des échéances plus longues. La BNK se préoccupe donc davantage des taux d'intérêts et applique une politique visant à maintenir un taux d'intérêt réel positif pour les opérations de refinancement (taux des prêts à l'Etat); elle a en outre créé un mécanisme d'avances sur titres pour pouvoir intervenir comme prêteur de dernier recours.

Après avoir fortement fluctué et atteint des niveaux aussi élevés qu'irréalistes, les taux d'intérêt se sont infléchis et ont commencé à converger, si bien que la BNK peut commencer à employer le taux interbancaire comme indicateur. Mais surtout, elle va pouvoir surveiller l'évolution du marché des bons du Trésor, qui gagne en importance. Ce marché est celui qu'elle souhaite développer en priorité, car c'est l'un des principaux moyens de financer le déficit budgétaire sans créer d'inflation. En outre, les objectifs fixés par le FMI pour la dette extérieure inciteront le gouvernement à recourir davantage à cette source de financement. La BNK compte devenir le principal acteur sur le marché secondaire de la dette et utiliser toute la panoplie des opérations d'open market.

Politique monétaire à court terme

Les impératifs de la politique monétaire du Kazakhstan pour 1996 et 1997 seront donc de trois ordres:

- la BNK devra devenir plus autonome et respecter strictement ses plafonds en matière d'avoirs intérieurs nets afin de contraindre le gouvernement à chercher d'autres sources de financement et, ainsi, de stimuler le développement du marché de la dette publique;
- la BNK devra suivre de près les taux d'intérêt en raison de l'évolution des marchés (convergence des taux, baisse des taux nominaux (les taux réels restant positifs), et diversification des formes de dette résultant de l'innovation financière);
- la BNK devra faire en sorte que les établissements bancaires de second rang communiquent des informations complètes. Les mesures de réforme du contrôle et de la comptabilité commenceront bientôt à porter leurs fruits. Avec la mise en place de normes de supervision et de plans comptables, bien conçus, la valeur nette des banques de second rang sera mieux connue. L'amélioration de l'information favorisera la croissance de l'industrie et aidera les déposants à mieux sélectionner les banques sûres, ce qui améliorera la qualité du secteur financier.

Comme le déficit budgétaire détermine en fin de compte le taux d'inflation, le gouvernement compte agir sur deux plans:

- mieux recouvrer l'impôt pour limiter les déficits;
- accélérer le développement du marché de la dette publique.

Politique budgétaire

Le Code des impôts (Décret-loi présidentiel n° 2235), adopté le 24 avril 1995, exprime très clairement l'orientation de la politique fiscale. Cet ensemble de lois, le plus complet et le plus systématique en matière fiscale qui ait été adopté au sein de la CEI, traduit la volonté claire de recourir aux forces du marché pour atteindre les objectifs de l'action gouvernementale.

Le Code des impôts est le seul texte officiel régissant les impôts et taxes obligatoires aux niveaux national et local. En règle générale, les impôts et taxes s'appliquent à tous, sauf quelques exceptions. Le Code prévoit trois grands impôts nationaux: l'impôt sur le bénéfice des entreprises et le revenu des personnes physiques, la taxe à la valeur ajoutée (TVA) et le droit d'accise. L'impôt sur le revenu (ou le bénéfice) est établi en fonction de la résidence plutôt que de la nationalité (avec application des règles normales en matière de résidence). Les personnes morales et physiques qui ont perçu des revenus imposables durant l'exercice fiscal y sont assujetties. Le revenu annuel total d'un contribuable résident comprend tous les revenus perçus au Kazakhstan et à l'étranger. En revanche, celui d'un contribuable non résident ne comprend que les revenus perçus au Kazakhstan. Aucun traitement préférentiel n'est accordé aux ressortissants étrangers ni aux entreprises ou coentreprises à capitaux étrangers.

Le revenu annuel total comprend tous les types de revenu: revenu commercial en espèces ou en nature, revenu salarial en espèces ou en nature, et revenu immobilier des personnes physiques.

Le Code autorise en général la déduction de toutes les dépenses afférentes à l'obtention du revenu, mais il limite cette déduction en ce qui concerne les intérêts, les créances douteuses, la recherche-développement, l'amortissement et les frais d'entretien et de réparation. Le report des pertes est autorisé pendant cinq ans.

Toute personne physique a droit, pour elle-même et chacune des personnes à sa charge, à une déduction de base calculée selon l'indice mensuel d'évaluation².

Le bénéfice d'une entreprise est imposé à 30 pour cent (20 pour cent dans les zones économiques spéciales), sauf lorsqu'il provient principalement de la terre, auquel cas il est imposé à 10 pour cent. Le revenu des personnes physiques est imposé selon un barème progressif avec un taux marginal qui va de 5 à 40 pour cent. L'impôt sur le revenu des personnes physiques est retenu à la source.

Les dividendes et les intérêts sont frappés d'une retenue à la source de 15 pour cent, qui est le seul impôt à payer sur ce type de revenu pour les personnes physiques. Tout revenu de ce type sur lequel un impôt a été retenu à la source est exonéré de tout autre impôt sur le revenu. Les dividendes et intérêts perçus par les entreprises sont exemptés de la retenue à la source grâce à un système d'avoir fiscal.

Certains autres revenus perçus par les non-résidents font l'objet d'une retenue à la source, et une taxe est prélevée sur le bénéfice net après impôt des filiales d'entreprises étrangères opérant au Kazakhstan.

La TVA est calculée sur la valeur ajoutée aux divers stades de la production et de la distribution jusqu'à la vente finale pour l'utilisation ou la consommation. Elle s'applique aux marchandises et aux services consommés dans le pays, qu'ils soient produits sur place ou importés. Elle est payable à chaque stade de revente, mais ne s'accumule pas car elle est déductible. Elle s'applique à la quasi-totalité des marchandises et des services.

²Cet indice, publié par le gouvernement et mis à jour tous les trimestres, est actuellement de 460 tenge.

Le taux de base de la TVA est de 20 pour cent. Le fait d'avoir un seul taux limite les litiges en matière d'assujettissement et simplifie la perception et l'administration de la taxe. Les exportations sont exonérées de TVA, et toutes les taxes sur les facteurs de production qui s'y rapportent sont déductibles, sauf pour les exportations vers les pays de la CEI.

Le droit d'accise frappe certaines marchandises importées ou d'origine nationale. Un certain nombre d'exemptions sont prévues selon les utilisateurs (voir section IV.1d)).

Deux autres taxes sont perçues au niveau national: la taxe sur les opérations boursières et les taxes et droits spéciaux à payer par les utilisateurs de ressources minérales. Le Code des impôts contient en outre des dispositions sur les taxes locales suivantes: taxe foncière, impôt sur la propriété immobilière et taxe sur les véhicules.

Dans le cadre de la stratégie globale du gouvernement, la politique budgétaire vise quatre objectifs:

- accroître les recettes fiscales en renforçant l'administration des impôts;
- améliorer la structure et la gestion des dépenses;
- réformer le système de sécurité sociale;
- poursuivre le processus de cession des équipements sociaux des entreprises.

c) Régime de change, système de paiements et relations avec le Fonds monétaire international

Système de paiements

Le système de paiements du Kazakhstan emploie des supports papier, qui peuvent être virés par voie postale ou télégraphique, ou des virements électroniques, qui représentent environ 80 pour cent des virements bancaires et la totalité des paiements supérieurs à 100 000 tenge. Depuis 1993, la BNK impose un certain nombre de règles concernant les comptes bancaires et certains moyens de paiement. Actuellement, les paiements en tenge doivent respecter les dispositions suivantes:

- Réglementation temporaire sur les règlements par jeux d'écriture en République du Kazakhstan;
- Directive sur les comptes de règlement, les comptes courants et les comptes budgétaires ouverts dans des banques de la République du Kazakhstan;
- Réglementation temporaire sur les paiements électroniques interrégionaux;
- Réglementation sur les paiements par chèque en République du Kazakhstan;
- Réglementation temporaire sur les opérations de correspondant bancaire en République du Kazakhstan;
- Réglementation temporaire sur les règlements par billet à ordre et lettre de change en République du Kazakhstan.

Le Décret sur les banques dispose que les relations entre les banques et leurs clients sont régies par un contrat, sauf si la législation nationale en dispose autrement, et que les virements monétaires

doivent se faire selon les formes, méthodes et procédures fixées par la BNK. Les virements internationaux sont faits conformément à la pratique internationale et à la législation en vigueur au Kazakhstan. Les articles 48 à 51 du Décret sur la Banque nationale habilite la BNK à:

- organiser, coordonner et réglementer le fonctionnement du système de paiements;
- déterminer les modalités et procédures de gestion des comptes et des services de caisse pour les banques et leurs clients;
- déterminer la responsabilité économique en cas d'infraction aux règles qui régissent les opérations de règlement bancaire;
- déterminer les types de comptes et leur régime juridique, les types d'instruments de paiement et les règles relatives à leur circulation;
- créer des organisations de compensation et de règlement bancaire et autoriser et réglementer l'activité des organisations non publiques de compensation et de règlement bancaire.

Régime de change

Le Décret sur la Banque nationale autorise la BNK à procéder aux opérations suivantes:

- intervenir sur les marchés des changes;
- déterminer les limites et modalités de circulation au Kazakhstan de devises et de titres libellés en devises, à savoir:
 - fixer les règles d'importation et d'exportation de devises et les procédures d'agrément des banques pour les opérations en devises;
 - acheter et vendre des devises et des effets publics de pays étrangers.

La principale loi qui régit les changes, la Loi sur la réglementation des changes (Loi sur le change), est entrée en vigueur le 14 avril 1993 et a été modifiée les 21 avril et 20 juillet 1995. Elle contient les dispositions générales relatives aux opérations en devises. Des dispositions plus précises figurent dans la Réglementation sur les opérations en devises fortes en République du Kazakhstan (Réglementation sur les devises), adoptée par la BNK le 24 novembre 1994 et assouplie à plusieurs reprises en 1995 (24 janvier, 18 mai et 16 novembre) et le 30 mai 1996.

La Loi sur le change dispose que les résidents peuvent acheter des devises sur le marché intérieur des devises selon les modalités et aux fins déterminées par la BNK. Ils sont autorisés à détenir des comptes en devises dans des banques kazakes ou étrangères selon les procédures déterminées par la BNK. La Loi sur le change autorise les résidents et les non-résidents à importer sans restriction des valeurs en devises (devises, valeurs mobilières et métaux précieux). Les résidents peuvent exporter des devises conformément aux règles fixées par la BNK. Les non-résidents peuvent aussi exporter des devises mais doivent présenter aux autorités douanières une déclaration établie lors de leur entrée dans le pays, indiquant le montant des devises importées. Si le montant à exporter dépasse le montant importé, l'intéressé doit présenter un document d'une banque agréée ou d'un bureau de change confirmant que le montant à exporter a été acquis légalement.

En vertu de la Loi sur le change, la BNK est chargée de déterminer le taux de change de la monnaie nationale (tenge) par rapport aux devises étrangères, sur la base des cours du marché. Ce taux doit être publié dans la presse. Le taux de change pour l'achat et la vente de devises dans le pays est fixé librement par l'acheteur et le vendeur. Les opérations sur le marché des changes organisé (Bourse interbancaire kazake des devises et des valeurs mobilières) ont lieu chaque jour et portent uniquement sur le rouble russe, le dollar EU et le deutsche mark. Il y a aussi un marché interbancaire hors cote très actif avec des transactions dans de nombreuses devises.

La Loi sur le change autorise les banques à acheter et à vendre librement des devises, aussi bien au Kazakhstan qu'à l'étranger. Les opérations d'achat et de vente de devises peuvent être effectuées par des banques agréées ou des "points de change" (personnes morales titulaires d'une licence délivrée par la BNK pour ce type d'opération). Les résidents peuvent acheter des devises contre un montant équivalent en tenge, à condition que ces devises soient destinées à régler des opérations courantes en devises, au Kazakhstan ou à l'étranger, conformément aux procédures fixées par la BNK. Les non-résidents peuvent acheter des devises à condition que les fonds employés pour cet achat proviennent d'un paiement courant reçu par l'intéressé au Kazakhstan, conformément aux procédures fixées par la BNK. Les résidents et les non-résidents peuvent échanger des devises contre des tenges dans les banques agréées ou les points de change, conformément à la procédure fixée par la BNK.

Il n'existe aucune obligation de cession des devises. Le Kazakhstan n'impose aucune restriction concernant les virements internationaux et le paiement des opérations courantes relatives aux services, y compris i) les transferts de devises à destination et en provenance du Kazakhstan pour régler l'importation et l'exportation de services, ii) la réception et l'octroi de crédits financiers, iii) les virements de ou vers l'étranger d'intérêts, de dividendes et d'autres revenus sur les dépôts, les placements et les crédits, et iv) les virements non commerciaux, notamment les virements de salaires, de retraites et de pensions alimentaires.

Les personnes morales étrangères et kazakes et les résidents peuvent ouvrir et détenir des comptes en monnaie locale et en devises fortes dans toute banque au Kazakhstan. Toutefois, les personnes morales résidentes ne peuvent détenir de comptes bancaires à l'étranger sans autorisation écrite de la BNK.

En vertu de la Réglementation sur les devises, les paiements en devises fortes entre les résidents du Kazakhstan sont interdits sauf pour l'octroi et le remboursement de prêts. Les prêts en devises fortes aux personnes physiques sont interdits (article 1.16). Toutes les opérations en devises fortes effectuées à l'intérieur du pays doivent passer par des banques agréées ou des bureaux de change (article 1.01).

Outre la Loi sur le change et la Réglementation sur les devises, la Loi sur l'investissement étranger de 1994 accorde aux investisseurs étrangers de larges droits quant à l'emploi de leurs ressources en devises. Plus particulièrement, tous les transferts de fonds liés à des investissements étrangers (que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays) sont autorisés sans restriction. Les investisseurs étrangers peuvent par exemple régler en devises leurs obligations, notamment les salaires de leur personnel résident ou non résident. De plus, la Loi de 1994 les autorise à convertir et à rapatrier librement les gains en tenge réalisés au Kazakhstan.

Relations avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale

Le Kazakhstan a adhéré au FMI le 15 juillet 1992. Il a bénéficié en 1993 d'un premier prêt pour financer la transformation de son système, puis de deux prêts conditionnels respectivement en 1994 et 1995. Un autre prêt est attendu pour la période 1996-1998.

Le FMI a fourni à la BNK une assistance technique dans de nombreux domaines, parmi lesquels la recherche et l'analyse en matière de politique monétaire et de politique du crédit, la réglementation

des changes, la réglementation monétaire et la réglementation du crédit, l'automatisation et la réforme du secteur bancaire, et l'élaboration et la mise en place d'un nouveau plan comptable.

Le Kazakhstan est membre de la Banque mondiale depuis le 23 juillet 1992. Celle-ci lui a accordé sept prêts, à savoir, dans l'ordre chronologique: prêt d'assistance technique (1993), prêt au redressement (1993), prêt à la modernisation des transports urbains (1994), prêt d'assistance technique au secteur pétrolier (1994), prêt à l'ajustement structurel (1995), prêt au développement du secteur financier (1995) et prêt à la protection sociale (1995). Deux prêts sont prévus pour 1997 et 1998: un prêt à l'ajustement structurel et un prêt à l'ajustement structurel dans le secteur financier.

Le Kazakhstan a satisfait aux conditions en matière de privatisation, de suppression des monopoles, de libéralisation du commerce et de libération des prix dont le FMI et la Banque avaient assorti leurs prêts précédents. Les conditions fixées pour la période 1996-1998 sont notamment la poursuite de la libéralisation du commerce extérieur.

d) Politiques en matière d'investissement étranger et d'investissement intérieur

La réforme du régime juridique et réglementaire de l'investissement était l'un des éléments majeurs des grandes réformes entreprises par le gouvernement pour i) passer de l'économie planifiée à l'économie de marché et ii) attirer les investissements nécessaires à l'accroissement de la production, à la modernisation des infrastructures et à la restructuration de la base industrielle. Le Kazakhstan a mis en place un cadre juridique rationnel et propice à l'investissement. Plusieurs lois importantes élaborées conformément aux règles et aux normes internationales sont entrées en vigueur, notamment la Loi sur l'investissement étranger (1994), le Code des impôts (1995) (voir section II.2b)), le Code douanier (1995), le Décret-loi présidentiel sur l'assurance (1995), la Loi sur la promotion de la concurrence et la restriction des activités monopolistiques (1991) (voir section II.2e)), les lois et réglementations sur le change et l'activité bancaire (voir section II.2b)), la législation sur la propriété intellectuelle (voir section V) et le Décret-loi présidentiel sur le régime foncier (1995) (voir section II.2a)).

La Loi sur l'investissement étranger garantit entre autres le traitement national et la non-discrimination entre les investisseurs étrangers. Le Kazakhstan pratique en outre une politique d'ouverture aux investissements étrangers. Autrement dit, il ne restreint l'investissement en soi dans aucun secteur et n'impose aucun processus d'autorisation préalable. La Loi sur l'investissement étranger ne prévoit aucune mesure d'incitation à l'investissement (telle que des exonérations fiscales temporaires), ni en général ni en faveur d'un secteur particulier.

Le gouvernement continuera à améliorer en 1996 et 1997 le cadre juridique et réglementaire de l'investissement étranger ainsi que les conditions d'intervention des institutions de crédit, de financement, d'investissement et d'assurance au service des petites et moyennes entreprises.

e) Politiques en matière de concurrence

La Loi sur la promotion de la concurrence et la restriction des activités monopolistiques (1991) est en accord avec les principes internationaux relatifs à la concurrence. La politique kazake en matière de concurrence a pour but de stimuler l'activité commerciale en intensifiant et en protégeant la libre concurrence, en restreignant les pratiques monopolistiques et en empêchant les pratiques discriminatoires et déloyales. Le Comité antitrust et son réseau constitué de 19 comités régionaux et d'un comité municipal (Almaty) sont chargés de faire respecter la Loi de 1991. En vertu de cette loi, le Comité antitrust est doté de larges pouvoirs; il peut notamment i) fragmenter en plusieurs entreprises non dominantes et concurrentes les entreprises qui abusent d'une position dominante, ii) empêcher les fusions et acquisitions qui menacent la concurrence, iii) prendre des mesures administratives et judiciaires contre

les entreprises qui violent la Loi de 1991, et iv) annuler les décisions gouvernementales qui restreignent la concurrence et établissent des barrières à l'entrée sur le marché.

Juste après l'indépendance (1991-1993), l'économie kazake reposait en grande partie sur les monopoles. Au cours des deux dernières années, la concurrence a été intensifiée grâce i) à la suppression des monopoles détenus par les entreprises publiques, qui a été réalisée avant la privatisation afin d'éviter que les monopoles d'Etat ne soient simplement transformés en monopoles privés, ii) à la suppression des barrières à l'entrée (par exemple les droits exclusifs), iii) à la dissolution de la plupart des holdings publics et des sociétés par actions nationales, et iv) à la restructuration de plusieurs monopoles naturels, qui a consisté à séparer les activités monopolistiques des activités concurrentielles et à instaurer la concurrence dans les services connexes. La concurrence s'est ainsi développée dans de nombreux secteurs de l'économie, dont la distribution, le commerce, les services (télécommunications, assurance, transports et construction) et la production.

La politique de libéralisation du commerce et la suppression du commerce d'Etat ont également joué en faveur de la concurrence et de l'ouverture des marchés. Le gouvernement compte avoir terminé à la fin de 1996 le processus de restructuration des dernières sociétés par actions nationales et publiques et des holdings publics, ce qui renforcera encore la concurrence.

Certaines activités sont soumises à agrément, afin de garantir la compétence du fournisseur ou de protéger la sécurité, la santé et l'environnement. L'agrément peut être demandé par toute entité économique.

3. Commerce extérieur des marchandises et des services

Le commerce extérieur des marchandises n'a cessé de croître en valeur et en volume au cours des trois dernières années. Durant la période 1993-1995, la valeur des importations a augmenté d'environ 21 pour cent et celle des exportations d'environ 44 pour cent. La croissance des exportations est surtout due à l'augmentation des prix des principales marchandises exportées telles que le blé, le pétrole et les métaux ferreux et non ferreux. L'essor du commerce extérieur devrait se poursuivre au cours des cinq prochaines années.

En 1993, 1994 et 1995, la part des importations dans le PIB a été respectivement de 30 pour cent, 28 pour cent et 23 pour cent et celle des exportations de 33 pour cent, 26 pour cent et 31 pour cent. La balance commerciale au cours de ces trois années s'est établie respectivement à 371,9 millions, -263 millions et 1 232,3 millions de dollars (valeur c.a.f. pour les importations et f.a.b. pour les exportations, sur la base des déclarations en douane). Sur la base de la balance des paiements, la balance commerciale est de -922,9 millions de dollars en 1994 et -222,5 millions pour 1995. Cette différence est due entre autres aux facteurs suivants: inclusion des importations sous forme de bagages à des fins commerciales et du troc, et utilisation des prix f.a.b. pour les exportations et les importations.

En 1995, les principaux partenaires commerciaux du Kazakhstan ont été la Russie (45,2 pour cent des exportations totales de marchandises), les Pays-Bas (6,0 pour cent), l'Ouzbékistan (4,9 pour cent), l'Allemagne (4,2 pour cent) et la Chine (3,8 pour cent) (voir tableau A1.33).

Les statistiques du commerce des services sont partielles (voir tableau A1.34). Durant la période 1993-1995, les importations de services ont augmenté d'environ 87 pour cent et les exportations ont baissé d'environ 35 pour cent.

Il n'y a pas de statistiques sur la valeur et la composition de l'investissement étranger direct dans les services intérieurs. On sait toutefois que l'activité étrangère dans les services sous forme de succursales de sociétés étrangères ou de coentreprises n'a cessé de croître au cours des cinq dernières

années. Des investisseurs et des entreprises d'Australie, des Etats-Unis, de Turquie et des pays membres de l'Union européenne occupent une place importante dans ce secteur, notamment dans les services professionnels (services juridiques et comptables par exemple), les services de construction, de télécommunication et de transport et les services commerciaux et financiers.

On trouvera à la section 2 de l'annexe 1 une liste des publications relatives aux statistiques du commerce extérieur de la République du Kazakhstan et, à la section 3b), des statistiques sur le commerce extérieur, les exportations, les importations, les principaux partenaires commerciaux et les échanges par zone géographique.

4. Renseignements sur les mouvements financiers en relation avec les nationaux travaillant à l'étranger

Actuellement, le nombre de ressortissants kazaks qui travaillent à l'étranger est négligeable. Il n'y a donc pas de statistiques à ce sujet.

III. CADRE POUR L'ELABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTERIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES

1. Attributions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire

La République du Kazakhstan est un Etat à régime présidentiel, où les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire sont séparés.

a) Pouvoir exécutif

Le Président est le chef de l'Etat, et le pouvoir exécutif est exercé par le Président et le gouvernement. Le Président est élu pour une durée de cinq ans au suffrage universel, égal et direct, à bulletin secret. Les membres du gouvernement - Premier Ministre, ministres et chefs des comités d'Etat - sont nommés et peuvent être révoqués individuellement ou collectivement par le Président. Celui-ci nomme aussi trois des sept membres du Conseil constitutionnel, sept des 47 membres du Sénat, les directeurs des administrations locales dans les oblasts et les grandes villes, tous les représentants diplomatiques de l'Etat, les commandants des forces armées et le Président du Comité du budget de l'Etat. Il nomme en outre, avec l'assentiment des deux Chambres du Parlement, le Directeur de la BNK et, avec l'assentiment du Sénat, le Procureur général et le Président du Comité de la sécurité nationale.

Le Président est autorisé à demander l'examen prioritaire de projets de loi par le Parlement. Une fois ces projets adoptés, il peut les signer ou leur opposer son veto. Pour passer outre ce veto, les deux Chambres du Parlement doivent procéder à un vote et réunir au moins les deux tiers des voix de leurs membres. Le Parlement peut déléguer son pouvoir législatif au Président pour une durée maximale d'un an. Le Président peut dissoudre le Parlement lorsque des divergences insurmontables existent entre les deux Chambres ou entre le Parlement et le pouvoir exécutif ou judiciaire, donnant lieu à une "crise politique" et lorsque le Parlement refuse sa confiance au gouvernement ou refuse par deux fois d'approuver la nomination du Premier Ministre. Enfin, le Président peut demander un référendum national et prendre des décrets et des résolutions pour l'application des lois.

Le gouvernement est géré et supervisé par le Premier Ministre, lequel rend compte au Président. Il est habilité à élaborer, mettre en oeuvre et faire respecter les grandes orientations de la politique économique et sociale du pays, y compris dans les domaines des relations extérieures, des relations économiques extérieures, de levée de recettes, de la défense et de l'ordre public. Il peut prendre des résolutions ou des directives pour l'application des lois. Ces textes, ainsi que les décisions prises par

les directeurs des administrations locales, peuvent être annulés par le Président. Le mandat du gouvernement expire en même temps que celui du Président, sauf si le Président y met fin avant.

b) Pouvoir législatif

Le Parlement se compose d'une Chambre haute appelée Sénat et d'une Chambre basse appelée Majilis. Ce dernier comprend 67 députés élus pour quatre ans au suffrage universel, égal et direct, à bulletin secret. Les sénateurs sont élus pour quatre ans, avec renouvellement par moitié tous les deux ans. Outre les sept sénateurs nommés par le Président, deux sénateurs pour chaque oblast, chaque grande ville et la capitale sont élus par les organes représentatifs de toutes les collectivités locales réunis en session commune.

Le Parlement peut modifier la Constitution sur l'initiative du Président. Il peut aussi adopter des lois constitutionnelles, des lois, des résolutions et des décrets sur les questions qui "régissent les principales relations entre les citoyens". Lors des sessions communes, le Parlement approuve le budget de l'Etat, auquel il peut apporter des modifications, et peut prendre l'initiative de demander un référendum national. Lors des sessions distinctes, le Majilis puis le Sénat peuvent ratifier ou dénoncer les traités internationaux et se prononcer sur les prêts accordés par l'Etat et les autres formes d'assistance économique. Le Sénat a, entre autres, le pouvoir exclusif d'élire et de révoquer le président et tous les juges de la Cour suprême et les présidents des Chambres judiciaires. Le Majilis a, entre autres, le pouvoir exclusif d'accepter d'examiner les projets de loi et d'annoncer les élections présidentielles ordinaires et extraordinaires. Le gouvernement élabore la plupart des projets de loi, qui sont ensuite présentés au Parlement soit par le gouvernement, soit par des membres du Parlement.

c) Pouvoir judiciaire

Le pouvoir judiciaire est exercé dans le cadre d'un ordre judiciaire unitaire à trois degrés. La Cour suprême a une compétence d'appel générale (et, dans certains cas, une compétence en première instance); elle est habilitée à se prononcer sur toute décision judiciaire rendue par les tribunaux des degrés inférieurs, y compris les tribunaux militaires. Elle est divisée en plusieurs chambres, qui examinent chacune les affaires ayant trait à l'un des quatre domaines suivants: économique, civil, pénal et militaire. Elle peut en outre prendre des résolutions normatives fondées sur la pratique judiciaire. Ces résolutions constituent une jurisprudence obligatoire pour les tribunaux qui examineront ensuite des affaires analogues; elles font donc partie, à ce titre, du droit positif en vigueur dans la République du Kazakhstan.

Au niveau intermédiaire se trouvent les Tribunaux d'oblast, le Tribunal d'Almaty et le Tribunal militaire. Les Tribunaux d'oblast et le Tribunal d'Almaty ont une compétence générale et peuvent fonctionner comme tribunaux de première instance ou tribunaux d'appel selon la gravité ou l'importance de l'affaire, évaluées d'après les règles de la procédure civile et pénale. Comme la Cour suprême, les Tribunaux d'oblast sont divisés en chambres spécialisées. De plus, ils examinent en appel les décisions des Tribunaux de district. Contrairement à la Cour suprême et aux Tribunaux d'oblast, les Tribunaux de district n'ont qu'une compétence générale et en première instance et ne sont pas divisés en chambres. Enfin, les tribunaux militaires ont une compétence spécialisée et en première instance.

La République du Kazakhstan n'a pas de cour constitutionnelle proprement dite, mais les décisions qui soulèvent des questions de constitutionnalité des lois ou des décrets ou semblent porter atteinte aux droits et aux libertés fondamentaux sont suspendues et examinées par le Conseil constitutionnel. Celui-ci peut déclarer inconstitutionnels et priver de force exécutoire la loi ou le décret, et prendre des résolutions normatives qui auront alors force de loi.

2. Entités gouvernementales responsables de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques affectant le commerce extérieur

Le gouvernement est chargé d'élaborer la politique économique du pays, notamment la politique de commerce extérieur, sous forme de projets de loi, de résolutions et de directives rédigés par un groupe de travail gouvernemental généralement composé de membres du Ministère de la justice, du Ministère de l'économie, du Ministère de l'industrie et du commerce, du Comité antitrust et d'autres ministères et départements compétents. La politique générale dans le domaine des relations extérieures est supervisée par le Ministère des affaires étrangères. La politique économique générale, y compris en matière de relations extérieures, est élaborée et coordonnée par le Ministère de l'économie. Toutefois, les relations économiques avec les pays membres de la CEI sont coordonnées par le Comité de la coopération économique avec la CEI.

Le Ministère de l'industrie et du commerce est le principal organe gouvernemental chargé d'élaborer la politique commerciale, à savoir notamment les propositions relatives aux droits de douane, qui sont ensuite appliqués par le Comité douanier, les mesures en faveur de l'investissement étranger et concernant sa répartition, et les propositions en matière de règlement et de crédit dans le cadre des accords internationaux. Il est aussi chargé de délivrer les licences d'importation et d'exportation. La politique financière de l'Etat, notamment le contrôle des changes et les aspects des relations économiques extérieures qui ont à voir avec la monnaie, est déterminée par le Ministère des finances. Le contrôle des changes est administré par la BNK, qui délivre les autorisations nécessaires pour effectuer des opérations en devises.

3. Partage des responsabilités entre le gouvernement central et les gouvernements sous-centraux

La délégation des pouvoirs du gouvernement central vers les gouvernements sous-centraux s'opère au niveau des oblasts et à celui des districts, la ville d'Almaty ayant le statut d'oblast et les grandes villes celui de district. Le pouvoir local est réparti entre un organe représentatif appelé maslikhat et un gouverneur (exécutif) appelé akim. Chaque oblast (y compris la ville d'Almaty) a un akim (nommé par le Président) et un maslikhat. Chaque grande ville a un akim nommé par un akim d'oblast. Les membres des maslikhats sont élus pour quatre ans au suffrage universel, égal et direct, à bulletin secret.

Les pouvoirs gouvernementaux qui ont trait au commerce extérieur sont délégués aux autorités locales conformément aux six principes suivants: a) autonomie relative pour régler les relations économiques propres à la région; b) définition de compétences spécifiques conformément à la Constitution et à la Loi sur les organes représentatifs et exécutifs locaux; c) obligations réciproques entre les différents échelons de veiller à ce que les activités commerciales respectent les normes sociales, environnementales et morales; d) soutien de l'Etat à certains secteurs³ et régions et promotion des relations entre les autorités, les organes de gestion et les organismes commerciaux au niveau local; e) répartition raisonnable des ressources budgétaires et du patrimoine régional; et f) relations entre les autorités propices à une approche harmonisée des questions qui touchent entre autres au commerce extérieur.

4. Eventuels programmes législatifs ou plans de modification du régime réglementaire

La Constitution, adoptée depuis peu et approuvée par référendum le 30 août 1995, dispose que les traités internationaux l'emportent sur les autres lois lorsqu'ils ont été ratifiés et sont directement applicables. Elle exige en outre que toutes les lois constitutionnelles soient promulguées dans un délai d'un an et que l'ensemble de la législation soit alignée sur la Constitution dans un délai de deux ans

³Voir section IV.3a) ci-après.

après l'approbation de cette dernière. Le Parlement examine actuellement deux textes ayant trait au commerce extérieur: le projet de loi sur le droit d'auteur et les projets d'amendement du Décret présidentiel sur le régime de licences.

Le programme législatif du gouvernement pour les trois prochaines années⁴ prévoit l'adoption de nouvelles lois et le remaniement ou la modification de lois existantes, à savoir:

a) Lois à adopter:

- Loi sur l'entreprise privée;
- Loi sur les notaires;
- Loi sur les marchés publics;
- Loi antidumping;
- Loi sur les activités de dépositaire;
- Loi sur les résultats des sélections;
- Loi sur le contrôle à l'exportation;
- Loi sur les sociétés par actions;
- Loi sur la publicité;
- Loi sur le pedigree, la sélection animale et la volaille;
- Loi sur la protection des logiciels;
- Loi sur les inventions secrètes;
- Loi sur le contrôle écologique;
- Loi sur la délivrance de garanties souveraines;
- Loi sur le contrôle des activités économiques extérieures par l'Etat;
- Loi sur les crédits extérieurs;
- Loi sur les redevances pour l'utilisation de ressources biologiques;
- Loi sur les garanties bancaires;
- Code de la marine marchande;
- Code du transport automobile;
- Code du transport ferroviaire;
- Code du transport fluvial;
- Code du sous-sol et de son exploitation;
- Loi sur l'utilisation commerciale de l'espace;
- Loi sur les investissements des offices d'entreprises.

b) Programme de remaniement des lois existantes:

- Loi sur la promotion de la concurrence et la restriction des activités monopolistiques;
- Code civil, deuxième partie (spécifique)⁵;
- Code du travail;
- Loi sur les droits et la protection des consommateurs;
- Loi sur les droits perçus par l'Etat;
- Code de procédure pénale;
- Code pénal;
- Loi sur les collectivités locales;
- Loi sur la réglementation des changes;
- Loi sur les faillites;
- Loi sur l'emploi;

⁴Adopté par le gouvernement aux termes de la Résolution n° 56 du 12 janvier 1996.

⁵Y compris le régime juridique fondamental de protection de la propriété intellectuelle.

- Code des contraventions administratives;
 - Loi sur la normalisation et la certification.
- c) Programme d'amendement des lois existantes:
- Loi sur l'assurance médicale;
 - Loi sur les statistiques nationales;
 - Loi sur l'enregistrement des personnes morales;
 - Loi sur le pétrole
 - Loi sur les exploitations agricoles;
 - Législation fiscale⁶;
 - Loi sur la protection du patrimoine historique et architectural.

Le gouvernement a promulgué le 19 février 1996 la Résolution n° 211, aux termes de laquelle tous les ministères et comités d'Etat doivent présenter les propositions de modification du cadre juridique et du régime de commerce extérieur nécessaire pour les aligner sur les règles de l'OMC. Il est donc probable que les programmes ci-dessus seront modifiés pendant l'élaboration et la présentation de l'Aide-mémoire.

5. Lois et instruments juridiques

La liste des lois et instruments juridiques qui ont un effet sur l'activité économique en général et le commerce extérieur des marchandises et des services figure à l'annexe 2.

6. Description des tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs, le cas échéant

a) Procédures judiciaires

Avant de saisir la justice, les plaignants doivent prouver qu'ils ont cherché à régler leur différend à l'amiable. Si la demande du plaignant est rejetée ou si le défendeur n'y répond pas dans les délais, le plaignant peut porter l'affaire devant la Chambre économique de la Cour suprême. Les jugements sont exécutés sur la base d'un acte signifié par la Chambre, en même temps que le jugement. Les parties peuvent faire appel auprès de la Chambre économique dans un délai de dix jours suivant la réception de l'acte exécutoire. L'appel n'est pas suspensif de l'exécution du jugement.

b) Procédures arbitrales

Les investisseurs étrangers ont le droit de négocier avec leurs homologues kazaks les clauses attributives de juridiction. En vertu des engagements qui lient le Kazakhstan en tant que signataire de la Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (1958) et de la Convention de Vienne sur le droit des traités (1969), les juges de la république du Kazakhstan sont tenus de reconnaître et de faire appliquer les décisions prises par des organes arbitraux étrangers choisis conformément aux clauses attributives de juridiction. Lorsqu'un différend oppose un investisseur étranger et l'Etat, les parties peuvent choisir un organe arbitral international sur une liste de cinq, conformément à la Loi sur l'investissement étranger. Les investisseurs étrangers qui ont un différend avec des personnes physiques ou morales peuvent aussi choisir un organe arbitral existant ou *ad hoc* au Kazakhstan.

⁶Les amendements viseront à perfectionner le système de fiscalité locale, les redevances pour l'utilisation spéciale des ressources naturelles, les responsabilités des agents du fisc et des douanes dans le domaine du recouvrement de l'impôt et les responsabilités des emprunteurs, des clients des banques et des déposants.

c) Procédures administratives

Les décisions administratives sont rendues conformément aux principes du droit administratif et aux procédures énoncés dans le Code des contraventions administratives. Elles peuvent aussi être examinées en appel par les tribunaux de la République du Kazakhstan.

IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

1. Réglementation des importations

a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation

Il n'existe aucune prescription en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation. Toute entité commerciale, quel que soit son régime de propriété, peut procéder à des importations.

b) Caractéristiques du tarif national et nomenclature

Le cadre juridique des activités douanières au Kazakhstan est constitué de plusieurs lois et décrets distincts mais liés entre eux. La législation de base sur les procédures, les régimes et les formalités de douane est constituée par le Décret présidentiel n° 2368 sur les activités douanières en République du Kazakhstan (20 juillet 1995) et ses deux textes d'application, la Résolution présidentielle n° 2369 et la Résolution gouvernementale n° 298 du 12 mars 1996. Il y a en outre la Résolution n° 1125 sur les taux des droits de douane (15 août 1995), modifiée par le Décret n° 300 du 12 mars 1996, la Résolution n° 1479 sur les taux des prélèvements douaniers (7 novembre 1995) et la Résolution n° 1035 sur l'approbation de la cotation à la Bourse des marchandises (28 juillet 1995). On trouvera à la section 1 de l'annexe 2 les autres textes qui intéressent les activités douanières.

La nomenclature tarifaire actuelle est basée sur la Liste des marchandises relevant de l'activité économique extérieure et est alignée sur le Système harmonisé (SH) élaboré par l'OMD. Il existe cependant quelques différences de structure et de codification entre cette nomenclature et le SH. Les modifications apportées au SH en 1996 n'ont pas encore été incorporées.

Des droits de douane sont perçus sur 70 à 75 pour cent des marchandises importées au Kazakhstan. Ils sont soit *ad valorem* et soit spécifiques. On trouvera au tableau A1.35 la liste des droits moyens pondérés par les échanges pour les différentes catégories tarifaires. En 1995, les droits d'importation ont représenté environ 1,44 pour cent du total des recettes publiques. Le tarif comprend 97 catégories. Selon les données relatives aux importations pour 1995, le taux moyen pondéré par les échanges était d'environ 12 pour cent. Les taux en vigueur sont publiés dans les publications officielles et dans la presse. Des exemplaires du tarif douanier ont été remis au Secrétariat de l'OMC.

La valeur douanière des marchandises importées est normalement la valeur transactionnelle sur la base c.a.f. (coût, assurance, fret), et elle est pour l'essentiel calculée selon les règles de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane (1994). Lorsque la valeur transactionnelle ne peut être employée, on applique, dans l'ordre, les autres méthodes prévues dans l'Accord de l'OMC.

Les marchandises originaires de pays en développement sont frappées, à quelques exceptions près, d'un droit égal à 50 pour cent du taux NPF. Les marchandises originaires des pays les moins avancés sont admises en franchise de droits, à quelques exceptions près. La liste de ces pays figure à la section E de l'annexe 8.

c) Contingents tarifaires, exemptions de droits

Le Kazakhstan n'applique pas de contingents tarifaires. Un certain nombre de marchandises, énumérées dans le Code douanier, surtout au chapitre 22, sont exemptées de droits, à savoir notamment:

- les marchandises importées temporairement et maintenues sous contrôle douanier en application d'une ou plusieurs procédures douanières;
- les marchandises importées à titre d'apport au capital de sociétés à participation étrangère;
- les marchandises importées par la BNK ainsi que le numéraire (sans valeur numismatique) et les valeurs mobilières;
- les marchandises déclarées lors de l'importation comme étant destinées à être réexportées;
- les marchandises originaires des pays les moins avancés;
- les marchandises réimportées dans les trois ans suivant leur exportation;
- les marchandises endommagées avant leur dédouanement au point d'être impropres à l'utilisation;
- les marchandises importées au titre de l'aide humanitaire, y compris les manuels destinés à l'enseignement gratuit dans les établissements scolaires, préscolaires et les écoles de médecine;
- les marchandises importées au titre de l'assistance gratuite ou de la bienfaisance sous les auspices des Etats, des gouvernements ou des organisations internationales, y compris celles qui sont destinées à l'assistance technique;
- les marchandises provenant des pays qui forment une union douanière avec le Kazakhstan;
- les marchandises provenant des pays avec lesquels le Kazakhstan a des accords bilatéraux de libre-échange (actuellement le Kirghizistan et la Moldova), à certaines exceptions près (voir section VII.2) et les marchandises en transit;
- les véhicules servant au commerce international;
- les marchandises servant à l'usage officiel et privé des représentants de gouvernements étrangers;
- les marchandises importées ou exportées à titre temporaire conformément à la Résolution gouvernementale n° 342 du 25 mars 1996.

d) Autres droits et impositions, avec indication des éventuelles impositions pour services rendus

Un certain nombre d'autres droits et impositions sont prélevés sur les importations: redevances pour les formalités et autres services douaniers; taxe à la valeur ajoutée; droit d'accise; droits antidumping, saisonniers, compensatoires et spéciaux.

Droits à payer pour les formalités et autres services douaniers

Outre le droit de douane, l'importateur doit payer, en vertu de l'article 118 du Code douanier, une redevance pour les formalités douanières, qui s'élève actuellement à 0,2 pour cent de la valeur en douane des marchandises. Cette redevance fait partie des recettes budgétaires. Les autres prélèvements opérés pour services rendus par les autorités douanières sont indiqués au tableau 4.1 ci-après.

Tableau 4.1Prélèvements opérés pour services douaniers

Type de prélèvement	Pourcentage de la valeur en douane ou valeur en ECU
Redevance pour le dédouanement des marchandises importées par des personnes physiques ou morales	0,2 pour cent
Redevance pour le dédouanement des véhicules importés par des personnes physiques	15 écus par unité
Redevance pour le dédouanement des marchandises et des véhicules hors des zones désignées et en dehors des heures ouvrables des bureaux de douane	Doublement de la redevance
Redevance pour l'entreposage des marchandises dans des entrepôts créés par les autorités douanières pour l'entreposage temporaire	0,04 écu par kg brut et par jour
Redevance pour l'entreposage des véhicules importés comme marchandises	3 écus par unité et par jour
Redevance pour l'entreposage des marchandises dans des entrepôts douaniers créés par les autorités douanières	0,02 écu par kg brut et par jour
Dans des installations spécialisées (avec utilisation de matériel spécial, température contrôlée, etc.)	0,03 écu par kg brut et par jour
Redevance pour l'accompagnement des marchandises à l'intérieur de la zone d'activité des autorités douanières	100 écus
Hors de la zone d'activité des autorités douanières	200 écus
Services d'information et de conseil	5 écus

Taxe à la valeur ajoutée

En vertu de la Résolution gouvernementale n° 2235, la plupart des marchandises importées sont assujetties, comme les marchandises d'origine nationale, à une TVA de 20 pour cent, calculée de la manière suivante:

- a) marchandises assujetties à des droits de douane et d'accise: $T = (V + R + D + A) \times 20\%$;
- b) marchandises assujetties à des droits de douane mais pas à des droits d'accise: $T = (V + R + D) \times 20\%$;
- c) marchandises non assujetties à des droits de douane ni à des droits d'accise: $T = (V + R) \times 20\%$.

(T = TVA; V = Valeur en douane; R = Redevances douanières; D = Droit de douane; A = Droit d'accise)

Les marchandises suivantes sont exonérées de TVA à l'importation:

- les marchandises nécessaires à l'exploitation des véhicules servant aux transports internationaux ou acquises à l'étranger pour procéder à des réparations urgentes;
- les marchandises ayant subi, avant d'être importées, des dommages qui les rendent inutilisables;
- les marchandises importées à titre d'aide humanitaire;
- les marchandises importées à des fins de bienfaisance, y compris la fourniture d'assistance technique par des Etats, des gouvernements ou des organisations internationales;
- les marchandises confisquées, sans propriétaire ou en déshérence;
- les marchandises importées pour l'usage officiel ou privé du personnel des missions diplomatiques et de représentations étrangères similaires;
- le numéraire (sans valeur numismatique) et les valeurs mobilières nationaux ou étrangers;
- les marchandises achetées au moyen de fonds publics et importées par des organisations financées par le budget de l'Etat, ainsi que les marchandises importées au moyen de crédits extérieurs garantis par l'Etat;
- les marchandises importées par des personnes physiques au titre des importations en franchise de droits autorisées par l'Etat; les marchandises importées ou exportées à titre temporaire conformément à la Résolution gouvernementale n° 342 du 25 mars 1996;
- les marchandises provenant des pays de la CEI (Instruction n° 131-P du Comité douanier sur l'application de la TVA et du droit d'accise aux marchandises importées sur le territoire de la République du Kazakhstan, en date du 29 septembre 1995).

Droit d'accise

Le Code des impôts donne la liste des marchandises assujetties au droit d'accise. Les divers taux du droit d'accise sont indiqués dans les résolutions gouvernementales suivantes:

- la Résolution gouvernementale n° 960 du 13 juillet 1995, modifiée par la Résolution gouvernementale n° 1397 du 30 octobre 1995 et la Résolution gouvernementale n° 341 du 25 mars 1996, indique les taux du droit d'accise sur les marchandises importées;
- la Résolution gouvernementale n° 974 du 14 juillet 1995, modifiée par la Résolution gouvernementale n° 1487 du 8 novembre 1995 et la Résolution gouvernementale n° 341 du 25 mars 1996, indique les taux du droit d'accise sur les marchandises produites au Kazakhstan;

- la Résolution gouvernementale n° 1439 du 2 novembre 1995 indique les taux du droit d'accise sur les automobiles et les camions importés.

Pour calculer le droit d'accise sur les marchandises des lignes 1 à 11 du tableau 4.2, il faut multiplier la quantité par le taux applicable. Pour les autres marchandises, le droit d'accise est calculé sur la valeur en douane.

Les marchandises suivantes sont exonérées de droit d'accise:

- les marchandises importées ou exportées à titre temporaire conformément à la Résolution gouvernementale n° 342 du 25 mars 1996;
- les marchandises originaires des pays de la CEI (voir TVA ci-dessus);
- tout alcool destiné à fabriquer des liqueurs, des produits à base de vodka, des boissons et des jus alcoolisés, du vin et des baumes, à condition qu'il soit acheté par un fabricant agréé.

Autres droits et redevances

Les articles 109, 113 à 116, 119 et 120 du Code douanier prévoient en outre les droits ou redevances ci-après:

- droits saisonniers;
- droits antidumping (voir alinéa m) ci-après);
- droits compensateurs (voir alinéa n) ci-après);
- droits de sauvegarde (droits spéciaux) (voir alinéa o) ci-après);
- redevances spéciales pour l'entreposage, le transport sous contrôle douanier, la délivrance de licences douanières (par exemple pour les boutiques hors taxe) ou de certificats d'homologation, les décisions préliminaires et la participation aux ventes aux enchères organisées par les autorités douanières.

Tableau 4.2

Marchandises assujetties au droit d'accise

Désignation	Taux intérieur	Taux à l'importation
Tous les alcools	3,5 écus/l	3,5 écus/l
Liqueurs et produits à base de vodka	0,6 écu/l	3,0 écus/l
Vodka	0,7 écu/l	3,0 écus/l
Boissons, jus de fruit et baumes alcoolisés	0,6 écu/l	3,0 écus/l
Vin	0,3 écu/l	0,8 écu/l
Vins fins	0,15 écu/l	0,8 écu/l
Cognac	0,3 écu/l	3,0 écu/l
Champagne	0,3 écu/l	0,8 écu/l
Bière	0,05 écu/l	0,2 écu/l
Ingrédients pour la vinification	0,1 écu/l	0,1 écu/l
Tabac et produits contenant du tabac	0,75 écu pour 1 000 unités	2,0 écus pour 1 000 unités
Esturgeon et saumon, leurs oeufs et les produits fins qu'ils servent à préparer	100%	100%
Bijoux en or, platine ou argent	40%	40%
Peaux salées ou non (sauf les peaux de taupe, lapin, chien, cervidés et mouton)	20%	50%
Peaux de caracul salées ou non	7%	50%
Vêtements de caracul	10%	50%
Pardessus, vestes courtes, vestes et capes garnis de caracul	10%	50%
Vêtements en fourrure naturelle (sauf taupe, lapin, chien, cervidés et mouton)	50%	50%
Pardessus, vestes courtes, vestes et capes garnis de fourrure (sauf taupe, lapin, chien, cervidés et mouton)	50%	50%
Vêtements en cuir naturel	50%	50%
Objets en cristal, y compris les luminaires	50%	50%
Carburant diesel	5%	5%
Essence (autre que pour l'aviation)	20%	20%
Voitures particulières	s. o.	10-25%
Camions ayant une charge utile inférieure à 1,25 tonne	s. o.	15%
Armes à feu et armes à gaz (autres que celles destinées aux pouvoirs publics)	40%	40%

e) Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences

Conformément à l'article 20 du Code douanier, des restrictions quantitatives à l'exportation peuvent être décidées pour protéger la sécurité nationale, les bonnes moeurs, la santé (santé humaine et animale et protection des végétaux), l'environnement, le patrimoine artistique, historique et archéologique, les droits des consommateurs et les droits de propriété, notamment intellectuelle.

Le Kazakhstan n'applique actuellement aucun contingent à l'importation. Des licences sont exigées pour l'importation de certaines marchandises (voir alinéa f) ci-après).

f) Procédures en matière de licences d'importation

L'importation de certaines marchandises nécessite une licence, délivrée par le Ministère de l'industrie et du commerce après approbation par l'organisme public compétent. Ces marchandises sont entre autres les suivantes: produits pharmaceutiques et matériel médical; opium, stupéfiants et psychotropes; dispositifs de chiffrement, manuels d'instructions et documentation technique s'y rapportant; explosifs et dispositifs explosifs; armes de service et armes civiles et manuels d'instructions se rapportant aux produits militaires; déchets industriels (voir tableau A3.1). Le Ministère délivre aussi des licences pour l'importation de marchandises telles que les armes, le matériel militaire et les matières nucléaires, après autorisation du gouvernement.

On trouvera à l'annexe 3 une description détaillée du régime de licences en vigueur au Kazakhstan. Le tableau A3.1 contient la liste des marchandises qui nécessitent une licence d'importation et le tableau A3.2 celle des marchandises dont l'importation nécessite l'autorisation du gouvernement. La pièce A3.1 reproduit le formulaire de demande de licence d'importation.

g) Autres mesures à la frontière, par exemple tout autre programme ayant des effets à la frontière similaires à ceux des mesures indiquées sous le point e) ci-dessus

Il n'y a aucune autre mesure à la frontière ayant des effets similaires à ceux des mesures indiquées sous le point e) ci-dessus.

h) Evaluation en douane

Le système d'évaluation en douane énoncé au chapitre 20 du Code douanier s'inspire de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, dont il respecte en grande partie les dispositions. L'évaluation se fonde généralement sur la valeur transactionnelle, mais elle peut avoir une base différente lorsqu'elle est faite par la Société générale de surveillance (SGS) qui, par contrat, communique des informations sur l'évaluation des importations ayant une valeur supérieure à 3 000 dollars en provenance de pays autres que ceux de la CEI (voir alinéa j) ci-après). On trouvera aussi à l'annexe 4 une description détaillée du système d'évaluation appliqué au Kazakhstan.

i) Autres formalités douanières

Les formalités douanières requises par la loi s'inspirent des procédures énoncées dans la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Tokyo), élaborée par l'OMD. Elles consistent à remplir une déclaration, à présenter une copie du contrat et des licences, permis ou certificats nécessaires ainsi qu'un rapport contenant les conclusions de la SGS, et à payer la totalité des droits et taxes exigibles avant la mise en libre pratique des marchandises.

j) Inspection avant expédition

Le gouvernement a signé avec la SGS un contrat de trois ans, entré en vigueur le 1er janvier 1996, aux termes duquel la SGS inspecte les marchandises avant expédition, sauf celles qui proviennent des pays de la CEI et celles dont la valeur ne dépasse pas 3 000 dollars. Les objets d'art, les pierres précieuses, les métaux précieux, les armes, les explosifs, les matières nucléaires, les animaux vivants, les articles importés au titre de l'aide humanitaire, les journaux et périodiques, les effets personnels et ménagers, les cadeaux et les colis postaux ne sont pas non plus inspectés avant expédition.

k) Application de taxes intérieures aux importations

Les seules taxes appliquées aux marchandises importées sont la TVA et le droit d'accise mentionnés à l'alinéa d) ci-dessus, qui s'appliquent aussi bien aux produits nationaux qu'aux produits importés.

l) Règles d'origine

Le pays d'origine des marchandises aux fins tarifaires et non tarifaires doit être déterminé pour toutes les importations et exportations. On applique le système élaboré par l'OMD, énoncé dans la Convention de Tokyo et au chapitre 21 du Code douanier du Kazakhstan.

On distingue deux cas de figure: celui des marchandises entièrement produites ou obtenues dans un pays donné et celui des marchandises ayant subi une transformation substantielle et dans la production desquelles plusieurs pays sont intervenus. Le premier concerne surtout des produits primaires tels que les animaux vivants, les minéraux, les fruits, etc., et le second des marchandises qui ont subi une transformation dans deux ou plusieurs pays. Dans ce dernier cas, on peut employer divers critères pour déterminer si une transformation substantielle a eu lieu, par exemple le changement de position tarifaire, la valeur ajoutée ou une liste de procédés de fabrication. Pour la détermination de l'origine, un groupe de pays peut être considéré comme un seul pays.

m) Régime antidumping

L'article 115 du Code douanier prévoit l'application de droits antidumping lorsque des marchandises sont importées à des prix inférieurs aux prix ordinaires en vigueur dans le pays exportateur au moment de cette exportation et que l'importation cause ou menace de causer un préjudice aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes. Le taux de ces droits est déterminé par les pouvoirs publics après examen de chaque cas, et le montant fixé doit être proportionnel au préjudice estimé. Toute décision dans ce domaine doit être économiquement fondée. Des règles et des procédures d'application plus précises seront élaborées, et l'application de droits antidumping sera entièrement conforme aux règles de l'OMC.

Le Kazakhstan n'a encore jamais institué de tels droits.

n) Régime des droits compensateurs

L'article 116 du Code douanier prévoit l'application de droits compensateurs lorsque des marchandises importées et dont la fabrication ou l'exportation ont été directement ou indirectement subventionnées causent ou menacent de causer un préjudice aux producteurs kazaks ou d'entraver l'organisation ou le développement de la production de marchandises similaires. Les règles de procédure relatives à ces droits et à leur application ainsi qu'à la définition et au calcul des subventions seront élaborées conformément aux règles de l'OMC.

Le Kazakhstan n'a encore jamais institué de droits compensateurs.

o) Régime des sauvegardes

L'article 114 du Code douanier prévoit l'application de droits spéciaux à titre de protection lorsque des marchandises sont importées au Kazakhstan dans des quantités ou à des conditions telles qu'elles causent ou menacent de causer un dommage aux producteurs kazaks. Les règles de procédure en la matière seront élaborées conformément aux règles de l'OMC.

2. Réglementation des exportations

a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'exportation

Aucune prescription en matière d'enregistrement n'est imposée aux particuliers ni aux entreprises pour effectuer des opérations d'exportation.

b) Nomenclature du tarif douanier, types de droits, taux de droits, moyennes pondérées des taux

La Résolution gouvernementale n° 810 du 28 juin 1996 a supprimé les droits d'exportation pour tous les produits sauf le blé autre que le blé dur 100190. Le taux de droit était de 7 pour cent jusqu'au 1er août 1996.

La TVA ne s'applique pas aux exportations, sauf celles à destination des pays de la CEI.

c) Restrictions quantitatives à l'exportation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences

Les seuls produits dont les exportations sont contingentées sont les textiles (voir section IV.5a)) et le pétrole (en raison de la capacité limitée de l'oléoduc). Quelques produits nécessitent une licence, comme on l'explique à l'alinéa d) ci-après.

En vertu de l'annexe 6 à la Résolution gouvernementale n° 298, les produits suivants ne peuvent être exportés qu'avec l'autorisation du ministère compétent:

- armes de tout type, munitions s'y rapportant et équipement militaire (nécessitent l'autorisation du Ministère de la défense, du Comité national de sécurité et du Ministère de l'intérieur);
- objets d'art, antiquités et autres articles ayant une grande valeur artistique, scientifique ou culturelle (nécessitent l'autorisation du Ministère de la culture et sont frappés d'un droit d'exportation de 100 pour cent).

En outre, la Loi sur le contrôle des exportations d'armes, de technologies militaires et de produits à double usage (18 juin 1996) institue un régime de licences pour l'exportation des armes, des technologies militaires et des produits à double usage (définis comme incluant les armes de destruction massive) et dans les circonstances visées à l'article XXI du GATT.

d) Procédures en matière de licences d'exportation

Le nombre de produits assujettis à licence d'exportation a beaucoup diminué au cours de l'année 1995. Des licences restent exigées pour les produits suivants: certains produits animaux; les matières premières pharmaceutiques d'origine animale et végétale; les produits pharmaceutiques

et le matériel médical; les produits pharmaceutiques à usage vétérinaire et le matériel vétérinaire; certaines informations géologiques et minéralogiques; certains types de matières premières, de produits de consommation, de matériel, de technologies et d'informations scientifiques qui peuvent servir à fabriquer des armes ou du matériel de combat; les matières, le matériel et les techniques qui ont des applications pacifiques mais peuvent servir à fabriquer des fusées, des armes nucléaires ou chimiques ou d'autres types d'armes de destruction massive; les dispositifs de chiffrement (y compris les composants destinés au matériel de chiffrement et les logiciels de chiffrement), les documents d'instructions sur le matériel de chiffrement (conception et fonctionnement); les poudres et explosifs, les dispositifs explosifs et les objets pyrotechniques; et certains stupéfiants, psychotropes et venins.

Conformément à la Résolution n° 298, c'est le Ministère de l'industrie et du commerce qui est responsable de l'octroi des licences, mais avec l'approbation du ministère concerné au premier chef par les marchandises visées (par exemple le Ministère de la santé pour les produits pharmaceutiques). On trouvera au tableau A9.1 la liste complète des produits pour lesquels une licence d'exportation est exigée.

Les personnes qui souhaitent exporter ces produits doivent demander une licence au Ministère de l'industrie et du commerce et produire le contrat d'exportation. Si les informations nécessaires ont été présentées, la décision est prise dans les dix jours suivant la demande. La licence est valide pendant la période nécessaire pour procéder à l'exportation, mais au maximum un an. La durée de validité peut être prolongée en cas de demande justifiée. Si une licence d'exportation est refusée, ce doit être pour une raison valable, dont le demandeur peut demander la notification écrite.

Le formulaire de demande de licence d'exportation est similaire au formulaire de demande de licence d'importation reproduit au tableau A3.1.

Pour certaines marchandises telles que les armes, le matériel militaire et les matières nucléaires, il faut obtenir l'autorisation du gouvernement avant de pouvoir demander une licence d'exportation. La liste de ces marchandises figure au tableau A9.2.

e) Autres mesures, par exemple prix minimaux à l'exportation, autolimitations des exportations, arrangements de commercialisation ordonnée

Les contrats d'exportation de certaines catégories de produits doivent être enregistrés à la Bourse des marchandises. En 1995, les contrats qui ont dû être enregistrés représentaient environ 26 pour cent de la valeur totale des exportations. La Résolution gouvernementale n° 1035 du 28 juillet 1995 et la Résolution gouvernementale n° 304 du 13 mars 1996 qui l'a modifiée donnent la liste des produits pour lesquels le contrat d'exportation doit être enregistré. Pour certains produits de base, un prix minimal à l'exportation est fixé. Le tableau A9.3 donne la liste des produits pour lesquels le contrat d'exportation doit être enregistré, et le tableau A9.4 le barème des droits d'enregistrement des contrats.

Le Kazakhstan ne pratique pas d'autolimitation des exportations et n'a conclu aucun arrangement de commercialisation ordonnée.

f) Politiques de financement, de subventionnement et de promotion des exportations

Le Kazakhstan n'aide aucune entreprise, quel que soit son régime de propriété, au moyen d'un parrainage ou de subventions, à participer à des salons professionnels. En outre, il n'organise ni ne finance aucun salon professionnel ni publicité destinés à promouvoir les produits fabriqués au Kazakhstan.

Depuis 1996, le gouvernement compte offrir des crédits privilégiés aux petites et moyennes entreprises orientées vers l'exportation ou le remplacement des importations (voir section IV.3a)).

Le 26 janvier 1996, le Président a publié un décret établissant le cadre juridique des zones d'activité économique libre afin de créer un secteur exportateur efficace (voir section IV.3g)).

g) Prescriptions en matière de résultats à l'exportation

Le gouvernement n'impose aux entreprises aucune prescription en matière de résultats à l'exportation, y compris sous forme d'équilibrage des échanges.

h) Systèmes de ristourne des droits à l'importation

Le chapitre 15 du Code douanier prévoit une ristourne de droits sur les marchandises importées et réexportées en l'état. L'importateur doit déclarer, lors de l'importation, que les marchandises sont destinées à être réexportées; celles-ci sont alors exemptées de droits et taxes à l'importation. Elles doivent être réexportées en l'état dans un délai de six mois suivant leur importation, faute de quoi l'importateur doit payer l'intégralité des droits et taxes, plus des intérêts.

Lorsque des marchandises pour lesquelles des droits et taxes ont été payés sont réexportées, ces droits et taxes peuvent être remboursés si les marchandises sont dans le même état que lors de leur importation, si elles n'ont pas été utilisées à des fins lucratives et si elles sont réexportées dans un délai de deux ans suivant leur importation.

Le chapitre 9 du Code douanier prévoit le remboursement des droits et taxes sur les marchandises qui ont été importées, transformées, puis réexportées. L'importateur doit déclarer, lors de l'importation, que les marchandises sont destinées à être transformées et obtenir des autorités douanières l'autorisation de procéder à la transformation. Les marchandises peuvent servir à diverses utilisations: fabrication; installation, montage ou adaptation à d'autres marchandises; transformation et traitement; réparation, y compris le remplacement; et utilisation pour la production ou la fabrication, même si elles sont entièrement ou partiellement consommées. La transformation doit être effectuée dans le délai fixé par les autorités douanières, qui tient compte du temps nécessaire à la transformation et à la réexportation des marchandises. Les marchandises qui ont été transformées conformément aux prescriptions fixées par le Code douanier donnent droit à un remboursement des droits et taxes si elles sont réexportées dans un délai de deux ans suivant leur importation. Les éléments d'origine étrangère qui sont intégrés à ces marchandises transformées et réexportées sont exemptés de droits d'exportation.

3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises

a) Politique industrielle, y compris politiques en matière de subventions

La politique industrielle du Kazakhstan a pour objet de moderniser la base industrielle du pays, d'accroître la production et de mettre en place une structure efficace en attirant les investissements étrangers et nationaux dans tous les secteurs et en privatisant les entreprises (voir section II.2a) et II.2d)).

Le Kazakhstan verse des subventions intérieures agricoles et non agricoles.

Subventions agricoles

On trouvera à l'annexe 11 des tableaux sur les subventions versées à l'agriculture.

Le gouvernement verse des subventions agricoles pour aider les petites et moyennes entreprises publiques et privées. En 1995, leur montant total a avoisiné 878 millions de dollars, soit environ 5,4 pour cent du PIB. Elles se présentent surtout sous les formes suivantes:

- subventions versées par le Fonds de soutien à l'agriculture (56 millions de dollars);
- crédits accordés par l'ExIm Bank du Kazakhstan (1,1 million de dollars);
- garanties de prêts (133 millions de dollars en 1995);
- rééchelonnement d'arriérés (525,6 millions de dollars).

Il y a aussi des tarifs préférentiels pour le transport ferroviaire des produits agricoles et alimentaires kazaks (70 pour cent du tarif normal). En outre, l'article 30 du Code des impôts prévoit un taux d'imposition préférentiel pour les revenus tirés des activités où la terre constitue le principal moyen de production (notamment les activités agricoles), à savoir 10 pour cent contre 30 pour cent pour les autres activités.

Subventions non agricoles

Le tableau 4.3 résume les subventions industrielles versées en 1995 et prévues pour 1996.

L'Etat verse à certaines oblasts défavorisées des subventions ne donnant lieu à aucune action. Il s'agit d'une aide que l'administration de l'oblast est libre de distribuer comme elle l'entend. Ces subventions ont avoisiné 325 millions de dollars en 1995, et le montant prévu pour 1996 est d'environ 308 millions de dollars.

Parmi les autres subventions non agricoles figurent des tarifs préférentiels pour le transport ferroviaire du charbon (50 pour cent du tarif normal).

Tableau 4.3

Subventions industrielles pour 1995 et 1996 (millions de dollars EU)

Type	1995	1996
I. Subventions non spécifiques		
1. Crédits préférentiels internes accordés par l'ExIm Bank	131,90	117,70
2. Crédits préférentiels internes accordés par la Banque de reconstruction	93,95	93,75
3. Garanties de l'Etat sur les prêts extérieurs	500,00	250,00
Total	725,85	461,45
II. Subventions spécifiques		
Subventions donnant lieu à une action		
1. Reports d'impôts	92,00	200,00
2. Annulations de dettes	0,36	0,40
3. Reports de dettes	67,79	200,00
Total	160,15	400,40
Subventions à l'exportation		
1. Crédits préférentiels destinés à soutenir l'exportation et le remplacement des importations	0,00	50,00
Total	0,00	50,00
Total général	886,00	911,85

Type	1995	1996
Part des subventions dans le PIB (1995)	5,40%	5,60%
Part des subventions donnant lieu à une action dans la production industrielle (1995)	4,51%	11,27%
Part des subventions donnant lieu à une action et des subventions à l'exportation dans la production industrielle (1995)	4,51%	12,67%
Part des subventions à l'exportation dans la production industrielle (1995)	0,00%	1,41%

b) Règlements techniques et normes, y compris mesures prises à la frontière à l'égard des importations

Les normes et les règles de certification du Kazakhstan ne visent pas à créer des obstacles techniques au commerce ni à perturber les échanges. Elles ont essentiellement pour but de protéger la sécurité, la santé, les biens des citoyens et l'environnement. Les marchandises étrangères, quelle que soit leur origine, et les marchandises intérieures doivent satisfaire sans exception aux mêmes normes et règles de certification. On trouvera à l'annexe 5 un résumé de la législation et des formalités en la matière. L'organisme GosStandard est chargé d'administrer et de faire appliquer la Loi sur la normalisation et la certification du 18 janvier 1993.

La Résolution gouvernementale n° 411 du 20 mai 1993 énumère 24 catégories de produits qui doivent être certifiés conformes avant la vente, qu'ils soient importés ou d'origine nationale. Cette liste, reproduite à l'annexe 5, contient tous les produits qui doivent être certifiés pour des raisons de sécurité, de santé et de protection de l'environnement. En ce qui concerne la santé, le certificat de conformité est accordé en fonction du résultat du contrôle d'hygiène.

Au 1er janvier 1996, le Kazakhstan comptait 27 organismes de certification et 175 laboratoires d'essais. En outre, 13 antennes régionales de GosStandard sont accréditées pour la certification. Le Kazakhstan reconnaît les certificats délivrés par les organismes publics des pays suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan. En outre cinq sociétés étrangères sont accréditées par GosStandard pour la délivrance de certificats: Gaz de France (France), MertControl (Hongrie), Société générale de surveillance (SGS) (Suisse), TUV Rheinland Holding AG (Allemagne) et Institut turc de normalisation (Turquie). Tout organisme de certification national ou étranger peut demander à être accrédité par GosStandard. Les conditions à remplir et les procédures sont identiques pour les organismes nationaux et étrangers.

Le Kazakhstan compte harmoniser ses normes avec les normes internationales. Il est membre de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et de l'Organisation internationale de métrologie légale. Il a adopté plus de 130 normes de la Commission électrotechnique internationale (CEI). Le gouvernement négocie actuellement des accords de normalisation avec la Chine, les Etats-Unis et la Turquie.

Les mesures prises à la frontière en ce qui concerne les marchandises importées qui doivent répondre à des normes sont décrites à l'annexe 5; elles reposent sur l'Arrêté sur le contrôle douanier des produits dont la certification est obligatoire et sur la Résolution gouvernementale n° 1891 du 29 décembre 1995.

c) Mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris mesures prises à l'égard des importations

Les normes sanitaires visent à protéger la vie ou la santé des personnes, des animaux et des plantes et non à établir une discrimination ou à protéger le marché intérieur. Elles sont élaborées par des commissions techniques et par le Ministère de la protection sanitaire. Avant d'adopter une norme sanitaire, GosStandard doit obtenir l'accord de ce ministère.

Les marchandises qui présentent un risque pour la santé doivent répondre aux normes kazakes. La Résolution gouvernementale n° 411 du 20 mai 1993 contient la liste de toutes les catégories de produits (voir annexe 5) qui doivent obligatoirement être certifiés pour des raisons de sécurité, de santé ou de protection des biens et de l'environnement. Cette liste inclut les produits qui peuvent poser un problème pour la santé. L'une des conditions à remplir pour la certification de ces produits est que le contrôle d'hygiène soit concluant. Le certificat de conformité peut être délivré par l'un quelconque des organismes nationaux ou étrangers énumérés à l'alinéa b) ci-dessus et agréés en vertu des textes mentionnés à l'annexe 5.

Les mesures prises à l'égard des importations sont les mêmes que celles décrites à l'alinéa b) ci-dessus, à une exception près. Nonobstant la certification, lorsqu'un récipient ou un emballage est endommagé, les autorités douanières doivent en informer les organismes publics chargés de la surveillance sanitaire et épidémiologique afin que l'envoi ou le produit soit soumis à des analyses sanitaires. Si les résultats sont négatifs, le produit n'est pas dédouané, et des mesures sont prises conformément à la Résolution gouvernementale n° 1891 (voir annexe 5).

d) Mesures concernant les investissements et liées au commerce

Le Kazakhstan n'applique aucune mesure concernant les investissements et liée au commerce (MIC) et n'impose aucune prescription en matière de teneur en produits d'origine nationale ou d'équilibrage des échanges, sauf en ce qui concerne le pétrole et les ressources du sous-sol. En vertu de la Loi sur le pétrole et de la Loi sur l'exploitation du sous-sol, les investisseurs doivent donner la préférence aux produits et au matériel kazaks s'ils sont compétitifs du point de vue des caractéristiques écologiques et techniques, du prix, des paramètres de fonctionnement et des conditions d'approvisionnement.

e) Pratiques en matière de commerce d'Etat

Le Kazakhstan n'a pas d'entreprises visées par les dispositions de l'article XVII et du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994. Le gouvernement n'accorde à aucune entreprise publique ou privée, y compris les offices de commercialisation, de droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux, y compris des pouvoirs légaux ou constitutionnels, dans l'exercice desquels ces entreprises influent, par leurs achats ou leurs ventes, sur le niveau ou l'orientation des importations ou des exportations. Les entreprises commerciales publiques et privées opèrent dans un contexte non discriminatoire et concurrentiel. Aucune société d'importation ou d'exportation ne jouit de droits exclusifs, sauf les sociétés autorisées par l'Etat à faire le commerce des matières militaires et des matières nucléaires ainsi que des métaux précieux, activités qui entrent dans le cadre des exceptions prévues aux articles XXI et XX du GATT de 1994.

En outre, la Loi sur la promotion de la concurrence et la restriction des activités monopolistiques (articles 6 et 8) adoptée le 11 juin 1991 interdit aux organismes publics et administratifs de restreindre la concurrence.

Une licence est requise pour l'importation et l'exportation d'un certain nombre de produits (voir sections IV.1f) et IV.2d)). Elle peut être demandée par toute entité économique.

f) Zones franches

Le chapitre 12 du Code douanier (20 juillet 1995), consacré aux zones et entrepôts francs, prévoit la création de zones et d'entrepôts francs, où toute opération commerciale, y compris le transbordement de marchandises, peut être effectuée, à l'exception de la vente au détail. La durée durant laquelle les marchandises peuvent rester dans ces zones ou entrepôts n'est pas limitée. Les entités qui s'y livrent à des activités commerciales de toutes sortes, y compris la production, doivent tenir une comptabilité de toutes leurs opérations commerciales et la présenter à l'organe central du Comité douanier. Le Comité douanier réglemente et supervise les activités menées dans les zones et entrepôts francs.

Le territoire des zones et entrepôts francs doit répondre aux prescriptions internationales en matière de régime douanier, et les zones et entrepôts sont considérés comme situés hors du territoire douanier du Kazakhstan.

Les zones franches sont créées et supprimées par une résolution gouvernementale et sont administrées par le Comité douanier. Les entrepôts francs sont créés par les détenteurs d'une autorisation délivrée par l'organe central du Comité douanier.

Un entrepôt franc ne peut être créé que par une personne physique ou morale kazake. Les personnes morales en question peuvent appartenir en tout ou partie à des étrangers. Le traitement national prévu à l'article 4.1 de la Loi sur l'investissement étranger s'applique sous cette condition.

Il n'existe actuellement aucune zone ni entrepôt francs au Kazakhstan.

g) Zones d'activité économique libre

Les zones d'activité économique libre sont régies par deux textes juridiques:

- le chapitre 12 du Code douanier (20 juillet 1995), consacré aux zones et entrepôts francs;
- le Décret présidentiel sur les zones économiques spéciales en République du Kazakhstan (26 janvier 1996).

Le chapitre 12 du Code douanier prévoit la création de zones et entrepôts francs, où toute opération commerciale, y compris la production peut être effectuée, à l'exception de la vente au détail. La réglementation applicable à ces zones et entrepôts est décrite à l'alinéa f) ci-dessus.

Le Décret présidentiel sur les zones économiques spéciales prévoit la création de zones économiques spéciales afin d'accélérer le développement économique de certaines régions et leur intégration dans l'économie mondiale. Pour atteindre cet objectif, il faut entre autres mettre en place une production très efficace axée sur l'exportation, attirer des investissements et appliquer des méthodes de gestion et des normes sociales modernes.

Les zones économiques spéciales sont créées pour une période déterminée par décret présidentiel et peuvent être dissoutes avant terme par décret présidentiel si elles n'atteignent pas le but recherché. Le Président du Conseil d'administration des zones économiques est nommé et révoqué par le Président.

L'administration des zones économiques spéciales est très autonome; elle est financée par des taxes et redevances payées par les personnes physiques et morales enregistrées sur le territoire de la zone.

En cas de modification du régime juridique ou de dissolution anticipée de la zone, les investisseurs ont le droit de poursuivre leurs activités dans les mêmes conditions que lorsqu'ils ont commencé à investir dans la zone, jusqu'à la fin de la durée d'existence prévue de celle-ci (mais au maximum pendant dix ans à partir de la modification ou de la dissolution).

Les zones économiques spéciales sont considérées comme situées hors du territoire douanier du Kazakhstan. Toutefois, les personnes morales qui y ont des activités sont assujetties à la législation kazake en matière d'impôt, d'enregistrement et de licences. Des activités bancaires peuvent aussi être exercées dans les zones conformément à la législation bancaire du Kazakhstan.

Les personnes physiques et morales kazakes ont le droit d'être enregistrées dans une zone économique spéciale. Les personnes morales kazakes peuvent appartenir en tout ou partie à des étrangers. Le traitement national prévu à l'article 4.1 de la Loi sur l'investissement étranger s'applique sous cette condition. L'investissement étranger dans les zones économiques spéciales est régi par la Loi sur l'investissement étranger. Les ressortissants étrangers sont admis dans ces zones en vertu de la Loi sur les zones économiques spéciales.

Il n'existe actuellement aucune zone d'activité économique libre au Kazakhstan.

h) Politiques environnementales liées au commerce

Aucun produit n'est interdit à l'importation pour des raisons liées à l'environnement. Toutefois, l'importation et l'exportation de certaines marchandises nécessite une licence délivrée par le Ministère de l'industrie et du commerce, après accord du Ministère de l'écologie et des ressources biologiques (voir tableaux A3.1 et A9.1). Il faut en outre une autorisation du gouvernement pour importer et exporter des matières, des technologies, du matériel et des installations nucléaires, des matières spéciales non nucléaires et des substances radioactives, y compris les déchets.

En vertu de la Loi sur la protection de l'environnement et de la Résolution gouvernementale n° 637 du 25 octobre 1991, il est interdit d'importer ou de fabriquer pour la première fois sur le territoire kazak des dispositifs, techniques, matières ou substances nouveaux sans qu'une expertise concluante ait été réalisée par le Ministère de l'écologie et des ressources biologiques. Le demandeur doit présenter des documents indiquant l'impact potentiel sur l'environnement.

Les normes environnementales sont conçues pour protéger l'environnement et non pour établir une discrimination ou protéger le marché intérieur. Elles sont élaborées par des commissions techniques et par le Ministère de l'écologie et des ressources biologiques. Avant d'adopter une norme sanitaire, GosStandard doit obtenir l'accord de ce ministère.

Les marchandises qui présentent un risque pour l'environnement doivent répondre aux normes kazakes. La Résolution gouvernementale n° 411 contient la liste de toutes les catégories de produits qui doivent obligatoirement être certifiés pour des raisons de sécurité, de santé ou de protection des biens et de l'environnement (voir annexe 5). Cette liste inclut les produits qui peuvent présenter un danger pour l'environnement. Le certificat de conformité peut être accordé par l'un quelconque des organismes nationaux ou étrangers énumérés à l'alinéa b) ci-dessus, et les mesures prises à l'égard des importations sont les mêmes que celles décrites à cet alinéa.

i) Réglementations concernant les mélanges

Il n'existe aucune réglementation concernant les mélanges. Le Kazakhstan n'applique aucune prescription de teneur en produits d'origine nationale pour les marchandises produites dans le pays. Voir toutefois l'alinéa d) ci-dessus.

j) Commerce de compensation et de troc prescrit par le gouvernement

Le gouvernement kazak ne prescrit aucun commerce de compensation ni de troc. La Résolution gouvernementale n° 948 du 17 juillet 1995 et la Résolution gouvernementale n° 1200 du 29 août 1995 interdisent le commerce de compensation et de troc, sauf à l'intérieur de la CEI dans le cas de producteurs échangeant leurs produits contre des matières premières et du matériel nécessaires à leur fabrication.

k) Accords commerciaux conduisant à une répartition des contingents entre des pays

Le seul accord commercial conduisant à une répartition des contingents entre des pays est l'accord sur le commerce des textiles parafé entre le Kazakhstan et l'Union européenne (voir section IV.5a)).

l) Pratiques en matière de marchés publics

Régime juridique général des marchés publics

En attendant la promulgation d'une loi sur les marchés publics, le gouvernement a adopté à titre temporaire le 13 mai 1996 la Résolution gouvernementale n° 586 sur les marchés publics de biens et de services. Auparavant, chaque entité publique passait ses marchés selon sa réglementation interne. La Résolution n° 586 dispose que tout ministère, comité ou organisation d'Etat peut passer des marchés pour le compte de l'Etat à condition que les biens et services concernés servent les objectifs suivants:

- i) exécuter des programmes scientifiques et techniques à caractère public;
- ii) exécuter des programmes inter-Etats;
- iii) maintenir les moyens de défense et de sécurité au niveau nécessaire;
- iv) permettre aux autorités publiques, aux tribunaux, aux parquets, aux enseignants et au personnel de santé d'exercer leurs activités, permettre l'exécution des activités sociales, culturelles, sportives, scientifiques, géologiques, géodésiques, cartographiques et foncières et des autres activités d'intérêt national;
- v) entretenir les systèmes de communication;
- vi) constituer des réserves suffisantes pour permettre à l'Etat d'intervenir en cas de catastrophe naturelle ou autre.

Les produits et services fournis dans le cadre de ces marchés doivent être conformes aux normes, exigences techniques et autres conditions fixées par l'Etat.

La procédure de passation des marchés publics non régis par la Résolution n° 586 est déterminée par l'entité publique acheteuse conformément à sa réglementation interne. Cette réglementation peut varier d'une entité à l'autre mais elle prévoit généralement des appels d'offres ouverts.

Procédures pour les appels d'offres et le traitement des soumissions

Il y a deux types de procédure d'appel d'offres pour les marchés destinés aux objectifs mentionnés ci-dessus.

Pour les produits ou services figurant sur la Liste des produits d'usage général (la Liste)⁷ approuvée par le Ministère des finances et le Ministère de l'économie, la Commission des appels d'offres du Ministère de l'économie organise des appels d'offres. Ces appels sont publiés dans la presse. Ils sont ouverts et jugés valides s'il y a trois soumissionnaires au moins.

Pour les produits et services qui ne figurent pas sur la Liste, les appels d'offres sont organisés par les clients eux-mêmes. Les procédures qui régissent ces appels d'offres sont identiques à celles qui s'appliquent aux produits et services figurant sur la Liste, si ce n'est que les fournisseurs nationaux ne sont pas officiellement prioritaires par rapport aux fournisseurs étrangers.

Procédures pour les adjudications

Des critères généraux d'adjudication seront élaborés par la Commission des appels d'offres pour les produits figurant sur la Liste. Toutefois, la Résolution n° 586 dispose que, pour les produits et services figurant sur la Liste, priorité sera donnée aux fournisseurs nationaux si, toutes choses égales par ailleurs, leurs prix ne dépassent pas de plus de 20 pour cent ceux des fournisseurs étrangers.

m) Réglementation du commerce en transit

Le transit des marchandises au Kazakhstan est autorisé en vertu des articles 33 à 38 du chapitre 6 du Code douanier. Lorsque les marchandises arrivent au point d'entrée, elles doivent être déclarées aux autorités douanières comme marchandises en transit et peuvent circuler librement sur le territoire kazak sans être frappées de droits de douane ni de taxes. Toutefois, elles doivent rester en l'état et ne pas servir à des fins commerciales. Elles peuvent transiter sous la garde du transporteur mais, s'il y a des raisons de penser qu'elles ne seront pas en sécurité sous sa garde ou dans son véhicule, les autorités douanières peuvent exiger que le véhicule soit correctement équipé ou que les marchandises soient accompagnées d'une escorte douanière ou transportées par un transporteur des douanes.

Si les marchandises ne sont pas présentées aux autorités douanières à destination, le transporteur doit acquitter tous les droits et taxes qui seraient perçus si elles étaient mises en libre pratique, à moins qu'elles n'aient été exportées, détruites ou perdues à la suite d'un accident ou d'un cas de force majeure.

L'article 35 du Code douanier dispose que le transit des marchandises est autorisé par les autorités douanières, sauf lorsque le gouvernement en décide autrement à titre de rétorsion en raison de mesures discriminatoires ou autres prises par des gouvernements ou des syndicats étrangers et qui nuisent aux intérêts du Kazakhstan.

⁷Ces produits et services sont achetés en grande quantité par de nombreuses entités publiques. Ils sont donc inclus sur la liste pour faciliter les achats en gros et assurer l'uniformité des marchés.

4. Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles

a) Importations

Le Kazakhstan n'exige pas de licence d'importation pour les produits agricoles. Il ne soumet en outre ces produits à aucune restriction quantitative telle que des contingents d'importation. Sur la base des données relatives à 1995, le droit moyen pondéré par les importations était de 24,65 pour cent.

Aucune mesure spéciale à la frontière n'est appliquée pour les produits agricoles.

Pour pouvoir importer du bétail, il faut produire un certificat vétérinaire du pays d'origine.

b) Exportations

Le Kazakhstan n'exige pas de licence d'exportation pour les produits agricoles, sauf l'ivoire, les bois d'animaux, les sabots, les cornes, les coraux et les produits analogues. Seul le blé autre que le blé dur est frappé d'un droit d'exportation (7 pour cent). L'exportation des produits agricoles ne bénéficie d'aucune subvention.

c) Prohibitions et restrictions à l'exportation

Il n'y a aucune prohibition ni restriction à l'exportation des produits agricoles.

d) Crédits à l'exportation

Il n'y a pas de crédits à l'exportation ni de garanties de crédits à l'exportation ou de programmes d'assurance pour les produits agricoles.

e) Politiques internes

La politique agricole du gouvernement a principalement pour objectif de mettre en place un cadre juridique et institutionnel favorable au fonctionnement d'un marché qui permette une croissance stable de la production. A la fin de 1995, 1 862 entreprises agricoles d'Etat (84 pour cent du nombre total) et 2 404 fermes d'Etat (plus de 90 pour cent) avaient été privatisées. La plupart des entreprises qui avaient une position dominante sur le marché des produits agricoles (plus de 35 pour cent de part de marché) ont été mises en situation de concurrence avant d'être privatisées. Les prix ont été libérés. Pour aider les petites et moyennes entreprises de ce secteur, l'Etat leur verse des subventions, qui se sont élevées en 1995 à 878 millions de dollars (voir section IV.3a)).

5. Politiques affectant le commerce extérieur dans d'autres secteurs

a) Régime des textiles

La seule restriction au commerce extérieur des textiles est le contingentement des exportations imposé par l'Union européenne. Selon l'accord sur le commerce des textiles paraphé le 15 octobre 1993 entre l'Union européenne et la République du Kazakhstan, celle-ci ne peut exporter vers l'Union plus de 0,35 pour cent des articles de la catégorie I, 1,2 pour cent de ceux de la catégorie II et 4 pour cent de ceux des catégories III, IV et V (pourcentages du volume total des importations de l'Union européenne l'année précédente).

Sur la base des données 1995, le droit moyen pondéré par les importations était de 16,73 pour cent pour les produits textiles. Les produits de consommation qui entrent en contact avec la peau ne peuvent être vendus au Kazakhstan sans un certificat de conformité (voir annexe 5).

b) Autres secteurs

Il n'y a aucune politique affectant le commerce extérieur dans d'autres grands secteurs.

V. REGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

1. Généralités

a) Politique en matière de propriété intellectuelle

Les objectifs de la politique kazake en matière de protection de la propriété intellectuelle sont triples: i) aligner sur les normes internationales le régime juridique des droits de propriété intellectuelle et son application; ii) assurer l'application concrète de ce régime; et iii) former un noyau d'experts dans chacun des domaines de la protection de la propriété intellectuelle.

b) Organismes responsables de la formulation et de la mise en oeuvre de la politique

i) Office national des brevets

L'Office national des brevets (ONB) a été créé par décret présidentiel le 23 juin 1992. Il s'agit d'un organisme d'Etat financé par le budget public, qui a principalement pour fonction d'examiner les demandes de brevet et de dépôt de marque, de délivrer les brevets et d'enregistrer les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine. A ce titre, il gère aussi des archives contenant des dossiers sur les brevets, les demandes de brevet et les marques kazaks et internationaux et publie un bulletin où sont indiqués tous les brevets et marques qu'il délivre ou enregistre. Il statue sur les recours déposés par des inventeurs et des déposants dont la demande a été rejetée par ses examinateurs. Une fois la demande acceptée, il enregistre et indexe les documents de transfert de propriété et participe aux procédures judiciaires se rapportant à des demandes de brevet et de marque. En outre, il examine toutes les demandes de licence d'exploitation de brevet ou de marque et délivre ces licences. Enfin, il est chargé d'élaborer des projets de lois et de règlements ayant trait aux brevets et aux marques et représente la République du Kazakhstan dans la coopération internationale en matière de brevets et de marques.

ii) Agence nationale du droit d'auteur et des droits connexes

L'Agence nationale du droit d'auteur et des droits connexes de la République du Kazakhstan (KAZGAASP) a été créée par décret spécial du gouvernement le 8 juin 1992. Ses fonctions sont les suivantes: i) veiller au respect des droits et intérêts des auteurs, artistes, acteurs, producteurs d'enregistrements sonores et d'émissions de radio et de télévision (auteurs); ii) faire connaître les oeuvres des auteurs kazaks à l'étranger; et iii) encaisser et distribuer les droits d'auteur pour le compte des auteurs. Elle est également chargée d'élaborer des projets de loi et de règlements ayant trait au droit d'auteur et représente la République du Kazakhstan dans la coopération internationale en matière de politique du droit d'auteur.

c) Participation à des conventions internationales concernant la propriété intellectuelle et à des accords régionaux ou bilatéraux

i) Conventions internationales concernant la propriété intellectuelle

Le 5 février 1993, le gouvernement kazak a adopté la Déclaration sur les traités internationaux relatifs à la protection de la propriété industrielle, dans laquelle il confirmait expressément que le Kazakhstan, au titre d'Etat successeur de l'URSS, resterait membre des conventions internationales suivantes relatives à la propriété intellectuelle:

- Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle;
- Union de Madrid pour l'enregistrement international des marques;
- Traité de coopération en matière de brevets.

Le 16 février 1993, le gouvernement kazak a déposé officiellement cette déclaration auprès des organismes internationaux compétents.

ii) Adhésion prévue à des conventions internationales concernant la propriété intellectuelle

Le Kazakhstan, qui a adopté le 10 juin 1996 la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, est maintenant prêt à mener à terme le processus d'adhésion à la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (Convention de Berne).

iii) Adhésion à des conventions régionales concernant la propriété intellectuelle

La République du Kazakhstan a adhéré le 18 juillet 1995, par décret présidentiel, à la Convention eurasiennne sur les brevets. En vertu de cet instrument, qui compte actuellement neuf pays membres (appartenant tous à la CEI), les brevets enregistrés dans l'un des pays membres sont automatiquement reconnus par les autres.

iv) Accords bilatéraux concernant la propriété intellectuelle

Les accords bilatéraux qui traitent de la coopération dans le domaine de la propriété intellectuelle actuellement en vigueur sont l'Accord sur le commerce et la coopération entre le Kazakhstan et les Etats-Unis d'Amérique, ratifié par le Kazakhstan le 23 décembre 1992, et l'Accord intergouvernemental sur la protection de la propriété industrielle entre le Kazakhstan et la Russie, signé le 28 mars 1994 (un accord analogue avec le Kirghizistan est en cours de négociation par les ministères compétents).

d) Application du traitement national et du traitement NPF aux ressortissants étrangers

D'une manière générale, la Constitution, le Code civil et la Loi sur l'investissement étranger prévoient l'application du traitement national et du traitement NPF aux personnes physiques et morales étrangères. En ce qui concerne plus particulièrement les droits de propriété intellectuelle, l'article 37 de la Loi sur les brevets, l'article 3 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine et l'article 5 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes disposent que les personnes physiques et morales étrangères doivent bénéficier du traitement national. En cela, le régime kazak de la propriété intellectuelle est conforme aux articles 3 et 4 de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC.

e) Redevances et taxes

Les redevances imposées aux ressortissants étrangers et kazaks sont indiquées respectivement dans les première et deuxième parties de l'annexe 10.

2. Normes fondamentales de protection, y compris les procédures pour l'acquisition, le maintien et l'exercice des droits de propriété intellectuellea) Droit d'auteur et droits connexes, y compris les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion

La définition des droits susceptibles d'être protégés, y compris les droits de location des oeuvres cinématographiques et programmes informatiques, figure aux articles 6 à 8 de la nouvelle Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes. Elle est suffisamment large pour englober toutes les formes de droit d'auteur visées aux articles 9 à 12 de l'Accord sur les ADPIC et aux articles 2 et 2bis de la Convention de Berne.

i) Droits d'auteur

Conformément aux dispositions de la Convention de Berne et de l'Accord sur les ADPIC, la nouvelle Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes confère notamment aux auteurs et à leurs ayants droit le droit exclusif d'autoriser la reproduction, la diffusion, la récitation en public, l'adaptation cinématographique ou autre, l'arrangement ou la modification et la représentation publique de leurs oeuvres. Conformément aux articles 12 et 14 de l'Accord sur les ADPIC et à l'article 7 de la Convention de Berne, une oeuvre (cinématographique, photographique ou autre) est protégée durant la vie de l'auteur et 50 ans après sa mort.

ii) Droits des artistes interprètes ou exécutants

Conformément au paragraphe 1 de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC, l'article 37 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes confère notamment aux artistes interprètes ou exécutants le droit d'empêcher la fixation de leur exécution non fixée et la reproduction de cette fixation ainsi que la radiodiffusion ou la communication par d'autres moyens de leur exécution directe.

iii) Droits des producteurs de phonogrammes

Conformément au paragraphe 2 de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC, les articles 34 à 38 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes confèrent notamment aux producteurs de phonogrammes le droit, entre autres, d'interdire la reproduction, la réalisation de nouvelles versions, la distribution ou l'importation de phonogrammes.

iv) Droits des organismes de radiodiffusion

Conformément au paragraphe 3 de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC, les articles 34 à 37 et 39 à 41 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes confèrent notamment aux organismes de radiodiffusion le droit d'interdire les actes ci-après lorsqu'ils seront entrepris sans leur autorisation: la fixation, la reproduction de fixations et la réémission d'émissions par le moyen des ondes radioélectriques ainsi que la communication au public de leurs émissions de télévision.

v) Conditions de protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion

Conformément au paragraphe 5 de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC, l'article 42 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes accorde aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes et aux organismes de radiodiffusion une protection sans condition pendant 50 ans après la date, respectivement, de la première exécution (ou mise en scène), de la première publication d'un phonogramme ou de la première radiodiffusion.

b) Marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de service

La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine, adoptée le 18 janvier 1993, est entrée en vigueur le 23 février de la même année. Conformément à l'article 15 de l'Accord sur les ADPIC, la République du Kazakhstan reconnaît comme étant à protéger les marques de fabrique ou de commerce ou les marques de service orales, figuratives, en trois dimensions ou sous toute autre forme permettant de distinguer les marchandises et les services d'une entreprise des marchandises et des services identiques ou analogues d'une autre. Conformément au paragraphe 4 de l'article 15 de l'Accord sur les ADPIC, la nature des marchandises ou des services auxquels s'applique la marque de fabrique ou de commerce ou la marque de service ne peut pas constituer un obstacle à l'enregistrement de cette marque. Les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service sont protégées pendant une période de dix ans à compter de la date du dépôt et pendant chaque période consécutive de renouvellement. La période de protection est donc conforme à l'article 18 de l'Accord sur les ADPIC. La législation kazake exige que le propriétaire d'une marque applique celle-ci à des marchandises et à des services, mais elle n'exige pas que cette marque ait déjà été utilisée pour pouvoir être enregistrée. En outre, les intéressés ne peuvent déposer une demande de radiation pour non-usage que s'ils peuvent établir que la marque n'a pas été utilisée pendant les cinq ans qui précèdent le dépôt de cette demande. A ce titre, le régime juridique des marques de fabrique ou de commerce et des marques de service est conforme au paragraphe 3 de l'article 15 et à l'article 19 de l'Accord sur les ADPIC.

c) Indications géographiques, y compris les appellations d'origine

Conformément à l'article 22 de l'Accord sur les ADPIC, les indications géographiques qui servent à identifier un produit comme étant originaire du Kazakhstan ou comme possédant une qualité ou une caractéristique attribuable à un lieu particulier du pays peuvent être enregistrées auprès de l'ONB. Les formalités d'enregistrement des indications géographiques ou des appellations d'origine sont les mêmes que pour les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service. Comme pour les marques, les certificats sont délivrés pour une période de dix ans à compter de la date du dépôt de la demande et pour chaque période consécutive de renouvellement. En outre, les intéressés peuvent présenter à l'ONB une demande de radiation pour non-usage s'ils peuvent établir, à la satisfaction de l'ONB, que la marque n'a pas été utilisée pendant les cinq ans qui précèdent la présentation de la demande.

d) Dessins et modèles industriels

Les droits sur les dessins et modèles industriels sont régis par la Loi sur les brevets (24 juin 1992), qui prévoit la délivrance de brevets pour des dessins et modèles industriels nouveaux, originaux et susceptibles d'application industrielle. A ce titre, la Loi sur les brevets qui régit la brevetabilité des dessins et modèles industriels est conforme au paragraphe 1 de l'article 25 de l'Accord sur les ADPIC. Conformément au paragraphe 3 de l'article 26 de cet accord, un brevet préliminaire est accordé pour une période de cinq ans, et un brevet complet est accordé pour une période de dix

ans à compter de la date de la demande; la validité de ces brevets peut être prolongée de cinq ans. Les titulaires de brevets de dessins ou modèles industriels ont un droit d'utilisation exclusif, et toute production, importation, vente ou placement non autorisés de marchandises comportant ou reproduisant le dessin ou le modèle protégé constitue une contrefaçon au sens du paragraphe 1 de l'article 26 de l'Accord sur les ADPIC. Enfin, tout intéressé peut demander aux tribunaux de la République l'octroi d'une licence obligatoire en cas de non-usage, à condition qu'il puisse prouver que le dessin ou le modèle n'a pas été utilisé pendant une période de cinq ans à compter de la date à laquelle le brevet a été délivré et publié. Si le tribunal octroie cette licence, les conditions et le montant des redevances sont fixés par le juge à un niveau au moins égal au prix d'une telle licence sur le marché.

e) Brevets

Un brevet peut protéger une invention, un dessin ou modèle industriel (voir alinéa d) ci-dessus) ou un modèle d'utilité (voir alinéa i) ci-dessous). Un brevet d'invention peut protéger, entre autres, un procédé ou un produit nouveau, susceptible d'application industrielle. A ce titre, la Loi sur les brevets est conforme au paragraphe 1 de l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC. Conformément aux paragraphes 2 et 3 de cet article, la Loi sur les brevets dispose que les inventions suivantes ne sont pas brevetables: théories scientifiques, solutions mathématiques, méthodes d'organisation économique, programmes informatiques, variétés végétales et races animales, schémas de configuration de circuits intégrés et toute invention jugée contraire à l'ordre public, à la santé ou à la moralité.

Une demande de brevet est examinée par l'ONB dans les deux mois suivant son dépôt. Si elle est acceptée, un brevet préliminaire est délivré quatre mois au moins après la date de dépôt, et l'ONB publie des renseignements concernant le brevet dans son Bulletin officiel. Les documents publiés peuvent être examinés par toute personne pendant les huit mois qui suivent leur publication. Le titulaire d'un brevet préliminaire doit demander, dans un délai maximal de quatre ans, un examen détaillé de son brevet sur le fond. Si sa demande est acceptée, un brevet est délivré pour une période de 20 ans, conformément à l'article 33 de l'Accord sur les ADPIC. Les déposants ont le droit, conformément à l'article 32 de cet accord, de contester toute décision intérimaire prise par l'ONB devant la Commission des recours de l'ONB, qui procédera à un examen administratif. Ils peuvent ensuite demander aux tribunaux une révision judiciaire de la décision prise par la Commission des recours de l'ONB.

Le titulaire d'un brevet jouit de droits exclusifs conformément à l'article 28 de l'Accord sur les ADPIC. Tout placement, production, importation ou vente non autorisé de produits résultant d'une contrefaçon constitue une contrefaçon. Tout intéressé peut demander aux tribunaux de la République l'octroi d'une licence obligatoire en cas de non-usage, à condition qu'il puisse prouver que le brevet n'a pas été exploité pendant une période de cinq ans à compter de la date à laquelle il a été délivré et publié. Si le tribunal octroie cette licence, les conditions et le montant des redevances sont fixés par le juge à un niveau au moins égal au prix d'une telle licence sur le marché.

f) Protection des variétés végétales

Comme il est indiqué au paragraphe 4 de la section III ci-dessus, le gouvernement a prévu dans son programme législatif pour 1997-1998 l'élaboration d'une Loi sur les résultats des sélections.

g) Schémas de configuration de circuits intégrés

Aucun cadre juridique n'a encore été défini pour les schémas de configuration de circuits intégrés, lesquels ne sont pas brevetables.

h) Prescriptions concernant les renseignements non divulgués, y compris les secrets d'affaires et les données sur les essais

Il n'existe aucune loi protégeant spécifiquement les secrets d'affaires, mais les renseignements non divulgués à des tiers qui ont une valeur commerciale et pour la protection desquels les personnes qui en sont les détenteurs légaux ont pris des mesures raisonnables sont protégés par le Code civil. En ce sens, les dispositions pertinentes du Code civil constituent la substance d'une loi sur les secrets d'affaires, conforme au paragraphe 2 de l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC. En outre, les données et autres renseignements non divulgués dont la République du Kazakhstan demande la communication pour approuver la commercialisation ou la vente de produits chimiques ou pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture sont protégés, conformément au paragraphe 3 de l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC.

i) Toutes autres catégories de propriété intellectuelle

Les modèles d'utilité peuvent être brevetés s'ils sont nouveaux et ont des applications industrielles. Ces brevets sont délivrés pour une période initiale de cinq ans et leur validité peut être prolongée d'une période supplémentaire de trois ans. Les droits exclusifs conférés par les brevets de modèles d'utilité et les dispositions relatives aux contrefaçons sont les mêmes que pour les brevets. Enfin, tout intéressé peut demander aux tribunaux de la République l'octroi d'une licence obligatoire en cas de non-usage, à condition qu'il puisse prouver que le modèle d'utilité n'a pas été utilisé pendant une période de cinq ans à compter de la date à laquelle le brevet a été délivré et publié. Si le tribunal octroie cette licence, les conditions et le montant des redevances sont fixés par le juge à un niveau au moins égal au prix d'une telle licence sur le marché.

3. Mesures visant à empêcher l'usage abusif de droits de propriété intellectuelle

Il n'existe aucune mesure spécifique visant à empêcher l'usage abusif de droits de propriété intellectuelle par leurs détenteurs, mais les abus constituant une entrave à la concurrence ou une concurrence déloyale seraient très vraisemblablement considérés comme des infractions au Code civil, à la Loi sur la promotion de la concurrence et la restriction des activités monopolistiques et au Code pénal.

4. Moyens de faire respecter les droits

a) Procédures judiciaires et mesures correctives civiles

En vertu des dispositions actuelles de la Loi sur les brevets, de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine, du Code civil et du Code de procédure civile, le détenteur de droits de propriété intellectuelle peut saisir un tribunal pour demander que le contrefacteur:

- soit empêché d'exploiter illégalement ses droits de propriété intellectuelle;
- soit contraint à payer des dommages-intérêts (y compris la totalité des frais de justice, les honoraires des avocats et le manque à gagner);
- soit contraint à payer des dommages-intérêts supplémentaires pour préjudice moral.

Une action en justice intentée pour faire appliquer les mesures correctives ci-dessus n'empêche pas le détenteur de demander à l'organisme public compétent l'application de mesures administratives visant le contrefacteur.

b) Mesures provisoires

Actuellement, les juges n'ont aucun pouvoir spécial leur permettant d'ordonner des mesures provisoires du type de celles prévues à l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC.

c) Procédures et mesures correctives administratives

Le Code administratif et la Loi sur la promotion de la concurrence et la restriction des activités monopolistiques prévoient des mesures administratives notamment dans les cas suivants: i) entrave à la concurrence; ii) concurrence déloyale; iii) abus de position dominante.

d) Mesures spéciales à la frontière

Il n'existe actuellement aucune mesure spéciale à la frontière destinée à empêcher l'importation de produits contrefaits ou portant atteinte au droit d'auteur. Toutefois, l'adoption de la nouvelle Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes amènera à modifier le Code douanier, le Code pénal, le Code de procédure pénale et le Code administratif, avec notamment l'introduction de mesures spéciales à la frontière.

e) Procédures pénales

D'une manière générale, selon les lois en vigueur au Kazakhstan, seules les personnes physiques et non les personnes morales peuvent faire l'objet de poursuites pénales. En ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle, les personnes qui portent atteinte aux droits des auteurs et des inventeurs ou qui violent la Loi sur la promotion de la concurrence et la restriction des activités monopolistiques peuvent être poursuivies⁸. En outre, l'adoption prévue du projet de loi sur la paternité et l'exécution artistiques amènera à modifier le droit pénal et le Code de procédure pénale de façon que, entre autres, la fabrication, l'importation ou la vente de produits contrefaits ou piratés soit considérée comme un délit.

5. Lois, décrets, réglementations et autres instruments juridiques concernant les points ci-dessus

a) Lois régissant la propriété intellectuelle

i) Lois votées par le Parlement

- Code civil (27 décembre 1994);
- Loi sur la protection des droits des consommateurs (5 juin 1991);
- Loi sur la promotion de la concurrence et la restriction des activités monopolistiques (11 juin 1991);
- Loi sur les brevets (24 juin 1992);

⁸Voir section V.3 ci-dessus.

- Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine (18 janvier 1993);
 - Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes (10 juin 1996).
- ii) Décrets présidentiels
- Décret sur l'Office national des brevets relevant du Conseil des Ministres de la République du Kazakhstan (23 juin 1992).
- iii) Résolutions du Conseil des Ministres
- Résolution sur la création d'un Office national du droit d'auteur et des droits connexes (8 juin 1992);
 - Résolution sur l'Office national des brevets relevant du Conseil des Ministres de la République du Kazakhstan (21 juillet 1992);
 - Résolution sur l'approbation de la réglementation concernant l'Office national des brevets relevant du Conseil des Ministres de la République du Kazakhstan (16 octobre 1992);
 - Résolution sur l'approbation du barème et des modalités de paiement des droits pour la délivrance des brevets relatifs aux inventions, aux dessins et modèles industriels et aux modèles d'utilité, pour l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce et des marques de service et pour l'enregistrement et les droits d'utilisation des appellations d'origine (20 octobre 1992);
 - Résolution sur l'approbation des procédures de délivrance des documents pour les inventions, les dessins et modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service protégés par des sauf-conduits de l'URSS (11 novembre 1992);
 - Résolution sur le barème et les modalités de paiement des droits perçus des requérants étrangers pour certains actes judiciaires relatifs à la protection de la propriété industrielle sur le territoire de la République du Kazakhstan (6 avril 1993);
 - Résolution sur l'approbation de la réglementation relative aux inventions en matière de services, aux modèles d'utilité et aux dessins et modèles industriels créés en République du Kazakhstan (11 août 1994).
6. Statistiques concernant les demandes de droits de propriété intellectuelle et l'octroi de ces droits, ainsi que toutes statistiques concernant les moyens de faire respecter ces droits

Les statistiques concernant les demandes figurent à la troisième partie de l'annexe 10. Aucune statistique sur les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle n'est disponible.

VI. REGIME COMMERCIAL DES SERVICES

1. Généralités

L'annexe 7 présente les grandes catégories de services, y compris les services financiers, les transports et les télécommunications. Le tableau 6.1 donne la ventilation des principaux services selon leur part dans le PIB et le pourcentage de la population active qu'ils emploient. La part des services dans le PIB est en augmentation alors que l'effectif de ce secteur est en diminution (il représente actuellement 40 pour cent au moins de l'emploi total et les services représentaient 50,7 pour cent du PIB en 1995, contre 41,8 pour cent en 1994).

La plupart des services sont fournis par le secteur privé. Les entreprises étrangères occupent une place importante dans les principaux services, et leur nombre ne cesse de croître. Le Kazakhstan ne dispose pas de statistiques complètes sur le commerce des services et ne tient pas de statistiques sur la valeur et la composition du commerce extérieur des services.

Tableau 6.1

Part des principaux services dans le PIB et dans l'emploi

Type de service	Pourcentage du PIB			Pourcentage de l'emploi total		
	1993	1994	1995	1993	1994	1995
Services de construction	9,00	9,05	7,0	7,10	6,26	5,56
Services financiers	*	1,58	1,88	0,75	0,77	0,78
Services liés au commerce	4,00	15,67	18,40	4,24	4,38	3,83
Transport et communications	6,00	7,89	9,46	8,31	8,01	7,61

*Chiffres non disponibles.

Tous les secteurs sont ouverts à la concurrence, et de nombreux monopoles naturels ont fait l'objet d'une déréglementation.

2. Politiques affectant le commerce des services

a) Ministères, institutions, associations professionnelles ou autres organismes ayant des responsabilités ou un rôle dans la conduite des activités de services

Le rôle de l'Etat dans le secteur des services se limite essentiellement à délivrer des autorisations, à vérifier le respect des règles de concurrence et de la législation, à lutter contre les pratiques discriminatoires et, dans le secteur financier, à contrôler la viabilité des banques et la bonne santé du système financier.

Les procédures d'autorisation sont régies par le Décret présidentiel sur les autorisations (17 avril 1995), qui dispose à l'article 3.1 que les autorisations sont accordées sur les mêmes bases et aux mêmes conditions à toute personne qui remplit les conditions exigées. Il est interdit de privilégier les entreprises publiques, sauf pour les activités qui font officiellement l'objet d'un monopole d'Etat.

L'article 3.3 interdit de favoriser certaines catégories d'entreprises que ce soit en raison de leur régime de propriété, de leur emplacement ou des divers intérêts en jeu, et de restreindre la concurrence. L'article 8 dispose que les personnes physiques ou morales étrangères peuvent obtenir des autorisations aux mêmes conditions et à l'issue des mêmes démarches que les personnes physiques ou morales kazakes, sauf s'il en est disposé autrement dans d'autres textes législatifs. L'article 20 dispose que, si l'autorisation n'est pas accordée dans le délai fixé (un mois) ou si la décision ne paraît pas fondée, le demandeur peut, dans un délai d'un mois, déposer un recours contre l'organisme compétent. Si le tribunal juge le refus abusif, l'organisme doit accorder l'autorisation dans un délai de dix jours suivant le jugement.

Les ministères habilités à accorder des autorisations en vertu du Décret présidentiel s'emploient actuellement à formuler de nouvelles procédures et conditions en la matière.

L'autorisation d'activités ayant trait à l'exploitation des ressources naturelles et à la protection de l'environnement fera l'objet d'une législation spécifique conformément aux modifications apportées au Décret présidentiel le 23 décembre 1995.

La Résolution gouvernementale n° 1894 sur l'application de la Résolution présidentielle n° 2201 du 17 avril 1995 (29 décembre 1995) indique quels sont les organismes publics chargés de délivrer les diverses autorisations. Un seul organisme est compétent pour une activité donnée. Toutefois, pour certains services, il faut d'abord qu'une expertise soit faite par les organismes de tutelle chargés de la santé, de l'environnement ou du secteur minier. Le tableau A7.5 donne la liste et précise le rôle des 27 organismes publics chargés de délivrer les autorisations qui affectent le commerce des services.

D'une manière générale, les organismes publics chargés d'autoriser une activité donnée sont aussi chargés de superviser cette activité. Les autres organismes publics ou indépendants qui jouent un rôle de supervision et de réglementation ayant à voir avec les activités de services sont indiqués au tableau 6.3 ci-dessous.

Tableau 6.3

Organismes publics, institutions et associations professionnelles
jouant un rôle dans la conduite des activités de services

Organismes publics, institutions et associations professionnelles	Rôle dans la conduite des activités de service
Comité antitrust	Approbation des tarifs des monopoles naturels (par exemple télécommunications, oléoducs et gazoducs, transmission et distribution d'électricité); restriction des activités anticoncurrentielles
Chambre des commissaires aux comptes	Surveillance des activités des commissaires aux comptes
Comité foncier	Surveillance de l'utilisation du sol et délivrance des permis fonciers
Commission de surveillance de l'énergie	Inspection des installations, surveillance du fonctionnement et de la sécurité du matériel électrique
Ministère de l'intérieur	Approbation des cachets et tampons
Comité de statistique	Collecte et communication de statistiques
Police financière et inspection des impôts au Ministère des finances	Recouvrement des impôts et contrôle fiscal

- b) Tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs qui permettent de réviser les décisions administratives affectant le commerce des services ou de prendre des mesures correctives en relation avec ces décisions

Ces procédures sont identiques aux procédures appliquées pour le commerce des marchandises (voir section III.6).

- c) Dispositions, y compris celles des accords internationaux, concernant les prescriptions et procédures en matière de qualifications, les normes techniques et les prescriptions en matière de licences et/ou d'enregistrement pour la fourniture de services

L'annexe 7 énumère les prescriptions et procédures en matière de qualifications et indique la législation applicable. D'une manière générale, les critères incluent la compétence et la capacité de fournir le service. Un diplôme universitaire est exigé pour la plupart des services professionnels. Les prescriptions les plus strictes sont celles qui s'appliquent aux services financiers et professionnels et aux services de santé et d'aviation.

En matière d'enregistrement, il n'y a pas d'autre prescription que l'enregistrement normal des personnes morales auprès du Ministère de la justice. Un agrément est requis pour certains services (voir annexe 7). Certaines activités doivent répondre à des normes (voir annexe 5).

- d) Dispositions régissant l'existence et le fonctionnement des monopoles ou fournisseurs exclusifs de services

Le gouvernement a pour principe d'encourager la concurrence dans tous les secteurs des services. Il n'accorde aucun droit exclusif ni monopole à aucune entité, quel que soit son régime de propriété. La concurrence est assurée grâce à l'application de la Loi sur la promotion de la concurrence et la restriction des activités monopolistiques. Cette loi habilite le Comité antitrust à prendre des mesures contre les abus de position dominante et à empêcher les fusions qui risquent d'entraîner la formation de monopoles. La plupart des monopoles d'Etat dans le secteur des services ont été supprimés avant la privatisation des sociétés qui les détenaient.

Les monopoles naturels (conduites, réseaux de transmission électrique, chemins de fer et réseau téléphonique par exemple) sont également réglementés par le Comité antitrust. Tous les fournisseurs et opérateurs peuvent les utiliser sur un pied d'égalité, quel que soit leur régime de propriété. Les tarifs des monopoles naturels sont établis par le Comité antitrust.

- e) Dispositions relatives aux mesures de sauvegarde qui s'appliquent au commerce des services

Le Kazakhstan n'applique aucune mesure de sauvegarde au commerce des services.

- f) g) Dispositions relatives aux transferts et paiements internationaux concernant les transactions courantes et les transactions en capital portant sur les services

Les politiques et les lois présentées à la section II.2c) s'appliquent aux transferts et paiements internationaux concernant les transactions courantes et les transactions en capital portant sur les services.

- h) Dispositions régissant l'acquisition de services par des organes gouvernementaux

Les dispositions régissant l'acquisition de services par des organes gouvernementaux sont les mêmes que celles qui régissent l'acquisition de marchandises par ces organes (voir section IV.3 I)).

i) Dispositions concernant toute forme d'aide, prime, subvention interne, incitation fiscale ou programme de promotion affectant le commerce des services

En 1995, l'Etat a octroyé des garanties d'emprunt pour les secteurs suivants:

- services liés au commerce (39 millions de dollars);
- services de transport (67 millions de dollars).

Il a en outre versé des subventions directes (197 000 dollars) pour encourager la production électrique à partir de sources renouvelables telles que l'énergie solaire et l'énergie éolienne et accordé, par l'intermédiaire de l'ExIm Bank, des crédits à des conditions privilégiées pour un montant de 3 millions de dollars aux compagnies de chemin de fer et de 1 million de dollars à des entreprises du secteur des communications.

3. Accès au marché et traitement national

a) Limitations concernant le nombre de fournisseurs de services

Il n'existe aucune limitation concernant le nombre de fournisseurs de services au Kazakhstan.

b) Limitations concernant la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services

Il n'existe aucune limitation concernant la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services, sauf dans le secteur de l'assurance: la Loi sur l'assurance (2 octobre 1995) interdit de réassurer à l'étranger plus de 95 pour cent du risque.

c) Limitations concernant le nombre total d'opérations de services ou la quantité totale de services produits

Il n'existe aucune limitation concernant le nombre total d'opérations de services ou la quantité totale de services produits.

d) Limitations concernant le nombre total de personnes physiques qui peuvent être employées dans un secteur de services particulier

Il n'existe aucune limitation concernant le nombre total de personnes physiques qui peuvent être employées dans un secteur de services.

e) Restrictions ou prescriptions concernant des types spécifiques d'entité juridique par l'intermédiaire desquels un service peut être fourni

Selon l'article 34 du Code civil (27 décembre 1994), des services peuvent être fournis par trois types de personne morale: les entreprises publiques, les sociétés et les coopératives de production. Selon l'article 58 du Code civil et la Loi sur les personnes morales (17 avril 1995), cinq sortes de sociétés peuvent être créées: les sociétés de personnes à responsabilité illimitée, les sociétés en commandite, les sociétés à responsabilité limitée (SARL), les sociétés à responsabilité élargie et les sociétés par actions (SA).

Trois types de services ne peuvent être fournis que par un certain type de personne morale:

- les banques doivent être des SA (Décret-loi présidentiel sur les banques et les activités bancaires en République du Kazakhstan, daté du 31 août 1995);

- les bourses doivent être des SA (Décret-loi présidentiel sur la Bourse des valeurs mobilières, daté du 21 avril 1995);
- les compagnies d'assurance doivent être des SARL ou des SA (Décret-loi présidentiel sur l'assurance, daté du 3 octobre 1995).

f) Limitations concernant la participation de capital étranger

La participation de capital étranger dans le secteur des services n'est limitée que dans deux cas:

Secteur bancaire. Le Décret-loi présidentiel sur les banques et les activités bancaires en République du Kazakhstan dispose que le montant total du capital statuaire des banques à participation étrangère ne peut excéder 25 pour cent du montant total du capital statuaire de l'ensemble des banques du Kazakhstan. Toutefois, la BNK peut accorder des dérogations au cas par cas pour permettre à des banques étrangères de pénétrer sur le marché malgré cette limite.

Secteur de l'assurance. La Loi sur l'assurance limite la participation étrangère dans les coentreprises d'assurance à 50 pour cent.

g) Mesures prévoyant moins que le traitement accordé aux services ou fournisseurs de services nationaux

Le Kazakhstan ne fait pas de distinction entre les services ou fournisseurs de services nationaux et étrangers, sauf pour les marchés publics (voir section IV.3 1)) et les services dans le domaine du pétrole et de l'exploitation du sous-sol, à condition que les services kazaks soient compétitifs du point de vue du prix, de l'efficacité et de la qualité. Toutefois, les personnes physiques étrangères doivent s'inscrire dans les trois jours suivant leur élection de domicile dans l'oblast où elles travailleront. Cette inscription est exigée à des fins statistiques et pour des raisons liées à l'immigration. Ces personnes doivent en outre obtenir un visa intérieur pour se rendre dans certaines oblasts.

4. Traitement de la nation la plus favorisée

Le gouvernement kazak ne fait pas de distinction entre les services ou fournisseurs de services des différents pays et offre à tous un régime qui n'est pas moins favorable que celui qu'il applique aux services ou fournisseurs de services de tout pays étranger opérant déjà sur le marché des services kazak.

VII. BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS

1. Accords bilatéraux ou plurilatéraux concernant le commerce extérieur des marchandises et le commerce des services (voir le point A de l'annexe 8)

La République du Kazakhstan a conclu plus de 45 accords bilatéraux et plurilatéraux avec plus de 40 pays concernant le commerce extérieur des marchandises et le commerce des services. La plupart de ces pays étaient membres du GATT et sont membres de l'OMC. Les principes du GATT ont été respectés, sous réserve des exceptions prévues aux articles XVIII à XXI et XXIV du GATT.

Tous les accords commerciaux conclus avec des pays étrangers, hormis ceux de la CEI, sont réciproques et prévoient le traitement NPF, avec les exceptions habituelles.

Certains ont des clauses qui restreignent la réexportation non autorisée: la réexportation des marchandises fournies à titre réciproque et qui bénéficient de mesures tarifaires et non tarifaires de la part des parties contractantes n'est possible qu'avec l'autorisation écrite des organismes compétents du pays d'origine.

Quelques-uns de ces accords contiennent des clauses de libre-échange dans le domaine des services mais ne prévoient aucun traitement préférentiel.

2. Accords d'intégration économique, d'union douanière et de libre-échange (voir le point B de l'annexe 8)

La République du Kazakhstan a signé des accords bilatéraux de libre-échange avec la Fédération de Russie, le Kirghizistan, la Lituanie, la Moldova, le Tadjikistan et l'Ukraine. Elle a en outre signé avec le Kirghizistan et l'Ouzbékistan un accord multilatéral de libre-échange qui institue une union économique. Un accord multilatéral relatif à la création d'une zone de libre-échange entre tous les pays membres de la CEI a également été signé. Sur l'ensemble de ces accords, seuls ceux qui ont été signés avec le Kirghizistan et la Moldova ont été ratifiés par les deux parties et sont entrés en vigueur. Les autres n'ont encore été ratifiés que par le Kazakhstan.

Ces accords instituent le libre-échange en exemptant de droits toutes les catégories de marchandises et de services, sauf quelques exceptions qui figurent dans des protocoles. Le principe NPF s'applique aux marchandises qui ne bénéficient pas du régime de libre-échange. Les exceptions convenues avec le Kirghizistan et la Moldova concernent:

- les marchandises pour lesquelles le contrat d'exportation doit être enregistré;
- les marchandises dont l'importation ou l'exportation doit être autorisée par le gouvernement kazak (par exemple les produits stratégiques);
- les marchandises dont l'importation nécessite une licence;
- les marchandises dont l'exportation est soumise au paiement de droits, à l'obtention d'une licence ou à des contingents selon la législation du Kazakhstan, du Kirghizistan et de la Moldova.

Actuellement, aucun des trois pays n'impose de contingents. La législation kazake exige une licence ou une autorisation d'importation ou d'exportation pour un petit nombre de produits. Des droits d'exportation sont en outre perçus sur quelques produits. On trouvera à l'annexe 9 la liste des produits, selon la nomenclature du SH, dont l'exportation nécessite l'enregistrement du contrat d'exportation, l'autorisation du gouvernement ou l'obtention d'une licence, et à l'annexe 3 la liste de ceux dont l'importation nécessite une licence ou l'autorisation du gouvernement.

Le 20 janvier 1995, le Kazakhstan a adhéré à l'union douanière constituée par la Fédération de Russie et le Bélarus. Outre la mise en place d'un tarif douanier commun, les membres de cette union comptent harmoniser leur législation en matière de commerce extérieur. Le gouvernement kazak est déterminé à appliquer l'accord de façon qu'il soit entièrement compatible avec ses obligations à l'égard de l'OMC.

Le 20 juillet 1995, la République du Kazakhstan a adhéré au Système généralisé de préférences et publié la Résolution n° 1009 sur la confirmation de la liste de pays bénéficiaires de son schéma de préférences. En vertu de cette résolution, les marchandises originaires de pays en développement ne sont passibles que de la moitié du taux de base des droits d'importation, et les marchandises originaires

des pays les moins avancés sont admises en franchise de droits. On trouvera à la section E de l'annexe 8 la liste des pays en développement et des pays les moins avancés et celle des marchandises exclues du traitement préférentiel.

3. Accords d'intégration des marchés du travail (voir le point C de l'annexe 8)

Le Kazakhstan a conclu des accords d'intégration des marchés du travail avec la Fédération de Russie, l'Iran, le Kirghizistan, la Mongolie, l'Ouzbékistan et la Turquie.

4. Coopération économique multilatérale, participation aux organisations économiques multilatérales, programmes d'autres organisations multilatérales qui touchent au commerce (voir le point D de l'annexe 8)

Le Kazakhstan a signé 72 accords économiques bilatéraux (voir la section D.1 de l'annexe 8), sept accords économiques multilatéraux (voir la section D.2 de l'annexe 8) et 14 conventions internationales (voir la section D.3 de l'annexe 8). Il est en outre membre de 33 organisations économiques multilatérales (voir la section D.4 de l'annexe 8) et est en train d'adhérer à trois autres organisations, dont l'OMC (voir la section D.5 de l'annexe 8).

ANNEXE 1

STATISTIQUES ET PUBLICATIONS

1. Statistiques du commerce extérieur concernant les marchandises et les services: organismes responsables

Les deux principaux organismes publics responsables des statistiques du commerce extérieur concernant les marchandises et les services sont le Comité de statistique et le Comité douanier. L'élaboration de statistiques douanières a commencé en 1993.

2. Publications en rapport avec les statistiques

Les publications en rapport avec les statistiques, qui sont éditées par le Comité de statistique, sont les suivantes:

- Situation socio-économique du Kazakhstan (mensuel);
- Annuaire statistique sommaire;
- Annuaire statistique;
- Annuaire statistique régional;
- Bulletin statistique en anglais (trimestriel);
- Bulletin de presse statistique sur la situation socio-économique de la République du Kazakhstan (trimestriel);
- Situation financière de la République du Kazakhstan (annuel);
- L'agriculture en République du Kazakhstan (annuel);
- Protection de l'environnement et utilisation rationnelle des ressources naturelles de la République du Kazakhstan (annuel);
- Les jeunes en République du Kazakhstan (annuel);
- Annuaire démographique (annuel);
- Commerce extérieur de la République du Kazakhstan (annuel).

3. Données statistiques

a) Principaux indicateurs économiques

i) Produit intérieur brut (PIB)

Le PIB du Kazakhstan en 1995 a été de 992,5 milliards de tenge (16 milliards 289 millions de dollars).

Tableau A1.1Evolution du PIB entre 1993 et 1995 (en pourcentage du PIB de 1992)

1992	1993	1994	1995
100	87,1	65,0	59,2

Tableau A1.2Parts estimatives du secteur public et du secteur privé dans le PIB (pourcentage)

	1993	1994	1995
Secteur public	74	58	30
Secteur privé	26	42	70

Tableau A1.3Ventilation du PIB par secteur (pourcentage)

Secteur	1993	1994	1995
Industrie:	31,00	25,92	21,82
Secteur énergétique	4,87	5,68	4,87
Industrie chimique et pétrochimique	1,24	0,96	0,79
Métaux non ferreux	4,15	3,11	2,64
Métaux ferreux	3,26	3,08	3,01
Electricité	4,46	4,90	3,58
Construction mécanique et transformation des métaux	3,07	1,89	1,27
Industrie alimentaire	3,53	2,57	2,36
Produits de l'industrie légère	1,80	0,98	0,57
Matériaux de construction	1,61	1,06	0,63
Transformation du bois, pâte et papier	0,74	0,26	0,15
Autres industries	2,26	1,43	1,96
Agriculture	13,00	14,00	11,39
Services de construction	9,00	9,05	7,00
Transports et communications	6,00	7,89	9,46
Commerce	4,00	15,67	18,40
Autres secteurs et recettes fiscales	37,00	27,47	31,93

ii) PIB par habitantTableau A1.4PIB par habitant (aux prix de 1995)

	1992	1993	1994	1995
PIB par habitant (tenge)	98 764	86 079	64 824	59 745
PIB par habitant (dollars EU)	1 621	1 413	1 064	981

iii) BudgetTableau A1.5Budget (millions de tenge)

Postes budgétaires	1993	1994	1995
Recettes totales	7 102,7	84 238,9	197 202,1
A. Recettes courantes	6 318,7	82 771,9	189 969,1
A.1 Recettes fiscales	3 344,5	36 936,0	108 414,7
Taxe à la valeur ajoutée	1 158,6	10 798,0	33 259,0
Droit d'accise	159,7	2 181,1	6 307,5
Impôt sur les sociétés	1 248,50	14 550,0	35 269,7
Impôt sur le revenu des personnes physiques	743,1	8 256,8	25 801,6
Impôts locaux	13,3	550,7	3 421,0
Impôt sur les plus-values	1,9	105,7	400,5
Impôt foncier	18,3	225,1	2 059,4
Autres impôts et taxes	1,1	268,6	1 896,0
A.2 Recettes tirées des activités économiques extérieures	138,5	6 075,0	22 588,3
Redevances douanières	22,0	376,2	600,0
Droits de douane à l'importation	32,3	421,9	3 022,8
Droit de douane à l'exportation	77,1	5 264,20	9 145,0
Opérations de troc	4,3	12	295,6
Autres recettes tirées des activités économiques extérieures	2,8	0,70	9 524,9
A.3 Autres recettes courantes	2 835,70	39 760,90	58 966,1
Loyers	43,9	201,0	1 032,5
Primes et redevances		3,0	3 802,0
Bénéfice de la BNK	342,8	8 303,2	800,0
Recettes de la BNK	0	8 414,0	2 826,0
Recettes affectées	984,2	12 821,0	21 106,5
Redevances et autres recettes non fiscales	842,2	7 668,2	17 845,0
Autres recettes courantes	622,6	2 350,5	11 554,1

Postes budgétaires	1993	1994	1995
B. Recettes en capital	784	1 467,0	7 233,0
Recettes des privatisations	784	1 467,0	7 233,0
Dépenses totales	7 488,0	94 809,0	223 442,9
A. Economie nationale	1 880,9	11 328,0	37 956,8
B. Activités socioculturelles et scientifiques	2 460,1	28 594,0	92 405,7
Education et science	1 309,5	14 417,0	47 696,7
Sécurité sociale	268,1	3 193,9	7 837,0
Santé, tourisme et sport	687,4	9 282,0	29 954,4
C. Activités économiques extérieures	5,0	3 344,7	5 558,0
D. Fonds	81,9	3 782,0	7 900,5
E. Défense	330,7	3 775,9	10 830,0
F. Ordre public et sécurité	413,2	5 387,1	15 800,4
G. Autorités gouvernementales et administration	388,0	4 240,0	9 981,9
H. Remboursement de la dette publique intérieure	97,6	17 518,0	7 801,6
I. Remboursement de la dette extérieure		1 917,9	10 023,5
J. Subventions		582,7	1 193,4
L. Autres dépenses		14 338,3	16 347,5
Remboursement de la dette au budget		2 408,6	3 173,4
Solde global	-385,3	-8 161,5	-23 067,4
Financement du budget	385,3	8 161,5	23 067,4
A. Intérieur	867,8	5 900,0	4 484,9
B. Extérieur	177,3	6 378,0	18 582,5

Tableau A1.6

Budget (pourcentage du PIB)

Postes budgétaires	1993	1994	1995
Recettes totales	26,5%	18,7%	19,9%
A. Recettes courants	23,5%	18,4%	19,1%
A.1 Recettes fiscales	12,5%	8,2%	10,9%
Taxe à la valeur ajoutée	4,3%	2,4%	3,4%
Droit d'accise	0,6%	0,5%	0,6%
Impôt sur les sociétés	4,7%	3,2%	3,6%
Impôt sur le revenu des personnes physiques	2,8%	1,8%	2,6%
Impôts locaux	0,0%	0,1%	0,3%
Impôt sur les plus-values	0,0%	0,0%	0,0%
Impôt foncier	0,1%	0,1%	0,2%
Autres impôts et taxes	0,0%	0,1%	0,2%

Postes budgétaires	1993	1994	1995
A.2 Recettes tirées des activités économiques extérieures	0,5%	1,4%	2,3%
Redevances douanières	0,1%	0,1%	0,1%
Droits de douane à l'importation	0,1%	0,1%	0,3%
Droits de douane à l'exportation	0,3%	1,2%	0,9%
Opérations de troc	0,0%	0,0%	0,0%
Autres recettes tirées des activités économiques extérieures	0,0%	0,0%	1,0%
A.3 Autres recettes courantes	10,6%	8,8%	5,9%
Loyers	0,2%	0,0%	0,1%
Primes et redevances	0,0%	0,0%	0,4%
Bénéfice de la BNK	1,3%	1,8%	0,1%
Recettes de la BNK	0,0%	1,9%	0,3%
Recettes affectées	3,7%	2,8%	2,1%
Redevances et autres recettes non fiscales	3,1%	1,7%	1,8%
Autres recettes courantes	2,3%	0,5%	1,2%
B. Recettes en capital	2,9%	0,3%	0,7%
Recettes des privatisations	2,9%	0,3%	0,7%
Dépenses totales	27,9%	21,1%	22,5%
A. Economie nationale	7,0%	2,5%	3,8%
B. Activités socioculturelles et scientifiques	9,2%	6,4%	9,3%
Education et science	4,9%	3,2%	4,8%
Sécurité sociale	1,0%	0,7%	0,8%
Santé, tourisme et sport	2,6%	2,1%	3,0%
C. Activités économiques extérieures	0,0%	0,7%	0,6%
D. Fonds	0,3%	0,8%	0,8%
E. Défense	1,2%	0,8%	1,1%
F. Ordre public et sécurité	1,5%	1,2%	1,6%
G. Autorités gouvernementales et administration	1,4%	0,9%	1,0%
H. Remboursement de la dette publique intérieure	0,4%	3,9%	0,8%
I. Remboursement de la dette extérieure	0,0%	0,4%	1,0%
J. Subventions	0,0%	0,1%	0,1%
L. Autres dépenses	0,0%	3,2%	1,6%
Remboursement de la dette au budget	0,0%	0,5%	0,3%
Solde global	-1,4%	-1,8%	-2,3%
Financement du budget	1,4%	1,8%	2,3%
A. Intérieur	3,2%	1,3%	0,5%
B. Extérieur	0,7%	1,4%	1,9%

iv) Production et consommation de produits de baseTableau A1.7Production (P) et consommation (C) de produits de base

Produits de base	1993		1994		1995	
	P	C	P	C	P	C
Produits alimentaires						
Viande et produits à base de viande (millions de tonnes)	1 311,5	1 000,1	1 206,6	941,4	912,8	847,2
Lait et produits laitiers (milliers de tonnes)	5 576,5	4 410,6	5 296,0	4 118,6	4 461,2	3 754,4
Oeufs (millions d'unités)	3 288,2	2 883,9	2 629,3	2 353,5	1 823,2	1 661,2
Légumes (milliers de tonnes)	990,0	848,2	927,2	891,0	942,0	897,1
Pain et produits panifiés (milliers de tonnes)	21 631,0	3 053,5	16 454,0	3 328,5	9 505,0	2 923,7
Fruits et baies (milliers de tonnes)	124,9	154,8	137,0	169,8	166,0	216,0
Pommes de terre (milliers de tonnes)	2 296,3	1 357,1	2 040,2	1 260,1	1 720,0	1 046,6
Sucre (milliers de tonnes)	202,4	181,4	110,7	311,0	107,7	299,0
Huile végétale (milliers de tonnes)	43,8	44,8	43,4	121,0	43,2	122,9
Produits de l'industrie légère						
Tissus (millions de m ²)	188,1	133,2	107,4	55,3	30,5	7,8
Articles tricotés (milliers d'unités)	50 161,0	54,5	29 077,2	24,3	9 043,0	7,18
Chaussures (milliers de paires)	16 306,0	35,6	7 713,8	9,17	2 129,0	2,2
Autres produits						
Téléviseurs (milliers d'unités)	20,1	55,5	40,9	49,0	41,0	49,1
Réfrigérateurs et congélateurs (milliers d'unités)	12,9	23,6	33,1	18,8	10,9	17,0
Machines à laver (milliers d'unités)	255,4	180,8	87,7	38,9	46,3	34,9

*Données non disponibles pour cette année.

**Données non disponibles pour ce type de produit.

v) Variations annuelles des prix

Tableau A1.8

Variations annuelles des prix (pourcentage par rapport à l'année précédente)

	1993	1994	1995
Tous produits (moyenne)	2 265,0	1 258,3	160,3
Produits alimentaires	2 297,1	1 155,7	158,7
Pain et céréales	1 943,7	2 221,2	176,6
Viande, volaille et poisson	2 144,1	1 076,5	168,4
Oeufs et produits laitiers	2 152,7	2 469,3	181,2
Huile et matières grasses	1 894,1	1 476,9	167,2
Fruits et légumes	3 405,8	691,0	136,8
Sucre, café, thé et épices	1 816,5	968,6	137,2
Tabac	2 314,1	362,9	143,9
Vêtements et chaussures	1 605,6	1 169,3	133,5
Loyers, eau, électricité	6 159,7	3 834,6	341,4
Articles de ménage	1 930,1	985,2	133,3
Médicaments	2 142,0	2 556,3	145,2
Transports et communications	2 691,3	1 734,9	197,0
Loisirs, éducation, culture	2 716,7	1 690,7	162,1
Soins personnels	3 927,3	1 058,7	135,2

vi) Emploi dans les différents secteurs

Tableau A1.9

Emploi dans les différents secteurs de l'économie nationale (pourcentage)

Secteur	1993	1994	1995
Emploi total (milliers)	6 926,3	6 581,8	6 551,5
Industrie	17,25	17,53	16,00
Agriculture	16,00	17,62	10,00
Services	44,74	41,30	40,00
Construction	7,10	6,26	5,00
Communications	1,14	1,29	1,00
Services financiers	0,75	0,77	1,00
Commerce	4,24	4,38	4,00
Transports	7,17	6,72	6,00
Autres services	24,34	21,88	23,00
Divers	22,01	23,55	34,00

vii) Niveaux d'emploi

Tableau A1.10 - Statistiques de l'emploi (milliers)

	1993	1994	1995
Population	16 964,0	16 810,5	16 612,2
Population d'âge actif*	9 379,5	9 240,5	9 153,0
Population active**	6 963,4	7 118,2	7 359,8
Emploi	6 926,3	6 581,8	6 551,5
Secteur public***	****	3 531,7	2 796,6
Chômeurs	37,1	536,4	808,3
Chômage (pourcentage)	0,53%	7,53%	10,97%

*Y compris les étudiants et les personnes au foyer.

**Non compris les étudiants et les personnes au foyer.

***Y compris les entreprises publiques et les organismes et institutions publics et gouvernementaux.

****Données non disponibles pour cette année.

viii) Balance des paiements

Tableau A1.11

Balance des paiements (en millions de dollars)

	1994	1995
A. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-877,36	-516,4
Balance commerciale	-922,9	-222,5
Exportations (f.a.b.)	3 332,9	5 196,6
Importations (f.a.b.)	-4 255,8	-5 419,1
Services, nets	-2,2	-204,6
Transports	69,2	87,2
Services aux passagers	15,1	20,7
Autres services	-71,4	-291,8
Voyages	-97,5	-158,1
Revenus	-49,0	-149,9
Intérêts	-49,0	-144,0
Autres revenus	0,0	-5,9
Transferts courants	96,8	60,6
B. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	-736,7	487,6
Transferts de capital	-1 065,4	-380,6
Transferts des migrants	-1 065,4	-380,6
Autres transferts	0,0	0,0

	1994	1995
Investissements directs	635,0	723,0
Autres investissements	726,0	497,1
Crédits commerciaux	439,1	119,2
Tirages	542,8	256,0
Remboursements (payés)	-103,2	-118,6
Remboursement d'arriérés sur le principal	-0,5	-18,3
Prêts	287,0	377,9
Tirages	274,6	359,3
Remboursements (à recevoir)	12,4	18,6
Autres transactions	-1 032,3	-351,9
C. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	1 153,3	135,8
D. BALANCE GLOBALE	-460,6	107,0
E. FINANCEMENT	460,6	106,9
Réserves internationales	-403,4	-252,3
Or monétaire	0,0	0,0
Avoirs nets en devises	-403,4	-252,3
Auprès de la BNK	-403,4	-252,3
Auprès des banques	0,0	0,0
Crédits du FMI	192,4	141,1
Financement exceptionnel	671,6	4,3
Intérêts à payer	15,8	-13,5
Arriérés sur le principal	0,5	17,8
Dettes entre les entreprises	655,3	0,0

ix) Ressources en devisesTableau A1.12Taux de change

		Dollar EU	DM	1 000 roubles
1993	Moyenne	2,58		
1994	Mois I	7,88	5,60	5,58
	II	11,43	6,57	7,04
	III	16,71	9,85	9,71
	IV	23,55	13,96	13,19
	V	35,64	21,45	17,69
	VI	41,73	25,44	22,70
	VII	44,66	29,75	21,68
	VIII	45,7	29,48	20,94
	IX	47,01	30,49	21,03
	X	48,67	32,18	16,51
	XI	51,00	33,65	15,86
	XII	53,47	34,35	16,26
1994	Moyenne	35,62	22,78	15,73
1995	Mois I	55,42	36,23	14,83
	II	58,73	39,05	13,91
	III	60,53	42,84	12,88
	IV	62,06	45,22	12,49
	V	63,10	45,40	12,18
	VI	63,54	45,71	13,42
	VII	62,58	45,50	13,89
	VIII	56,62	39,70	13,02
	IX	59,81	40,87	13,40
	X	61,47	43,54	13,69
	XI	63,29	45,32	14,01
	XII	63,97	44,58	13,86
1995	Moyenne	60,93	42,83	13,47
1996	Mois I	64,41	44,3	13,83
	II	65,25	44,57	13,90
	III	65,21	44,51	13,81
	IV	65,55	43,99	13,80

- b) Statistiques du commerce extérieur
- i) Commerce extérieur (agrégats au niveau du SH à deux chiffres), sur la base des déclarations de marchandises en douane

Tableau A1.13

Commerce extérieur (valeur et pourcentage), 1995

SH	Chapitre	Exportations (Milliers de dollars EU)	Importations (Milliers de dollars EU)	Pourcentage des exportations totales	Pourcentage des importations totales
01	Animaux vivants	4 347,4	426,4	0,09	0,01
02	Viandes et abats comestibles	59 595,4	7 550,1	1,20	0,20
03	Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	10 792,4	4 229,8	0,22	0,11
04	Lait et produits de la laiterie; oeufs d'oiseaux; miel naturel	21 698,3	16 342,5	0,44	0,44
05	Autres produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs	3 706,9	142,9	0,07	0,00
06	Arbres et autres plantes vivantes	16,0	58,9	0,00	0,00
07	Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	13 566,5	3 391,2	0,27	0,09
08	Fruits comestibles et noix	627,9	8 674,5	0,01	0,23
09	Café, thé, maté et épices	402,2	33 598,0	0,01	0,90
10	Céréales	331 796	2 263,6	6,67	0,06
11	Produits de la minoterie	42 614,4	1 542,1	0,86	0,04
12	Graines et fruits oléagineux	3 077,5	5 866,9	0,06	0,16
13	Gommes, résines et autres sucs et extraits végétaux	427,6	609,6	0,01	0,02
14	Matières à tresser d'origine végétale	15 176,6	7 102,3	0,31	0,19
15	Graisses et huiles animales ou végétales	2 833,6	20 766,9	0,06	0,55
16	Préparations de viandes, de poissons ou de crustacés, de mollusques	23 737,3	8 380,2	0,48	0,22
17	Sucres et sucreries	4 792,6	125 136,0	0,10	3,34
18	Cacao et ses préparations	444,8	14 269,6	0,01	0,38
19	Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculs ou de lait; pâtisseries	5 159,0	31 694,0	0,10	0,85
20	Préparations de légumes, de fruits, de noix ou d'autres parties de plantes	3 655,2	14 295,8	0,07	0,38
21	Préparations alimentaires diverses	787,2	12 176,2	0,02	0,33
22	Boissons, liquides alcooliques et vinaigre	7 402,8	43 940,2	0,15	1,17
23	Résidus et déchets des industries alimentaires	8 934,0	1 068,8	0,18	0,03
24	Tabacs et succédanés de tabac fabriqués	4 894,6	39 229,7	0,10	1,05
25	Sel; soufre; terres et pierres	81 894,8	28 961,4	1,65	0,77

SH	Chapitre	Exportations (Milliers de dollars EU)	Importations (Milliers de dollars EU)	Pourcentage des exportations totales	Pourcentage des importations totales
26	Minerais, scories et cendres	118 752,3	109 499,3	2,39	2,93
27	Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation	1 184 198	927 041,9	23,80	24,77
28	Produits chimiques inorganiques	365 081	86 797,1	7,34	2,32
29	Produits chimiques organiques	15 047,8	56 181,0	0,30	1,50
30	Produits pharmaceutiques	10 792,7	25 773,4	0,22	0,69
31	Engrais	46 371,6	4 063,1	0,93	0,11
32	Extraits tannants ou tinctoriaux	2 202,3	23 244,1	0,04	0,62
33	Huiles essentielles et résinoïdes; produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques	1 730,5	16 671,1	0,03	0,45
34	Savons, agents de surface organiques	1 667,8	29 711,0	0,03	0,79
35	Matières albuminoïdes	6 353,8	2 481,4	0,13	0,07
36	Poudres et explosifs; articles de pyrotechnie	207,1	29 831,2	0,00	0,80
37	Produits photographiques ou cinématographiques	14,8	1 970,2	0,00	0,05
38	Produits divers des industries chimiques	12 388,8	47 379,5	0,25	1,27
39	Matières plastiques et ouvrages en ces matières	42 453,7	34 501,7	0,85	0,92
40	Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	10 464,8	89 620,0	0,21	2,39
41	Peaux (autres que les pelleteries) et cuirs	37 398,2	931,5	0,75	0,02
42	Ouvrages en cuir	533,8	2 527,6	0,01	0,07
43	Pelleteries et fourrures; pelleteries factices	3 223,2	925,7	0,06	0,02
44	Bois et ouvrages en bois	1 968,8	62 412,5	0,04	1,67
45	Liège et ouvrages en liège	1 013,7	11,9	0,02	0,00
46	Ouvrages de sparterie ou de vannerie	12,2	4,2	0,00	0,00
47	Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	212,6	3 924,4	0,00	0,10
48	Papiers et cartons	3 075,6	70 761,9	0,06	1,89
49	Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques	443,0	16 231,6	0,01	0,43
50	Soie	567,9	1 188,4	0,01	0,03
51	Laine, poils fins ou grossiers	51 677,6	3 302,4	1,04	0,09
52	Coton	45 924,1	8 511,1	0,92	0,23
53	Autres fibres textiles végétales	71,8	940,7	0,00	0,03
54	Filaments synthétiques ou artificiels	644,0	3 155,7	0,01	0,08
55	Fibres synthétiques ou artificielles discontinues	6 105,3	6 249,1	0,12	0,17
56	Ouates, feutres et non-tissés	6 709,8	7 387,8	0,13	0,20

SH	Chapitre	Exportations (Milliers de dollars EU)	Importations (Milliers de dollars EU)	Pourcentage des exportations totales	Pourcentage des importations totales
57	Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles	413,1	2 932,9	0,01	0,08
58	Tissus spéciaux	223,0	2 113,1	0,00	0,06
59	Tissus imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés	1 339,2	6 506,1	0,03	0,17
60	Etoffes de bonneterie	131,6	283,3	0,00	0,01
61	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	6 824,0	15 432,7	0,14	0,41
62	Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	4 088,4	22 796,3	0,08	0,61
63	Autres articles textiles confectionnés	2 542,0	13 132,3	0,05	0,35
64	Chaussures, guêtres et articles analogues	3 379,2	33 177,6	0,07	0,89
65	Coiffures et parties de coiffure	96,8	503,4	0,00	0,01
66	Parapluies et leurs parties	62,0	38,3	0,00	0,00
67	Plumes et duvet apprêtés	0,0	31,0	0,00	0,00
68	Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	14 675,4	15 874,2	0,29	0,42
69	Produits céramiques	4 215,3	32 918,2	0,08	0,88
70	Verre et ouvrages en verre	938,1	15 192,3	0,02	0,41
71	Perles fines ou de culture, pierres précieuses, métaux précieux	11 494,5	5 204,0	0,23	0,14
72	Fer et acier	958 766,1	76 560,7	19,27	2,05
73	Ouvrages en fer ou acier	67 244,3	165 345,8	1,35	4,42
74	Cuivre et ouvrages en cuivre	612 327,2	12 800,7	12,31	0,34
75	Nickel et ouvrages en nickel	151 136,2	32,0	3,04	0,00
76	Aluminium et ouvrages en aluminium	29 249,3	17 137,5	0,59	0,46
78	Plomb et ouvrages en plomb	32 452,0	6 917,0	0,65	0,18
79	Zinc et ouvrages en zinc	145 025,0	1 705,7	2,91	0,05
80	Étain et ouvrages en étain	0,0	8 431,2	0,00	0,23
81	Autres métaux communs	54 784,6	518,0	1,10	0,01
82	Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs	1 763,8	7 839,7	0,04	0,21
83	Ouvrages divers en métaux communs	4 336,8	13 033,5	0,09	0,35
84	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques	95 500,2	522 782,1	1,92	13,97
85	Machines, appareils et matériels électriques	45 343,7	237 152,7	0,91	6,34
86	Véhicules et matériel pour voies ferrées ou similaires et leurs parties	2 089,1	48 267,8	0,04	1,29
87	Voitures automobiles et leurs parties	49 955,9	215 647,8	1,00	5,76
88	Navigation aérienne ou spatiale	3 750,1	2 727,3	0,08	0,07

SH	Chapitre	Exportations (Milliers de dollars EU)	Importations (Milliers de dollars EU)	Pourcentage des exportations totales	Pourcentage des importations totales
89	Navigation maritime ou fluviale	841,8	70,5	0,02	0,00
90	Instruments et appareils d'optique, de photographie, etc.	9 903,6	79 181,6	0,20	2,12
91	Horlogerie	7,4	1 274,8	0,00	0,03
92	Instruments de musique	254,5	129,7	0,01	0,00
93	Armes, munitions	23 612,7	1 571,5	0,47	0,04
94	Meubles; articles de literie et similaires	6 425,9	45 726,7	0,13	1,22
95	Jouets, jeux, articles pour divertissements ou pour sports	378,5	3 916,8	0,01	0,10
96	Ouvrages divers	230,0	2 244,6	0,00	0,06
97	Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,2	0,2	0,00	0,00
	Total	4 975 491,10	3 742 101,7	100,00	100,00

ii) Statistiques des exportationsTableau A1.14Exportations du Kazakhstan (millions de dollars EU)

	1993	1994	1995
Exportations	3 458,8	3.230,7	4 975,5

Tableau A1.15Principaux produits exportés (en valeur)

Produits (pourcentage des exportations totales)	Pourcentage	
	1994	1995
Blé	2	5
Charbon	10	5
Pétrole et condensat	16	14
Ferro-alliages	5	6
Métaux ferreux laminés	10	10
Cuivre et alliages de cuivre	13	11
Zinc et alliages de zinc	3	3

Tableau A1.16

Principaux produits exportés (en volume)

Produits (milliers de tonnes)	1994	1995	Variation entre 1994 et 1995
Blé	2 382,1	2 485,6	104%
Minerais de chrome	1 216,2	1 029,6	85%
Charbon	22 406,8	12 951,0	58%
Pétrole et condensat	9 444,8	11 250,0	119%
Ferro-alliages	468,3	578,3	123%
Métaux ferreux laminés	1 490,8	1 694,0	114%
Cuivre et alliages de cuivre	301,1	216,6	72%
Zinc et alliages de zinc	151,0	147,7	98%

Tableau A1.17

Principaux partenaires à l'exportation (1995)

Pays	Exportations (millions de dollars EU)	Pourcentage des exportations totales
Russie	2 102,6	42,3%
Pays-Bas	492,8	9,9%
Chine	294,2	5,9%
Suisse	186,7	3,8%
Allemagne	170,4	3,4%
Ouzbékistan	159,5	3,2%
Italie	142,6	2,9%
Ukraine	121,4	2,4%
Lituanie	120,8	2,4%
Grande-Bretagne	111,7	2,2%
Turquie	70,8	1,4%
Bélarus	57,5	1,2%
Turkménistan	51,1	1,0%
Etats-Unis	44,7	0,9%

iii) Statistiques des importationsTableau A1.18Importations du Kazakhstan (millions de dollars EU)

	1993	1994	1995
Importations	3 086,9	3 493,8	3 742,1

Tableau A1.19Principaux produits importés (en valeur)

Produits (pourcentage des importations totales)	Pourcentage	
	1994	1995
Sucre	2	3
Minerais et concentrés	1	3
Combustibles minéraux, pétrole, produits pétroliers	28	25
Articles en fer ou acier	4	4
Réacteurs nucléaires et machines	13	14
Machines et matériels électriques	8	6
Véhicules et pièces détachées	7	6

Tableau A1.20Principaux produits importés (en volume)

Produits	1994	1995	Variation entre 1994 et 1995
Sucre (milliers de tonnes)	162,1	267,0	164%
Thé (milliers de tonnes)	40,3	13,8	32%
Minerais et concentrés (milliers de tonnes)	287,7	312,2	109%
Charbon (milliers de tonnes)	406,0	1 192,6	299%
Coke (milliers de tonnes)	716,8	841,9	118%
Produits pétroliers (milliers de tonnes)	1 922,3	1 700,4	88%
Electricité (millions de kWh)	13 031,0	7 392,7	57%
Gaz naturel (millions de m ³)	7 173,1	9 120,9	127%

Tableau A1.21

Principaux partenaires à l'importation (1995)

Pays	Importations (millions de dollars EU)	Pourcentage des importations totales
Russie	1 834,1	49,0%
Ouzbékistan	263,5	7,8%
Turkménistan	230,6	6,2%
Allemagne	201,5	5,4%
Turquie	123,9	3,3%
Ukraine	86,7	2,3%
Grande-Bretagne	82,8	2,2%
Bélarus	79,8	2,1%
Etats-Unis	72,5	1,9%
Suisse	57,3	1,5%
Chine	34,2	0,9%
Pays-Bas	30,9	0,83%
Italie	30,1	0,80%
Lituanie	18,0	0,53%

iv) Importations en provenance des principaux fournisseurs, de préférence au niveau de la ligne tarifaire

Tableau A1.22

Principales importations en provenance de Russie (1994 et 1995): valeur (milliers de dollars EU) et pourcentage par rapport aux importations totales en provenance de Russie

SH	Chapitre	1994		1995	
		Valeur	Pourcentage	Valeur	Pourcentage
17	Sucres et sucreries	9 364	0,7%	66 222	
26	Minerais, scories et cendres	4 137	0,3%	9 436	0,5%
27	Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation	393 300	31,2%	441 557	24,1%
28	Produits chimiques inorganiques	31 302	2,5%	79 550	4,3%
40	Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	32 571	2,6%	72 281	3,9%
73	Ouvrages en fer ou acier	83 983	6,7%	139 992	7,6%
84	Réacteurs nucléaires	90 989	7,2%	201 791	11,0%
85	Machines, appareils et matériels électriques	123 258	9,8%	104 850	5,7%
87	Voitures automobiles et leurs parties	121 254	9,6%	109 954	6,0%
90	Instruments et appareils d'optique, de photographie, etc.	6 887	0,5%	15 805	0,9%
25	Sel; soufre; terres et pierres	8 305	0,7%	24 939	1,4%
29	Produits chimiques organiques	24 637	2,0%	47 524	2,6%
44	Bois et ouvrages en bois	34 018	2,7%	56 732	3,1%
48	Papiers et cartons	22 755	1,8%	31 961	1,7%
69	Produits céramiques	9 061	0,7%	27 057	1,5%
72	Fer et acier	62 703	5,0%	68 748	3,7%
86	Locomotives de chemin de fer	22 733	1,8%	32 212	1,8%
	Divers	180 743	14,3%	303 489	16,5%

Tableau A1.23

Principales importations en provenance d'Ouzbékistan (1994 et 1995): valeur (milliers de dollars EU)
et pourcentage par rapport aux importations totales en provenance d'Ouzbékistan

SH	Chapitre	1994		1995	
		Valeur	Pourcentage	Valeur	Pourcentage
7	Légumes alimentaires	1 681	0,6%	632	0,2%
14	Matières à tresser d'origine végétale	734	0,3%	5 978	2,3%
20	Préparations de légumes, de fruits, de noix ou d'autres parties de plantes	1 846	0,7%	2 888	1,1%
27	Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation (gaz naturel, électricité)	234 600	87,1%	208 859	79,3%
28	Produits chimiques inorganiques	1 140	0,4%	4 673	1,8%
31	Engrais	736	0,3%	2 759	1,0%
52	Coton	1 559	0,6%	2 758	1,0%
56	Ouates, feutres et non-tissés	617	0,2%	3 808	1,4%
84	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines	3 907	1,5%	6 156	2,3%
	Divers	22 5801	8,3%	24 989	9,5%

Tableau A1.24

Principales importations en provenance du Turkménistan (1994 et 1995): valeur (milliers de dollars EU)
et pourcentage par rapport aux importations totales en provenance du Turkménistan

SH	Chapitre	1994		1995	
		Valeur	Pourcentage	Valeur	Pourcentage
27	Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation (gaz naturel)	261 200	99,5%	229 108	99,4%
	Divers	1 300	0,5%	1 471	0,6%

Tableau A1.25

Principales importations en provenance d'Allemagne (1994 et 1995): valeur (milliers de dollars EU)
et pourcentage par rapport aux importations totales en provenance d'Allemagne

SH	Chapitre	1994		1995	
		Valeur	Pourcentage	Valeur	Pourcentage
4	Produits de la laiterie	887	0,3%	1 061	0,5%
12	Graines et fruits oléagineux	134	0,0%	2 339	1,2%
22	Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	14 874	5,1%	5 796	2,8%
24	Tabac	94	0,0%	5 957	3,0%
40	Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	939	0,3%	1 798	0,8%
38	Produits divers des industries chimiques	9 803	3,3%	2 747	1,4%
33	Huiles essentielles et résinoïdes; produits de parfumerie	2 809	1,0%	3 762	1,9%
34	Savons	774	0,3%	2 686	1,3%
39	Matières plastiques et ouvrages en ces matières	2 871	1,0%	5 535	2,7%
48	Papiers et cartons	3 007	1,0%	7 215	3,6%
64	Chaussures	12 486	4,2%	5 745	2,9%
84	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines	102 002	34,7%	66 612	33,1%
85	Machines, appareils et matériels électriques	40 925	13,9%	25 523	12,7%
86	Locomotives de chemin de fer	1 566	0,5%	8 597	4,3%
87	Voitures automobiles et leurs parties	16 782	5,7%	9 073	4,5%
90	Instruments et appareils d'optique, etc.	16 420	5,6%	9 289	4,6%
94	Meubles; articles de literie et similaires	6 451	2,2%	4 617	2,3%
	Divers	61 176	20,8%	33 146	16,4%

Tableau A1.26

Principales importations en provenance de Turquie (1994 et 1995): valeur (milliers de dollars EU)
et pourcentage par rapport aux importations totales en provenance de Turquie

SH	Chapitre	1994		1995	
		Valeur	Pourcentage	Valeur	Pourcentage
15	Graisses et huiles animales ou végétales	9 781	11,2%	2 447	2,0%
17	Sucres et sucreries	1 053	1,2%	4 291	3,5%
18	Cacao et ses préparations	1 356	1,6%	1 398	1,1%
19	Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, ou de lait	5 317	6,1%	17 215	13,9%
22	Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	4 668	5,4%	2 329	1,9%
34	Savons, agents de surface organiques	4 171	4,8%	6 822	5,5%
39	Matières plastiques et ouvrages en ces matières	1 568	1,8%	2 915	2,4%
73	Ouvrages en fer ou acier	4 326	5,0%	3 484	2,8%
84	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines	6 468	7,4%	33 707	27,2%
85	Machines, appareils et matériels électriques	9 478	10,9%	11 247	9,1%
87	Voitures automobiles et leurs parties	5 794	6,7%	12 668	10,2%
94	Meubles; articles de literie et similaires	2 387	2,7%	3 251	2,6%
	Divers	30 633	35,2%	22 091	17,8%

v) Commerce par régions géographiques (principaux partenaires commerciaux) en 1995

Tableau A1.27

Commerce avec l'Europe (milliers de dollars EU) et pourcentage par rapport
au commerce total

	Valeur	Pourcentage	Exportations	Importations
Europe	2 070 180	23,75%	1 406 412,8	663 767,1
Pays-Bas	523 720	6,01%	492 799	30 921
Allemagne	371 889	4,27%	170 391	201 498
Suisse	244 031	2,80%	186 712	57 319
Grande-Bretagne	194 504	2,23%	111 679	82 825
Italie	172 604	1,98%	142 531	30 053
Finlande	81 842	0,94%	50 502	31 339
Irlande	79 453	0,91%	71 646	7 807
Autriche	67 281	0,77%	15 657	51 624
République tchèque	49 087	0,56%	26 727	22 360
Pologne	38 811	0,45%	38 044	20 767
France	37 681	0,43%	11 306	26 375
Hongrie	29 780	0,34%	8 367	21 414

Tableau A1.28

Commerce avec l'Asie (milliers de dollars EU) et pourcentage
par rapport au commerce total

	Valeur	Pourcentage	Exportations	Importations
Asie	992 985	11,39%	644 257	340 728
Chine	328 368	3,77%	294 154	34 214
Turquie	194 678	2,23%	70 810	123 868
République de Corée	134 823	1,55%	91 625	43 198
Mongolie	63 065	0,72%	2 391	60 674
Iran	62 535	0,72%	46 514	14 022
Japon	53 364	0,61%	44 987	8 377
Thaïlande	40 153	0,46%	39 853	300
Taiwan	19 982	0,23%	19 310	672
Israël	15 573	0,18%	150	15 423
Chypre	14 900	0,17%	10 710	4 191
Inde	14 689	0,17%	533	14 157
Singapour	14 132	0,16%	1 099	13 032

Tableau A1.29

Commerce avec l'Amérique (milliers de dollars EU) et pourcentage
par rapport au commerce total

	Valeur	Pourcentage	Exportations	Importations
Amérique	228 325	2,62%	109 739	118 586
Etats-Unis	117 205	1,34%	44 683	72 522
Bahamas	55 284	0,63%	55 253	31
Chili	36 249	0,42%	-	36 249
Canada	10 316	0,12%	2 419	7 897

Tableau A1.30

Commerce avec l'Australie (milliers de dollars EU) et pourcentage
par rapport au commerce total

	Valeur	Pourcentage	Exportations	Importations
Australie	3 067	0,04%	140	2 926

Tableau A1.31

Commerce avec les pays de la CEI (milliers de dollars EU) et pourcentage
par rapport au commerce total

	Valeur	Pourcentage	Exportations	Importations
Pays de la CEI	5 201 310	59,67%	2 631 460	2 569 849
Russie	3 936 727	45,16%	2 102 631	1 834 096
Ouzbékistan	423 027	4,85%	159 542	263 485
Turkménistan	281 648	3,23%	51 069	230 579
Ukraine	208 109	2,39%	121 367	86 742
Bélarus	137 240	1,57%	57 473	79 767
Kirghizistan	101 652	1,17%	73 274	28 377
Tadjikistan	52 215	0,60%	40 774	11 442
Azerbaïdjan	47 360	0,54%	22 420	24 940
Moldova	8 021	0,09%	2 467	5 554
Arménie	2 853	0,03%	192	2 661
Géorgie	2.460	0,03%	252	2 208

Tableau A1.32

Commerce avec les pays baltes (milliers de dollars EU) et pourcentage
par rapport au commerce total

	Valeur	Pourcentage	Exportations	Importations
Pays baltes	206 018	2,36%	169 714	36 304
Lituanie	138 795	1,59%	120 807	17 988
Lettonie	44 706	0,51%	33 162	11 545
Estonie	22 517	0,26%	15 746	6 771

Tableau A1.33

Principaux partenaires commerciaux (1995)

Pays	Valeur (millions de dollars EU)	Pourcentage de la valeur totale
Russie	3 936,7	45,2%
Pays-Bas	523,7	6,0%
Ouzbékistan	423,0	4,9%
Allemagne	371,9	4,2%
Chine	328,4	3,8%
Turkménistan	281,6	3,2%
Suisse	244,0	2,7%
Ukraine	208,1	2,4%
Turquie	194,6	2,2%
Grande-Bretagne	194,5	2,2%
Italie	172,6	2,0%
Lituanie	138,8	1,6%
Bélarus	137,2	1,6%
Etats-Unis	117,2	1,3%

Tableau A1.34

Exportations et importations de services (millions de dollars EU)

	1993		1994		1995	
	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations
Total	810,1	402,1	430,4	472,9	533,5	752,3
a) Transports	726,4	279,1	305,5	245	339,2	260,5
- Marchandises	455,7	274,9	266,8	220,6	291,4	226,8
- Passagers	11,2	4,2	12,1	6,5	20,7	8,6
- Autres	259,5	0	26,6	17,9	27,1	25,1
b) Tourisme	48,2	40,9	66,6	141,2	132,4	296,2
c) Communications	8,1	10,2	38	20,6	35,2	53,6
d) Services publics	5,8	1,6	8,3	10,3	6,2	45,5
e) Assistance technique	0	33,3	0	32,4	0	60
f) Autres	21,6	37	12	23,4	20,5	36,5

Tableau A1.35

Moyenne des droits d'importation pondérée par les échanges

Chapitre 1	0,12%	Chapitre 34	14,18%	Chapitre 67	20,00%
Chapitre 2	20,82%	Chapitre 35	4,96%	Chapitre 68	15,00%
Chapitre 3	5,16%	Chapitre 36	30,00%	Chapitre 69	24,59%
Chapitre 4	13,84%	Chapitre 37	9,06%	Chapitre 70	14,42%
Chapitre 5	10,00%	Chapitre 38	0,80%	Chapitre 71	34,32%
Chapitre 6	15,86%	Chapitre 39	16,96%	Chapitre 72	4,99%
Chapitre 7	12,67%	Chapitre 40	8,85%	Chapitre 73	19,21%
Chapitre 8	19,51%	Chapitre 41	5,00%	Chapitre 74	5,00%
Chapitre 9	5,61%	Chapitre 42	23,90%	Chapitre 75	20,00%
Chapitre 10	0,31%	Chapitre 43	9,84%	Chapitre 76	9,54%
Chapitre 11	10,00%	Chapitre 44	19,90%	Chapitre 77	0,00%
Chapitre 12	5,00%	Chapitre 45	0,00%	Chapitre 78	5,00%
Chapitre 13	4,90%	Chapitre 46	25,00%	Chapitre 79	5,00%
Chapitre 14	0,42%	Chapitre 47	15,00%	Chapitre 80	5,00%
Chapitre 15	12,81%	Chapitre 48	8,69%	Chapitre 81	15,00%
Chapitre 16	72,61%	Chapitre 49	0,68%	Chapitre 82	12,87%
Chapitre 17	13,67%	Chapitre 50	2,65%	Chapitre 83	25,00%
Chapitre 18	34,00%	Chapitre 51	20,00%	Chapitre 84	6,98%
Chapitre 19	14,09%	Chapitre 52	9,84%	Chapitre 85	0,00%
Chapitre 20	15,96%	Chapitre 53	9,69%	Chapitre 86	0,00%
Chapitre 21	13,06%	Chapitre 54	10,64%	Chapitre 87	24,78%
Chapitre 22	185,63%	Chapitre 55	5,00%	Chapitre 88	3,17%
Chapitre 23	2,75%	Chapitre 56	2,26%	Chapitre 89	30,00%
Chapitre 24	18,78%	Chapitre 57	30,00%	Chapitre 90	2,52%
Chapitre 25	5,00%	Chapitre 58	24,91%	Chapitre 91	21,55%
Chapitre 26	0,00%	Chapitre 59	5,18%	Chapitre 92	5,00%
Chapitre 27	5,00%	Chapitre 60	10,00%	Chapitre 93	100,00%
Chapitre 28	5,24%	Chapitre 61	16,73%	Chapitre 94	21,25%
Chapitre 29	0,00%	Chapitre 62	19,96%	Chapitre 95	17,01%
Chapitre 30	0,00%	Chapitre 63	20,70%	Chapitre 96	19,62%
Chapitre 31	10,00%	Chapitre 64	19,86%	Chapitre 97	0,00%
Chapitre 32	5,00%	Chapitre 65	20,00%		
Chapitre 33	15,21%	Chapitre 66	20,00%		

c) Statistiques des marchés publics

La République du Kazakhstan ne tient aucune statistique des marchés publics, sauf pour les achats de céréales destinés aux réserves de l'Etat. Les marchés publics de céréales ont porté sur un montant d'environ 5,3 milliards de tenge en 1994 et 2,6 milliards de tenge en 1995. En 1996, l'Etat compte passer des marchés de céréales pour 6,0 milliards de tenge.

ANNEXE 2LISTE DES LOIS ET INSTRUMENTS JURIDIQUES

Il existe deux textes généraux que tous les organismes publics sont tenus de faire appliquer:

- Constitution de la République du Kazakhstan (30 août 1995);
- Code civil de la République du Kazakhstan (27 décembre 1994).

1. Lois et instruments juridiques réglementant l'activité des autorités douanières; organismes responsables

Lois et instruments juridiques	Organismes responsables
Loi de la RSS du Kazakhstan sur les droits de douane et les redevances douanières (24 décembre 1991)	Comité douanier Ministère des finances
Décret-loi présidentiel n° 2368 sur les questions douanières en République du Kazakhstan (20 juillet 1995)	Comité douanier
Décret présidentiel n° 1311 sur les mesures supplémentaires d'organisation des activités économiques extérieures de la République du Kazakhstan (30 juillet 1993)	Comité douanier Ministère de l'économie Ministère de l'industrie et du commerce
Décret présidentiel n° 2021 sur la libéralisation des activités économiques extérieures (11 janvier 1995)	Comité douanier Ministère de l'économie Ministère de l'industrie et du commerce
Décret présidentiel n° 2160 instituant le Comité douanier relevant du Conseil des Ministres de la République du Kazakhstan (1er avril 1995)	Comité douanier
Résolution présidentielle n° 2369 sur l'application du Décret-loi présidentiel sur les questions douanières en République du Kazakhstan (20 juillet 1995)	Comité douanier
Résolution gouvernementale n° 960 sur le barème du droit d'accise pour les marchandises importées assujetties au droit d'accise et sur les normes relatives aux marchandises transportées à travers la frontière par des particuliers en franchise de droit d'accise (13 juillet 1995)	Comité douanier Ministère des finances
Résolution gouvernementale n° 1009 sur la confirmation d'une liste de pays bénéficiaires du schéma de préférences de la République du Kazakhstan (20 juillet 1995)	Comité douanier Ministère des finances
Résolution gouvernementale n° 1035 sur l'approbation de la liste des produits de base (28 juillet 1995) (avec les modifications n° 304 apportées par le gouvernement le 13 mars 1996)	Comité douanier Ministère des finances Comité des prix et de la politique antitrust
Résolution gouvernementale n° 1125 sur les taux des droits de douane à l'importation (15 août 1995) (avec les modifications n° 300 apportées par le gouvernement le 21 mars 1996)	Comité douanier Ministère des finances

Lois et instruments juridiques	Organismes responsables
Résolution gouvernementale n° 1301 instituant un système d'inspection indépendante avant l'expédition des marchandises importées en République du Kazakhstan (4 octobre 1995)	Comité douanier
Résolution gouvernementale n° 1439 sur les taux de droit d'accise applicables à certains types de marchandises importées en République du Kazakhstan et assujetties au droit d'accise (2 novembre 1995)	Comité douanier Ministère des finances
Résolution gouvernementale n° 1440 sur la procédure de transport des marchandises, y compris les véhicules, à travers la frontière par des particuliers (2 novembre 1995)	Comité douanier Ministère de l'industrie et du commerce
Résolution gouvernementale n° 1461 sur la déclaration en douane et la taxation des matières premières exportées de la République du Kazakhstan (6 novembre 1995)	Comité douanier Ministère de l'industrie et du commerce
Résolution gouvernementale n° 1479 sur les taux des prélèvements douaniers (7 novembre 1995)	Comité douanier Ministère des finances
Résolution gouvernementale n° 298 sur la procédure d'exportation et d'importation de marchandises (travaux, services) en République du Kazakhstan (12 mars 1996)	Comité douanier Ministère de l'industrie et du commerce
Résolution gouvernementale n° 299 sur les taux de droit d'exportation (12 mars 1996)	Comité douanier Ministère des finances
Résolution gouvernementale n° 810 modifiant la Résolution gouvernementale n° 299 du 12 mars 1996 (28 juin 1996)	Comité douanier
Résolution du Conseil des chefs de gouvernement de la CEI sur une méthode uniforme d'établissement des statistiques douanières du commerce extérieur avec les pays de la CEI (9 décembre 1994)	Comité douanier

2. Lois et instruments juridiques concernant la réglementation non tarifaire des importations, des exportations et du trafic en transit et les règles d'origine; organismes responsables

Lois et instruments juridiques	Organismes responsables
Décret présidentiel n° 1543 sur l'annulation des limites fixées pour l'exportation de produits et de marchandises achetés contre des tenge en République du Kazakhstan (4 février 1994)	Comité douanier Ministère de l'économie Ministère de l'industrie et du commerce
Résolution gouvernementale n° 129 sur la déclaration et la procédure de passage de marchandises à travers la frontière de la République du Kazakhstan (19 février 1993)	Comité douanier
Résolution gouvernementale n° 338 sur les mesures destinées à développer le système de contrôle des exportations en République du Kazakhstan (24 mars 1995)	Comité douanier Ministère de l'industrie et du commerce

Lois et instruments juridiques	Organismes responsables
Décret-loi présidentiel n° 2200 sur les licences (17 avril 1995)	Ministère de l'économie Comité douanier Ministère de l'industrie et du commerce Organismes publics chargés de délivrer des licences
Résolution présidentielle n° 2201 sur les mesures d'application du Décret-loi présidentiel sur les licences (17 avril 1995)	Ministère de l'économie Comité douanier Ministère de l'industrie et du commerce Organismes publics chargés de délivrer des licences
Résolution gouvernementale n° 411 sur la mise en place progressive de la certification obligatoire de produits en République du Kazakhstan (20 mai 1993)	Comité de normalisation, de métrologie et de certification
Résolution gouvernementale n° 1055 sur l'approbation de la réglementation concernant les procédures de sous-traitance en République du Kazakhstan (23 septembre 1994)	Ministère de l'économie Ministère de l'industrie et du commerce Comité douanier
Résolution gouvernementale n° 984 sur la suppression des opérations compensées à l'exportation et à l'importation (17 juillet 1995) (modifiée le 29 août 1995)	Ministère de l'économie Ministère de l'industrie et du commerce Comité douanier
Résolution gouvernementale n° 1894 sur les mesures d'application de la Résolution présidentielle n° 2201 du 17 avril 1995 (29 décembre 1995)	Ministère de l'économie Comité douanier Ministère de l'industrie et du commerce Organismes publics chargés de délivrer des licences
Résolution gouvernementale n° 1891 sur l'approbation de la procédure de destruction ou de retransformation des produits jugés impropres à la vente ou la consommation (29 décembre 1995)	Comité de normalisation, de métrologie et de certification Comité douanier
Résolution gouvernementale n° 225 sur l'approbation de la réglementation applicable au Comité de normalisation, de métrologie et de certification (22 février 1996)	Comité de normalisation, de métrologie et de certification
Résolution du Conseil des chefs de gouvernement de la CEI sur la procédure de détermination du pays d'origine des marchandises (24 septembre 1993)	Comité douanier

3. Lois et réglementations relatives à l'investissement étranger; organismes responsables

Lois et instruments juridiques	Organismes responsables
Loi de la RSS du Kazakhstan sur les activités d'investissement en RSS du Kazakhstan (10 juin 1991)	Ministère de l'économie Ministère des finances
Loi sur l'adhésion de la République du Kazakhstan au Fonds monétaire international, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, à la Société financière internationale, à l'Association internationale de développement, à l'Agence multilatérale de garantie des investissements et au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (26 juin 1992)	Ministère de l'économie Ministère des finances
Loi sur un système de financement remboursable des investissements (12 avril 1993)	Ministère de l'économie Ministère des finances
Loi sur l'investissement étranger (27 décembre 1994)	Ministère de l'économie Ministère des finances
Décret présidentiel n° 2035 sur les mesures destinées à accroître l'efficacité de l'administration publique et de la réglementation des procédures visant à attirer des capitaux étrangers en République du Kazakhstan (19 janvier 1995)	Ministère de l'économie
Résolution gouvernementale n° 139 sur les mesures destinées à attirer des crédits extérieurs en République du Kazakhstan (8 février 1995)	Ministère de l'économie Ministère des finances

4. Autres lois et instruments juridiques traitant de questions économiques qui affectent le commerce; organismes responsables

Lois et instruments juridiques	Organismes responsables
Code forestier de la République du Kazakhstan (23 janvier 1993)	Comité des forêts
Code de l'eau de la République du Kazakhstan (1er avril 1993)	Comité des ressources en eau
Loi sur les fermes en RSS du Kazakhstan (21 mai 1990)	Ministère de l'agriculture
Loi sur la liberté de l'activité économique et le développement des entreprises (11 décembre 1990)	Ministère de l'économie
Loi sur les coopératives de consommateurs (11 décembre 1990)	Union des coopérateurs de la République du Kazakhstan (organisation non gouvernementale)
Loi sur la promotion de la concurrence et la restriction des activités monopolistiques (11 juin 1991)	Comité des prix et de la politique antitrust

Lois et instruments juridiques	Organismes responsables
Loi sur la protection de l'environnement (18 juin 1991)	Ministère de l'écologie et des ressources biologiques
Loi sur la protection des droits des consommateurs (26 juin 1992)	Comité des prix et de la politique antitrust Association des consommateurs de la République du Kazakhstan (organisation privée bénévole)
Loi sur la protection et le soutien des entreprises privées (4 juillet 1992)	Ministère de l'économie Chambre de commerce et d'industrie de la République du Kazakhstan (organisation non gouvernementale)
Loi sur les droits de timbre (19 décembre 1992)	Ministère des finances
Loi sur la normalisation et la certification (18 janvier 1993)	Comité de normalisation, de métrologie et de certification
Loi sur la réglementation des changes (14 avril 1993)	Banque nationale Ministère des finances
Loi sur la protection, la reproduction et l'emploi des animaux (21 octobre 1993)	Ministère de l'écologie et des ressources biologiques
Loi sur l'architecture et l'aménagement urbain en République du Kazakhstan (22 octobre 1993)	Ministère de la construction, du logement et de l'aménagement du territoire
Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine (18 janvier 1993)	Office national du droit d'auteur et des droits connexes
Loi sur les mesures sanitaires et la prévention des épidémies en vue d'assurer la santé de la population (8 juillet 1994)	Ministère de la protection sanitaire
Loi sur les transports en République du Kazakhstan (21 septembre 1994)	Ministère des transports et des communications
Décret-loi présidentiel n° 2155 sur la Banque nationale de la République du Kazakhstan (30 mars 1995)	Banque nationale
Décret-loi présidentiel n° 2173 sur la faillite (7 avril 1995)	Ministère de l'économie Comité de gestion des biens de l'Etat
Décret-loi présidentiel n° 2198 sur l'enregistrement des personnes morales (17 avril 1995)	Ministère de la justice
Décret-loi présidentiel n° 2230 sur les modifications et les ajouts apportés aux lois concernant l'ouverture de comptes anonymes (21 avril 1995)	Banque nationale
Décret-loi présidentiel n° 2235 sur les impôts et autres contributions obligatoires au budget (24 avril 1995) ("Code des impôts")	Ministère des finances
Décret-loi présidentiel n° 2255 sur les sociétés (2 mai 1995)	Ministère de l'économie Commission boursière nationale
Décret-loi présidentiel n° 2335 sur les entreprises publiques (19 juin 1995)	Ministère de l'économie Comité de gestion des biens de l'Etat

Lois et instruments juridiques	Organismes responsables
Décret-loi présidentiel n° 2337 sur le statut juridique des ressortissants étrangers en République du Kazakhstan (19 juin 1995)	Ministère des affaires étrangères Ministère de l'intérieur
Décret-loi présidentiel n° 2350 sur le pétrole (28 juin 1995)	Ministère de l'industrie pétrolière et gazière Ministère de la géologie et de la protection du sous-sol
Décret-loi présidentiel n° 2372 sur la réglementation des opérations portant sur les métaux précieux et les pierres précieuses (20 juillet 1995)	Ministère des finances Banque nationale
Décret-loi présidentiel n° 2446 sur les banques et les activités bancaires (31 août 1995)	Banque nationale
Décret-loi présidentiel n° 2475 sur l'assurance (3 octobre 1995)	Office national de supervision de l'assurance
Décret-loi présidentiel n° 2486 sur les coopératives de production (5 octobre 1995)	Ministère de l'économie Ministère de l'industrie et du commerce
Décret-loi présidentiel n° 2679 sur la procédure de conclusion, de mise en oeuvre et de dénonciation des accords internationaux de la République du Kazakhstan (12 décembre 1995)	Ministère des affaires étrangères
Décret-loi présidentiel n° 2697 sur l'utilisation de l'espace aérien et l'aviation en République du Kazakhstan (20 décembre 1995)	Ministère des transports et des communications
Décret-loi présidentiel n° 2717 sur le régime foncier (22 décembre 1995)	Comité des relations foncières et de la réglementation du régime foncier
Décret-loi présidentiel n° 2721 sur la privatisation (23 décembre 1995)	Comité des privatisations Comité de gestion des biens de l'Etat
Décret-loi présidentiel n° 2723 sur l'hypothèque immobilière (23 décembre 1995)	Ministère des finances Ministère de la justice
Décret-loi présidentiel n° 2727 sur l'enregistrement et la gestion des droits immobiliers (25 décembre 1995)	Ministère de la justice
Décret-loi présidentiel n° 2732 sur la comptabilité (26 décembre 1995)	Ministère des finances
Décret-loi présidentiel n° 2823 sur les zones économiques spéciales (26 janvier 1996)	Ministère de l'économie
Décret-loi présidentiel n° 2828 sur les droits relatifs au sous-sol et à son exploitation (27 janvier 1996)	Ministère de la géologie et de la protection du sous-sol
Décret-loi présidentiel n° 2940 sur l'application des traités et accords internationaux conclus par la République du Kazakhstan lors de sommets intergouvernementaux au plus haut niveau (9 avril 1996)	Ministère des affaires étrangères

Lois et instruments juridiques	Organismes responsables
Résolution gouvernementale n° 637 sur l'approbation de la disposition concernant la compétence écologique de l'Etat (25 octobre 1991)	Ministère de l'écologie et des ressources biologiques
Résolution gouvernementale n° 996 sur l'approbation de la réglementation type concernant les activités de rationalisation (27 novembre 1992)	Ministère de la justice Ministère des sciences et des nouvelles technologies
Résolution gouvernementale n° 369 sur les questions relatives à l'Inspection nationale des activités commerciales (30 mars 1995)	Ministère de l'industrie et du commerce Administrations locales
Résolution gouvernementale n° 908 sur la procédure de création d'entreprises à risque (3 juillet 1995)	Ministère de la justice Ministère des sciences et des nouvelles technologies
Résolution gouvernementale n° 1013 sur l'approbation de la réglementation concernant l'Inspection nationale des activités commerciales (21 juillet 1995)	Ministère de l'industrie et du commerce Administrations locales
Résolution gouvernementale n° 1154 sur la vente en bourse d'une partie du bloc d'actions détenu par l'Etat dans les entreprises privatisées (21 août 1995)	Comité des privatisations Commission boursière nationale
Résolution gouvernementale n° 1207 sur l'institution du contrôle des changes en République du Kazakhstan (31 août 1995)	Ministère des finances
Réglementation sur les opérations en devises fortes en République du Kazakhstan approuvée par la Banque nationale le 24 novembre 1994 (avec amendements)	Banque nationale

5. a) Lois, réglementations ou directives administratives existantes qui affectent notablement le commerce des services

Lois et instruments juridiques	Organismes responsables
Loi de la RSS du Kazakhstan sur l'approbation de la réglementation concernant l'Ordre des avocats (13 novembre 1980) (modifiée le 28 juin 1991)	Ordre des avocats (association professionnelle non gouvernementale) Ministère de la justice
Loi sur la presse et les autres médias en République du Kazakhstan (28 juin 1991)	Agence nationale de la presse et de l'information
Loi sur l'éducation en République du Kazakhstan (18 janvier 1992)	Ministère de l'éducation
Loi sur la protection sanitaire de la population en République du Kazakhstan (10 janvier 1992)	Ministère de la protection sanitaire
Loi sur les brevets de la République du Kazakhstan (24 juin 1992)	Office national des brevets
Loi sur l'enseignement supérieur en République du Kazakhstan (10 avril 1993)	Ministère de l'éducation

Lois et instruments juridiques	Organismes responsables
Loi sur l'audit en République du Kazakhstan (21 octobre 1993)	Ministère des finances
Décret-loi présidentiel n° 2170 sur la Bourse des marchandises (7 avril 1995)	Ministère de l'économie Ministère de l'industrie et du commerce
Décret-loi présidentiel n° 2227 sur la Bourse des valeurs mobilières (21 avril 1995)	Commission boursière nationale
Décret-loi présidentiel n° 2329 sur l'assurance médicale des particuliers (15 juin 1995)	Ministère de la protection sanitaire
Décret-loi présidentiel n° 2376 sur la médecine vétérinaire (25 juillet 1995)	Ministère de l'agriculture
Décret-loi présidentiel n° 2724 sur la production électrique (23 décembre 1995)	Ministère de l'énergie et des charbonnages
Résolution présidentielle n° 2330 sur les mesures d'application du Décret-loi présidentiel sur l'assurance médicale des particuliers (15 juin 1995)	Ministère de la protection sanitaire
Résolution gouvernementale n° 926 sur les règles concernant la présentation publique de productions cinématographiques et vidéo en République du Kazakhstan (5 juillet 1995)	Ministère de la culture
Résolution gouvernementale n° 1803 sur l'Office national de supervision de l'assurance (19 décembre 1995)	Ministère des finances
Résolution gouvernementale n° 478 sur l'approbation de la réglementation concernant l'autorisation d'exercer des activités d'assurance sur le territoire de la République du Kazakhstan (19 avril 1996)	Office national de supervision de l'assurance Ministère des finances

b) Publications ou sources d'information concernant les mesures d'application générale en rapport avec l'AGCS

Les sources d'information concernant les mesures d'application générale en rapport avec l'AGCS sont les suivantes:

- Recueil des résolutions et décrets pris par le Président et le gouvernement;
- Bulletin des lois adoptées par le Parlement;
- Bulletin des traités et accords internationaux et de certains textes juridiques de la République du Kazakhstan;
- Bulletin des réglementations adoptées par les ministères et les départements;
- Presse périodique;
- Publications juridiques des divers ministères;

- Les lois et les réglementations et arrêtés administratifs importants sont généralement publiés par la presse une semaine au plus tard après leur entrée en vigueur.

Plusieurs bases de données informatisées sur la législation kazake ont été mises en place par le Ministère de la justice et diverses entités privées, qui communiquent des renseignements juridiques contre paiement.

c) Points d'information, le cas échéant, comme le prévoit l'article III de l'AGCS

Les lois et les réglementations et arrêtés administratifs importants sont généralement publiés par la presse une semaine au plus tard après leur entrée en vigueur. Le gouvernement prendra des mesures supplémentaires pour créer des points d'information comme le prévoit l'article III de l'AGCS.

ANNEXE 3RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX PROCEDURES EN MATIERE
DE LICENCES D'IMPORTATIONI. Description succincte des régimes

La plupart des produits peuvent entrer librement en République du Kazakhstan. Toutefois, l'importation de certains produits pouvant présenter un danger pour la santé, l'environnement ou la sécurité nationale requiert une licence. Durant les neuf premiers mois de 1995, seulement 4,04 pour cent des importations (et 0,38 pour cent des exportations) ont nécessité une licence.

II. Objet et champ d'application du régime de licences

1. Il n'y a qu'un régime de licences, qui s'applique aux articles suivants: agents chimiques phytosanitaires, produits pharmaceutiques et matériel médical; opium, stupéfiants et psychotropes; dispositifs de chiffrement et manuels d'instructions et documentation technique s'y rapportant; explosifs et dispositifs explosifs; armes de service et armes civiles et manuels d'instructions se rapportant aux produits militaires; déchets industriels.

2. Ce régime s'applique aux marchandises de toutes origines, y compris celles qui viennent des autres pays membres de l'Union douanière (Bélarus et Fédération de Russie) ou des autres pays de la CEI.

3. Il n'a pas pour objet de restreindre l'importation de certaines marchandises en quantité ou en valeur mais simplement de protéger la santé publique, l'environnement et la sécurité nationale. Aucune autre méthode n'a été envisagée à cette fin car celles qui sont en place actuellement ne sont pas exagérément lourdes et sont jugées suffisantes. Un régime plus compliqué serait plus lourd et un régime simplifié ne répondrait probablement pas aux objectifs du pays.

4. Le régime des licences d'importation repose sur la Résolution gouvernementale n° 298 du 12 mars 1996 et le Décret présidentiel n° 2200 du 17 avril 1995; il a donc force de loi. La désignation des produits assujettis à ce régime et la délivrance des licences ne sont pas laissées à la discrétion de l'administration. Le gouvernement ne peut supprimer le régime que par un acte ayant force de loi.

III. Modalités d'application

1. Il n'existe aucun produit dont l'importation soit soumise à des restrictions en quantité ou en valeur.

2. Lorsqu'il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit ou aux importations en provenance d'un pays particulier:

a) Le délai maximal de délivrance de la licence est de dix jours. La demande de licence doit donc être présentée dix jours au moins avant la date de l'importation, mais il est conseillé de prévoir un délai plus long afin que l'importation se déroule dans de bonnes conditions. La licence peut être délivrée dans un délai plus court si la demande est accompagnée de tous les documents requis (contrat, paiement du droit, approbation du ministère compétent et parfois facture) et que ceux-ci sont conformes. La pièce A3.1 représente la demande de licence d'importation.

b) Oui, une licence peut être accordée immédiatement sur demande, comme il est précisé à l'alinéa a).

c) Non, la durée de validité de la licence est suffisante pour permettre de procéder aux importations visées; elle est d'un an et peut être prolongée pour des raisons valables.

d) Les licences sont, dans la plupart des cas, délivrées après examen de la demande par un seul ministère, le Ministère de l'industrie et du commerce. Toutefois, dans le cas des agents chimiques, des dispositifs de chiffrement et des manuels d'instructions se rapportant aux produits militaires, la demande doit être examinée par plusieurs ministères (voir tableau A3.1).

3. La demande de licence ne peut être rejetée pour aucun motif autre que la non-conformité aux critères ordinaires. Lorsqu'une licence est refusée, le demandeur est informé des raisons du rejet et peut déposer un recours administratif auprès du Ministère de l'industrie et du commerce.

IV. Condition requise des importateurs pour être habilités à demander une licence

1. Toute personne, société ou institution est habilitée à demander une licence.

V. Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

1. Les renseignements à faire figurer sur la demande sont les suivants: nom, adresse, etc., du demandeur; nom et adresse du vendeur étranger; nom du consommateur local; poste de douane à l'entrée; nature de l'opération (vente, troc, échange, etc.); monnaie de paiement; désignation des marchandises, position tarifaire, unité de mesure, quantité et valeur. Le demandeur doit présenter une lettre de demande, un formulaire officiel de demande (voir pièce A3.1), une copie du contrat d'achat et une pièce justifiant le paiement du droit de licence (généralement un récépissé bancaire).

2. Les documents exigés lors de l'importation effective sont les suivants:

- a) autorisation de l'importateur si le dédouanement est effectué par un agent (courtier);
- b) original du contrat d'achat plus une copie; c) certificat d'origine des marchandises; d) licence d'importation lorsqu'elle est requise; e) certificat de conformité aux normes nationales; f) titre de transport; g) facture commerciale; h) déclaration en douane; et i) certificat de qualité ou de quantité pour certaines marchandises telles que les produits dangereux et les aliments pour animaux.

3. Un droit est perçu lors de la délivrance de la licence. Il était de 9 200 tenge au 1er juillet 1996 pour les marchandises de toutes origines.

4. La délivrance de la licence n'est pas subordonnée au versement d'un dépôt ou d'un paiement préalable; le droit mentionné au paragraphe 3 ci-dessus est perçu lors de la délivrance de la licence.

VI. Conditions attachées à la délivrance des licences

1. La durée de validité de la licence est fixée lors de la délivrance et elle est suffisante pour permettre de procéder aux opérations d'importation; elle est en principe de un an au maximum mais peut être prolongée si les circonstances le justifient.

2. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

3. Les licences sont délivrées à une personne, une société ou une institution précise et ne sont pas cessibles.

4. La délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition que celles mentionnées ci-dessus.

VII. Autres formalités

1. Les importations ne sont assujetties à aucune formalité administrative préalable.

2. Tout importateur a le droit d'échanger des devises par l'intermédiaire des banques; aucune restriction ni autorisation n'est imposée en la matière.

Pièce A3.1 - Demande de licence d'importation

Page 1

1. Licence générale		Valide pour une opération		Numéro de licence	
2. Organisation - Demandeur (nom, adresse et numéro de téléphone)					
3. Pour le compte de: (nom, adresse et numéro de téléphone de l'organisation ou de l'entreprise)			7. Nom et adresse du vendeur		
4. Consommateur			8. Pays du vendeur		
5. Pays d'origine			9. Validité		a. demandée b. accordée
6. Poste de douane à l'entrée			10. Nature de l'opération		
			11. Monnaie de paiement		
12. Nom et description complète du produit	13. Position dans la nomenclature des marchandises	14. Unité de mesure	15. Quantité	Valeur totale (en milliers de)	
				16. Monnaie de paiement	17. Dollars EU
18. Motif de la demande			20. Approuvé par (autres organismes publics)		
19. Organisation - Demandeur (nom, fonction, date et signature du chef de l'organisation et tampon)			21. Ministère de l'industrie et du commerce Nom Fonction Signature Date Tampon		
22. Numéro des comptes de règlement (en devises), noms des banques ou agences bancaires					
23. Conditions particulières de la licence					

Les rubriques 1, 9b et 23 sont réservées au Ministère de l'industrie et du commerce.

Rubrique 17: remplacer dollars EU par tenge s'il s'agit d'une importation en provenance de la CEI.

Observations des autorités douanières*

Produit		Unité de mesure	Quantité expédiée	Date de l'observation	Signature de l'agent des douanes
Nom	Position dans la nomenclature des marchandises				

* A remplir au fur et à mesure.

Note: Le Ministère de l'industrie et du commerce fournit des instructions détaillées sur la manière de remplir ce formulaire.

Tableau A3.1

Liste des produits dont l'importation nécessite une licence

Désignation	Position dans la nomenclature des marchandises	Ministères et départements chargés de coordonner la décision de délivrer la licence
Agents chimiques phytosanitaires	3808 (seulement les préparations phytosanitaires)	Ministère de l'agriculture Ministère de l'écologie et des ressources biologiques
Produits pharmaceutiques, matériel médical	2936-2939, 2941, 3001-3004, 3006, 9013, 9018-9022	Ministère de la protection sanitaire
Produits pharmaceutiques à usage vétérinaire et matériel vétérinaire	2936-2939, 2941, 3001-3006, 9018-9022	Ministère de l'agriculture
Stupéfiants et psychotropes, venins	Selon la liste définie par le gouvernement	Ministère de la protection sanitaire Ministère de l'écologie et des ressources biologiques
Dispositifs de chiffrement (y compris le matériel de chiffrement, les composants destinés à ce matériel et les logiciels), documents d'instructions et documents techniques sur les dispositifs de chiffrement (conception et entretien)	8471 (seulement le matériel de chiffrement), 847330000, (seulement le matériel de chiffrement), 854390900 (seulement le matériel de chiffrement)	Comité de la sécurité nationale, Commission technique chargée de la protection de l'information
Dispositifs de protection contre les substances de combat toxiques, éléments et accessoires connexes	Selon la liste définie par le gouvernement	Ministère de la défense
Documents d'instruction relatifs aux produits militaires (conception et fonctionnement)		Ministère de la Défense, Commission technique chargée de la protection de l'information
Poudre, dispositifs explosifs et objets pyrotechniques	360100000 (sauf la poudre pour armes de chasse), 360200000, 3603, 3604	Ministère de l'intérieur
Déchets industriels	2618-2620, 3915	Ministère de l'écologie et des ressources biologiques
Opium brut	1211909	Ministère de la protection sanitaire
Armes de service et armes civiles	Selon la liste définie par le gouvernement	Ministère de l'intérieur

Tableau A3.2

Liste des produits dont l'importation nécessite l'autorisation du gouvernement

Désignation	Position dans la nomenclature des marchandises
Armements et matériel militaire, éléments spéciaux destinés à leur fabrication, travaux et services dans le domaine de la collaboration militaire	871000000, 8802 (sauf 880211100, 880212100, 880220100, 880230100, 880240100), 8803 (sauf 880310100, 880320100, 880330100, 880390910), 880400000, (seulement les articles militaires), 8805 (sauf 880520100, 890600100, 930100000, 930200, 9305(seulement pour les armes de combat), 9306 (sauf 930610000, 930629100, 930629200, 930629400, 930630910, 930630930, 901310000 (seulement les articles militaires), 901320000 (seulement les articles militaires), 901380000 (seulement les articles militaires), 9014 (seulement les articles militaires), 8525 (seulement les articles militaires), 8526 (seulement les articles militaires)
Matières, technologies, matériel et installations nucléaires, matières non nucléaires spéciales, sources radioactives, y compris les déchets	2612, 2844, 2845, 380110000 (seulement le graphite pur à usage nucléaire), 8401

ANNEXE 4

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA MISE EN OEUVRE ET A L'ADMINISTRATION
DE L'ACCORD SUR L'EVALUATION EN DOUANE

On trouvera dans la présente annexe les articles 124 à 128, 131 à 133, 137, 138 et 149.4 du Code douanier du Kazakhstan.

1. Questions relatives à l'article premier:

a) Ventes entre personnes liées:

- i) Les ventes entre personnes liées ne sont assujetties à aucune disposition spéciale;
- ii) L'existence de prix de cession entre sociétés n'est pas un motif suffisant pour considérer que les prix correspondants sont influencés;
- iii) La disposition relative à la communication par écrit des motifs en question est l'article 126 du Code douanier;
- iv) L'article 1:2 b) a été mis en oeuvre par l'article 126 du Code douanier.

b) Prix de marchandises perdues ou endommagées:

L'article 149.4 du Code douanier dispose que les marchandises qui ont été endommagées avant leur dédouanement et sont devenues impropres à l'utilisation sont exemptées de droits. Les marchandises perdues n'étant pas présentées au dédouanement, elles ne sont assujetties à aucun droit.

2. Les articles 127 et 128 du Code douanier donnent à l'importateur la faculté d'inverser l'ordre d'application des articles 5 et 6 de l'Accord sur l'évaluation.

3. L'article 5.2 a été mis en oeuvre par les articles 127 et 131 du Code douanier.

4. L'article 6.2 a été mis en oeuvre par les articles 127 et 132 du Code douanier.

5. Questions relatives à l'article 7:

a) Les dispositions prises pour déterminer la valeur en douane conformément à l'article 7 sont celles des articles 127 et 133 du Code douanier;

b) Le Code douanier ne dispose pas expressément que l'importateur doit être informé de la valeur en douane déterminée par application de l'article 7. Toutefois, cette obligation est énoncée implicitement à l'article 126 du Code douanier, qui dispose que les autorités douanières communiquent à l'importateur, sur sa demande écrite, la ou les raisons pour lesquelles la valeur déclarée par lui n'a pas été acceptée et pour lesquelles, éventuellement, l'évaluation a été faite conformément à l'article 7 (voir ci-après le texte des articles correspondants du Code douanier).

c) Les interdictions énoncées à l'article 7.2 sont définies en partie seulement. L'article 133 du Code douanier interdit les méthodes visées aux alinéas a), e) et g) de l'article 7.2 mais n'interdit pas expressément les méthodes visées aux alinéas b), c), d) et f) de cet article.

6. A propos des options offertes par l'article 8.2, l'article 128 du Code douanier inclut expressément les frais de transport, de manutention et d'assurance. La valeur f.a.b. n'étant pas employée, la question de l'application des prix sortie usine ne se pose pas.
7. Le taux de change est publié dans diverses publications officielles telles que "Foreign Economic Activities", "Kazakstanskaya pravda", "Panorama", "Caravane", etc., et peut être consulté chaque jour auprès de la BNK.
8. La confidentialité des renseignements communiqués par un déclarant au sujet de l'évaluation des marchandises importées est garantie par l'article 124 du Code douanier.
9. Questions relatives à l'article 11:
 - a) Un recours administratif peut être déposé auprès de l'Administration douanière et, si la suite qui y est donnée n'est pas satisfaisante, auprès des autorités judiciaires compétentes;
 - b) Le droit de l'importateur de contester une décision d'évaluation prise par les autorités douanières est énoncé à l'article 125 du Code douanier.
10. Les renseignements requis par l'article 12 sont diffusés de la manière suivante:
 - a) Les renseignements sur les lois nationales, les règlements, les décisions administratives et judiciaires et les lois générales ou particulières dont il est fait mention dans les règles d'application sont publiés dans les journaux officiels, la presse professionnelle et les journaux publics ou privés, et diffusés à la télévision nationale. Il en est normalement de même pour toute mesure analogue nécessaire à l'application des dispositions de l'article VII du GATT de 1994.
 - b) On n'envisage pas actuellement de publier de nouvelles règles.
11. Questions relatives à l'article 13:
 - a) L'obligation énoncée à l'article 13 (dernière phrase) est reprise à l'article 125 du Code douanier, qui autorise le retrait des marchandises avant l'évaluation définitive si les droits estimatifs ont été payés ou si leur paiement a été garanti par une banque. L'article 137 dispose que l'importateur peut bénéficier d'un report ou d'un fractionnement du paiement des droits, et l'article 138 que le paiement des droits peut être garanti au moyen d'un gage sur les marchandises ou de garanties fournies par des tiers.
12. Questions relatives à l'article 16:
 - a) Le droit pour l'importateur d'obtenir, sur sa demande, une explication écrite du mode de détermination de la valeur en douane est prévu à l'article 126 du Code douanier;
 - b) Comme ce droit est expressément prévu par le Code douanier, aucun autre règlement n'a été jugé nécessaire.
13. Les notes interprétatives de l'Accord n'ont pas été incorporées dans le Code douanier ni dans d'autres réglementations.

14. Les méthodes d'évaluation appliquées par les pouvoirs publics sont conformes à la Décision du 26 avril 1984, c'est-à-dire que les intérêts dus par l'acheteur ne sont pas réputés faire partie de la valeur en douane des marchandises.

15. L'application des dispositions de la Décision du 24 septembre 1984 sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données n'est pas formellement prévue dans le Code douanier ni dans d'autres réglementations, mais, dans la pratique, la Décision est appliquée aux importations de ces supports.

Reproduction des articles 124 à 128, 131 à 133, 137, 138
et 149.4 du Code douanier

Article 124. Respect du caractère confidentiel des renseignements concernant la valeur en douane des marchandises

Les renseignements communiqués dans la déclaration de la valeur en douane des marchandises, et qui sont considérés comme confidentiels ou couverts par le secret commercial, ne peuvent être utilisés par les autorités douanières qu'à des fins douanières et ne peuvent être divulgués à des tiers, y compris tout autre organisme public, qu'avec l'accord exprès du déclarant, sauf dans les cas prévus par le présent Code et la législation de la République du Kazakhstan.

Article 125. Droits et obligations du déclarant concernant la valeur en douane

Les droits du déclarant sont les suivants:

- prouver l'exactitude des renseignements communiqués pour la détermination de la valeur en douane lorsque les autorités douanières la contestent;
- lorsque la valeur en douane déclarée doit être vérifiée, demander aux autorités douanières de lui remettre les marchandises déclarées pour utilisation sous la garantie d'une banque agréée, conformément à la législation kazake, ou payer les droits de douane et les taxes sur la valeur en douane des marchandises telle qu'elle a été déterminée par les autorités douanières; en cas de désaccord sur la décision prise par les autorités douanières concernant la détermination de la valeur en douane des marchandises, contester cette décision selon la procédure prévue par le présent Code.

Les obligations du déclarant sont les suivantes:

- déclarer la valeur en douane et présenter les renseignements relatifs à sa détermination, fondés sur des informations sûres dont la qualité peut être vérifiée et qui sont confirmées par des documents;
- lorsque les autorités douanières exigent la justification de la valeur en douane déclarée, leur communiquer les renseignements nécessaires à cette justification;
- prendre en charge toutes les dépenses supplémentaires nécessaires à la confirmation de la valeur en douane qu'il a déclarée ou à la présentation par lui-même de renseignements supplémentaires aux autorités douanières. A cet égard, le déclarant ne peut invoquer la prolongation de la durée des formalités douanières due à une évaluation en douane pour obtenir un report de paiement des droits de douane et des taxes.

Article 126. Droits et obligations des autorités douanières quant à la détermination de la valeur en douane

Les droits des autorités douanières qui procèdent au dédouanement des marchandises sont les suivants:

- se prononcer sur l'exactitude de la valeur en douane déclarée par le déclarant;
- en l'absence de renseignements permettant de confirmer l'exactitude de la valeur déclarée par le déclarant ou lorsqu'il y a des raisons de penser que les renseignements présentés par le déclarant ne sont pas sûrs ou suffisants, évaluer elles-mêmes la valeur en douane des marchandises en appliquant de manière uniforme les méthodes de détermination de la valeur en douane énoncées dans le présent Code, sur la base des renseignements disponibles (y compris le prix de marchandises identiques ou similaires), adaptés conformément au présent Code.

Les autorités douanières doivent, sur la demande écrite du déclarant, donner une explication écrite des raisons pour lesquelles elles n'acceptent pas la valeur en douane déclarée par le déclarant comme base du calcul des droits et taxes.

Article 127. Méthodes de détermination de la valeur en douane

La valeur en douane des marchandises importées sur le territoire douanier de la République du Kazakhstan peut être déterminée par les méthodes suivantes:

- application de la valeur transactionnelle des marchandises importées;
- application de la valeur transactionnelle de marchandises identiques;
- application de la valeur transactionnelle de marchandises analogues;
- déduction des coûts;
- addition des coûts;
- méthode de l'estimation.

La méthode principale sera celle de la valeur transactionnelle.

S'il est impossible d'appliquer la méthode principale, on appliquera les méthodes suivantes dans l'ordre jusqu'à ce que la valeur en douane puisse être déterminée. L'ordre d'application de la méthode de la déduction des coûts et de celle de l'addition des coûts peut être inversé.

Article 128. Méthode de détermination de la valeur en douane par application de la valeur transactionnelle des marchandises importées

Le prix effectivement payé ou le prix à payer pour les marchandises importées sur le territoire de la République du Kazakhstan au moment où ces marchandises traversent la frontière douanière de la République du Kazakhstan est la valeur en douane de ces marchandises.

La valeur transactionnelle appliquée pour déterminer la valeur en douane des marchandises comprend les dépenses suivantes, à moins qu'elles aient été incluses antérieurement:

1. Les dépenses afférentes au transport des marchandises jusqu'à l'aéroport, au port ou à tout lieu d'importation sur le territoire douanier de la République du Kazakhstan:

- frais de transport;
- dépenses afférentes au chargement, au déchargement, au rechargement et à l'entreposage temporaire des marchandises;
- coût de l'assurance.

2. Les dépenses engagées par l'acheteur:

- commissions et frais de courtage, à l'exception des commissions liées à l'achat des marchandises;
- prix des récipients et de tout autre emballage réutilisable, à condition qu'ils soient considérés dans la Nomenclature des marchandises relevant de l'activité économique extérieure comme formant un tout avec les marchandises à évaluer;
- coût de l'emballage, comprenant les matériaux et la main-d'oeuvre.

3. La portion adéquate du coût des marchandises et des services ci-après, fournis directement ou indirectement par l'acheteur à titre gratuit ou à prix réduit pour être utilisés dans la fabrication ou l'exportation des marchandises à évaluer:

- matières premières, matières consommables, composants, demi-produits et tout autre élément faisant partie des marchandises à évaluer;
- outils, moules et objets similaires employés pour fabriquer les marchandises à évaluer;
- matières employées pour fabriquer les marchandises à évaluer (carburants, lubrifiants, etc.);
- recherche technique, recherche expérimentale et études, conception, schémas et dessins réalisés hors du territoire kazak et directement nécessaires à la fabrication des marchandises à évaluer.

4. Les droits de licence ou autres sommes que l'acheteur doit payer directement ou indirectement au titre de la propriété intellectuelle pour pouvoir vendre les marchandises à évaluer.

5. La part du bénéfice direct ou indirect réalisé par le vendeur sur la revente, le transfert ou l'utilisation ultérieurs sur le territoire kazak des marchandises à évaluer.

La méthode indiquée ne peut être employée pour déterminer la valeur en douane des marchandises dans les cas suivants:

1. Les droits de l'acheteur relatifs aux marchandises à évaluer sont restreints, sauf dans les cas suivants:

- restrictions au titre de la législation de la République du Kazakhstan;
- restriction de la zone géographique où les marchandises peuvent être revendues;
- restrictions sans effet réel sur le prix des marchandises.

2. La vente et la valeur transactionnelle sont liées au respect de conditions dont l'influence ne peut être maîtrisée.

3. Les renseignements invoqués par le déclarant pour déclarer la valeur en douane ne sont pas confirmés par des documents, leur qualité ne peut être déterminée ou ils ne sont pas sûrs.

4. Les participants à l'opération sont des entités liées entre elles, sauf lorsque ce lien est sans effet sur le prix de la transaction, ce qui doit être prouvé par le déclarant. Par entités liées entre elles, on entend les entités qui entrent dans l'une au moins des catégories suivantes:

- les parties sont copropriétaires d'une entreprise ou liées par une relation professionnelle;
- l'une des parties à l'opération possède un investissement ou des actions avec droit de vote représentant plus de 20 pour cent du capital de l'autre;
- les deux parties sont contrôlées directement ou indirectement par une entité tierce;
- les parties contrôlent ensemble, directement ou indirectement, une entité tierce;
- l'une des parties est contrôlée directement ou indirectement par l'autre;
- les parties ou leurs représentants officiels sont des parents proches.

Article 131. Méthode de détermination de la valeur en douane par déduction des coûts

La valeur en douane est déterminée par la méthode de la déduction des coûts lorsque les marchandises à évaluer, ou des marchandises identiques ou similaires, sont vendues sans que leur état initial ait été modifié.

Pour appliquer la méthode de la déduction des coûts, on prend comme base le prix unitaire des marchandises auquel les plus gros envois de marchandises identiques ou similaires à celles qui doivent être évaluées sont vendus à une partie qui n'est pas une entité liée au vendeur dans un délai maximal de 90 jours suivant la date d'importation des marchandises à évaluer, et l'on déduit de ce prix unitaire les éléments suivants:

1. Les commissions et marges bénéficiaires et les dépenses générales afférentes à la vente de marchandises de même nature et de même catégorie.

2. Le montant des droits d'importation, taxes, prélèvements et autres paiements auxquels est assujettie l'importation ou la vente de marchandises en République du Kazakhstan.

3. Les dépenses courantes de transport, d'assurance, de chargement et de déchargement en République du Kazakhstan.

Si les marchandises à évaluer ou des marchandises identiques ou similaires n'ont jamais été importées dans le même état que celui où se trouvent les marchandises à évaluer au moment de l'importation, le déclarant peut demander que soit pris comme base le prix unitaire des marchandises qui ont été transformées, corrigé de la TVA et des montants visés aux paragraphes 2 et 3 du présent article.

Article 132. Méthode de détermination de la valeur en douane par addition des coûts

Pour déterminer la valeur en douane par la méthode de l'addition des coûts, on prend comme base le prix des marchandises obtenu par l'addition des éléments suivants:

1. Le coût des matières et les frais que le fabricant a engagés pour fabriquer les marchandises à évaluer.
2. Les frais généraux qui s'appliquent généralement à la vente de marchandises du même type par le pays d'exportation à la République du Kazakhstan, y compris les frais de transport, de chargement et de rechargement, l'assurance jusqu'au passage de la frontière kazake et tous autres frais.
3. Les bénéfices que l'exportateur réalise habituellement sur la vente de telles marchandises à la République du Kazakhstan.

Article 133. Méthode de détermination de la valeur en douane par estimation

Lorsque le déclarant ne peut déterminer la valeur en douane des marchandises par l'application successive des méthodes énoncées aux articles 129 à 132 du présent Code ou que les autorités douanières estiment à juste titre que ces méthodes ne peuvent être employées, la valeur en douane est déterminée par la méthode de l'estimation.

Pour déterminer la valeur en douane au moyen de la méthode de l'estimation, les autorités douanières se servent des renseignements dont elles disposent en matière de prix et de ceux qu'elles obtiennent à la suite d'une estimation indépendante (inspection) faite par des spécialistes quant à la cohérence entre le niveau de prix des marchandises et leur qualité, leur quantité et leur classification.

Les éléments suivants ne peuvent servir de base à la détermination de la valeur en douane au moyen de la méthode par estimation:

1. Le prix des marchandises sur le marché intérieur de la République du Kazakhstan.
2. Le prix auquel les marchandises sont vendues par le pays exportateur à des pays tiers.
3. Le prix de marchandises d'origine kazake sur le marché intérieur de la République du Kazakhstan.
4. Un prix établi de façon arbitraire ou qui ne repose pas sur des informations sûres.

Article 137. Report et fractionnement du paiement des droits de douane et des taxes

Le débiteur peut bénéficier d'un report ou d'un fractionnement du paiement des droits de douane sur décision des autorités douanières de la République du Kazakhstan qui procèdent aux formalités de dédouanement, sauf disposition contraire figurant dans le présent Code ou la législation kazake.

Le report ou le fractionnement du paiement ne peut dépasser trois mois à compter de la date d'acceptation de la déclaration en douane.

Lorsque l'administration fiscale accorde un report ou un fractionnement du paiement des droits de douane, des intérêts sont perçus au taux officiel de refinancement déterminé par la Banque nationale de la République du Kazakhstan.

Des garanties de paiement sont prises conformément à la procédure visée à l'article 138 du présent Code.

Le report ou le fractionnement du paiement des taxes se font conformément à la législation fiscale de la République du Kazakhstan.

Article 138. Garantie du paiement des droits de douane et des taxes

Le paiement des droits de douane et des taxes peut être garanti au moyen d'un gage sur les marchandises et les véhicules de transport, de garanties fournies par des tiers ou du dépôt de la somme due.

Les marchandises et les véhicules de transport gagés restent en possession du gageur, à moins que les autorités douanières de la République du Kazakhstan n'en décident autrement.

Le gageur ne peut aliéner les articles gagés sans le consentement des autorités douanières de la République du Kazakhstan.

L'enregistrement du gage et le recouvrement des créances sur les articles gagés se font conformément à la législation de la République du Kazakhstan.

Les garanties fournies par des banques ou des organisations agréées qui font certains types d'opérations bancaires peuvent servir de garantie pour le paiement des droits de douane et des taxes.

Les modalités d'application de ces garanties sont définies par les autorités douanières centrales de la République du Kazakhstan.

Si les conditions des garanties ne sont pas respectées, les autorités douanières peuvent refuser les garanties fournies par les banques ou autres organisations agréées en vue de garantir le paiement des droits de douane et des taxes.

Le montant des taxes à payer et des taxes qui seraient à payer si les marchandises étaient mises en libre pratique ou exportées conformément au régime douanier des exportations doit être déposé.

Aucun intérêt n'est versé sur les dépôts pendant la durée de la garde des fonds. Les modalités de dépôt et de remboursement des sommes dues sont déterminées par les autorités douanières centrales de la République du Kazakhstan.

Article 149. Exemption des droits de douane

Les articles suivants sont exemptés de droits de douane:

1. Les véhicules qui servent régulièrement au transport international de fret, de bagages et de passagers, ainsi que le matériel et les stocks et fournitures techniques, le carburant, la nourriture et tout autre élément nécessaire à l'entretien et à la subsistance en cours de route et lors des haltes en transit, ainsi que les éléments achetés à l'étranger pour réparer les véhicules à la suite d'un accident ou d'une panne.

2. Le matériel et les stocks et fournitures techniques, le carburant, la nourriture et tout autre élément exporté hors du territoire de la République du Kazakhstan pour servir aux activités de production des entreprises kazakes ou aux navires kazaks ou affrétés par des entreprises et des organisations kazakes qui se livrent au commerce maritime, ainsi que leurs produits importés sur le territoire de la République du Kazakhstan, sauf en ce qui concerne les redevances pour opérations douanières.
3. Les pièces et billets de banque, en monnaie nationale ou étrangère (sans valeur numismatique) ainsi que les valeurs mobilières, conformément à la législation de la République du Kazakhstan.
4. Les marchandises qui, à la suite d'un dommage antérieur à leur dédouanement lors du passage de la frontière de la République du Kazakhstan, sont devenues impropres à la consommation ou au stockage, sauf en ce qui concerne les redevances pour opérations douanières.
5. Les marchandises importées sur le territoire douanier de la République du Kazakhstan ou exportées de ce territoire au titre de l'aide humanitaire conformément à la procédure qui sera fixée par le Conseil des Ministres.
6. Les marchandises importées sur le territoire douanier de la République du Kazakhstan ou exportées de ce territoire à titre d'aide gratuite ou à des fins de bienfaisance, y compris la fourniture d'une assistance technique au titre des accords conclus avec des gouvernements, des Etats et des organisations internationales.
7. Les marchandises exemptées de droits de douane conformément à la législation kazake sur l'investissement étranger, sauf en ce qui concerne les redevances pour opérations douanières.
8. Les marchandises confisquées, sans propriétaire ou transférées à l'Etat au titre du droit d'héritage.
9. Les marchandises importées ou exportées par la Banque nationale de la République du Kazakhstan.
10. Les marchandises qui traversent les frontières douanières de la République du Kazakhstan dans le cadre des régimes douaniers qui prévoient l'exemption des droits de douane.
11. Les marchandises transportées par des personnes physiques à travers le territoire douanier de la République du Kazakhstan et qui ne sont pas destinées à des activités de production ni à d'autres activités commerciales conformément à l'article 108 du présent Code.

ANNEXE 5

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

Les normes et les règles de certification du Kazakhstan ne visent pas à créer des obstacles techniques au commerce ni à perturber les échanges. Elles ont essentiellement pour but de protéger la sécurité, la santé, les biens des citoyens et l'environnement.

1. Description des lois, règlements, arrêtés administratifs, etc., pertinents, se rapportant à la mise en oeuvre et à l'administration des obstacles techniques au commerce

La principale loi qui régit les normes et la certification au Kazakhstan est la Loi sur la normalisation et la certification, promulguée le 18 janvier 1993. Les autres textes législatifs en la matière sont les suivants:

- Résolution gouvernementale n° 411 sur la mise en place progressive de la certification obligatoire de produits en République du Kazakhstan (20 mai 1993);
- Résolution gouvernementale n° 225 sur l'approbation de la réglementation concernant le Comité de normalisation, de métrologie et de certification (22 février 1996);
- Arrêté sur le contrôle douanier des produits dont la certification est obligatoire (24 janvier 1994);
- Résolution gouvernementale n° 1891 sur l'approbation de la procédure de destruction ou de retransformation des produits jugés impropres à la vente et à la consommation (29 décembre 1995).

Les autres textes législatifs qui se rapportent indirectement à cette question sont les suivants:

- Loi sur la protection des droits des consommateurs (5 juin 1991);
- Résolution gouvernementale n° 637 sur l'approbation de la disposition concernant la compétence écologique de l'Etat (25 octobre 1991);
- Loi sur la protection sanitaire et épidémiologique de la population (23 mars 1995);
- Loi sur la protection de l'environnement (24 juin 1991);
- Loi sur la protection de la santé de la population au Kazakhstan (10 janvier 1992).

Les règles et procédures concernant la normalisation et la certification sont à la disposition du public et sont publiées dans la presse.

Loi sur la normalisation et la certification

L'article 2 de cette loi dispose que les normes et la certification au Kazakhstan n'ont pas pour objet de créer des obstacles techniques au commerce. Leurs principaux objectifs sont les suivants:

- garantir la sécurité des produits afin de protéger la vie et la santé de la population ainsi que l'environnement;

- supprimer les obstacles techniques au commerce et assurer la compétitivité des produits kazaks sur les marchés mondiaux;
- faire en sorte que les produits soient compatibles et interchangeables;
- répondre aux exigences de qualité des consommateurs.

La Loi sur la normalisation et la certification dispose que le seul organisme public chargé de faire appliquer cette loi est le Comité de normalisation, de métrologie et de certification (GosStandard) de la République du Kazakhstan. Les fonctions de ce comité sont notamment les suivantes:

- adopter, supprimer et modifier des normes;
- tenir à jour la liste des normes et donner des renseignements concernant les normes;
- agréer les organismes de certification nationaux et étrangers autorisés à opérer au Kazakhstan;
- surveiller le respect de la Loi et sanctionner les infractions (par des amendes, arrêts de la production, interdictions de vente, etc.);
- mettre en place le régime national de normalisation et de certification;
- représenter le Kazakhstan dans les organisations internationales pour les questions de normalisation et de certification;
- négocier avec les autres pays des accords de normalisation et de certification.

La Loi envisage la mise au point de normes inter-Etats (GOST) et de normes nationales (ST RK). Les normes inter-Etats sont élaborées par le Comité inter-Etats de normalisation, de métrologie et de certification de la CEI (CEIGosStandard), dont le Kazakhstan est membre. Elles sont élaborées, approuvées et enregistrées conformément aux procédures fixées dans un accord intergouvernemental conclu entre les pays de la CEI. Le Kazakhstan a signé l'Accord entre les Etats membres de la CEI relatif à l'application de la politique convenue dans le domaine de la normalisation, de la métrologie et de la certification, en date du 13 mars 1992, dont l'article premier prévoit l'harmonisation des nouvelles normes GOST avec les normes internationales et régionales et les principales normes nationales. Actuellement, la plupart des normes appliquées dans l'industrie sont des normes GOST.

Selon l'article 8.1 de cette loi, les normes nationales doivent être fondées sur les progrès scientifiques et techniques réalisés dans le pays et à l'étranger. Les propositions d'adoption, de modification ou de suppression des normes sont en principe élaborées par des comités techniques. Il existe actuellement au Kazakhstan 14 comités techniques sectoriels réunissant des producteurs, des consommateurs, des associations de consommateurs, des chercheurs et spécialistes éminents, des associations de chercheurs et d'ingénieurs, divers ministères et organismes publics (tels que le Ministère de la protection sanitaire pour la réglementation sur les indicateurs de santé et le Ministère de l'écologie pour les normes écologiques) et des représentants de GosStandard et de ses organes régionaux. Les comités techniques sont chargés de rédiger les propositions initiales et de les communiquer, par courrier direct, aux organismes publics et privés intéressés pour recueillir leurs observations bien avant que ces propositions ne soient soumises à GosStandard pour être définitivement approuvées. GosStandard approuve l'adoption, la modification ou la suppression des normes nationales en publiant des résolutions.

Les producteurs nationaux ont le droit de produire des produits conformément i) aux normes internationales et régionales et aux normes nationales d'autres pays (article 10.2) et ii) à leurs propres spécifications techniques (article 8.4). Dans les deux cas, ils doivent veiller à ce que ces normes ne soient pas contraires aux normes GOST ni aux normes nationales. L'article 10 interdit la production de produits sans documents normatifs. Les producteurs nationaux doivent en outre faire enregistrer leurs spécifications auprès de GosStandard (article 9.1 et 9.2).

L'article 22 prévoit deux types de certification: obligatoire et volontaire. La certification volontaire, qui atteste de la conformité aux normes, est faite à l'initiative du fournisseur (fabricant ou vendeur) ou du consommateur. La certification obligatoire est destinée à protéger la sécurité, la vie et la santé de la population, les biens et l'environnement. La liste des catégories de produits soumis à certification obligatoire est établie par les pouvoirs publics. Elle figure dans la Résolution gouvernementale n° 411. L'article 23 dispose que les producteurs kazaks ne peuvent vendre au Kazakhstan les produits concernés sans avoir obtenu un certificat de conformité. De même, ces produits ne peuvent être importés sans ce certificat. Lorsque la certification est requise pour des raisons de santé publique, les produits doivent subir un contrôle d'hygiène.

Les réglementations et procédures de certification obligatoire ne sont pas discriminatoires.

Les formalités et les prescriptions en matière de certification et d'accréditation des organismes de certification et des laboratoires d'essais sont fixées par GosStandard (Normes de la République du Kazakhstan n° 3.1-93, 3.2-94, 3.4-94, 3.3-94 et 3.0-94). Toute entité nationale ou étrangère, quel que soit son régime de propriété, peut demander à être accréditée pour faire des essais et délivrer des certificats de conformité (article 3.4 de la norme n° 3.2-94). Les conditions à remplir pour obtenir l'accréditation sont les mêmes pour les entités nationales et étrangères. Au 1er janvier 1996, le Kazakhstan comptait 33 organismes de certification et 207 laboratoires d'essais.

Aux termes de l'Accord entre les Etats membres de la CEI relatif à l'application d'une politique concertée dans le domaine de la normalisation, de la métrologie et de la certification, le Kazakhstan reconnaît les certificats délivrés par les organismes publics des pays suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine. Cinq sociétés étrangères sont également accréditées par GosStandard pour la délivrance de certificats:

- Gaz de France (France);
- MertControl (Hongrie);
- Société générale de surveillance (SGS) (Suisse);
- TÜV Rheinland Holding AG (Allemagne);
- Institut turc de normalisation (Turquie).

GosStandard a 19 antennes régionales (une pour chacune des régions du pays), qui assurent surtout des fonctions de supervision. Treize de ces antennes sont accréditées pour délivrer des certificats. Les antennes régionales peuvent participer aux travaux d'élaboration de nouvelles normes au sein des comités techniques, mais seul GosStandard peut approuver l'adoption, la modification ou la suppression de normes.

GosStandard tient à jour la liste des organismes accrédités au Kazakhstan pour procéder à des essais et délivrer des certificats, des organismes de certification étrangers accrédités et de ses propres organismes régionaux accrédités. Les importateurs peuvent lui demander communication de cette liste.

Résolution gouvernementale n° 411

La Résolution gouvernementale n° 411 contient la liste des catégories de produits soumis à certification afin de protéger la sécurité et la santé de la population, les biens et l'environnement. Cette liste énumère tous les produits qui doivent être certifiés conformes à des normes de produits, des normes sanitaires ou des normes écologiques.

1. Produits destinés aux enfants;
2. Eau de boisson;
3. Denrées alimentaires, produits de l'agriculture et produits fourragers;
4. Matériel médical;
5. Produits pharmaceutiques et plantes médicinales;
6. Produits de consommation en contact avec la peau, les denrées alimentaires ou l'eau potable;
7. Matières premières combustibles;
8. Produits chimiques ménagers;
9. Parfums et cosmétiques;
10. Engrais chimiques et minéraux toxiques;
11. Articles ménagers issus de l'industrie mécanique et de la fabrication d'instruments;
12. Machines agricoles;
13. Engins de travaux publics;
14. Moyens d'autodéfense;
15. Articles électriques, radiotechniques et électroniques, en ce qui concerne la compatibilité et la sécurité électromagnétiques;
16. Matériaux et éléments de construction;
17. Moyens de communication;
18. Substances et matières inflammables et explosives et produits composés de ces substances et matières;
19. Aéronefs, leurs éléments et le matériel d'entretien;
20. Navires, bateaux et petites embarcations civils, réfrigérateurs de bateau, engins de levage et conteneurs, et matériaux et articles employés dans la construction navale;

21. Matériel roulant, voies de chemin de fer, matériel électrotechnique, systèmes d'alarme et moyens de communication;
22. Véhicules automobiles;
23. Matériel d'exploitation minière, matériel électrique pour les mines, matières et moyens explosifs, appareils à haute pression et engins de levage;
24. Matériel faisant partie des centrales nucléaires et produits dangereux.

La vente de ces produits au Kazakhstan est interdite sans certificat, qu'ils aient été fabriqués sur place ou importés.

GosStandard a publié le 31 janvier 1995 sa Résolution n° 1 relative à l'application de la Résolution n° 411, qui contient la liste détaillée des produits devant obligatoirement être certifiés, classés selon la nomenclature du SH sur la base des catégories énumérées dans la Résolution n° 411.

Résolution gouvernementale n° 255

Cette résolution approuve les dispositions relatives à GosStandard, qui énoncent en détail les tâches, les fonctions, les obligations et les structures de l'organisme.

Arrêté sur le contrôle douanier des produits dont la certification est obligatoire

Cet arrêté est un accord signé entre le Comité douanier, l'Inspection sanitaire et GosStandard.

Il dispose que tous les produits importés au Kazakhstan dont la certification est obligatoire doivent être contrôlés par la douane. L'importation de ces produits doit être accompagnée de l'un des documents suivants:

- certificat de GosStandard délivré par un organisme de certification kazak accrédité;
- certificat délivré par l'un des organismes nationaux de certification des pays suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine;
- certificat délivré par l'un des organismes de certification étrangers accrédités par GosStandard;
- formulaire de déclaration-demande rempli par l'importateur si les marchandises importées ne sont pas accompagnées d'un certificat. L'importateur peut dédouaner les marchandises mais doit commencer les formalités de certification dans un délai de dix jours et ne peut vendre les marchandises tant qu'il n'a pas obtenu le certificat.

Si l'importateur décide de ne pas remplir de formulaire de déclaration-demande, les marchandises sont gardées dans un entrepôt douanier payant jusqu'à ce que le certificat ait été délivré par un organisme accrédité. Il peut prélever des échantillons pour faire procéder à des essais. Les marchandises ne peuvent rester plus de trois ans dans l'entrepôt douanier.

Résolution gouvernementale n° 1891

Si l'on constate que les marchandises importées ne répondent pas aux normes et sont jugées dangereuses, une commission spéciale est créée afin de déterminer si elles doivent être retraitées, détruites ou renvoyées dans leur pays d'origine. L'importateur peut déposer un recours contre la décision de la commission. Entre-temps, les marchandises doivent rester sous surveillance douanière, les frais d'entreposage étant à la charge de l'importateur.

La décision de détruire immédiatement les marchandises peut être prise si leur entreposage s'avère dangereux pour des raisons sanitaires, s'il n'y a pas assez de place dans les entrepôts ou si les marchandises ne peuvent être entreposées sans dommage.

Autres textes législatifs connexes

En vertu de la Loi sur la protection sanitaire et épidémiologique de la population et de la Loi sur la protection de la santé de la population au Kazakhstan, le Ministère de la protection sanitaire est habilité i) à élaborer et approuver des normes et règles de protection sanitaire et d'hygiène et à en contrôler le respect, ii) à approuver les normes et spécifications techniques nationales en matière de santé avant leur adoption par GosStandard, et iii) à veiller à la protection sanitaire et épidémiologique de la population. Aux termes de cette loi, les normes de protection sanitaire et d'hygiène doivent être publiées et diffusées. Les nouvelles normes doivent être publiées dans la presse dans le mois qui suit leur adoption.

La Loi sur la protection de l'environnement habilite le Ministère de l'écologie à élaborer et à approuver les règles, réglementations et normes relatives à la protection de l'environnement. Les normes relatives à la santé et à l'environnement doivent être adoptées par GosStandard en concertation avec, respectivement, le Ministère de la santé et le Ministère de l'écologie.

La Loi sur la protection des consommateurs donne aux consommateurs et aux associations de consommateurs le droit de participer à l'élaboration des normes. Elle dispose en outre que les consommateurs ont le droit d'exiger des produits sans danger et de bonne qualité et d'avoir des informations complètes et dignes de foi sur ces produits.

2. Renseignements concernant:

a) Les titres des publications, s'il en existe, sur les travaux se rapportant à des projets de règlements techniques ou de normes et procédures

Il existe plusieurs publications sur les travaux se rapportant à des projets de règlements techniques, de normes ou de procédures. Elles sont contenues dans un bulletin spécial intitulé "Nouvelles de GosStandard" et une revue périodique intitulée "Manuel d'information sur les normes kazakes", publiés par GosStandard. L'Association des consommateurs du Kazakhstan édite également des publications similaires.

b) Le nom et l'adresse du (des) point(s) d'information prévu(s) à l'article 10.1 et 10.3 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (l'Accord), en indiquant s'il est (s'ils sont) pleinement opérationnel(s)

L'article 12 de la Loi sur la normalisation et la certification a institué un Fonds national de documents normatifs qui relève de GosStandard. Les fonctions de cet organisme sont les suivantes: tenir à jour une documentation sur les normes et les spécifications techniques; recueillir et conserver les normes, réglementations et recommandations internationales et régionales en matière de normalisation,

de métrologie et de certification; recueillir et conserver les normes nationales des pays étrangers; et communiquer des renseignements sur les normes kazakes et étrangères. Il possède 28 500 documents normatifs, dont 4 700 normes internationales. Un service de renseignements a été créé afin de répondre à toutes les demandes des entités nationales et des entités ou pays étrangers et de fournir les documents visés à l'article 10.1 et 10.3 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.

L'adresse et les numéros de téléphone et de télécopie de GosStandard sont les suivants:

State Fund of Normative Documents
Kazakhstan Committee on Standardization, Metrology & Certification
83 Altynsaryn street, Almaty 480035

Téléphone: (7/8)* 3272 21 08 08

Télécopie: (7/8)* 3272 28 68 22

*sept à partir des pays extérieurs à la CEI, huit à partir des pays de la CEI

c) Le nom et l'adresse de l'organisme chargé des consultations prévues à l'article 14 de l'Accord

L'organisme chargé des consultations prévues à l'article 14 de l'Accord est GosStandard, dont l'adresse figure à l'alinéa b) ci-dessus.

d) Le nom et l'adresse des organismes chargés d'autres fonctions spécifiques prévues dans l'Accord

GosStandard, dont l'adresse figure à l'alinéa b) ci-dessus, peut se charger d'autres fonctions prévues dans l'Accord.

e) Le domaine de responsabilité des autorités du gouvernement central pour ce qui est des prescriptions en matière de notification, ainsi qu'il est prévu à l'article 10.11 de l'Accord, et de chaque autorité du gouvernement si la responsabilité est partagée entre deux autorités ou plus

GosStandard est la seule autorité du gouvernement central compétente pour les procédures de notification prévues à l'article 10.11 de l'Accord.

f) Les mesures et dispositions prises pour faire en sorte que les autorités nationales et infranationales élaborant de nouveaux règlements techniques ou des amendements substantiels à des règlements techniques existants communiquent rapidement des renseignements sur leurs projets

Les propositions d'adoption, de modification ou de suppression de normes sont élaborées par les comités techniques, qui établissent des plans annuels concernant les normes à définir ou à modifier. Ces plans sont approuvés par GosStandard et distribués à tous les membres des comités techniques et à toutes les institutions intéressées.

Les comités techniques réunissent des représentants des producteurs, des consommateurs, des associations de consommateurs, des chercheurs et spécialistes éminents, des associations de chercheurs et d'ingénieurs, et des représentants de GosStandard et de ses organes régionaux. Ils sont chargés de rédiger les propositions initiales et de les communiquer, par courrier direct, aux organismes publics et privés intéressés pour recueillir leurs observations bien avant que ces propositions ne soient soumises à GosStandard pour être définitivement approuvées. GosStandard approuve l'adoption, la modification ou la suppression des normes nationales en publiant des résolutions.

Les propositions paraissent en outre dans les publications concernées (voir alinéa a) ci-dessus).

ANNEXE 6RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU COMMERCE D'ETAT

Il n'y a pas au Kazakhstan d'entreprises gouvernementales visées par les dispositions de l'article XVII ou du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994. Le gouvernement n'accorde à aucune entreprise publique ou privée, y compris les offices de commercialisation, de droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux, y compris des pouvoirs légaux ou constitutionnels, dans l'exercice desquels ces entreprises influent, par leurs achats ou leurs ventes, sur le niveau ou l'orientation des importations ou des exportations. Les entreprises commerciales publiques et privées opèrent dans un contexte non discriminatoire et concurrentiel. Il n'existe aucune société d'importation ou d'exportation jouissant de droits exclusifs, sauf les sociétés autorisées par l'Etat à faire le commerce des matières militaires et des matières nucléaires connexes ainsi que des métaux précieux, activités qui entrent dans le cadre des exceptions prévues aux articles XXI et XX du GATT de 1994.

En outre, la Loi sur la promotion de la concurrence et la restriction des activités monopolistiques (articles 6 et 8), adoptée le 11 juin 1991, interdit aux organismes publics et administratifs de restreindre la concurrence.

Une licence est requise pour l'importation et l'exportation d'un certain nombre de produits (voir section IV.1f) et IV.2d)). Elle peut être demandée par toute entité économique.

ANNEXE 7

SERVICES

I. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES

1. Services professionnels

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
a) Services juridiques	Ministère de la justice: avocats	<p>Loi de la RSS du Kazakhstan sur les amendements et les ajouts à la réglementation concernant la profession d'avocat (28 juin 1991).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 12: avocats habilités à plaider pour le compte de leurs clients: diplôme de droit du niveau supérieur, deux ans d'expérience et examen d'aptitude professionnelle. Les personnes qui ont déjà travaillé comme avocat, juge, enquêteur, procureur ou qui sont titulaires d'un doctorat de droit sont dispensées de l'examen d'aptitude professionnelle. - Personnes condamnées pour des crimes ou délits considérés par le Barreau comme incompatibles avec le rôle ou le prestige de l'avocat. - Les avocats et leurs assistants ne sont pas autorisés à exercer des fonctions publiques.
b) Services comptables, d'audit et de tenue de livres	Ministère des finances: audit	<p>Loi sur les activités d'audit en République du Kazakstan (18 octobre 1993).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 2: conditions à remplir pour l'inscription des cabinets d'audit et des commissaires aux comptes (étrangers ou nationaux). - Certificat professionnel (valable cinq ans) délivré par le Comité des qualifications du Ministère des finances à l'issue d'un examen organisé par la Chambre des commissaires aux comptes. - Article 4: les commissaires aux comptes et leurs assistants ne peuvent exercer des fonctions publiques, sauf dans les établissements publics de recherche et d'enseignement. Les personnes qui ont été condamnées pour des délits économiques ne peuvent exercer des activités d'audit.

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
		- Article 8: pour obtenir le certificat, il faut avoir un niveau d'études secondaire ou supérieur et une expérience économique, financière, comptable ou juridique.
c) Services de conseil fiscal	Néant	Non prévues par la législation
d) Services d'ingénierie	Ministère de la construction, du logement et de l'aménagement du territoire: études, recherche, expertises et opérations de construction et d'installation, opérations liées à la fabrication des matériaux, articles et modules de construction (connaissances sanitaires et écologiques exigées)	Loi sur l'architecture et l'aménagement urbain en République du Kazakhstan (22 octobre 1993): - Article 293: confirmation des documents d'aménagement urbain; agrément des organismes locaux d'architecture et d'aménagement urbain.
e) Services d'architecture	Comme pour le point d) ci-dessus	Comme pour le point d) ci-dessus
f) Services intégrés d'ingénierie	Comme pour le point d) ci-dessus	Comme pour le point d) ci-dessus
g) Services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère	Comme pour le point d) ci-dessus	Comme pour le point d) ci-dessus
h) Services médicaux et dentaires	Ministère de la protection sanitaire: activités médicales	Loi sur la protection sanitaire de la population en République du Kazakhstan (10 janvier 1992): - Article 39: formation clinique; diplôme délivré par un établissement d'enseignement médical ou spécialisé agréé du niveau supérieur ou un établissement reconnu par le Kazakhstan.
i) Services vétérinaires	Ministère de l'agriculture: services vétérinaires	Décret-loi président sur la médecine vétérinaire (25 juillet 1995): - Article 5: études vétérinaires supérieures ou spécialisées.
j) Services des accoucheuses, infirmières et physiothérapeutes et du personnel paramédical	Comme pour le point h) ci-dessus	Comme pour le point h) ci-dessus

Un système d'agrément a été mis en place pour les services médicaux et dentaires et les services des accoucheuses, infirmières et physiothérapeutes et du personnel paramédical.

2. Services informatiques et services connexes

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
a) Services de consultation en matière d'installation des matériels informatiques	Néant	Non prévues par la législation
b) Services de réalisation de logiciels	Néant	Non prévues par la législation
c) Services de traitement de données	Néant	Non prévues par la législation
d) Services de bases de données	Néant	Non prévues par la législation

3. Services de recherche-développement

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
a) Services de R&D en sciences naturelles	Néant	Non prévues par la législation
b) Services de R&D en sciences sociales et humaines	Néant	Comme pour le point a) ci-dessus
c) Services de R&D interdisciplinaires	Néant	Comme pour le point a) ci-dessus

4. Services immobiliers

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
a) Services immobiliers se rapportant à des biens propres ou loués	Néant	Non prévues par la législation
b) Services immobiliers à forfait ou sous contrats	Néant	Non prévues par la législation

5. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
a) Services de location simple ou en crédit-bail de bateaux	Néant	Non prévues par la législation
b) Services de location simple ou en crédit-bail d'aéronefs	Néant	Non prévues par la législation
c) Services de location simple ou en crédit-bail d'autres matériels de transport	Néant	Non prévues par la législation
d) Services de location simple ou en crédit-bail d'autres machines et matériel	Néant	Non prévues par la législation

6. Autres services fournis aux entreprises

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
a) Services de publicité	Néant	Non prévues par la législation
b) Services d'études de marché et de sondages	Néant	Non prévues par la législation
c) Services de conseil en gestion	Néant	Non prévues par la législation
d) Services liés aux services de consultation en matière de gestion	Néant	Non prévues par la législation
e) Services d'essais et d'analyses techniques	Comité de normalisation, de métrologie et de certification: commercialisation et location d'instruments de mesure (connaissances sanitaires exigées)	Non prévues par la législation
f) Services annexes à l'agriculture, à la chasse et à la sylviculture	Ministère de l'écologie et des ressources biologiques: Comité des forêts et de la chasse: ressources forestières (connaissances écologiques exigées)	Loi sur la protection, la reproduction et l'emploi des animaux (21 octobre 1993): - Article 40: examen à passer pour le permis de chasse

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
g) Services annexes à la pêche	Ministère de l'écologie et des ressources biologiques: pêche (connaissances écologiques exigées)	Non prévues par la législation
h) Services annexes aux industries extractives	Administration gouvernementale des activités minières des oblasts: exploitation des ressources explorées (connaissances sanitaires, écologiques et minières exigées)	Non prévues par la législation
i) Services annexes aux industries manufacturières	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'industrie et du commerce: transformation des matières premières (connaissances minières exigées) - Inspection chargée de veiller à l'emploi rationnel des métaux ferreux et non ferreux: achat, entreposage, transformation et commercialisation par les personnes morales de déchets de métaux ferreux et non ferreux 	Non prévues par la législation
j) Services annexes à la distribution d'énergie	Ministère de l'énergie et des charbonnages: transport et distribution de l'énergie électrique et thermique	Non prévues par la législation
k) Services de placement et de fourniture de personnel	Néant	Non prévues par la législation
l) Services d'enquêtes et de sécurité	Ministère de l'intérieur: fourniture par des entités non gouvernementales de services juridiques en matière d'enquête et de sécurité	Non prévues par la législation
m) Services connexes de consultation scientifiques et techniques	Néant	Non prévues par la législation
n) Services d'entretien et de réparation de matériel (à l'exclusion des navires pour la navigation maritime, aéronefs ou autres matériels de transport)	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'énergie et des charbonnages: réparation de chaudières, cuves et conduites sous pression; réparation de matériel électrique antidéflagrant (connaissances minières exigées) 	Non prévues par la législation

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la construction, du logement et de l'aménagement du territoire: réparation des ascenseurs (connaissances minières exigées) - Ministère de l'industrie et du commerce: réparation du matériel chimique, de forage et d'exploitation des mines, des systèmes de contrôle, des systèmes de sécurité et d'alarme et des dispositifs de levage (connaissances écologiques et minières exigées) - Ministère de l'industrie pétrolière et gazière: réparation du matériel pétrolier et gazier, réparation des installations au gaz des logements et des bâtiments publics (connaissances minières exigées) - Ministère de la géologie et de la protection du sous-sol: réparation du matériel de prospection géologique (connaissances minières exigées) - Comité de normalisation, de métrologie et de certification: réparation des instruments de mesure (connaissances sanitaires exigées) 	
o) Services de nettoyage de bâtiments	Néant	Non prévues par la législation
p) Services photographiques	Néant	Non prévues par la législation
q) Services de conditionnement	Néant	Non prévues par la législation
r) Services d'impression et de publication	Néant	Non prévues par la législation
s) Services de congrès	Néant	Non prévues par la législation

II. SERVICES DE COMMUNICATION

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
1. Services postaux	Ministère des transports et des communications: activités ayant trait aux communications postales, sauf les activités technologiques, les communications internes aux entreprises et les services de courriers; exploitation des lignes nationales et internationales (connaissances écologiques exigées)	Non prévues par la législation
2. Services de courriers	Néant	Non prévues par la législation
3. Services de télécommunication	Ministère des transports et des communications: services de télécommunication; exploitation des lignes nationales et internationales (connaissances écologiques exigées)	Non prévues par la législation
a) Services de production et de distribution de films cinématographiques et de bandes vidéo	Néant	Non prévues par la législation
b) Services de projection de films cinématographiques	Néant	Résolution gouvernementale sur les règles concernant la présentation publique de productions cinématographiques et vidéo en République du Kazakhstan (5 juillet 1995): - Article premier: autorisation de diffusion de productions cinématographiques et vidéo
c) Services de radio et de télévision	Néant	Non prévues par la législation
d) Services de retransmission d'émissions radiophoniques et télévisuelles	Ministère des transports et des communications: utilisation des fréquences radio (connaissances sanitaires exigées)	Non prévues par la législation
e) Services d'enregistrement sonore	Néant	Non prévues par la législation

Les services de communication ont représenté environ 1 pour cent du PIB en 1994 et 2 pour cent en 1995. Il existe plus de 600 entreprises dans ce secteur, qui emploie environ 2 pour cent de la population active.

1. Services postaux

La Société nationale des communications postales est propriétaire des postes et en assure l'exploitation. Le tarif des principaux services est établi par le Comité antitrust, conformément à la Résolution gouvernementale n° 1171 du 19 octobre 1994.

L'infrastructure de la Société nationale des communications postales est très dense dans l'ensemble du pays. Il y a au total 4 355 bureaux de poste, qui offrent tous les services nationaux et internationaux. Les principaux services sont les suivants:

- distribution du courrier (lettres, cartes postales, courrier d'affaires, courrier recommandé);
- distribution de journaux et de périodiques;
- services de colis et de messagerie;
- envoi de pensions et de fonds;
- distribution de télégrammes;
- envoi de courrier express à l'intérieur du Kazakhstan ainsi que vers la Chine et le Kirghizistan.

En général, les délais de tri et d'acheminement du courrier correspondent aux normes internationales. Le tableau A7.1 indique le volume du courrier traité par les services postaux en 1994 et au premier semestre de 1995. On ne dispose pas d'informations sur les envois express.

Tableau A7.1

Nombre d'envois postaux (millions) en 1994 et au premier semestre de 1995

Type d'envoi	1994	1995
Lettres	69,8	51,0
Journaux et périodiques	257,6	165,3
Colis	0,6	0,5
Envoi de fonds et de pensions	23,6	21,8
Télégrammes	6,8	6,8

2. Services de courriers

Dans l'ensemble du Kazakhstan, sept entreprises publiques, six entreprises privées et cinq entreprises étrangères assurent des services d'acheminement de colis et de courrier par messagerie. Le trafic international est essentiellement assuré par des sociétés telles que DHL, UPS, Pony Express, TNT et AseExpress.

3. Services de télécommunication

Le secteur des télécommunications a été déréglementé. Le réseau de télécommunication est aux mains de la société nationale par actions Kazaktelecom, qui possède 35 filiales, dont 31 offrent des services de télécommunication. Le tarif de ses services est établi par le Comité antitrust.

Toutes les autres entreprises de télécommunication peuvent accéder dans les mêmes conditions au réseau afin d'offrir leurs services. Le Ministère des transports et des communications a délivré des licences à 46 entreprises qui offrent différents types de services.

Plusieurs sociétés étrangères (de nationalité allemande, américaine, australienne, canadienne, française ou turque) ont actuellement des contrats et ont constitué des coentreprises en vue de moderniser et de développer l'infrastructure de télécommunication ainsi que d'offrir divers types de services. L'objectif du Kazakhstan est d'atteindre le niveau d'équipement de l'OCDE (40 lignes pour 100 habitants). Pour l'instant, le pays compte 20 stations satellite terrestres.

Les principaux services de télécommunication existant au Kazakhstan sont les suivants:

a) Services téléphoniques

Les services téléphoniques locaux sont le plus souvent assurés par les filiales locales de Kazaktelecom. Il y a en outre cinq entreprises privées qui offrent des services locaux et une qui offre des services internationaux. Dans la plupart des grandes villes, les communications interurbaines et internationales sont automatiques. On compte 13,2 raccordements téléphoniques pour 100 habitants. Le nombre de communications interurbaines et internationales a été d'environ 125,9 millions (dont 1,8 million de communications internationales) en 1994 et 127,7 millions (dont 3 millions de communications internationales) en 1995.

b) Services télex

Il y a dans le pays plus de 3 000 utilisateurs des services télex (nationaux et internationaux).

c) Services télégraphiques

Tous les grands bureaux de poste peuvent envoyer des télégrammes dans le monde entier. Environ 6,8 millions de télégrammes ont été envoyés en 1994 et à peu près autant en 1995.

d) Services de télécopie

De nombreux bureaux de poste, hôtels, centres d'affaires et autres établissements privés offrent des services de télécopie. Les télécopies peuvent être acheminées par les lignes téléphoniques normales.

e) Installation, exploitation et entretien de systèmes radiotéléphoniques, de systèmes de communication mobile et de systèmes de radiomessagerie

Sept entreprises locales et trois coentreprises offrent ce type de service. La demande de communications téléphoniques mobiles augmente rapidement. Deux coentreprises à participation étrangère offrent des services de communication mobile.

f) Services de courrier électronique

Plus de dix entreprises, pour la plupart étrangères, offrent des services de courrier électronique par Internet. Ces services ne sont disponibles que dans les grandes villes.

Avec la modernisation du réseau de télécommunications, de nouveaux types de services apparaissent progressivement dans le pays, à savoir notamment:

- services de transmission de données avec commutation par paquets;
- services de transmission de données avec commutation de circuits;
- services de circuits loués privés;
- services d'audio-messagerie téléphonique;
- services directs de recherche d'informations et de serveur de bases de données;
- services d'échange électronique de données;
- services à valeur ajoutée/améliorés de télécopie, y compris enregistrement et retransmission et enregistrement et recherche;
- services de conversion de codes et de protocoles;
- services de traitement direct de l'information et/ou de données (y compris traitement de transactions).

4. Services audiovisuels

a) Services de production et de distribution de films cinématographiques et de bandes vidéo

Il y a 19 studios (un public et 18 privés) de production de films nationaux et au moins 29 entreprises de distribution de films cinématographiques et de bandes vidéo nationaux et étrangers.

b) Services de projection de films cinématographiques

Le Kazakhstan compte 221 salles de cinéma, qui ont réalisé plus de 6 millions d'entrées en 1995.

c) Services de radio et de télévision

Le Kazakhstan possède un vaste réseau de radiodiffusion et de télédiffusion. Outre la radio et la télévision publiques, il y a au moins 30 sociétés privées de radio et de télévision, dont certaines diffusent 24 heures sur 24. Les principaux services offerts par les stations publiques et privées de radio et de télévision sont des services publicitaires.

Des services de télévision par satellite sont également offerts dans les grandes villes par cinq sociétés, avec un accès à plus de 20 chaînes internationales (CNN, BBC, Pakistani TV, Canal France International, India TV, Turkish International TV, Star TV, Sport TV, MTV, etc.).

d) Services de retransmission d'émissions radiophoniques et télévisuelles

Les services de retransmission d'émissions radiophoniques et télévisuelles sont assurés par les réseaux des sociétés publiques et privées de radio et de télévision. Le Kazakhstan possède un réseau assez dense de stations de retransmission qui le relie à tous les pays de la CEI, avec huit services de retransmission (cinq services privés et trois services publics).

Un consortium de télécommunications a été créé pour mener à bien un projet de 29 millions de dollars consistant à mettre en place un réseau national de télévision, de radiodiffusion et de transmission de données par satellite.

Les équipements de retransmission sont récapitulés dans le tableau ci-après.

Tableau A7.2

Retransmission	1994	1995 (premier semestre)
Nombre de relais hertziens principaux	2 953 791	2 769 294
Nombre de stations réceptrices de télévision par satellite	1 336	1 424
Nombre de stations de radio en ondes ultracourtes 4M	134	145

e) Services d'enregistrement sonore

Les services d'enregistrement sonore sont assurés par les sociétés publiques de radio et de télévision ainsi que par un réseau assez développé de studios d'enregistrement privés. Le pays compte un millier de studios d'enregistrement de toutes dimensions.

III. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGENIERIE CONNEXES

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
1. Travaux généraux de construction de bâtiments	Comme pour le point I.1 d) ci-dessus	Comme pour le point I.1 d) ci-dessus
2. Travaux généraux de construction d'ouvrages de génie civil	Ministère de la construction, du logement et de l'aménagement du territoire: travaux de construction liés à l'installation du gaz dans les logements et les bâtiments publics (connaissances minières exigées)	Comme pour le point I.1 d) ci-dessus
3. Travaux de pose d'installations et de montage	Ministère de la construction, du logement et de l'aménagement du territoire: installations pétrolières et gazières, prospection géologique et matériel d'exploitation minière (connaissances minières exigées); installation de réseaux de gaz pour les logements et les bâtiments publics; installation d'ascenseurs (connaissances minières exigées)	Comme pour le point I.1 d) ci-dessus
4. Travaux d'achèvement et de finition des bâtiments	Néant	Non prévues par la législation

IV. SERVICES DE DISTRIBUTION

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
1. Services de courtage	Néant	Non prévues par la législation
2. Services de commerce de gros	Néant	Non prévues par la législation
3. Services de commerce de détail	Néant	Non prévues par la législation
4. Services de franchisage	Néant	Non prévues par la législation

V. SERVICES D'EDUCATION

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
1. Services d'enseignement primaire	Néant	Loi sur l'éducation en République du Kazakhstan (18 janvier 1992): - Article 27: formation et études spécialisées
2. Services d'enseignement secondaire	Ministère de l'éducation: activités des établissements qui dispensent un enseignement secondaire ou professionnel avec le droit de délivrer des diplômes dans certaines professions	Comme pour le point 1 ci-dessus
3. Services d'enseignement supérieur	Ministère de l'éducation: activités des établissements d'enseignement qui dispensent un enseignement supérieur avec le droit de délivrer des diplômes dans certaines professions	Comme pour le point 1 ci-dessus
4. Services d'enseignement pour adultes	Néant	Non prévues par la législation

VI. SERVICES CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
1. Services d'assainissement	Néant	Non prévues par la législation
2. Services d'enlèvement des ordures	Néant	Non prévues par la législation
3. Services de voirie et services analogues	Ministère de la protection sanitaire: désinfection et désodorisation des habitations et des bâtiments publics (connaissances sanitaires exigées)	Non prévues par la législation

VII. SERVICES FINANCIERS

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
1. Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance	Office national de supervision de l'assurance: activités d'assurance directe	Décret-loi présidentiel sur l'assurance (3 octobre 1995): - Article 43: enregistrement des compagnies d'assurance; capital minimal égal à 40 000 fois l'indice mensuel d'évaluation
c) Services de réassurance et de rétrocession	Comme pour le point 1 ci-dessus	Non prévues par la législation
d) Services auxiliaires de l'assurance (y compris services de courtage et d'agence)	Néant	Non prévues par la législation
2. Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)	Banque nationale: activités bancaires, activités de compensation et de règlement, opérations en devises au sens de la réglementation des changes	Décret-loi présidentiel sur les banques et les activités bancaires en République du Kazakhstan (31 août 1995): - Article premier: autorisation de la Banque nationale et enregistrement des banques auprès du Ministère de la justice - Article 12: les banques (sauf la Banque nationale) doivent être des sociétés par actions (sans droit d'émettre des actions au porteur) - Capital minimal des banques: 3 millions de dollars; pour les banques d'affaires: 4,6 millions de dollars - Les cadres de banques doivent avoir fait des études supérieures et avoir une connaissance suffisante de la législation bancaire et économique. Ils doivent avoir un casier judiciaire vierge, ne pas avoir dirigé d'entreprise ayant fait faillite ni de banque dont l'agrément a été retiré pour infraction à la législation.

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
		- Le président du conseil d'administration et ses adjoints, le directeur financier et ses adjoints ainsi que le directeur et le chef comptable de chaque agence ne peuvent être nommés qu'avec l'approbation de la Banque nationale et doivent avoir, en principe, plus de deux ans d'expérience bancaire.
g) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions	Commission boursière nationale: activités professionnelles sur le marché des valeurs mobilières et activités des bourses; fabrication et importation de papiers de sécurité	Décret-loi présidentiel sur la Bourse des valeurs mobilières (21 avril 1995): - Article 17: enregistrement des valeurs mobilières, examen des documents - Article 32: capital minimal égal à 10 000 fois l'indice mensuel d'évaluation
j) Services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables	Comme pour le point g) ci-dessus	Comme pour le point g) ci-dessus

Au Kazakhstan, les services financiers incluent la banque, l'assurance, le change des devises fortes et les activités boursières.

1. Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance

Le marché de l'assurance au Kazakhstan est assez récent et en cours de développement. Son cadre juridique est constitué par les lois et réglementations suivantes:

- Décret-loi présidentiel sur l'assurance (3 octobre 1995);
- Code civil de la République du Kazakhstan (27 décembre 1994);
- Décret-loi présidentiel sur les sociétés de personnes (2 mai 1995);
- Décret-loi présidentiel sur l'assurance médicale des particuliers (15 juin 1995);
- Décret-loi présidentiel sur les autorisations (17 avril 1995);
- Résolution présidentielle n° 2201 sur les mesures d'application du Décret-loi présidentiel sur les autorisations (17 avril 1995);

- Résolution présidentielle n° 2330 sur les mesures d'application du Décret-loi présidentiel sur l'assurance médicale des particuliers (15 juin 1995);
- Résolution gouvernementale n° 1894 sur les mesures d'application de la Résolution présidentielle n° 2201 du 17 avril 1995 sur les mesures d'application du Décret-loi présidentiel sur les autorisations (29 décembre 1995);
- Résolution gouvernementale n° 1803 sur l'Office national de supervision de l'assurance (19 décembre 1995);
- Résolution gouvernementale n° 478 sur l'approbation de la réglementation concernant l'autorisation d'exercer des activités d'assurance sur le territoire de la République du Kazakhstan (19 avril 1996).

Le Décret sur l'assurance a institué la concurrence dans le secteur de l'assurance et autorise les compagnies étrangères à constituer des coentreprises (dans lesquelles la participation étrangère est limitée à 50 pour cent).

Il interdit d'accorder des droits exclusifs en matière d'assurance à une compagnie, quel que soit son régime de propriété.

Les personnes morales doivent d'abord être enregistrées auprès du Ministère de la justice, puis obtenir une autorisation d'exercer des activités d'assurance. Le capital minimal requis pour enregistrer une compagnie d'assurance est de 40 000 fois l'indice mensuel d'évaluation. Les autorisations sont délivrées par l'Office national de supervision de l'assurance (Gosstrahnadzor), entité indépendante chargée de superviser le secteur de l'assurance au Kazakhstan.

La Loi sur l'assurance distingue deux types d'assurance (assurance des personnes et assurance des biens) qui nécessitent des autorisations distinctes. L'assurance des personnes comprend l'assurance maladie, l'assurance-vie et l'assurance invalidité; l'assurance des biens comprend l'assurance contre les risques commerciaux et l'assurance responsabilité civile. Certaines assurances sont obligatoires.

Les activités suivantes ayant trait à l'assurance ne nécessitent pas d'autorisation:

- activités des agents et courtiers d'assurance;
- activités ayant trait à l'évaluation des risques et des dommages et à l'indemnisation des assurés;
- services de conseil en matière d'assurance.

Il y a actuellement 53 compagnies d'assurance enregistrées et agréées et une coentreprise à participation étrangère. Le capital statuaire total de l'ensemble des compagnies d'assurance nationales est de 6,2 millions de dollars. En 1995, le montant total des primes payées a été d'environ 10 millions de dollars et le montant des indemnisations de 3 millions de dollars.

a) Services d'assurance-vie, d'assurance accident, d'assurance maladie, d'assurance commerciale et d'assurance contre le risque politique

Les compagnies d'assurance kazakes offrent des services d'assurance-vie, d'assurance accident, d'assurance maladie et d'assurance commerciale. L'article 43 de la Loi sur l'assurance interdit aux compagnies qui font de l'assurance-vie d'exercer d'autres activités d'assurance.

Les polices d'assurance les plus fréquemment souscrites sont les suivantes: assurance contre les risques commerciaux et assurance-crédit; assurance des biens; assurance transports; assurance des marchandises et des biens des particuliers contre les catastrophes, le vol et l'incendie; assurance médicale volontaire. D'autres types d'assurances, par exemple sur la responsabilité du fait des produits, le risque écologique et les fautes professionnelles (médecins, avocats et autres professions libérales), commencent à se développer.

Aucune compagnie nationale ne propose d'assurance contre le risque politique, mais les investisseurs peuvent s'assurer contre ce risque auprès d'une compagnie internationale ou de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI).

b) Services de réassurance et de rétrocession

Les courtiers de réassurance étrangers peuvent avoir des bureaux de représentation, des succursales ou des filiales à 100 pour cent au Kazakhstan. Ils n'ont pas besoin d'agrément. En vertu de la Loi sur l'assurance, le risque peut être réassuré par des compagnies étrangères ou nationales, mais il est interdit de réassurer à l'étranger plus de 95 pour cent du risque.

Plusieurs courtiers de réassurance étrangers sont actuellement présents au Kazakhstan, notamment Sedgwick Ltd., Johnson and Higgins Ltd., Alexander Howden Ltd. et Willis Carana.

c) Services auxiliaires de l'assurance (y compris services de courtage et d'agence)

On estime à plus de 300 le nombre de courtiers et d'agents d'assurance au Kazakhstan. Les courtiers et agents d'assurance n'ont pas besoin d'agrément pour exercer.

2. Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)

Le secteur des services financiers le plus développé actuellement au Kazakhstan est le secteur bancaire. Les activités bancaires sont régies par les instruments juridiques suivants:

- Constitution de la République du Kazakhstan (30 août 1995);
- Code civil de la République du Kazakhstan (27 décembre 1994);
- Décret-loi présidentiel n° 2446 sur les banques et les activités bancaires (31 août 1995) et ses amendements du 27 janvier 1996;
- Décret-loi présidentiel n° 2155 sur la Banque nationale de la République du Kazakhstan (30 mars 1995) et ses amendements de janvier 1996;
- Réglementation n° 188 de la BNK sur les opérations en devises fortes (24 novembre 1994) et ses amendements.

Le système bancaire kazak comporte deux niveaux: la BNK d'une part et toutes les autres banques d'autre part.

Premier niveau: la Banque nationale du Kazakhstan

(Voir section II.2.b))

Second niveau: les autres banques

Depuis 1990, la BNK a délivré 233 agréments bancaires, mais 118 banques seulement sont pleinement opérationnelles. Le nombre de banques diminue du fait que la BNK resserre sa réglementation, notamment en ce qui concerne le capital minimal. Actuellement, pour détenir une licence complète (nécessaire pour pouvoir faire sans restriction des opérations en devises fortes), une banque doit avoir un capital équivalant à au moins 1,5 million de dollars. Pour les opérations en tenge, il suffit de 500 000 dollars. Il existe une association professionnelle des banques kazakes, qui est une organisation non gouvernementale.

Le Décret n° 2446 autorise l'existence de plusieurs types de banques:

a) Par type d'activité

- les banques de dépôt, qui ont le droit d'accepter des dépôts mais ne peuvent faire des opérations en bourse;
- les banques d'affaires, qui ne peuvent accepter de dépôts sauf les dépôts à terme d'autres banques mais peuvent procéder à des investissements directs et à des investissements de portefeuille.

b) Par type de régime de propriété

- les banques d'Etat;
- les banques étrangères (participations étrangères supérieures à 50 pour cent);
- les filiales communes de banques (participations étrangères inférieures à 50 pour cent);
- les banques inter-Etats (intergouvernementales);
- les filiales de banques (dont 50 pour cent du capital est détenu par une autre banque).

En décembre 1995, il y avait au Kazakhstan six banques étrangères, sept filiales communes de banques, une banque intergouvernementale (la Banque d'Asie centrale réunissant le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan) et trois banques d'Etat. Environ 85 pour cent de ces banques ont leur siège social à Almaty, et 25 pour cent ont des agences dans d'autres oblasts. Une douzaine de banques ont des agences dans presque toutes les oblasts. Le montant global du capital statuaire de ces 133 banques est de 17,7 milliards de tenge (270 millions de dollars), dont 16,3 milliards de tenge (249 millions de dollars) ont été libérés. Il n'y a actuellement aucune banque d'affaires.

Les personnes morales peuvent détenir des comptes courants en tengé et en devises fortes ainsi que des certificats de dépôt, des bons du Trésor et des lettres de change. L'ouverture d'un compte bancaire à l'étranger est subordonnée à une autorisation spéciale du Ministère des finances.

Limites et prescriptions en matière de qualifications dans le secteur bancaire

La législation actuelle ne fixe aucune limite concernant les éléments suivants:

- le nombre de fournisseurs de services bancaires;
- le nombre total d'opérations effectuées ou leur produit quantitatif;
- le nombre total de personnes physiques (y compris les étrangers) qui peuvent être employées dans le secteur bancaire.

L'article 22 du Décret n° 2446 dispose que le montant total du capital statuaire des banques à participation étrangère ne peut excéder 25 pour cent du montant total du capital statuaire de l'ensemble des banques du Kazakhstan, sauf dérogation accordée par la BNK. En outre, le conseil d'administration des banques étrangères doit comporter au moins un ressortissant kazak, et ces banques doivent placer leurs fonds dans des actifs nationaux.

Les ratios prudentiels imposés par la BNK (ratio de liquidité, ratio de fonds propres) limitent les risques liés aux opérations commerciales afin que l'ensemble du système bancaire puisse fonctionner de façon stable et sans à-coups. Certains de ces ratios peuvent être considérés comme limitant la valeur totale des services et des actifs. Ces restrictions, quoique plus strictes que dans les pays industrialisés, sont nécessaires pour protéger les clients des banques commerciales contre les placements risqués. Actuellement, les banques du second niveau doivent respecter six ratios: ratio de fonds propres (8 pour cent des actifs en fonction du risque pondéré, 4 pour cent des actifs totaux), risque maximal par emprunteur (25 pour cent des fonds propres, 10 pour cent pour les clients ayant des relations spéciales avec la banque), liquidité (20 pour cent), réserves obligatoires (15 pour cent), part des immobilisations (20 pour cent) et du goodwill (1 pour cent) dans le capital, et positions en devises ouvertes (30 pour cent des fonds propres par devise, 50 pour cent pour la somme nette).

En vertu des articles 19 à 27 du Décret n° 2446, les conditions fondamentales à remplir par une banque pour être agréée concernent la présentation d'un plan d'entreprise, la divulgation de ses intentions et les qualifications de ses dirigeants (trois ans d'expérience dans le secteur bancaire pour le directeur général et le chef comptable et deux ans pour leurs adjoints). Avant de pouvoir obtenir son agrément, la banque candidate doit 1) obtenir une autorisation écrite de la BNK, 2) s'inscrire comme personne morale auprès du Ministère de la justice, 3) ouvrir un bureau, et 4) mettre en place tous les équipements (installations, matériel, sécurité, etc.).

Les banques étrangères doivent en outre avoir un bureau de représentation au Kazakhstan depuis au moins un an avant de demander leur agrément. Les sociétés extraterritoriales ne peuvent fonder des banques kazakes ni en être actionnaires. La décision de délivrer un agrément est également fonction de la note donnée à la banque mère par les grandes agences de notation.

L'article 8 du Décret n° 2446 dispose que les banques d'affaires ne peuvent accepter de dépôts autres que des dépôts à terme d'autres banques. Elles doivent avoir au moins 200 millions de tengé (3 millions de dollars) de fonds propres si elles ont été créées avant la fin de 1996 et 300 millions de tengé (4,6 millions de dollars) si elles ont été créées après.

a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public

Le public peut déposer des fonds dans les banques de dépôt en ouvrant des comptes personnels ou en achetant des certificats de dépôt. Plusieurs banques proposent des bons du Trésor à 91 ou 182 jours. Au 1er mai 1996, l'épargne intérieure totale déposée dans les banques commerciales avoisinait 235 millions de dollars (deux fois plus qu'en janvier 1995), et l'agrégat monétaire M2 était estimé à 1,74 milliard de dollars.

b) Prêts de tous types, y compris, entre autres, crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales

Tous les types de prêts sont autorisés, sauf les crédits en devises fortes aux personnes physiques. Concrètement, on ne trouve que des prêts commerciaux et de l'affacturage, ainsi que des opérations du type prise en pension de titres d'Etat. Pour l'instant, le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire sont limités en raison des risques élevés qu'ils présentent. Les prêts commerciaux eux-mêmes sont jugés très risqués et sont assortis de taux d'intérêt compris entre 18 et 30 pour cent pour les prêts en dollars et entre 45 et 60 pour cent pour les prêts en tenge.

c) Crédit-bail

Il n'existe pas encore de législation sur le crédit-bail. Les seules opérations de ce type portent sur la location de biens immobiliers et d'immeubles de bureaux et la location de véhicules ou de bateaux avec ou sans chauffeur ou équipage.

d) Tous services de règlement et de transferts monétaires

Les paiements entre sociétés à l'intérieur du Kazakhstan sont assurés par les banques, généralement par l'intermédiaire du Centre de compensation et de règlement de la BNK ou des chambres de compensation des centres des oblasts et, de plus en plus, par correspondance directe entre les banques commerciales. Il faut généralement un à trois jours pour que le montant soit crédité au compte du client dans la banque de destination. Les banques peuvent accomplir toute la gamme des opérations en devises fortes, à savoir notamment:

- accepter et placer des fonds en dépôt, y compris sous forme de prêts et de comptes clients/correspondants;
- acheter et vendre des documents de paiement libellés en devises fortes;
- acheter et vendre des devises fortes en bourse, au marché hors cote ou aux enchères à des personnes physiques (en espèces ou par écritures) et à des personnes morales (par écritures).

La majorité des transferts internationaux sont assurés par les grandes banques, membres de SWIFT ou de Reuters. Les transferts internationaux sont régis par la Réglementation n° 188 de la BNK. Plusieurs banques sont devenues membres à part entière du système de règlement interbancaire SWIFT et font usage de cartes plastifiées pour leurs règlements.

e) Garantie et engagements

Les banques offrent habituellement des garanties dans le cadre du financement des opérations commerciales, avec un cautionnement à 100 pour cent (les garanties sans cautionnement sont très rares). En 1995, 12 grandes banques du Kazakhstan ont conclu un accord sur l'acceptation mutuelle de garanties. Actuellement, les garanties de plusieurs banques sont généralement acceptées.

f) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre

Les opérations pour compte propre ou pour compte de clients se font en bourse ou sur le marché hors cote. Les opérations sur les devises fortes, les bons du Trésor et les instruments à terme peuvent se faire en bourse.

Les devises se négocient à la Bourse interbancaire kazake des devises et des valeurs mobilières. Le montant des transactions quotidiennes, qui portent uniquement sur le dollar EU, le deutsche mark et le rouble russe, est d'environ 5 à 7 millions de dollars. Le marché hors cote des devises se développe rapidement. Le volume des transactions sur ce marché est actuellement plus de deux fois supérieur à celui des transactions en Bourse.

Les bons du Trésor se négocient surtout sur le marché hors cote (environ 98 pour cent). Le gouvernement a commencé à émettre des bons à 91 jours en 1994 et à 182 jours au début de 1995. L'encours total des bons du Trésor avoisine actuellement 120 millions de dollars. Le marché secondaire s'est mis en place au début de l'été 1995.

Les instruments à terme, notamment libellés en dollars, se négocient à la Bourse agro-industrielle internationale kazake et, depuis mai 1995, à la Bourse interbancaire kazake des devises et des valeurs mobilières (en dollars seulement). La première, créée d'abord pour permettre la négociation au comptant des principaux produits primaires d'exportation, est ensuite devenue la principale place pour les opérations à terme, qui portent notamment sur le blé, les métaux et le dollar EU. Les contrats à terme sont le seul produit dérivé échangé à l'heure actuelle.

Le volume des échanges à la Bourse agro-industrielle internationale kazake et à la Bourse interbancaire kazake des devises et des valeurs mobilières représente plus de 95 pour cent du volume total des échanges boursiers.

Le marché hors cote joue un rôle non négligeable pour un pays comme le Kazakhstan dans le domaine des lettres de change et des certificats de dépôt. En 1995, la Kazkommertsbank a émis pour 70 millions de dollars de lettres de change, et la Société nationale des produits alimentaires pour environ 165 millions de dollars. Les certificats de dépôt de plus d'une douzaine de grandes banques kazakes sont traités sur le marché hors cote.

Les chèques et les actions existent, mais leur liquidité est très limitée. L'émission et la circulation de ces instruments sont réglementées par la BNK et le Ministère des finances. Depuis décembre 1995, la Commission boursière nationale (CBN) s'emploie à élaborer une législation sur les valeurs mobilières, y compris les lettres de change. Selon la Loi sur les bourses des valeurs mobilières, seules les valeurs mobilières enregistrées auprès de la CBN peuvent être échangées au Kazakhstan. Le courtage et la négociation d'actions et de valeurs mobilières autres que les titres d'Etat ne peuvent se faire qu'avec l'agrément de la Commission.

g) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions

La garantie et le placement (de titres de créance et de titres de participation publics ou privés) sont réglementés par la CBN et considérés comme des négociations de valeurs mobilières. Les conditions à remplir sont donc les suivantes:

- l'émission de titres de créance ou de participation doit être enregistrée auprès de la CBN;
- l'émission de titres de créance ou de participation par les banques doit être enregistrée d'abord auprès de la BNK, puis auprès de la CBN;
- l'émetteur doit être une personne morale kazake;
- le garant ou l'agent doit être agréé par la CBN.

h) Courtage monétaire

Il n'y a pas de marché du courtage monétaire au Kazakhstan. Il existe toutefois un marché monétaire à court terme (Chambre financière interbancaire d'Almaty), auquel participent une dizaine de banques.

i) Gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion d'investissement collectif, gestion de fonds de pension, services de dépositaire et services fiduciaires

Aucun type de gestion d'actifs tel que la gestion de trésorerie ou de portefeuille n'est actuellement régi par la législation nationale. Il y a quelques fonds de pension privés, gérés de façon très prudente.

Des services de dépositaire et de garde sont en cours de création. Le Comité des biens de l'Etat a un centre d'information et de règlement qui est en fait un registre des sociétés par actions nées des anciennes entreprises publiques. Cet organisme pourrait être transformé en un centre de dépôt de titres analogue à la Depository Trust Company des Etats-Unis.

Douze banques kazakes offrent des services de dépositaire et de garde pour leurs clients qui font des opérations sur des bons du Trésor et des lettres de change. Ces services ne sont pas encore disponibles pour les actions et les obligations.

Les services fiduciaires ne sont pas autorisés par la législation actuelle.

j) Services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables

Les seuls services de règlement et de compensation sont les services offerts par les bourses. Le règlement et la compensation des bons du Trésor sont assurés par le service de dépôt de titres de la BNK. Si ces opérations se font sur le marché hors cote, les risques de non-livraison et de non-paiement sont plus grands.

- k) Services de conseil et autres services financiers auxiliaires de toutes les activités énumérées dans la partie 1B du document MTN.TNC/W/50, y compris cote de crédit et analyse financière, recherche et conseil en investissements et en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprises

Les services financiers auxiliaires (notamment cote de crédit et analyse financière, recherche et conseil en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprises) sont principalement offerts par des cabinets de conseil, des cabinets juridiques et des cabinets d'audit internationaux. Quelques acteurs locaux plus petits tels que la Kazkommertsbank et la Narodny Savings offrent des services auxiliaires à de nombreuses sociétés publiques et privées.

- l) Fourniture et transfert d'informations financières, et traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers

Des informations financières courantes sont fournies par l'agence nationale d'information Maksat et par une société dénommée Kazakhstan Business Services, notamment au sujet du marché des devises, des bons du Trésor et des actions. Reuters a un bureau de représentation à Almaty et informe ses abonnés sur les événements économiques et financiers importants.

Aux termes du Décret n° 237 de la BNK (26 décembre 1995,) les dix plus grandes banques devaient avoir adopté des normes comptables internationales pour le 1er avril 1996 et les autres banques pour le 1er juillet 1996.

VIII. SERVICES DE SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
1. Services hospitaliers	Comme pour le point I.1.h	Comme pour le point I.1.h
2. Autres services de santé humaine	Comme pour le point I.1.h	Comme pour le point I.1.h
3. Services sociaux	Comme pour le point I.1.h	Comme pour le point I.1.h

IX. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
1. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Administrations locales: services de traiteur (connaissances sanitaires exigées)	Non prévues par la législation
2. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Ministère de la jeunesse, du tourisme et des sports: services touristiques	Non prévues par la législation
3. Services de guides touristiques	Comme pour le point 2 ci-dessus	Non prévues par la législation

X. SERVICES RECREATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
1. Services de spectacles (y compris pièces de théâtre, orchestres et cirques)	Administrations locales: organisation et tirage de loteries (sauf la loterie nationale), totalisateurs, casinos	Non prévues par la législation
2. Services d'agences de presse	Néant	Non prévues par la législation
3. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Néant	Non prévues par la législation
4. Services sportifs et autres services récréatifs	Néant	Non prévues par la législation

XI. SERVICES DE TRANSPORT

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
1. Services de transport maritime	Ministère des transports et des communications: transport de passagers et de marchandises par mer et voie d'eau (connaissances sanitaires exigées)	Loi sur les transports en République du Kazakhstan (21 septembre 1994): - Article 15: certification, enregistrement, assurance responsabilité civile obligatoire; - Article 16: pour avoir le droit de naviguer: examen d'aptitude et certificat médical
2. Services de transport par les voies navigables intérieures	Comme pour le point 1 ci-dessus	Comme pour le point 1 ci-dessus
3. Services de transport aérien	Ministère des transports et des communications: transport de passagers et de marchandises par air (connaissances sanitaires exigées)	Comme pour le point 1 ci-dessus
e) Services annexes des transports aériens	Ministère des transports et des communications: services concernant les aéronefs, les passagers et les marchandises dans les aéroports (connaissances sanitaires exigées)	Loi sur l'utilisation de l'espace aérien et l'aviation en République du Kazakhstan (20 décembre 1995): - Article 83: certificat de fiabilité et de sécurité des aéroports; certificat d'enregistrement

Type de services	Prescriptions en matière d'agrément	Prescriptions en matière de qualifications
4. Transport spatial	Agence aérospatiale nationale attachée au Ministère des sciences et des nouvelles technologies: tous services liés au transport spatial, y compris conception, fabrication, exploitation, réparation et modernisation de fusées et de matériel spatial, utilisation d'infrastructures au sol pour le fonctionnement des engins (sites d'essais, centres de commande et de contrôle, bases d'essais, etc.) (connaissances sanitaires et écologiques exigées)	Non prévues par la législation
5. Services de transport ferroviaire	Ministère des transports et des communications: transport de passagers et de marchandises par voie ferrée (connaissances sanitaires exigées)	Comme pour le point 1 ci-dessus
6. Services de transport routier	Ministère des transports et des communications: transport de passagers et de marchandises par route (connaissances sanitaires exigées)	Comme pour le point 1 ci-dessus
7. Services de transport par conduites	Ministère de l'industrie pétrolière et gazière: exploitation des principaux oléoducs et gazoducs (connaissances écologiques et minières exigées)	Non prévues par la législation
8. Services annexes et auxiliaires de tous les modes de transport	Néant	Non prévues par la législation

Le secteur des transports et des communications a représenté environ 8,0 pour cent du PIB en 1994 et 9,5 pour cent en 1995. Il existe actuellement au moins 1 020 entreprises publiques, privées et étrangères dans le secteur des transports, qui emploient environ 9 pour cent de la population active.

On trouvera des chiffres sur le transport de passagers et de marchandises aux tableaux A7.3 et A7.4 ci-après.

Tableau A7.3

Transport de passagers (millions de passagers-kilomètre)

Transport de passagers	1994	1995
Voies navigables intérieures	0,00615	0,0063
Air	4,647	4,404
Route	13,137	11,404
Chemin de fer	17,361	13,412

Tableau A7.4

Transport de marchandises (milliers de tonnes-kilomètre)

Transport de passagers	1994	1995
Voies navigables intérieures	818	796
Air	89	120
Route	3 902	1 892
Chemin de fer	147 247	123 863

1. Services de transport maritime

Le Kazakhstan n'a qu'un port maritime, Aktau, sur la mer Caspienne. Il y a sept entreprises de transport maritime, toutes installées à Aktau. Le transport maritime comprend le transport des passagers, des marchandises et du pétrole. Il n'y a pas de statistique sur ce secteur.

Les diverses entreprises d'Aktau offrent notamment des services de réparation et d'entretien des navires, de poussage et de remorquage.

Il est possible de louer des bateaux avec équipage.

2. Services de transport par les voies navigables intérieures

La part du transport par voie navigable est insignifiante: en 1994, elle a été de 0,8 pour cent pour les marchandises et de 0,03 pour cent pour les passagers.

Il est possible de louer des bateaux avec équipage. La plupart des ports situés sur les voies navigables intérieures offrent des services de réparation et d'entretien ainsi que de poussage et de remorquage des divers types de péniches. Les autres services connexes sont les suivants: vente de billets, services de traiteur, assurance des marchandises, chargement et déchargement, emballage des marchandises, accompagnement des marchandises, ravitaillement en carburant et information sur les services de navigation au moyen d'enregistrements téléphoniques.

3. Services de transport aérien

Il y a au total 32 transporteurs aériens (une compagnie aérienne nationale, Kazakhstan AirWays, 19 entreprises privées locales et 12 entreprises étrangères). Kazakhstan AirWays est une entreprise publique; elle a 29 filiales, dont 20 sont des transporteurs aériens établis dans divers aéroports. La plupart des compagnies privées locales ont une licence de transporteur aérien mais ne possèdent pas d'appareils; elles louent donc des appareils avec équipage. Les compagnies étrangères sont notamment Aeroflot, Austrian Airlines, KLM, Lufthansa, PIA, Transaero et Turkish Airlines. Il y a une trentaine d'agences de voyages privées.

Le Kazakhstan compte 21 aéroports, dont trois accueillent des vols internationaux. Les quatre plus grands sont ceux d'Akmola, d'Almaty, d'Atyrau et de Karaganda. Tous les aéroports appartiennent à Kazakhstan Airways. Ils nécessitent d'importants travaux de modernisation, notamment en ce qui concerne les locaux, le matériel de communication et le matériel de contrôle et de gestion de la circulation aérienne. Kazakhstan Airways fournit dans tous les aéroports des services de maintenance et d'entretien des appareils, de vente de billets, de traiteur et de ravitaillement en carburant. Les services annexes dans les aéroports (boutiques, change, location de voiture) sont fournis par des entreprises privées. Le gouvernement compte restructurer Kazakhstan Airways en cédant les aéroports aux collectivités locales et en privatisant les services connexes.

Le Département de l'aviation du Ministère des transports et des communications délivre les autorisations d'entrée sur le territoire kazak aux compagnies internationales ainsi que les licences et les certificats requis pour les appareils et les pilotes et perçoit les droits et taxes sur le transport aérien. Le principal instrument réglementaire est le Décret-loi présidentiel sur l'utilisation de l'espace aérien et l'aviation en République du Kazakhstan (20 décembre 1995). Le Kazakhstan est membre de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Le montant des taxes d'atterrissage et de décollage est fixé par Kazakhstan Airways et approuvé par le Comité antitrust. Le montant des taxes d'utilisation des couloirs aériens est fixé par KazAirNavigation (entité indépendante de Kazakhstan Airways) et approuvé par le Comité antitrust.

4. Transport spatial

Le Centre spatial de Baïkonour, situé dans l'oblast de Djezkazgan, est le plus grand centre de lancement d'engins spatiaux de l'ex-URSS. Il est actuellement loué à la Fédération de Russie pour 20 ans. La Russie y a fait plusieurs lancements en 1995, dont un en commun avec les Etats-Unis.

Le Kazakhstan ne possède aucun engin de transport spatial.

5. Services de transport ferroviaire

Le rail est l'un des principaux modes de transport au Kazakhstan. Il y a trois voies ferrées principales appartenant aux trois compagnies nationales suivantes: Zapadno Kazakhstan, Tselinnaya et Alma-atinskaya. Les tarifs ferroviaires sont fixés par le Comité antitrust. Le Kazakhstan a des liaisons ferroviaires directes avec tous les pays voisins. La longueur totale des voies ferrées principales est de 13 531 km. Le réseau ferroviaire nécessite d'importants travaux de modernisation.

Le matériel roulant se compose approximativement de 3 355 locomotives, 2 800 voitures et 110 000 wagons. Toutes les gares de desserte et de jonction ont des moyens de traction permettant de pousser et de tirer les trains sur des embranchements jusque vers les utilisateurs et les principales ont des ateliers de réparation et des stocks de pièces de rechange pour l'entretien et la réparation du matériel roulant.

6. Services de transport routier

Plus de 35 pour cent des camions appartenant à l'Etat ont été privatisés au titre des programmes de privatisation des petites entreprises ou des entreprises moyennes. Plus de la moitié du parc de camions (sur un total d'environ 375 000) est maintenant entre les mains de particuliers ou d'entreprises privées.

Le Kazakhstan est membre de la Fédération internationale de l'automobile. Il a conclu des accords fixant des quotas bilatéraux pour les échanges de carnets TIR avec tous les pays de la CEI, la Chine, l'Iran, la Mongolie, le Pakistan et la Turquie. Des accords bilatéraux sont prévus avec l'Afghanistan, l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, la Finlande, la France, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie et la Slovaquie.

La longueur totale des routes à usage général est de 87 800 km. Les grandes routes nécessitent d'importants travaux de réparation et d'agrandissement, surtout dans les zones rurales.

La Banque mondiale a accordé au Kazakhstan un prêt pour la modernisation des transports urbains (39 millions de dollars) et compte en accorder un en 1997 pour la modernisation du réseau routier (environ 100 millions de dollars).

La location de véhicules commerciaux avec ou sans chauffeur se développe progressivement, et le crédit-bail pour les véhicules se met en place.

Des services d'entretien et de réparation des véhicules sont fournis dans toutes les villes et tous les centres régionaux. La réparation et l'entretien des routes sont essentiellement assurés par des filiales de l'entreprise publique Kazakhstan Joldari.

7. Services de transport par conduites

Le principal organe de réglementation dans ce domaine est le Ministère de l'industrie pétrolière et gazière, qui délivre les autorisations et supervise l'acheminement du pétrole et du gaz par conduites; il élabore aussi la stratégie de développement du secteur des combustibles. Le principal texte législatif qui régit le secteur pétrolier est le Décret-loi présidentiel n° 2350 sur le pétrole (28 juin 1995). Les tarifs de transport par conduites sont approuvés par la Commission antitrust.

Il y a au Kazakhstan 3 300 km d'oléoducs et 2 100 km de gazoducs, qui appartiennent à l'Etat.

Pétrole brut

Le pétrole brut est acheminé par trois oléoducs principaux:

- Mangistau-Atyrau-Russie
- Russie-Pavlodar-Chymkent
- Aktyubinsk-Russie

Les exportations de pétrole brut à travers la Russie se font par l'oléoduc Mangistau-Atyrau-Russie.

Produits pétroliers

Les produits pétroliers sont acheminés par trois oléoducs principaux:

- Russie-Kustanai
- Russie-Petropavlovsk-Koktchetav
- Russie-Ouralsk

Gaz naturel

Le gaz naturel est acheminé par trois gazoducs principaux:

- Ouzbékistan-Mangistau-Kustanai-Russie
- Turkménistan-Mangistau-Ouralsk-Russie
- Ouzbékistan-Chymkent-Kirghizistan-Almaty

8. Services annexes et auxiliaires de tous les modes de transport

a) Services de manutention des marchandises

Des services de chargement et de déchargement de tous les types de marchandises existent pour tous les modes de transport.

b) Services d'entreposage et de magasinage

Des services d'entreposage et de magasinage sont offerts aux principaux noeuds du réseau de transports ou à proximité. La plupart des entrepôts publics ont été privatisés.

c) Services des agences de transports de marchandises

Il existe de nombreuses entreprises spécialisées dans tous les modes de transport de marchandises: conteneurs à température constante, cuves de vrac, charges volumineuses et matériel technique complexe (ordinateurs, appareils de mesure, photocopieuses, matériel médical, etc.). Certaines offrent des services de conseil en matière d'exportation et d'importation et de réglementation douanière et des services d'emballage et de stockage des marchandises.

d) Autres services

L'assurance des marchandises et des moyens de transport n'est pas obligatoire. Il existe cependant des sociétés qui assurent contre tous les types de risques (voir annexe 7, section VII.1).

Tableau A7.5

Organismes publics intervenant dans la délivrance d'autorisations

N°	Organisme responsable	Type d'activité nécessitant une autorisation
1	Ministère de la défense	Mise au point, fabrication, réparation et commercialisation d'armes et de munitions, de matériel militaire, de pièces détachées, d'éléments et d'instruments y relatifs, à condition qu'ils ne soient utilisés dans aucun autre secteur, ainsi que de matériaux et d'équipements spéciaux destinés à leur fabrication; élaboration, fabrication et commercialisation de matériaux et d'articles explosifs et pyrotechniques, y compris les substances toxiques et de combat et les moyens de protection y relatifs
2	Agence aérospatiale nationale (Ministère des sciences et des nouvelles technologies)	Toute activité se rapportant à l'utilisation de l'espace, y compris conception, fabrication, exploitation, réparation et modernisation de fusées et de matériel spatial, utilisation d'infrastructures au sol pour le fonctionnement des engins (sites d'essais, centres de commande et de contrôle, bases d'essais, etc.) Utilisation des orbites des satellites de communication géostationnaires
3	Ministère des transports et des communications	Utilisation des fréquences radio; transport de passagers et de marchandises par chemin de fer, mer, voie d'eau, air et route Services concernant les aéronefs, les passagers et les marchandises dans les aéroports Activités ayant trait aux communications postales et aux télécommunications, sauf les activités technologiques, les communications internes aux entreprises et les services de courriers; exploitation des lignes de communication nationales et internationales
4	Agence de l'énergie atomique (Ministère des sciences et des nouvelles technologies)	Production, transport, transformation et commercialisation de l'uranium et des autres matières fissiles ainsi que des articles en ces matières. Fabrication et commercialisation des produits contenant des substances radioactives en quantité supérieure au seuil d'utilisation autorisé sans moyens de protection Mise au point, fabrication et commercialisation d'instruments et de matériel utilisant des substances et des isotopes radioactifs
5	Ministère de l'énergie et des charbonnages	Production, transmission et distribution de l'énergie électrique et thermique Fabrication, réparation et utilisation de chaudières, cuves et conduites sous pression Fabrication et réparation de matériel électrique antidéflagrant

N°	Organisme responsable	Type d'activité nécessitant une autorisation
6	Ministère de la construction et du logement	<p>Mise au point et fabrication de matériel de protection contre l'exposition professionnelle, de lutte contre les incendies et d'exploitation minière: équipements, conduites principales, oléoducs et gazoducs, dispositifs de levage et chaudières, cuves et conduites sous pression</p> <p>Installation de matériel de forage, de matériel pour l'industrie pétrolière et gazière, de matériel de prospection géologique et d'exploitation minière, de matériel électrique antidéflagrant, de systèmes de contrôle, de systèmes de sécurité et d'alarme, de dispositifs de levage et de chaudières, cuves et conduites sous pression</p> <p>Travaux de conception et d'installation liés à l'équipement au gaz des logements et des bâtiments publics</p> <p>Conception et fabrication de systèmes d'alarme et de lutte contre les incendies et de matériel automatisé de prévention des incendies</p> <p>Installation, réparation et entretien des ascenseurs</p> <p>Conception et installation des principales lignes de communication nationales et internationales</p> <p>Etudes, recherche, expertises et opérations de construction et d'installation, opérations liées à la fabrication des matériaux, articles et éléments de construction</p>
7	Ministère de l'industrie et du commerce	<p>Explosions industrielles, exploitations d'installations présentant des risques d'incendie, d'installations minières et de dispositifs de levage, fabrication et réparation de matériel chimique, de forage et d'exploitation des mines, de systèmes de contrôle, de systèmes de sécurité et d'alarme et de dispositifs de levage</p> <p>Levés miniers en vue de l'exploitation du sous-sol, transformation et stockage des métaux précieux et pierres précieuses, fabrication de bijoux</p> <p>Transformation des matières premières minérales</p>
8	Ministère de l'industrie pétrolière et gazière	<p>Exploitation des principaux oléoducs et gazoducs</p> <p>Fabrication et réparation du matériel destiné aux industries pétrolières et gazières</p> <p>Fabrication, exploitation et réparation des installations au gaz des logements et des bâtiments publics</p>
9	Ministère de la géologie et de la protection du sous-sol	Fabrication et réparation du matériel de prospection géologique
10	Ministère de l'intérieur	<p>Fabrication, réparation et commercialisation des armes à feu et munitions destinées à la chasse et au sport ainsi que des moyens chimiques d'autodéfense</p> <p>Réglage et dépannage des systèmes de lutte contre les incendies, de sécurité et d'alarme et du matériel automatisé de prévention des incendies</p> <p>Mise au point de moyens individuels d'autodéfense</p> <p>Fourniture par des entités non gouvernementales de services juridiques en matière d'enquête et de sécurité</p>

N°	Organisme responsable	Type d'activité nécessitant une autorisation
11	Ministère de la protection sanitaire	Désinfection et désodorisation des installations de production, des habitations et des bâtiments publics Fabrication et commercialisation de produits pharmaceutiques (sauf la culture, le ramassage et la vente de produits d'origine végétale et animale) Activités médicales et médicinales
12	Commission technique chargée de la protection de l'information	Tous types d'activités se rapportant à la protection technique des secrets d'Etat, y compris la mise au point, la fabrication, l'installation, la modification, la réparation et l'entretien des moyens techniques de protection de l'information et des appareils de traitement de données protégés
13	Département principal de géodésie et de cartographie	Travaux topographiques et géodésiques, travaux de levé et de cartographie et commercialisation des produits topographiques, géodésiques et cartographiques
14	Comité de normalisation, de métrologie et de certification	Fabrication, vérification et réparation, commercialisation et location d'instruments de mesure Fabrication de produits alcoolisés Réalisation de documents et de graphiques reproduisant les symboles de l'Etat kazak tels qu'ils sont définis dans la Constitution
15	Comité douanier	Activités ayant trait au régime douanier (définies dans la législation douanière) Fourniture de services douaniers
16	Ministère de l'éducation	Activités des établissements qui dispensent un enseignement secondaire, professionnel et supérieur avec le droit de délivrer des diplômes dans certaines professions
17	Ministère de la justice	Fourniture de services juridiques Médecine légale
18	Ministère des finances	Activités d'audit
19	Office national de supervision de l'assurance	Activités d'assurance
20	Commission boursière nationale	Activités professionnelles sur le marché des valeurs mobilières et activités des bourses Fabrication et importation de papiers de sécurité
21	Banque nationale	Activités bancaires, activités de compensation et de règlement, opérations liées aux devises et considérées par la législation comme des opérations en devises Activités des prêteurs sur gages
22	Inspection principale chargée de surveiller le titrage (BNK)	Opérations sur des métaux précieux affinés et des pierres précieuses brutes Achat et transformation de produits usagés et de déchets contenant des métaux précieux et des pierres précieuses

N°	Organisme responsable	Type d'activité nécessitant une autorisation
23	Comité de la sécurité nationale	Fabrication, utilisation, réparation et commercialisation de dispositifs de cryptage destinés à protéger l'information et de dispositifs techniques spéciaux destinés à des opérations spéciales et à des enquêtes
24	Ministère du travail	Activités ayant trait au recrutement de main-d'oeuvre étrangère et à l'exportation de main-d'oeuvre kazake
25	Inspection chargée de veiller à l'emploi rationnel des métaux ferreux et non ferreux	Collecte (achat), entreposage, transformation et commercialisation par les personnes morales de déchets de métaux ferreux et non ferreux
26	Ministère de l'agriculture	Activités vétérinaires
27	Organes exécutifs des oblasts et d'Almaty	Activités des points de vente d'aliments préparés Organisation et tirage de loteries (sauf la loterie nationale), totalisateurs, casinos Entretien et exploitation de stations d'essence

ANNEXE 8

ACCORDS INTERNATIONAUX

A. Liste des accords de commerce extérieur

1. Accord commercial entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement canadien (Ottawa, 29 mars 1995)
2. Accord commercial entre le gouvernement du district autonome de Sinjzian-Uigur de la République populaire de Chine et le gouvernement de la République du Kazakhstan (Ouroumtsi, 16 juillet 1991)
3. Accord relatif aux principes de la coopération économique et commerciale entre la République du Kazakhstan et la République de Tchouvachie (Almaty, 1er septembre 1994)
4. Accord entre les Etats de la CEI relatif à la coopération et à l'assistance mutuelle dans le domaine douanier (Moscou, 15 avril 1994)
5. Accord entre les Etats de la CEI relatif à la réexportation des marchandises et à la délivrance des autorisations de réexportation (Moscou, 15 avril 1994)
6. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République tchèque relatif aux relations économiques et commerciales et à la coopération scientifique et technique (Almaty, 13 septembre 1993)
7. Accord commercial entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République arabe d'Egypte (Le Caire, 14 février 1993)
8. Accord entre la Communauté économique européenne et la République du Kazakhstan relatif au commerce des articles textiles (paraphé le 15 octobre 1993)
9. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement finlandais (Almaty, 29 septembre 1992)
10. Accord de coopération industrielle et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement français (Almaty, 17 octobre 1993)
11. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Géorgie relatif aux principes des relations dans le domaine douanier (Almaty, 1er juin 1993)
12. Accord entre le Ministère des finances de la République du Kazakhstan et le Comité douanier de la République de Géorgie relatif à la coopération et à l'assistance mutuelle dans le domaine douanier (Almaty, 1er juin 1993)
13. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Hongrie relatif aux relations économiques et commerciales (Budapest, 26 juin 1992)

14. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Hongrie relatif à la création de la Commission intergouvernementale kazake-hongroise de coopération économique et commerciale (Almaty, 9 mars 1995)
15. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la création d'une commission intergouvernementale pour la coopération commerciale, économique, scientifique et technique (Almaty, 16 octobre 1992)
16. Accord commercial entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Corée (Almaty, 3 juillet 1992)
17. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée (Almaty, 7 mai 1991)
18. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Lettonie (Almaty, 13 octobre 1994)
19. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement mongol (Oulan-Bator, 27 octobre 1992)
20. Accord de coopération économique, commerciale et financière entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement du Sultanat d'Oman (Mascate, 17 juin 1992)
21. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Pologne (Almaty, 14 octobre 1992)
22. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement roumain (Bucarest, 4 décembre 1992)
23. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la création réciproque de bureaux de représentation commerciale (Moscou, 22 octobre 1992)
24. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération et à l'assistance mutuelle dans le domaine douanier (Moscou, 28 mars 1994)
25. Accord entre la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie relatif à la procédure unifiée de gestion des services douaniers (Moscou, 16 mai 1995)
26. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite relatif à la coopération dans les domaines économique, commercial, de l'investissement, technique et culturel ainsi que dans les domaines des sports et de la jeunesse (27 septembre 1994)
27. Accord de coopération commerciale, économique, scientifique et technique entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République slovaque (Almaty, 18 mai 1995)

28. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement du Royaume de Suède relatif aux relations commerciales (Almaty, 23 mars 1994)
29. Accord commercial entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République arabe syrienne (Almaty, 27 mars 1992)
30. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République du Tadjikistan relatif aux principes de la coopération économique et commerciale (Almaty, 30 janvier 1995)
31. Accord de coopération commerciale, économique, scientifique et technique entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement turc (Ankara, 26 septembre 1991)
32. Accord sur les relations commerciales entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (Washington, 19 mai 1992)
33. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République d'Ouzbékistan réglant les questions de coopération économique et commerciale (Almaty, 24 août 1994)
34. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République socialiste du Viet Nam (Almaty, 1er février 1994)
- B. Liste des accords commerciaux ou des parties d'accords commerciaux qui contiennent des dispositions commerciales préférentielles, avec indication, au niveau de la position à deux chiffres du SH, des lignes tarifaires visées, de la marge de préférence accordée, des dispositions en matière de réciprocité et des détails sur tout autre traitement préférentiel¹
 1. Accord entre les Etats de la CEI relatif à la création d'une zone de libre-échange (Moscou, 15 avril 1994)
 2. Accord de libre-échange entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République du Kirghizistan (Bichkek, 22 juin 1995)

Protocole à l'Accord de libre-échange entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République du Kirghizistan en date du 22 juin 1995, relatif aux exceptions au régime de libre-échange (Bichkek, 22 juin 1995)
 3. Accord de libre-échange entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Lituanie (Vilnius, 21 juillet 1993)

Amendement à l'Accord de libre-échange entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Lituanie en date du 21 juillet 1993 (Vilnius, 9 août 1994)
 4. Accord de libre-échange entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Moldova (Moscou, 26 mai 1995)

¹Voir paragraphes 1 et 2 de la section IV.

Protocole à l'accord entre le Kazakhstan et la Moldova, relatif aux exceptions au régime de libre-échange (Moscou, 26 mai 1995)

5. Accord de libre-échange entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la Fédération de Russie (Moscou, 22 octobre 1992)
6. Accord relatif à la création d'une zone économique unique entre la République du Kazakhstan et la République d'Ouzbékistan (Tachkent, 10 janvier 1994)

Protocole relatif à la création de la Commission intergouvernementale kazake-ouzbèke sur le renforcement de l'intégration économique (Tachkent, 10 janvier 1994)

7. Accord de libre-échange entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement ukrainien (Almaty, 17 septembre 1994)
8. Décision relative à l'adhésion de la République du Kirghizistan à l'Accord relatif à la création d'une zone économique unique entre la République du Kazakhstan et la République d'Ouzbékistan (Bichkek, 16 janvier 1994)
9. Accord relatif à la création d'une union douanière entre la Fédération de Russie, le Bélarus et la République du Kazakhstan (Moscou, 20 janvier 1995)

Protocole relatif à la mise en place d'un régime de libre-échange sans exceptions ni limites entre la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie, avec union des territoires douaniers de la République du Kazakhstan et de la Fédération de Russie (Moscou, 20 janvier 1995)

10. Accord de libre-échange entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République du Tadjikistan (22 novembre 1995)

C. Liste des accords d'intégration des marchés du travail

1. Protocole relatif aux relations mutuelles et à la coopération dans le domaine du travail et des activités sociales entre le Ministère du travail de la République du Kazakhstan et le Ministère du travail et des activités sociales de la République islamique d'Iran (Téhéran, 22 février 1993)
2. Accord entre la République du Kazakhstan et la Mongolie relatif au règlement des problèmes de migration spontanée et à la nationalité des personnes venues en République du Kazakhstan au titre d'accords sur la main-d'oeuvre (Almaty, 2 décembre 1994)
3. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement mongol relatif à la coopération sur les questions d'embauche de ressortissants mongols et kazaks au titre d'accords sur la main-d'oeuvre (Almaty, 2 décembre 1994)
4. Protocole de coopération entre le Ministère du travail de la République du Kazakhstan et le Ministère du travail et de la protection sociale de la République turque (Ankara, 1er septembre 1993)
5. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif à la coopération dans le domaine de l'emploi de la main-d'oeuvre et de la migration des travailleurs (Tachkent, 25 mai 1994)

6. Mémorandum réciproque entre la République du Kazakhstan, la République du Kirghizistan et la République d'Ouzbékistan relatif à la coopération dans le domaine des migrations (Almaty, 8 juillet 1994)
7. Accord entre les pays de la CEI relatif à la coopération dans le domaine des migrations de main-d'oeuvre et de la protection sociale des travailleurs migrants (Moscou, 15 avril 1994)
- D. Liste des accords économiques bilatéraux et multilatéraux et des conventions et organisations internationales
- D.1 Accords économiques bilatéraux
 1. Mémorandum de coopération économique entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement autrichien (Almaty, 26 avril 1993)
 2. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République du Bélarus relatif à la politique fiscale (Minsk, 16 septembre 1992)
 3. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Bulgarie (Almaty, 30 juillet 1993)
 4. Déclaration sur la coopération économique entre la République du Kazakhstan et le Canada (Almaty, 10 juillet 1992)
 5. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République populaire de Chine relatif aux mesures de promotion et de protection mutuelle des investissements (Beijing, 10 août 1992)
 6. Accord relatif aux principes de la coopération économique et commerciale entre la République du Kazakhstan et la République de Tchouvachie (Almaty, 1er septembre 1994)
 7. Accord de coopération économique et commerciale entre la République du Kazakhstan et Cuba (Almaty, 25 décembre 1991)
 8. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République fédérale tchèque et slovaque relatif aux relations économiques et commerciales et à la coopération scientifique et technique (Moscou, 19 juin 1992)
 9. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République tchèque relatif aux relations économiques et commerciales et à la coopération scientifique et technique (Almaty, 13 septembre 1993)
 10. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République arabe d'Egypte relatif à la promotion et à la protection mutuelle des investissements (Le Caire, 14 février 1993)
 11. Accord de coopération économique, scientifique et technique entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République arabe d'Egypte (Le Caire, 14 février 1993)

12. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement finlandais (29 septembre 1992)
 13. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement finlandais relatif à la promotion et à la protection mutuelle des investissements (Almaty, 29 septembre 1992)
 14. Protocole relatif à la coopération économique entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement français (Paris, 23 septembre 1992)
 15. Accord de coopération industrielle et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement français (Almaty, 17 octobre 1993)
- Déclaration commune sur la coopération économique entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Londres, 21 mars 1994)
16. Convention entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu et les plus-values (Londres, 21 mars 1994)
 17. Accord entre la République du Kazakhstan et la République fédérale d'Allemagne relatif à la promotion et à la protection mutuelle des investissements (Bonn, 22 septembre 1992)
 18. Accord entre la République du Kazakhstan et la République fédérale d'Allemagne relatif au développement de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique (22 septembre 1992)
 19. Accord de coopération financière entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne (Almaty, 22 mai 1995)
 20. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Hongrie relatif aux relations économiques et commerciales (Budapest, 26 juin 1992)
 21. Accord entre la République du Kazakhstan et la République de Hongrie relatif à la promotion et à la protection mutuelle des investissements (Budapest, 7 décembre 1994)
 22. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Hongrie relatif à la création de la Commission intergouvernementale kazake-hongroise de coopération économique et commerciale (Almaty, 9 mars 1995)
 23. Protocole relatif à la coopération entre le Ministère de l'industrie et du commerce de la République du Kazakhstan et le Ministère de l'industrie et du commerce de la République de Hongrie (Almaty, 9 mars 1995)
 24. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la création d'une commission intergouvernementale pour la coopération commerciale, économique, scientifique et technique (Almaty, 16 octobre 1992)

25. Accord de coopération économique et technique entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République d'Indonésie (Almaty, avril 1995)
26. Déclaration sur la coopération économique entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement italien (Rome, 22 septembre 1994)
27. Mémorandum entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République islamique d'Iran sur les principes des relations douanières (Almaty, 25 octobre 1993)
28. Convention entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement italien tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale dans le domaine de l'impôt sur le revenu (Rome, 22 septembre 1994)
29. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement italien relatif à la promotion et à la protection mutuelle des investissements (Rome, 22 septembre 1994)
30. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement israélien relatif à la création d'une commission économique mixte (Tel-Aviv, 6-8 septembre 1992)
31. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée (Almaty, 7 mai 1991)
32. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Lettonie (Almaty, 13 octobre 1994)
33. Accord de coopération économique, scientifique, technique et culturelle entre la République du Kazakhstan et la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste (Almaty, 13 mars 1992)
34. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Lituanie relatif à la promotion et à la protection mutuelle des investissements (Almaty, 15 septembre 1994)
35. Accord entre le gouvernement et la Banque nationale de la République du Kazakhstan et le gouvernement et la Banque de la République de Lituanie relatif au règlement des questions économiques entre la République du Kazakhstan et la République de Lituanie (Almaty, 15 septembre 1994)
36. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement mongol (Oulan-Bator, 27 octobre 1992)
37. Accord entre la Banque nationale de la République du Kazakhstan et la Mongolbank (Banque centrale de Mongolie) relatif à la procédure de règlement et de comptabilisation des opérations économiques et commerciales entre la République du Kazakhstan et la Mongolie (Oulan-Bator, 27 octobre 1992)

38. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement mongol relatif à la création et aux fonctions de la Commission intergouvernementale kazake-mongole de coopération économique, commerciale, scientifique, technique et culturelle (Almaty, 25 mars 1993)
39. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement mongol relatif à la promotion et à la protection mutuelle des investissements (Almaty, 2 décembre 1994)
40. Accord de coopération économique, commerciale et financière entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement du Sultanat d'Oman (Mascate, 17 juin 1992)
41. Convention entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République islamique du Pakistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale dans le domaine de l'impôt sur le revenu (Almaty, 23 août 1995)
42. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Pologne (Almaty, 14 octobre 1992)
43. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Pologne relatif à la promotion et à la protection mutuelle des investissements (Almaty, 21 septembre 1994)
44. Convention entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Pologne tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale dans le domaine de l'impôt sur le revenu et sur la fortune (Almaty, 21 septembre 1994)
45. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Pologne relatif à l'octroi d'un crédit destiné à l'achat de marchandises polonaises (Almaty, 21 septembre 1994)
46. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement roumain (Bucarest, 4 décembre 1992)
47. Accord visant à accélérer l'intégration et la coopération économique entre la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie (Moscou, 28 mars 1994)
48. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la Fédération de Russie relatif aux principes fondamentaux de création de groupes industriels et financiers kazaks-russes (Moscou, 28 mars 1994)
49. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la protection de la propriété industrielle (Moscou, 28 mars 1994)
50. Accord entre la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie relatif à la procédure unifiée de réglementation de l'activité économique extérieure (Moscou, 20 janvier 1995)
51. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération entre les oblasts contigus (Omsk, 26 janvier 1995)

52. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite relatif à la coopération dans les domaines économique, commercial, de l'investissement, technique et culturel ainsi que dans les domaines des sports et de la jeunesse (27 septembre 1994)
53. Accord de coopération commerciale, économique, scientifique et technique entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République slovaque (Almaty, 18 mai 1995)
54. Accord entre la République du Kazakhstan et le Royaume d'Espagne relatif à la promotion et à la protection mutuelle des investissements (Madrid, 23 mars 1994)
55. Accord de coopération économique et industrielle entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement du Royaume d'Espagne (Madrid, 23 mars 1994)
56. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République du Tadjikistan relatif aux principes de la coopération économique et commerciale (Almaty, 30 janvier 1995)
57. Accord de coopération économique, scientifique, technique et culturelle entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République de Tunisie (23 novembre 1992)
58. Accord de coopération commerciale, économique, scientifique et technique entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement turc (Ankara, 26 septembre 1991)
59. Accord entre la République du Kazakhstan et la République turque relatif à la promotion et à la protection mutuelle des investissements (Almaty, 1er mai 1992)
60. Protocole relatif à la création d'une commission intergouvernementale pour la coopération économique entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République turque (Ankara, 2 septembre 1993)
61. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République turque tendant à éviter la double imposition dans le domaine de l'impôt sur le revenu (Almaty, 15 août 1995)
62. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement ukrainien relatif à la promotion et à la protection mutuelle des investissements (Almaty, 17 septembre 1994)
63. Accord relatif au développement et à l'élargissement de la coopération économique entre la République du Kazakhstan et l'Ukraine (Almaty, 21 septembre 1995)
64. Accord entre la République du Kazakhstan et les Etats-Unis d'Amérique relatif à la promotion et à la protection mutuelle des investissements (Washington, 19 mai 1992)
65. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique relatif à la stimulation des investissements (Washington, 19 mai 1992)

66. Convention entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale dans le domaine de l'impôt sur le revenu et sur la fortune (Almaty, 24 octobre 1993)
67. Principes de coopération entre la République du Kazakhstan, la Société des investissements privés étrangers et l'Union américano-kazake pour le développement économique (Washington, 14 février 1994)
68. Mémoire d'accord entre le Ministère de l'industrie et du commerce de la République du Kazakhstan et le Ministère du commerce des Etats-Unis d'Amérique relatif à la coopération pour le développement des services dans le domaine des données commerciales et l'échange de renseignements sur les marchés (Washington, 20 mars 1995)
69. Déclaration américano-kazake sur le commerce, l'investissement et la coopération économique (Washington, 27 mars 1995)
70. Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République d'Ouzbékistan réglant les questions de coopération économique et commerciale (Almaty, 24 août 1994)
71. Accord de coopération économique et commerciale entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République socialiste du Viet Nam (Almaty, 1er février 1994)

D.2 Accords économiques multilatéraux

1. Accord entre la République islamique d'Iran, la République du Kazakhstan, la République du Kirghizistan, la République d'Ouzbékistan, la République islamique du Pakistan, le Turkménistan et la Turquie relatif à la coopération économique pour l'exécution de projets d'intérêt mutuel (Achgabat, 10 mai 1992)
2. Accord entre les pays de la CEI relatif aux principes convenus en matière de politique fiscale (Moscou, 13 mars 1992)
3. Accord entre les pays de la CEI relatif à la coopération dans le domaine de la protection du droit d'auteur et des droits connexes (Moscou, 24 septembre 1993)
4. Accord entre les pays de la CEI relatif à la coopération dans le domaine des investissements (Achgabat, 24 décembre 1993)
5. Accord entre les pays de la CEI relatif à l'application d'une politique concertée dans le domaine de la normalisation, de la métrologie et de la certification (Moscou, 13 mars 1992)
6. Accord relatif au partenariat et à la coopération entre l'Union européenne et le Kazakhstan (24 mai 1994)
7. Accord entre les pays de la CEI relatif à la création d'une union économique (Moscou, 24 septembre 1993)

D.3 Conventions internationales

1. Convention relative à l'aviation civile internationale (1944)
2. Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (1956)
3. Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958)
4. Convention européenne sur l'arbitrage commercial (1961)
5. Convention relative au transport de marchandises (1966)
6. Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (1968)
7. Convention de Vienne sur le droit des traités (1969)
8. Accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (1970)
9. Convention douanière relative au transport international des marchandises sous le couvert de carnets TIR (1975)
10. Accord relatif aux transports internationaux de denrées alimentaires et aux engins spéciaux à utiliser pour ces transports (1975)
11. Accord de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (1967 et 1979)
12. Accord de 1993 sur la création d'une Union eurasiennne du charbon et de l'acier (CEI)
13. Convention eurasiennne sur les brevets (1994)
14. Principes de la législation douanière des Etats membres de la CEI (1995)

D.4 Organisations multilatérales à vocation économique

1. Banque asiatique de développement
2. Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme
3. Banque de développement d'Asie centrale
4. Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
5. Banque européenne pour la reconstruction et le développement
6. Charte européenne de l'énergie
7. Union eurasiennne du charbon et de l'acier (CEI)

8. Agence internationale de l'énergie atomique
9. Agence multilatérale de garantie des investissements
10. Association internationale de développement
11. Banque internationale pour la reconstruction et le développement
12. Organisation de l'aviation civile internationale
13. Office international des épizooties
14. Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
15. Société financière internationale
16. Organisation internationale du travail
17. Organisation maritime internationale
18. Fonds monétaire international
19. International Organization on Certification
20. Organisation internationale de normalisation
21. Institut international de statistique
22. International Union of Electric Communication
23. Assemblée interparlementaire (CEI)
24. Union interparlementaire
25. Institut unifié des recherches nucléaires
26. Organisation de coopération et de développement économiques
27. Union postale universelle
28. Organisation des Nations Unies
29. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
30. Organisation mondiale des douanes
31. Organisation mondiale de la santé
32. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

33. Organisation mondiale du tourisme

D.5 Adhésion en cours

1. Association internationale de la sécurité sociale

2. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

3. Organisation mondiale du commerce

E. Système de préférences

E.1 Liste des pays en développement dont les produits sont assujettis à des droits d'importation égaux à la moitié du taux de base

Les taux préférentiels sont égaux à la moitié du taux de base. Des exemplaires du tarif douanier du Kazakhstan ont été remis au Secrétariat de l'OMC.

1. Albanie	33. Equateur
2. Algérie	34. Etats fédérés de Micronésie
3. Angola	35. ex-République yougoslave de Macédoine
4. Anguilla	36. Fidji
5. Antigua-et-Barbuda	37. Gabon
6. Antilles néerlandaises	38. Gambie
7. Arabie saoudite	39. Ghana
8. Argentine	40. Grenade
9. Aruba	41. Guatemala
10. Bahamas	42. Guyana
11. Bahreïn	43. Honduras
12. Barbade	44. Hong Kong
13. Belize	45. Iles Caïmans
14. Bermudes	46. Iles Cook
15. Bolivie	47. Iles du Pacifique (Palaos)
16. Bosnie-Herzégovine	48. Iles Turques et Caïques
17. Brésil	49. Iles Vierges britanniques
18. Brunéi Darussalam	50. Inde
19. Cameroun	51. Indonésie
20. Chili	52. Iran
21. Chine	53. Iraq
22. Chypre	54. Jamahiriya arabe libyenne
23. Colombie	55. Jamaïque
24. Congo	56. Jordanie
25. Costa Rica	57. Kenya
26. Côte d'Ivoire	58. Koweït
27. Croatie	59. Liban
28. Cuba	60. Malaisie
29. Dominique	61. Malte
30. Egypte	62. Maroc
31. El Salvador	63. Maurice
32. Emirats arabes unis	64. Mexique

65.	Mongolie	84.	Saint-Kitts-et-Nevis
66.	Montserrat	85.	Saint-Vincent-et-les Grenadines
67.	Namibie	86.	Sainte-Hélène
68.	Nauru	87.	Sainte-Lucie
69.	Nicaragua	88.	Sénégal
70.	Nigéria	89.	Seychelles
71.	Nouvelle-Calédonie	90.	Singapour
72.	Oman	91.	Slovénie
73.	Pakistan	92.	Sri Lanka
74.	Panama	93.	Suriname
75.	Papouasie-Nouvelle-Guinée	94.	Swaziland
76.	Paraguay	95.	Thaïlande
77.	Pérou	96.	Tokélaou
78.	Philippines	97.	Tonga
79.	Qatar	98.	Trinité-et-Tobago
80.	République arabe syrienne	99.	Tunisie
81.	République de Corée	100.	Turquie
82.	République dominicaine	101.	Uruguay
83.	République populaire démocratique de Corée	102.	Venezuela
		103.	Viet Nam

Les marchandises produites à Taiwan sont considérées comme produites en Chine et sont assujetties aux mêmes droits que les marchandises chinoises importées au Kazakhstan.

E.2 Liste des pays les moins avancés dont les produits sont admis en franchise de droits

1.	Afghanistan	24.	Mali
2.	Bangladesh	25.	Mauritanie
3.	Bénin	26.	Mozambique
4.	Bhoutan	27.	Myanmar
5.	Botswana	28.	Népal
6.	Burkina Faso	29.	Niger
7.	Burundi	30.	Ouganda
8.	Cambodge	31.	République centrafricaine
9.	Cap-Vert	32.	République démocratique populaire lao
10.	Comores	33.	République-Unie de Tanzanie
11.	Djibouti	34.	Rwanda
12.	Ethiopie	35.	Samoa
13.	Guinée	36.	Sao Tomé-et-Principe
14.	Guinée-Bissau	37.	Sierra Leone
15.	Guinée équatoriale	38.	Somalie
16.	Haïti	39.	Soudan
17.	Iles Salomon	40.	Tchad
18.	Kiribati	41.	Togo
19.	Lesotho	42.	Tuvalu
20.	Libéria	43.	Vanuatu
21.	Madagascar	44.	Yémen
22.	Malawi	45.	Zaïre
23.	Maldives	46.	Zambie

E.3 Liste des marchandises importées qui ne bénéficient pas du régime préférentiel

Les marchandises ci-après ne bénéficient pas du traitement préférentiel accordé aux pays en développement et aux pays les moins avancés énumérés respectivement aux sections E.1 et E.2 ci-dessus. Elles sont assujetties au taux de base quelle que soit leur origine.

Code	Désignation
330300	Parfums et eaux de toilette
3304	Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, autres que les médicaments, y compris les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer; préparations pour manucures ou pédicures
3305	Préparations capillaires
3306	Préparations pour l'hygiène buccale ou dentaire, y compris les poudres et crèmes pour faciliter l'adhérence des dentiers
3307	Préparations pour le prérasage, le rasage ou l'après-rasage, désodorisants corporels, préparations pour bains, dépilatoires, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques, non dénommés ni compris ailleurs; désodorisants de locaux, préparés, même non parfumés, ayant ou non des propriétés désinfectantes
711620	Ouvrages en perles fines ou de culture, en pierres gemmes ou en pierres synthétiques ou reconstituées: - en pierres gemmes ou en pierres synthétiques ou reconstituées
7117	Bijouterie de fantaisie
851710000	Appareils électriques pour la téléphonie ou la télégraphie par fil, y compris les appareils de télécommunication par courant porteur
8519	Tourne-disques, électrophones, lecteurs de cassettes et autres appareils de reproduction du son, n'incorporant pas de dispositif d'enregistrement du son
8520	Magnétophones et autres appareils d'enregistrement du son, même incorporant un dispositif de reproduction du son
8521	Appareils d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques
8525	Appareils d'émission pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie, la radiodiffusion ou la télévision, même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son; caméras de télévision
8527	Appareils récepteurs pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie ou la radiodiffusion, même combinés, sous une même enveloppe, à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou à un appareil d'horlogerie
8528	Appareils récepteurs de télévision (y compris les moniteurs vidéo et les projecteurs vidéo), même combinés, sous une même enveloppe, à un appareil récepteur de radiodiffusion ou à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images

ANNEXE 9RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX EXPORTATIONSTableau A9.1Liste des produits dont l'exportation nécessite une licence

Désignation	Position dans la nomenclature des marchandises	Ministères et départements chargés de coordonner la décision de délivrer la licence
Produits pharmaceutiques, matériel médical	2936, 2939-2942, 3003-3005, 9018-9020 (sauf 902000900)	Ministère de la protection sanitaire
Produits pharmaceutiques à usage vétérinaire	2936-2942, 3001-3004, 3005, 3006, 9018-9022	Ministère de l'agriculture
Ivoire, cornes, sabots, bois de jeunes cerfs sibériens, coraux et produits similaires	040700900, 0507, 050800000, 0604, 0510, 071230000, 080221000, 080222000, 0810, 0812, 121220000, 1301, 1302 (sauf 130219300), 9601	Ministère de l'agriculture Ministère de l'écologie et des ressources biologiques
Matières premières pharmaceutiques d'origine végétale et animale	020610100, 020622100, 0020629100, 020630100, 020641100, 020680100, 020690100 (seulement provenant d'animaux sauvages), 0507 (seulement les matières premières pharmaceutiques), 051000000, 1211, 121220000, 1302 (sauf 130219300), 3001, 3002 (sauf les produits pharmaceutiques finis)	Ministère de l'agriculture Ministère de l'écologie et des ressources biologiques
Stupéfiants, psychotropes et venins	Selon la liste définie par le gouvernement kazak	Ministère de la protection sanitaire Ministère de l'écologie et des ressources biologiques
Renseignements sur le sous-sol par région et sur les gisements de matières combustibles, énergétiques et minérales situées sur le territoire kazak et dans les limites du plateau continental et de la zone économique exclusive. Objets de collection minéralogiques et paléontologiques (97050000 - seulement pour la minéralogie et la paléontologie)	L'exportation doit être conforme à la Réglementation relative à la procédure de communication, d'échange et de vente de renseignements sur le sous-sol kazak, approuvée par la Résolution n° 1034 du Conseil des Ministres (8 décembre 1992), ainsi qu'aux concessions d'exploitation des ressources minérales délivrées par le gouvernement kazak et aux contrats passés avec les utilisateurs de ces ressources (sans délivrance d'exportation par le Ministère de l'industrie et du commerce)	Ministère de la géologie Commission technique de la République du Kazakhstan pour la protection de l'information

Désignation	Position dans la nomenclature des marchandises	Ministères et départements chargés de coordonner la décision de délivrer la licence
Certains types de Matières premières, de matériaux, de matériel, de technologies et d'informations scientifiques et techniques pouvant servir à fabriquer des armes et du matériel de combat	Selon la liste définie par le gouvernement kazak	Ministère de la science Commission technique de la République du Kazakhstan pour la protection de l'information
Matériaux, matériel et technologies ayant des applications spécifiques mais pouvant servir à fabriquer des fusées, des armes nucléaires ou chimiques ou d'autres types d'armes de destruction massive	Selon la liste définie par le gouvernement kazak	Ministère de la science Commission technique de la République du Kazakhstan pour la protection de l'information
Dispositifs de chiffrement (y compris le matériel, les composants destinés au matériel de chiffrement et les logiciels), documents d'instructions et documents techniques sur les dispositifs de chiffrement (conception et fonctionnement)	8471 (seulement le matériel de chiffrement), 847330000 (seulement pour le matériel de chiffrement), 854390900 (seulement pour le matériel de chiffrement)	Comité de la sécurité nationale Commission technique de la République du Kazakhstan pour la protection de l'information
Poudre et dispositifs explosifs et pyrotechniques	360100000 (sauf la poudre destinée aux armes de chasse), 360200000, 360300, 3604	Ministère de l'intérieur
Pierres précieuses naturelles et objets en ces matières, déchets, poudres et pierres précieuses naturelles récupérées, perles et objets faits de perles, ambre et objets faits d'ambre	253090000 (seulement l'ambre), 7101, 7102, 7103 (seulement les pierres précieuses), 7105 (seulement en pierres précieuses naturelles), 7116 (seulement en perles et en pierres précieuses naturelles), 820551000 (seulement les coupe-verre contenant des diamants naturels), 820712100, 820720100, 820750100, 820760100, 820790100 (seulement les outils dont le tranchant est fait de cristal et de diamants naturels ovalisés ou broyés), 852290300 (seulement en pierres précieuses naturelles et en diamant), 960200000 (seulement l'ambre préparé et les objets en ambre)	

Désignation	Position dans la nomenclature des marchandises	Ministères et départements chargés de coordonner la décision de délivrer la licence
Métaux précieux, alliages et objets en ces matières: métaux, articles plaqués de métaux précieux et objets en ces matières: minerais et minerais concentrés de métaux précieux, déchets	2616, 2843, 300640000 (seulement en métaux précieux), 7106-7112, 711311000, 711319000, 711411000, 711510100, 711590100, 711590900, 7118 (seulement en métaux précieux), 8544 (seulement avec conducteurs en métaux précieux), 900319100, 902129100, 911110000 (seulement en métaux précieux), 911310 (seulement en métaux précieux), 960810300, 960839100	
Pierres semi-précieuses et objets en ces matières	710310000 (seulement les pierres semi-précieuses), 710399000 (seulement les pierres semi-précieuses), 710510900, 711620190 (seulement en pierres semi-précieuses)	Ministère de la géologie
Armes de service et armes civiles	Selon la liste définie par le gouvernement kazak	Ministère de l'intérieur
Dispositifs de protection contre les substances de combat empoisonnées, éléments et accessoires connexes	Selon la liste définie par le gouvernement kazak	Ministère de la défense
Documents d'instructions relatifs aux produits militaires (conception et fonctionnement)		Ministère de la défense Commission technique de la République du Kazakhstan pour la protection de l'information
Métaux rares, métaux des terres rares, matières premières destinées à la fabrication des alliages, composés et objets en ces matières	2611, 2613-2615, 2804, 282530, 282619000, 284170, 2846, 8103, 8105, 8106, 8108, 8109, 8112, 8113, 280540100	Ministère de la science

Tableau A9.2

Liste des produits dont l'exportation nécessite l'autorisation du gouvernement kazak

Désignation	Code dans la nomenclature des marchandises
Espèces animales et végétales sauvages	010119900, 010290900, 010391900, 010392900, 010410900, 010420900, 010600910, 010600990 (seulement les espèces animales sauvages), 070951, 070952000, 071080600
Armements et matériel militaire, éléments spéciaux destinés à leur fabrication, travaux et services dans le domaine de la collaboration technique militaire	871000000, 8802 (sauf 880211100, 880212100, 880220100, 880230100, 880240100), 8803 (sauf 880310100, 880320100, 880330100, 880390910), 880400000, (seulement les produits militaires), 8805 (sauf 880520100, 890600100, 930100000, 930200, 9305 (seulement pour les armes de combat), 9306 (sauf 930610000, 930629100, 930629200, 930629100, 930629200, 930629400, 930630910, 930630930, 901310000 (seulement les produits militaires), 901320000 (seulement les produits militaires), 901380000 (seulement les produits militaires), 9014 (seulement les produits militaires), 8525 (seulement les produits militaires), 8526 (seulement les produits militaires)
Matières, technologies, matériel et installations nucléaires, matières non nucléaires spéciales, sources radioactives, y compris les déchets	2612, 2844, 2845, 380110000 (seulement le graphique pur à usage nucléaire), 8401

Tableau A9.3

Liste des produits de base pour lesquels le contrat d'exportation doit être enregistré

Désignation		
1. <u>Céréales, produits agricoles, produits de leur transformation</u>		
a. <u>Céréales:</u>		
Blé (tous types)	1001	1 wagon
Seigle	1002	1 wagon
Orge	1003	1 wagon
Avoine	1004	1 wagon
Maïs	1005	1 wagon
Grains et gruaux de riz	1006	1 wagon
Sorgho	1007	1 wagon
Sarrasin, millet et alpiste	1008	1 wagon
Fèves de soja, même concassées	1201	1 wagon
Graines de navette ou de colza, même concassées	1205	1 wagon
Graines de tournesol, même concassées	1206	1 wagon

Désignation		
b. <u>Peaux et cuirs:</u>		
Peaux brutes de bovins ou d'équidés	4101	50 pièces
Peaux brutes d'ovins	4102	500 pièces
Autres peaux brutes, y compris de caprins	4103	500 pièces
Peaux épilées de caprins	4106	4000 dm ²
Peaux épilées d'autres animaux (y compris de porcins)	4107	1000 dm ²
Cuirs et peaux chamisés (y compris le chamois combiné)	4108	1000 dm ²
Astrakan	43013000	1000 dm ²
Coton	5201, 5203	5 t
Déchets de coton	5202	5 t
Laine	5101	1 t
Poils fins ou grossiers	5102	20 kg
Huiles de tournesol, de carthame ou de coton et leurs fractions mais non chimiquement modifiées	1512	1 t
c. <u>Animaux vivants</u>		
Chevaux	0101	10 têtes
Animaux vivants de l'espèce bovine	0102	10 têtes
Animaux vivants de l'espèce porcine	0103	50 têtes
Animaux vivants des espèces ovine ou caprine	0104	50 têtes
Pelletteries brutes, tannées ou apprêtées et articles en pelletterie	4301-4303	10 peaux
d. <u>Gruaux</u>	1103-1105	20 t
2. <u>Production à des fins industrielles-techniques</u>		
Huile brute (y compris le condensat) et les produits de sa transformation	2709, 271000330, 271000350, 271000510, 271000690, 271000790	

Tableau A9.4

Barème des droits d'enregistrement des contrats à la Bourse des marchandises

Montant	Droit
Inférieur ou égal à 1 million de dollars EU	0,2% de la valeur du contrat
Supérieur à 1 million et inférieur ou égal à 5 millions de dollars EU	2 000 dollars EU + 0,1% du montant dépassant 1 million de dollars EU
Supérieur à 5 millions et inférieur ou égal à 10 millions de dollars EU	6 000 dollars EU + 0,05% du montant dépassant 5 millions de dollars EU
Supérieur à 10 millions de dollars EU	8 500 dollars EU + 0,02% du montant dépassant 10 millions de dollars EU

ANNEXE 10

PROPRIETE INTELLECTUELLE

1. PREMIERE PARTIE - Droits et taxes facturés aux ressortissants étrangers par l'Office national des brevets

Tableau A10.1

Droits perçus pour le dépôt des demandes de brevet

Type de demande	Droit en dollars EU
Inventions	100,00
Modèles d'utilité	90,00
Dessins et modèles industriels	70,00
Modification de la demande pour les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels	20,00

Tableau A10.2

Droits perçus pour le dépôt des demandes d'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce

Type d'enregistrement	Droit en dollars EU
Marque de fabrique ou de commerce	70,00
Droit d'utiliser une appellation d'origine	70,00
Marque de fabrique ou de commerce collective	140,00

Tableau A10.3

Droits perçus pour les recherches en matière de brevet ou de marques de fabrique ou de commerce

Type de recherche	Droit en dollars EU
Recherche sur les inventions	
Recherche sur une seule invention	400,00
Recherche sur plusieurs inventions	400,00 plus 320,00 pour chaque invention supplémentaire
Résultats d'une recherche internationale menée conformément aux normes kazakes	340,00
Recherche sur les dessins et modèles industriels	
Une seule variante	200,00
Deux à dix variantes	300,00
Plus de dix variantes	400,00
Recherche sur les marques de fabrique ou de commerce	
Classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques (par classe)	140,00
Chaque classe supplémentaire	35,00
Recherche sur les appellations d'origine	90,00

Tableau A10.4

Droits perçus pour le dépôt d'un recours devant la Commission des recours de l'Office national des brevets contre le rejet d'une demande de brevet ou d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce

Type de recours	Droit den dollars EU
Rejet d'une demande de brevet préliminaire	
Invention	120,00
Dessin ou modèle industriel	120,00
Rejet d'une demande de brevet	
Invention	400,00
Modèle d'utilité	150,00
Dessin ou modèle industriel	400,00
Enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce	105,00
Enregistrement d'une appellation d'origine	105,00

Tableau A10.5

Droits perçus pour la délivrance de brevets préliminaires et de brevets et l'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce

Octroi/enregistrement du droit de propriété intellectuelle	Droit en dollars EU
Brevet préliminaire	
Invention	200,00
Dessin ou modèle industriel	200,00
Réenregistrement d'une demande de brevet préliminaire	100,00
Brevet	
Invention	200,00
Dessin ou modèle industriel	200,00
Modèle d'utilité	300,00
Réenregistrement d'une demande de brevet	100,00
Enregistrement et délivrance de certificat pour	
Marque de fabrique ou de commerce	70,00
Appellation d'origine	70,00

Tableau A10.6

Droits divers

Demande	Droit en dollars EU
Requête de dépôt tardif d'une demande	200,00
Requête en vue de transformer l'objet de la demande	
D'invention en modèle d'utilité	50,00
De modèle d'utilité en dessin ou modèle industriel	50,00
Prolongation de la protection d'une marque de fabrique ou de commerce	140,00
Pour chaque classe supplémentaire	70,00
Pour une appellation d'origine	140,00
Modification de	
Enregistrement et certificat de marque de fabrique ou de commerce	70,00
Appellation d'origine	70,00
Enregistrement de l'accord de transfert des	
Droits conférés par un brevet préliminaire	250,00
Droits conférés par un brevet	250,00
Droits conférés par l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce	250,00
Droits conférés par un accord de licence	250,00
Modification d'un accord de licence	70,00
Demande de délivrance et publication d'une licence ouverte	70,00

Tableau A10.7

Droits annuels perçus pour prolonger la validité d'un brevet
préliminaire ou d'un brevet

Nombre d'années	Brevet préliminaire d'une invention	Brevet d'invention	Brevet de modèle d'utilité	Brevet préliminaire de dessin ou modèle industriel	Brevet de dessin ou modèle industriel
1-2	100,00	-	70,00	70,00	-
3	100,00	100,00	70,00	70,00	70,00
4-5	150,00	150,00	210,00	105,00	105,00
6-7	-	200,00	210,00	-	120,00
8	-	300,00	210,00	-	130,00
9	-	300,00	-	-	130,00
10	-	300,00	-	-	150,00
11-12	-	400,00	-	-	220,00
13-14	-	600,00	-	-	220,00
15	-	600,00	-	-	220,00
16-18	-	700,00	-	-	-
19-20	-	800,00	-	-	-

2. DEUXIEME PARTIE - Droits et taxes facturés aux ressortissants kazaks par l'Office national des brevets

Tableau A10.8

Droits perçus pour le dépôt des demandes de brevet

Type de demande	Droit
Inventions	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation ¹
Modèles d'utilité	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Dessins et modèles industriels	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Modification de la demande pour les inventions, les modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels	Le quart de l'indice mensuel d'évaluation

¹Cet indice, publié par le gouvernement et mis à jour tous les trimestres, est actuellement de 460 tenge.

Tableau A10.9

Droits perçus pour le dépôt des demandes d'enregistrement
de marques de fabrique ou de commerce

Type d'enregistrement	Droit
Marque de fabrique ou de commerce	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Droit d'utiliser une appellation d'origine	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Marque de fabrique ou de commerce collective	Une fois l'indice mensuel d'évaluation

Tableau A10.10

Droits perçus pour les recherches en matière de brevet ou
de marques de fabrique ou de commerce

Type de recherche	Droit
Recherche sur les inventions	
Recherche sur une seule invention	Deux fois l'indice mensuel d'évaluation
Recherche sur plusieurs inventions	Deux fois l'indice mensuel d'évaluation pour la première invention et 80 pour cent de deux fois l'indice mensuel d'évaluation pour chaque invention supplémentaire
Résultats d'une recherche internationale menée conformément aux normes kazakes	85 pour cent de deux fois l'indice mensuel d'évaluation
Recherche sur les dessins et modèles industriels	
Une variante	Une fois l'indice mensuel d'évaluation
Deux à dix variantes	1,33 fois l'indice mensuel d'évaluation
Plus de dix variantes	1,75 fois l'indice mensuel d'évaluation
Recherche sur les marques de fabrique ou de commerce	
Classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques (par classe)	Une fois l'indice mensuel d'évaluation
Chaque classe supplémentaire	Le quart de l'indice mensuel d'évaluation
Recherche sur les appellations d'origine	Une fois l'indice mensuel d'évaluation

Tableau A10.11

Droits perçus pour le dépôt d'un recours devant la Commission des recours de l'Office national
des brevets contre le rejet d'une demande de brevet ou d'enregistrement
d'une marque de fabrique ou de commerce

Type de recours	Droit
Rejet d'une demande de brevet préliminaire	
Invention	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Dessin ou modèle industriel	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Rejet d'une demande de brevet	
Invention	Une fois l'indice mensuel d'évaluation
Modèle d'utilité	Une fois l'indice mensuel d'évaluation
Dessin ou modèle industriel	Les trois quarts de l'indice mensuel d'évaluation
Enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce	Les trois quarts de l'indice mensuel d'évaluation
Enregistrement d'une appellation d'origine	Les trois quarts de l'indice mensuel d'évaluation

Tableau A10.12

Droits perçus pour la délivrance de brevets préliminaires et de brevets et l'enregistrement
de marques de fabrique ou de commerce

Octroi/enregistrement du droit de propriété intellectuelle	Droit
Brevet préliminaire	
Invention	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Dessin ou modèle industriel	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Réenregistrement d'une demande de brevet préliminaire	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Brevet	
Invention	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Dessin ou modèle industriel	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Modèle d'utilité	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Réenregistrement d'une demande de brevet	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Enregistrement et délivrance de certificat pour	
Marque de fabrique ou de commerce	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Appellation d'origine	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation

Tableau A10.13

Droits divers

Demande	Droit
Requête de dépôt tardif d'une demande	Une fois l'indice mensuel d'évaluation
Requête en vue de transformer l'objet de la demande	
D'invention en modèle d'utilité	Le quart de l'indice mensuel d'évaluation
De modèle d'utilité en dessin ou modèle industriel	Le quart de l'indice mensuel d'évaluation
Prolongation de la protection d'une marque de fabrique ou de commerce	Une fois l'indice mensuel d'évaluation
Pour chaque classe supplémentaire	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Pour une appellation d'origine	La moitié de l'indice mensuel d'évaluation
Modification de	
Enregistrement et certificat de marque de fabrique ou de commerce	
Appellation d'origine	
Enregistrement de l'accord de transfert des	
Droits conférés par un brevet préliminaire	
Droits conférés par un brevet	
Droits conférés par l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce	
Droits conférés par un accord de licence	
Modification d'un accord de licence	
Demande de délivrance et publication d'une licence ouverte	

Tableau A10.14

Droits annuels perçus pour prolonger la validité d'un brevet préliminaire ou d'un brevet¹

Nombre d'années	Brevet préliminaire sur une invention	Brevet d'invention	Brevet de modèle d'utilité	Brevet préliminaire de dessin ou modèle industriel	Brevet de dessin ou modèle industriel
1-2	1/2	--	1/3	1/3	--
3	1/2	1/2	1/3	1/3	1/3
4-5	3/4	3/4	1	1/2	1/2
6-7	--	1	1	--	3/4
8	--	1,5	1	--	1
9	--	1,5	--	--	1
10	--	2	--	--	1,5
11-12	--	2	--	--	2
13-14	--	3	--	--	2
15	--	3	--	--	2
16-18	--	3,5	--	--	--
19-20	--	4	--	--	--

¹Tous les montants figurant au tableau A10.14 sont exprimés en multiples ou fractions du salaire mensuel.

3. TROISIEME PARTIE - Informations statistiques

Tableau A10.15

Statistiques sur les demandes de droit de propriété intellectuelle
déposées auprès de l'Office national des brevets

Type de demande	Nombre total de demandes	Nombre total de demandes acceptées	Nombre total de demandes en cours	Nombre total de demandes rejetées
Invention	8 483	2 000	6 481	2
Modèle d'utilité	59	17	42	0
Dessin ou modèle industriel	137	94	20	23
Marque de fabrique ou de commerce	23 957	2 836	21 121	0
Appellation d'origine	6	0	6	0

ANNEXE 11

SUBVENTIONS AGRICOLES

Tableau explicatif ES:1

SUBVENTIONS A L'EXPORTATION: Kazakhstan
PERIODE CONSIDEREE: années civiles 1994 à 1996
Subventions à l'exportation: Engagements de réduction des dépenses et des quantités

Désignation des produits	Subventions directes à l'exportation	Ventes de stocks	Subventions financées par les producteurs	Mesures de réduction des coûts	Subventions aux transports intérieurs	Subventions à l'exportation totales par produit	Quantité d'exportations subventionnées	Source des données
1	2	3	4	5	6	7	8	9

Aucune subvention de ce type n'a été accordée

Tableau explicatif DS:1

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan**PERIODE CONSIDEREE: année civile 1994***Mesures exemptées de l'engagement de réduction - "Catégorie verte"*

Nom de la mesure	Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'article 6:2	Valeur monétaire de la mesure (milliers de tenge)	Sources des données
1	2	3	4	5
2. a. Recherche, y compris la recherche de caractère général, la recherche liée aux programmes de protection de l'environnement, et les programmes de recherche se rapportant à des produits particuliers	"Services de caractère général"	Services d'infrastructure, de conseil, services technologiques, prévision dans le domaine de la culture	38 561	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
b. Lutte contre les parasites et les maladies, y compris les mesures générales et les mesures par produit, telles que les systèmes d'avertissement rapide, la quarantaine et l'éradication	"Services de caractère général"	Mesures vétérinaires et protection phytosanitaire	226 217	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
d. Services de vulgarisation et de consultation, y compris la fourniture de moyens destinés à faciliter le transfert d'informations et des résultats de la recherche aux producteurs et aux consommateurs	"Services de caractère général"	Mesures d'amélioration hydrogéologique et services d'essais de machines	59 336	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
e. Services d'inspection, y compris les services de caractère général et l'inspection de produits particuliers, pour des raisons de santé, de sécurité, de contrôle de la qualité ou de normalisation	"Services de caractère général"	Développement de l'infrastructure nationale d'inspection des semences et de supervision des machines agricoles (Gossetekhnadzor)	32 217	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
f. Services de commercialisation et de promotion, y compris les renseignements sur les marchés, la consultation et la promotion en rapport avec des produits particuliers, mais non compris les dépenses à des fins non spécifiées qui pourraient être utilisées par les vendeurs pour abaisser leurs prix de vente ou conférer un avantage économique direct aux acheteurs	"Services de caractère général"	Développement de l'infrastructure: 1. de la Société nationale des produits alimentaires 2. de la maison d'édition 3. du complexe agro-industriel	6 621 13 322 1 394 000	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
3. Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire	"Services de caractère général"	Marchés publics de céréales	5 386 486	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
TOTAL:	Milliers de tenge		7 156 760	
	Milliers de dollars EU		200 133	

Tableau explicatif DS:1

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan

PERIODE CONSIDEREE: année civile 1995

Mesures exemptées de l'engagement de réduction - "Catégorie verte"

Nom de la mesure	Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'article 6:2	Valeur monétaire de la mesure (milliers de tenge)	Sources des données
1	2	3	4	5
2. a. Recherche, y compris la recherche de caractère général, la recherche liée aux programmes de protection de l'environnement, et les programmes de recherche se rapportant à des produits particuliers	"Services de caractère général"	Services d'infrastructure, de conseil, services technologiques, prévision dans le domaine de la culture	19 777	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
b. Lutte contre les parasites et les maladies, y compris les mesures générales et les mesures par produit, telles que les systèmes d'avertissement rapide, la quarantaine et l'éradication	"Services de caractère général"	Mesures vétérinaires et protection phytosanitaire	1 126 442	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
d. Services de vulgarisation et de consultation, y compris la fourniture de moyens destinés à faciliter le transfert d'informations et des résultats de la recherche aux producteurs et aux consommateurs	"Services de caractère général"	Mesures d'amélioration hydrogéologique et services d'essais de machines	143 421	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
e. Services d'inspection, y compris les services de caractère général et l'inspection de produits particuliers, pour des raisons de santé, de sécurité, de contrôle de la qualité ou de normalisation	"Services de caractère général"	Développement de l'infrastructure nationale d'inspection des semences et de supervision des machines agricoles (Gossetekhnadzor)	100 441	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
f. Services de commercialisation et de promotion, y compris les renseignements sur les marchés, la consultation et la promotion en rapport avec des produits particuliers, mais non compris les dépenses à des fins non spécifiées qui pourraient être utilisées par les vendeurs pour abaisser leurs prix de vente ou conférer un avantage économique direct aux acheteurs	"Services de caractère général"	Développement de l'infrastructure: 1. De la Société nationale des produits alimentaires 2. De la maison d'édition 3. Du complexe agro-industriel	100 16 5 894 116	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
3. Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire	"Services de caractère général"	Marchés publics de céréales	2 606 646	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
TOTAL:			9 890 959 162 333	
	Milliers de tenge			
	Milliers de dollars EU			

Tableau explicatif DS:1

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan

PERIODE CONSIDEREE: année civile 1996

Mesures exemptées de l'engagement de réduction - "Catégorie verte"

Nom de la mesure	Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'article 6:2	Valeur monétaire de la mesure (milliers de tenge)	Sources des données
1	2	3	4	5
2. a. Recherche, y compris la recherche de caractère général, la recherche liée aux programmes de protection de l'environnement, et les programmes de recherche se rapportant à des produits particuliers	"Services de caractère général"	Services d'infrastructure, de conseil, services technologiques, prévision dans le domaine de la culture	111 262	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
b. Lutte contre les parasites et les maladies, y compris les mesures générales et les mesures par produit, telles que les systèmes d'avertissement rapide, la quarantaine et l'éradication	"Services de caractère général"	Mesures vétérinaires et protection phytosanitaire	1 880 791	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
d. Services de vulgarisation et de consultation, y compris la fourniture de moyens destinés à faciliter le transfert d'informations et des résultats de la recherche aux producteurs et aux consommateurs	"Services de caractère général"	Mesures d'amélioration hydrogéologique et services d'essais de machines	195 020	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
e. Services d'inspection, y compris les services de caractère général et l'inspection de produits particuliers, pour des raisons de santé, de sécurité, de contrôle de la qualité ou de normalisation	"Services de caractère général"	Développement de l'infrastructure nationale d'inspection des semences et de supervision des machines agricoles (Gosselechnadzor)	198 002	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
f. Services de commercialisation et de promotion, y compris les renseignements sur les marchés, la consultation et la promotion en rapport avec des produits particuliers, mais non compris les dépenses à des fins non spécifiées qui pourraient être utilisées par les vendeurs pour abaisser leurs prix de vente ou conférer un avantage économique direct aux acheteurs	"Services de caractère général"	Développement de l'infrastructure: 1. du complexe agro-industriel	627 836	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
3. Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire	"Services de caractère général"	Marchés publics de céréales	6 000 000	Documents budgétaires Ministère de l'agriculture
TOTAL:	Milliers de tenge		9 012 911	
	Milliers de dollars EU		138 660	

Tableau explicatif DS.2

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan
PERIODE CONSIDEREE: année civile 1994

Mesures exemptées de l'engagement de réduction - Traitement spécial et différencié - "Programmes de développement" (milliers de dollars EU)

Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'article 6:2	Valeur monétaire de la mesure pendant l'année en question	Sources des données
1	2	3	4
a)	1. Crédits à des conditions privilégiées pour l'agriculture	129 959	BNK, ExIm Bank
	2. Garanties d'emprunt offertes par l'Etat pour l'agriculture"	93 301	Ministère des finances
TOTAL:	Milliers de dollars EU	223 260	

Tableau explicatif DS.2

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan
PERIODE CONSIDEREE: année civile 1995

Mesures exemptées de l'engagement de réduction - Traitement spécial et différencié - "Programmes de développement" (milliers de dollars EU)

Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'article 6:2	Valeur monétaire de la mesure pendant l'année en question	Sources des données
1	2	3	4
a) "Subventions à l'investissement généralement disponibles pour l'agriculture"	1. Crédits à des conditions privilégiées pour l'agriculture	1 068	ExIm Bank
	2. Garanties d'emprunt offertes par l'Etat pour l'agriculture"	133 067	Ministère des finances
TOTAL:	Milliers de dollars EU	134 135	

Tableau explicatif DS.2

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan

PERIODE CONSIDEREE: année civile 1996

Mesures exemptées de l'engagement de réduction - Traitement spécial et différencié - "Programmes de développement" (milliers de dollars EU)

Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'article 6:2	Valeur monétaire de la mesure pendant l'année en question	Sources des données
1	2	3	4
a) "Subventions à l'investissement généralement disponibles pour l'agriculture"	1. Crédits à des conditions privilégiées pour l'agriculture 2. Garanties d'emprunt offertes par l'Etat 3. Fourniture de machines agricoles en crédit-bail	39 894 0 9 000	BNK, ExIm Bank Ministère des finances Documents budgétaires, Ministère de l'agriculture
TOTAL: Milliers de dollars EU		48 894	
b) "Subventions aux intrants généralement disponibles pour les producteurs qui ont de faibles revenus ou sont dotés de ressources limitées"	1. Subventions versées par l'intermédiaire du Fonds d'aide aux petites et moyennes entreprises	50 000	Documents budgétaires, Ministère de l'agriculture
TOTAL: Milliers de dollars EU		98 894	

Tableau explicatif DS.3

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan
PERIODE CONSIDEREE: années civiles 1994-1996
Mesures exemptées de l'engagement de réduction - Versements directs au titre de programmes de limitation de la production - "Versements directs exemptés"

Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'article 6:5	Valeur monétaire de la mesure pendant l'année en question	Sources des données
1	2	3	4
a) "versements fondés sur une superficie et des rendements fixes"			
b) "versements fondés sur 85 pour cent ou moins du niveau de base de la production"			
c) "versements pour le bétail effectués pour un nombre de têtes fixe"			

Aucune subvention de ce type n'a été accordée

Tableau explicatif DS:4

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan
PERIODE CONSIDEREE: année civile 1994
Calcul de la mesure globale du soutien totale courante

Désignation des produits initiaux (y compris MGS autre que par produit)	MGS par produit (d'après les tableaux explicatifs DS:5 à DS:7 ci-après) (Milliers de tenge)	Mesures du soutien par produit (d'après le tableau explicatif DS:8 ci-après)	MGS totale courante (globale) (Milliers de tenge)
1	2	3	4
Aucune subvention de ce type n'a été accordée			

Tableau explicatif DS:4

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan

PERIODE CONSIDEREE: année civile 1995

Calcul de la mesure globale du soutien totale courante

Désignation des produits initiaux (y compris MGS autre que par produit)	MGS par produit (d'après les tableaux explicatifs DS:5 à DS:7 ci-après) (Milliers de tengé)	Mesures du soutien par produit (d'après le tableau explicatif DS:8 ci-après)	MGS totale courante (globale) (Milliers de tengé)
1	2	3	4
Produits initiaux			
1. Semences de betteraves sucrières	83 800	---	83 800
2. Légumes et pommes de terre	114 000	---	114 000
3. Maïs	76 200	---	76 200
4. Protection phytosanitaire	30 000	---	30 000
5. Engrais	77 600	---	77 600
6. Bétail	1 326 240	---	1 326 240
7. Animaux vivants	60 920	---	60 920
8. Fruits	40 000	---	40 000
9. Carburants et combustibles	1 605 837	---	1 605 837
		TOTAL: Milliers de tengé Milliers de dollars EU	3 414 597 56 041
MGS autre que par produit			
1. Rééchelonnement d'arriérés (milliers de dollars EU)	525 193	---	525 193
2. Annulation de dettes (milliers de dollars EU)	468	---	468
		Total MGS autre que par produit (d'après le tableau explicatif DS:9 ci-après) (milliers de dollars EU)	525 661
		TOTAL: MGS totale courante (milliers de dollars EU)	581 702

Tableau explicatif DS:4

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan
PERIODE CONSIDEREE: année civile 1996 (au 27 mai 1996)

Calcul de la mesure globale du soutien totale courante

Désignation des produits initiaux (y compris MGS autre que par produit)	MGS par produit (d'après les tableaux explicatifs DS:5 à DS:7 ci-après) (Milliers de tenge)	Mesures du soutien par produit (d'après le tableau explicatif DS:8 ci-après)	MGS totale courante (globale) (Milliers de tenge)
1	2	3	4
Produits initiaux			
1. Semences de betteraves sucrières	130 000	---	130 000
2. Légumes et pommes de terre	16 500	---	16 500
	35 500		35 500
3. Maïs	241 100	---	241 100
4. Protection phytosanitaire	287 400	---	287 400
5. Engrais	20 500	---	20 500
6. Bétail	2 500	---	2 500
7. Animaux vivants	309 000	---	309 000
8. Fruits	15 000	---	15 000
9. Carburants	82 500		82 500
		TOTAL: Milliers de tenge	1 140 000
		Milliers de dollars EU	17 538
MGS autre que par produit			
1. Rééchelonnement d'arriérés (milliers de dollars EU)		---	
		Total MGS autre que par produit (d'après le tableau explicatif DS:9 ci-après) (milliers de dollars EU)	35 938
		TOTAL: MGS totale courante (milliers de dollars EU)	53 476

Tableau explicatif DS.5

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan
PERIODE CONSIDEREE: années civiles 1994-1996
Mesures globales du soutien par produit: Soutien des prix du marché

Désignation des produits initiaux	Année civile/ campagne de commercialisation commençant ...	Type(s) de mesure(s)	Prix administré appliqué	Prix de référence extérieur	Production visée	Redevances/ prélèvements connexes	Soutien total des prix du marché	Sources des données
1	2	3	4	5	6	7	8	9

Aucune subvention de ce type n'a été accordée

Tableau explicatif DS.6

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan

PERIODE CONSIDEREE: année civile 1994

Mesures globales du soutien par produit: Versements directs non exemptés

Désignation des produits initiaux	Année civile/campagne de commercialisation commençant ...	Type(s) de mesure(s)	Versement directs totaux (Milliers de tenge)	Sources des données
1	2	3	4	5

Aucune subvention de ce type n'a été accordée

Tableau explicatif DS:6

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan**PERIODE CONSIDEREE: année civile 1995***Mesures globales du soutien par produit: Versements directs non exemptés*

Désignation des produits initiaux	Année civile/campagne de commercialisation commençant ...	Type(s) de mesure(s)	Versement directs totaux (Milliers de tenge)	Sources des données
1	2	3	4	5
1. Semences de betteraves sucrières	1.1.95	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	83 800	Ministère de l'agriculture
2. Légumes et pommes de terre	1.1.95	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	114 000	Ministère de l'agriculture
3. Maïs	1.1.95	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	76 200	Ministère de l'agriculture
4. Protection phytosanitaire	1.1.95	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	30 000	Ministère de l'agriculture
5. Engrais	1.1.95	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	77 600	Ministère de l'agriculture
6. Bétail	1.1.95	Soutien financier aux producteurs pour le développement de l'élevage l'amélioration génétique Soutien aux éleveurs d'ovins Amélioration des conditions d'hygiène des animaux	247 040 55 000 901 200 123 000	Ministère de l'agriculture
7. Animaux vivants	1.1.95	Développement des exploitations	60 920	Ministère de l'agriculture
8. Fruits	1.1.95	Développement de la culture maraîchère	40 000	Ministère de l'agriculture
9. Carburants et combustibles	1.1.95	Défrichage pour la production de combustibles et lubrifiants	1 605 837	Ministère de l'agriculture
TOTAL:	Milliers de tenge Milliers de dollars EU		3 414 597 56 041	

Tableau explicatif DS:6

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan

PERIODE CONSIDEREE: année civile 1996 (au 27 mai 1996)

Mesures globales du soutien par produit: Versements directs non exemptés

Désignation des produits initiaux	Année civile/campagne de commercialisation commençant ...	Type(s) de mesure(s)	Versement directs totaux (Milliers de tenge)	Sources des données
1	2	3	4	5
1. Semences de cultures céréalières	1.1.96	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	130 000	Ministère de l'agriculture
2. Légumes et pommes de terre	1.1.96	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	16 500 35 500	Ministère de l'agriculture
3. Engrais	1.1.96	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	241 100	Ministère de l'agriculture
4. Protection phytosanitaire	1.1.96	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	287 400	Ministère de l'agriculture
5. Maïs	1.1.96	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	20 500	Ministère de l'agriculture
6. Betteraves sucrières	1.1.96	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	2 500	Ministère de l'agriculture
7. Animaux vivants	1.1.96	Soutien aux producteurs pour le développement de l'élevage et soutien à l'élevage des ovins	309 000	Ministère de l'agriculture
8. Volaille	1.1.96	Développement de l'élevage de la volaille	15 000	Ministère de l'agriculture
9. Divers	1.1.96	Développement des exploitations	82 500	Ministère de l'agriculture
TOTAL:	Milliers de tenge		3 414 597	
	Milliers de dollars EU		56 041	

Tableau explicatif DS:7

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan
PERIODE CONSIDEREE: année civile 1994

Mesures globales du soutien par produit: Autre soutien par produit et MGS totale par produit

Désignation des produits initiaux	Année civile/campagne de commercialisation commençant ...	Type(s) de mesure(s)	MGS totale (Milliers de tenge)	Sources des données
1	2	3	4	5

Aucune subvention de ce type n'a été accordée

Tableau explicatif DS:7

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan

PERIODE CONSIDEREE: année civile 1995

Mesures globales du soutien par produit: Autre soutien par produit et MGS totale par produit

1	2	3	4	5
Désignation des produits initiaux	Année civile/campagne de commercialisation commençant ...	Type(s) de mesure(s)	MGS totale (Milliers de tenge)	Sources des données
1. Semences de betteraves sucrières	1.1.95	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	83 800	Ministère de l'agriculture
2. Légumes et pommes de terre	1.1.95	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	114 000	Ministère de l'agriculture
3. Maïs	1.1.95	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	76 200	Ministère de l'agriculture
4. Protection phytosanitaire	1.1.95	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	30 000	Ministère de l'agriculture
5. Engrais	1.1.95	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	77 600	Ministère de l'agriculture
6. Bétail	1.1.95	Soutien financier aux producteurs pour le développement de l'élevage l'amélioration génétique Soutien aux éleveurs d'ovins Amélioration des conditions d'hygiène des animaux	247 040 55 000 901 200 123 000	Ministère de l'agriculture
7. Animaux vivants	1.1.95	Développement des exploitations	60 920	Ministère de l'agriculture
8. Fruits	1.1.95	Développement de la culture maraîchère	40 000	Ministère de l'agriculture
9. Carburants et combustibles	1.1.95	Défrichage pour la production de combustibles et lubrifiants	1 605 837	Ministère de l'agriculture
TOTAL:	Milliers de tenge Milliers de dollars EU		3 414 597 56 041	

Tableau explicatif DS:7

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan**PERIODE CONSIDEREE: année civile 1996 (au 27 mai 1996)***Mesures globales du soutien par produit: Autre soutien par produit et MGS totale par produit*

Désignation des produits initiaux	Année civile/campagne de commercialisation commençant ...	Type(s) de mesure(s)	MGS totale (Milliers de tenge)	Sources des données
1	2	3	4	5
1. Semences de cultures céréalières	1.1.96	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	130 000	Ministère de l'agriculture
2. Légumes et pommes de terre	1.1.96	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	16 500 35 500	Ministère de l'agriculture
3. Engrais	1.1.96	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	241 100	Ministère de l'agriculture
4. Protection phytosanitaire	1.1.96	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	287 400	Ministère de l'agriculture
5. Maïs	1.1.96	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	20 500	Ministère de l'agriculture
6. Betteraves sucrières	1.1.96	Soutien aux producteurs pour le développement des cultures et l'emploi de techniques modernes	2 500	Ministère de l'agriculture
7. Animaux vivants	1.1.96	Soutien financier aux producteurs pour le développement de l'élevage et soutien à l'élevage des ovins	309 000	Ministère de l'agriculture
8. Volaille		Développement de l'élevage de la volaille	15 000	Ministère de l'agriculture
9. Divers	1.1.96	Développement des exploitations	82 500	Ministère de l'agriculture
TOTAL:			1 140 000 17 538	
Milliers de tenge				
Milliers de dollars EU				

Tableau explicatif DS:8

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan
PERIODE CONSIDEREE: années civiles 1994-1996
Mesures équivalentes du soutien par produit

Désignation des produits initiaux	Année civile/ campagne de commercialisation commençant ...	Type(s) de mesure(s)	Prix administré appliqué	Production pouvant bénéficier du prix administré appliqué	Dépenses budgétaires pour le soutien des prix du marché	Mesure équivalente du soutien (avec détail des calculs)	Versements directs non exemptés	Autre soutien par produit	Redevances/ prélèvements connexes	Valeur monétaire totale de la mesure équivalente du soutien	Sources des données
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

Aucune subvention de ce type n'a été accordée

Tableau explicatif DS:9

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan
PERIODE CONSIDEREE: année civile 1994

MGS autre que par produit

Type(s) de mesure(s)	Année civile/campagne de commercialisation commençant ...	Dépenses budgétaires ne portant pas sur des produits déterminés	Autre soutien ne visant pas des produits déterminés (avec détail des calculs)	Redevances/prélèvements connexes	Soutien total ne visant pas des produits déterminés (Milliers de dollars EU)	Sources des données
1	2	3	4	5	6	7

Aucune subvention de ce type n'a été accordée

Tableau explicatif DS:9

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan
PERIODE CONSIDEREE: année civile 1995
MGS autre que par produit

Type(s) de mesure(s)	Année civile/campagne de commercialisation commençant ...	Dépenses budgétaires ne portant pas sur des produits déterminés	Autre soutien ne visant pas des produits déterminés (avec détail des calculs)	Redevances/prélèvements connexes	Soutien total ne visant pas des produits déterminés (Milliers de dollars EU)	Sources des données
1	2	3	4	5	6	7
1. Rééchelonnement d'arriérés	1.1.95	525 193	---	---	525 193	Ministère des finances
2. Annulation de dettes	1.1.95	468	---	---	468	Ministère des finances
TOTAL: Milliers de dollars EU					525 661	

Tableau explicatif DS:9

SOUTIEN INTERNE: Kazakhstan

PERIODE CONSIDEREE: année civile 1996 (premier semestre)

MGS autre que par produit

Type(s) de mesure(s)	Année civile/campagne de commercialisation commençant ...	Dépenses budgétaires ne portant pas sur des produits déterminés	Autre soutien ne visant pas des produits déterminés (avec détail des calculs)	Redevances/prélèvements connexes	Soutien total ne visant pas des produits déterminés (Milliers de dollars EU)	Sources des données
1	2	3	4	5	6	7
1. Rééchelonnement d'arriérés	1.1.96	35 938	---	---	35 938	Ministère des finances
TOTAL: Milliers de dollars EU					35 938	